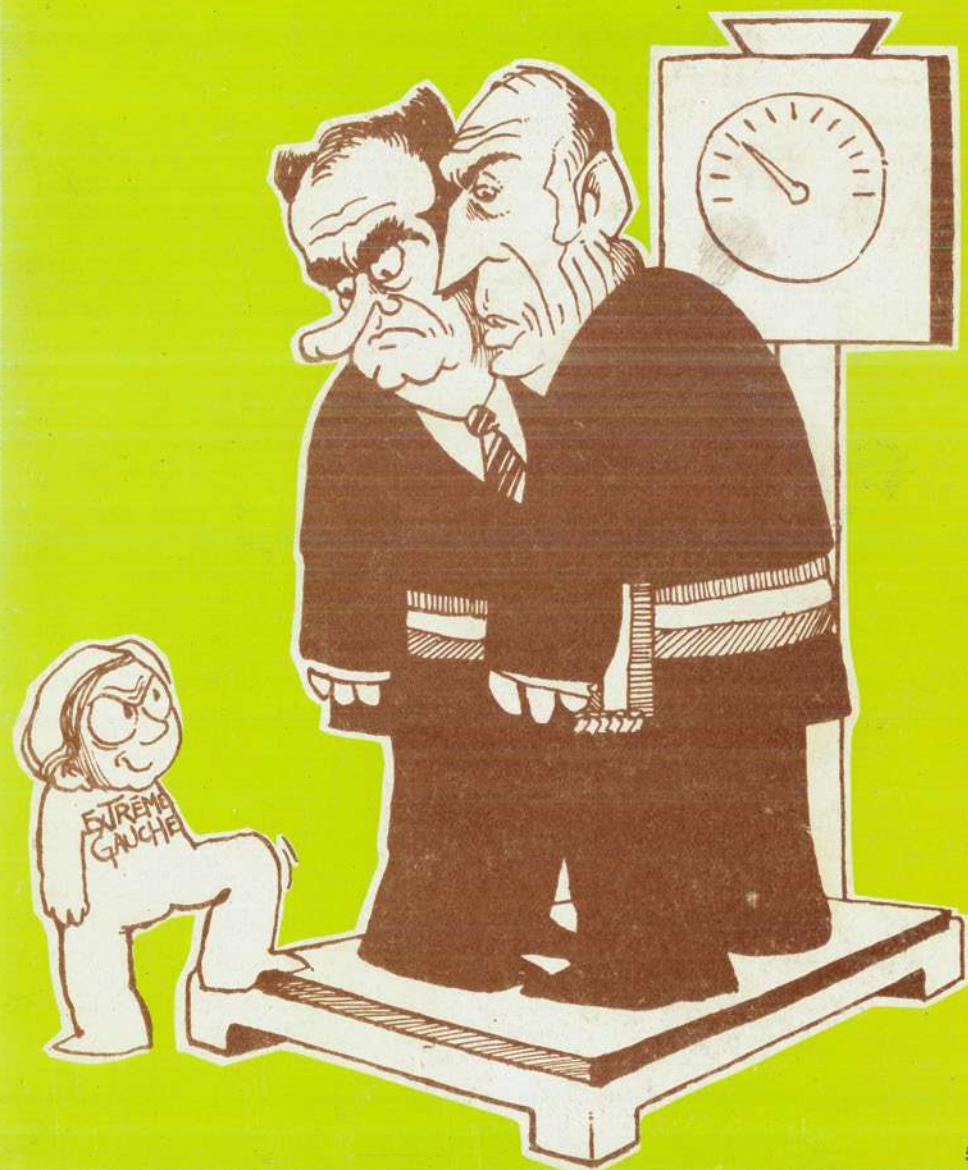
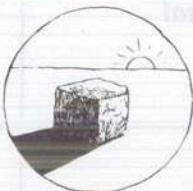
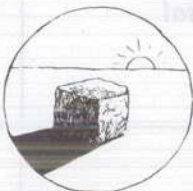




CRITIQUE COMMUNISTE



LES
REVOLUTION-
NAIRES FACE
A L'UNION
DE LA GAUCHE



SOMMAIRE

pages	rubriques	articles	auteurs
7		<i>Présentation</i>	
9		<i>Sur le Programme Commun</i>	Jean Marie Vincent
37		<i>l'OCI et les rapports avant-garde masses</i>	Jean Marie Freyssat
69	 Extrême gauche	<i>A propos des thèses adoptées par le congrès de Strasbourg du PSU</i>	Yves Salessse
103		<i>Indépendance nationale et internationalisme prolétarienne</i>	Daniel Bensaïd Jean Marie Freyssat
130	Dossier	<i>Crise de l'extrême-gauche italienne</i>	Anna Libera
141		<i>Les communistes vietnamiens et le Front Populaire (1936-1939)</i>	Daniel Hémery
	Histoire du mouvement ouvrier		

SOMMAIRE (suite)

pages	rubriques	articles	auteurs
158	 Théories marxistes	<i>Les innovations thématiques du marxisme occidental</i>	Perry Anderson
178	 Courrier	<i>Lettres du camarade Carruso</i>	

COMITE DE REDACTION

Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne - Michel Peret - Gilles Poiron - Carlos Rossi - Frédérique Vinteuil - Jean Marie Vincent - Henri Weber.

Directeur de la publication : Henri Weber.

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéméné
75004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 NUMEROS : 80 F.

imprimerie Rotographie
808 23 28



PAUL

Le numéro 5 est sorti

Imprecor

correspondance de presse internationale

Trimestriel, n° 5 nouvelle série, 28 avril 1977

411, 301b, 2,5fr



**LES TROIS DIMENSIONS
DE
LE « EUROCOMMUNISME »**

par Ernest MANDEL

En vente à la librairie Rouge

Le numero 14 est sorti

CAHIERS
de la **TAUPE**

Mai 1977



« Nous rencontrons la plus vieille amie la taupe, qui sait si bien creuser pour apparaître au bon moment. » In Révolution - Karl Marx



LE PLAN BARRE:
ce qu'il en coûte
aux travailleurs

En vente à la librairie Rouge

Sommaire N° 6

- Antoine Arthous, Daniel Bensaid** - « Que faire ? » (1903) et la création de la Ligue Communiste (1969).
Henri Weber - Stalinisme et métaphysique.
Pierre Rousset - Stalinisme, centrisme et « Communismes nationaux ».
Denise Avenas, Jean Nicolas - La perversion, l'amour, la révolution.
Camille Scalabrino - Que faire de la psychanalyse ? Ou pourquoi la publier ?
Denis Berger - Cours, militant, le surréalisme est derrière toi !...
Alain Joxe - La crise de l'armée française et les révolutionnaires.
Hector Léan - Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction.

Sommaire n°7

Hans Magnus Enzenberger	
Une critique de l'écologie politique	5
A.T. sur un livre de H. Rothmann : Pollution : meurtrière providence	43
Jean-Paul Deléage : La nature : un paradigme introuvable	55
Jean-Marie Dumont : Environnement et luttes urbaines	101
Michel Lequenne : Continuité et discontinuité du « lambertisme »	120
Contribution à l'histoire d'une dégénérescence	126

SOMMAIRE N° 8/9

Henry Weber Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours	1
L'extrême-gauche italienne entre l'« autonomie ouvrière » et le PCI	61
Jacques Julliard Réponses à la Ligue Communiste	23
Lucio Magri Sur la stratégie révolutionnaire en Italie	123
Ernest Mandel Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe Occidentale	135

SOMMAIRE n° 12-13

Antoine Artous : La question du léninisme	p. 1
Denise Avenas, Alain Brossat : Notre génération	p. 20
Michel Lequenne : Vie militante et vie quotidienne	p. 50
Frédérique Vinteuil : Militier sans mythologies	p. 63
Hector Léans : Mode d'existence et fragilité de la crise communiste	p. 72
Jean Nicolas : La question homosexuelle	p. 86
Michel Lequenne : Les questions du mode de vie selon Trotsky	p. 135
Alain Brossat : Les nouveaux communards	P. 144
Michel Lequenne : Métastase du cancer ultra-gauche	p. 153
Daniel Bensaid Sur l'autogestion	p. 183

ABONNEMENT

Je désire recevoir 10 numéros de la revue Critique Communiste. Je joins à ce bulletin :
 - La somme de 80F (abonnements simple) et 100F pour l'étranger
 - La somme de soutien de 100F (ou davantage - abonnement de soutien)

NOM

Prénom

PRESENTATION

■ *De numéro spécial en numéro double, Critique communiste tend de plus en plus au livre de poche : unicité du thème traité, longueur des articles, etc.*

Ce numéro entend rompre avec cette tradition naissante. Pour répondre aux préoccupations politiques et théoriques des militants, contribuer à l'élaboration programmatique, intervenir en défense du marxisme dans la lutte idéologique, la succession de numéros spéciaux consacrés à un même thème ne convient pas. Il faut des numéros structurés en rubriques régulières, instituant une recherche et un débat permanent sur les problèmes-clés auxquels la pratique politique nous confronte. Ce qui n'exclut évidemment pas les numéros spéciaux, de temps à autres.

Dans ce numéro 14-15 de Critique communiste, Jean-Marie Vincent revient sur l'appréciation marxiste-révolutionnaire du Programme commun de la gauche.

Freyssat discute la conception lambertiste de la tactique du Front unique ouvrier. Yves Salesse analyse le dernier congrès du PSU et ses conséquences. Daniel Bensaïd présente la position des marxistes révolutionnaires sur l'Europe. Daniel Hémerly, enseignant à Paris VII, auteur du livre Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine, paru aux éditions Maspéro, étudie l'expérience du Front populaire au Vietnam.

Perry Anderson, directeur de la New-left review, publie les bonnes feuilles de son livre Considérations sur le marxisme occidental, à paraître, cet été, chez Maspéro.

Enfin, Elie Carasso, ex-militant de l'OCI à Clermont-Ferrant, d'aujourd'hui animateur du CRES (Cercle de recherche et d'études socialistes) répond à l'article de Michel Lequenne sur l'histoire de l'OCI paru dans Critique communiste n° 7.

PRESENTATION

Le numéro spécial en numéro double. Critique com-
muniste tend de plus en plus au lieu de poche : unilatéral de
leurs traits toujours des autres, etc.

Ce numéro est en compte avec cette tradition mais
aux préoccupations politiques et théo-
logiques de l'édition program-
matique, intervient en défense du marxisme dans la lutte

vous s'efforcent de contrôler les
Il faut des numéros
un débat politique
qui a échoué

CE SONT
DES
ELEMENTS
INCONTROLES
CELA NE
SE REPRODUIRA
PLUS...



Sur le Programme commun

Le Programme commun de gouvernement n'est pas loin d'être devenu une fétiche. Pour les partis de la coalition au pouvoir, il est le programme du « collectivisme », c'est-à-dire un projet de société conduisant à la contrainte bureaucratique dans un climat général d'étouffement des initiatives individuelles. Il y a sans doute une forte part de mauvaise foi dans ces attaques : les milieux dirigeants ne croient pas un seul instant que le programme du PC et du PS soit celui du « socialisme » et que son application soit susceptible de bouleverser de fond en comble l'ordre social actuel, mais il est clair qu'à travers des critiques aussi démesurées et partiales les défenseurs de la bourgeoisie entendent conjurer le mauvais sort, c'est-à-dire les tendances au socialisme dans le contexte présent.

Il s'agit moins de dénoncer les dangers réels que de prendre les devants et de rendre socialement suspect voire impossible tout ce qui peut préfigurer dans les difficultés du présent une autre société. Les partis de l'Union de la gauche ne sont pas en reste dans ce jeu de fausses perspectives et de fausses fenêtres. Tantôt ils insistent sur le fait que le Programme commun est un moyen privilégié d'arriver au socialisme, tantôt ils soulignent au contraire son caractère modéré et ses objectifs limités. Cette chartre de l'action commune est ainsi tout et rien à la fois, le socialisme mis à l'ordre du jour en même temps que son renvoi à des lendemains

plus ou moins lointains, un ensemble de mesures rigoureuses contre la bourgeoisie en même temps qu'une médication indolore pour une société malade. Tout cela fait qu'il n'y a pas de véritable discussion sur le contenu du texte de juin 1972, si ce n'est à propos de mots comme « nationalisation » séparés de leurs référents réels et qui deviennent eux-mêmes des fétiches. De cette façon, tout débat sérieux sur la question du programme se trouve entravé, pour ne pas dire rendu sans objet, puisqu'il suffit aux uns et aux autres d'évoquer positivement ou négativement le programme pour refouler les interrogations et les inquiétudes. Cible ou emblème dans des affrontements qui reflètent en la parodiant la lutte des classes, texte rituel de la liturgie réformée de gauche, le programme est en réalité devenu une abstraction qu'on croit située au dessus des aléas de la conjoncture politique.

C'est d'ailleurs pourquoi il ne suffit pas de dénoncer son caractère réformiste, ni l'esprit de collaboration de classe qui l'imprègne du début à la fin, pour renvoyer à la nécessité de la rupture révolutionnaire. Opposer des abstractions à d'autres abstractions ne fait pas avancer les choses si l'on ne montre pas le rôle précis que jouent les abstractions dans la vie sociale et politique. Le PCG ne participe pas seulement de conceptions réformistes, il s'insère, et c'est précisément ce que l'on veut faire oublier, dans un moment de la lutte des classes et de sa dynamique. C'est donc cela qu'il faut éclairer en premier lieu. En d'autres termes, il faut déterminer le type de réponses que le Programme commun donne aux problèmes concrets qui sont posés aux grandes organisations du mouvement ouvrier, principalement le PC et le PS, dans la France d'aujourd'hui. Une chose frappe de prime abord : le Programme commun de la gauche se veut un programme offensif clairement orienté vers la prise du pouvoir. Il ne s'agit plus, comme en 1935 lors de la mise au point du programme de rassemblement populaire, de mettre en avant des objectifs essentiellement défensifs dans le seul but avoué de faire reculer le fascisme.

Comme le montre très bien Georges Marchais dans sa préface à l'édition du programme patronnée par le PCF, il s'agit pour les deux partis de répondre à des aspirations profondes à un changement radical des conditions de vie et de travail. Dans tout cela rien n'est très mystérieux, il est impossible dans les années soixante-dix de ne pas tenir compte de la crise rampante des rapports de travail et des rapports sociaux en général. La classe ouvrière dans sa très grande majorité ne croit plus, comme elle le faisait dans les années cinquante et soixante, que le capitalisme est porteur d'un progrès économique continu, notamment d'une croissance effaçant peu à peu la pauvreté. Elle ne considère pas, par conséquent, que les partis ou organisations dans lesquelles elle se reconnaît soient de purs et simples groupes de pression économiques intégrés au système. Tout au contraire elle les conçoit plus ou moins confusément comme des instruments utilisables pour modifier les relations sociales et la vie quotidienne.

C'est cela qui explique la rhétorique des « changements profonds » du

« vivre mieux, changer la vie à laquelle fait écho la démagogie giscardienne sur le « changement et les réformes ». Mais il est caractéristique précisément que les deux partis principaux de la gauche unie voient le changement social sous le seul angle d'une amélioration de l'état de choses existant sans se préoccuper de mobiliser les travailleurs pour qu'ils contrôlent eux-mêmes leurs conditions d'existence et de travail. Les revendications du Programme commun de la gauche sur le plan social sont justifiées, quoique souvent vagues et timides, mais elles apparaissent surtout comme des concessions qui doivent venir d'en haut, c'est-à-dire d'un Etat-providence régnant sur une masse d'assistés. Le Programme commun de la gauche se prononce ainsi pour l'échelle mobile des salaires, mais il ne dit pas qui la mettra en œuvre et qui la contrôlera. En matière d'urbanisme, de logement, d'enseignement, il y a beaucoup de déclarations d'intention louables, mais le plus souvent des silences éloquentes sur les structures nouvelles nécessaires pour permettre la satisfaction des besoins populaires. Le Programme commun de la gauche n'est pas un programme qui invite les masses à s'organiser elles-mêmes dans la vie quotidienne, c'est-à-dire à déterminer démocratiquement la façon dont seront répartis et consommés les biens de consommation et produits disponibles. On appelle les individus moins à mettre en question leur dépendance à des modes de consommation imposés par la valorisation du capital qu'à mieux en profiter ou qu'à augmenter des « satisfactions » prétendues ou supposées.

Il est vrai que le Programme insiste beaucoup sur la consommation sociale, sur tout ce qui ressort du cadre de vie collectif, mais cela reste au niveau des pétitions de principe dans la mesure où rien n'est dit sur les moyens à employer pour pondérer consommation privée et consommation collective. Tout se passe comme si, dans le monde idyllique du Programme commun, il suffisait de développer quantitativement la consommation des couches défavorisées sous les différents aspects pour résoudre les problèmes de la vie quotidienne et des relations sociales. Les rédacteurs du Programme commun en fait ne se préoccupent pas de la réorganisation nécessaire des échanges et des relations entre les hommes et leur environnement. L'univers des valeurs, de la valeur d'échange s'imposant à la valeur d'usage, est laissé intact. Autrement dit, les finalités de la consommation et de la structuration des échanges sociaux ne sont pas mises en question, si ce n'est très superficiellement, alors qu'il y a des incompatibilités profondes entre le mode bourgeois de production et de satisfaction de besoins d'une part, les aspirations des classes populaires à une maîtrise grandissante des processus de plus en plus collectifs de distribution et d'échange des biens et services.

Il n'est bien sûr pas question de reprocher au Programme commun de ne pas proposer un schéma idéal de vie en communauté, supprimant d'un trait de plume les inégalités dans la consommation et les échanges. En tout état de cause, les revendications qu'il s'agit de mettre en avant ne peuvent avoir pour objectif de réorganiser de fond en comble, comme par

un coup de baguette magique, tous les processus de répartition et de distribution caractéristiques de la société actuelle. Il est clair, toutefois, que les mots d'ordre à mettre en avant ne peuvent se contenter de viser à une rationalisation du système existant et de chercher seulement un meilleur fonctionnement de ses mécanismes. Pour que les choses, sinon la vie, changent, il faut, qu'à travers une répartition plus égalitaire des ressources et des possibilités d'intervention, se dessinent les contours des modes d'existence différents, que des déséquilibres nouveaux se produisent et aiguillent progressivement vers des relations sociales qualitativement autres. Telle n'est pas la philosophie du Programme commun qui développe au contraire des conceptions relevant d'un juste milieu abstrait, d'une sorte d'équilibrisme entre des intérêts de classe divergents.

Les transformations sociales que le Programme commun postule, doivent s'opérer insensiblement, en douceur, c'est-à-dire sans bousculer les habitudes ou les préjugés. Le Programme reconnaît bien qu'il y a une rofonde crise sociale, mais il en fait une analyse singulièrement réductrice si l'on se fie aux commentaires des deux principales organisations signataires. Pour le PCF, la crise de la société française est essentiellement une crise de domination monopolistique, c'est-à-dire du parasitisme des monopoles capitalistes gaspillant les ressources sociales et imposant sur cette base des sacrifices « inutiles » aux classes populaires. Pour le PS, la crise est surtout une crise de l'autoritarisme capitaliste et de sa technocratie, c'est-à-dire au fond l'expression de mauvaises relations entre gouvernants et gouvernés ou entre dirigeants et dirigés. L'un et l'autre se gardent bien de prendre en compte la crise des relations sociales en tant que crise des rapports de valorisation établis entre les individus où chacun n'est plus qu'un moyen pour l'autre, où le lien social est imposé aux sujets par les connexions abstraites du marché et de la reproduction du capital. Ils ne veulent ainsi pas voir que les manifestations actuelles de pourrissement social sont largement dues à la tendance d'un nombre grandissant d'individus à refuser la compétition sociale, sa recherche du succès et du prestige social au détriment des relations d'interdépendance et de solidarité. Il y aurait dans doute beaucoup de naïveté à croire que ces refus traduisent une socialisation achevée, non antagonique et effacent d'un coup l'isolement des individus les uns par rapport aux autres, leur impuissance face à ces rapports sociaux qu'ils ne contrôlent pas, mais il serait tout à fait faux de sous-estimer la portée de cette insertion défectueuse dans les mécanismes de la valorisation (et de la production de plus-value). Les individus s'identifient de moins en moins aux rôles qui leurs sont prescrits, il sont en ce sens de moins en moins conformes à l'individualité bourgeoise-type ainsi qu'à ses finalités, par conséquent, potentiellement, ils sont réceptifs à tout ce qui pourrait traduire l'interdépendance d'activités sociales de plus en plus complexes, l'élargissement de leur horizon. Le Programme commun, dans la mesure où il se satisfait de platitudes du genre « mettre fin aux incohérences et aux injustices du régime actuel », passe à côté de ces

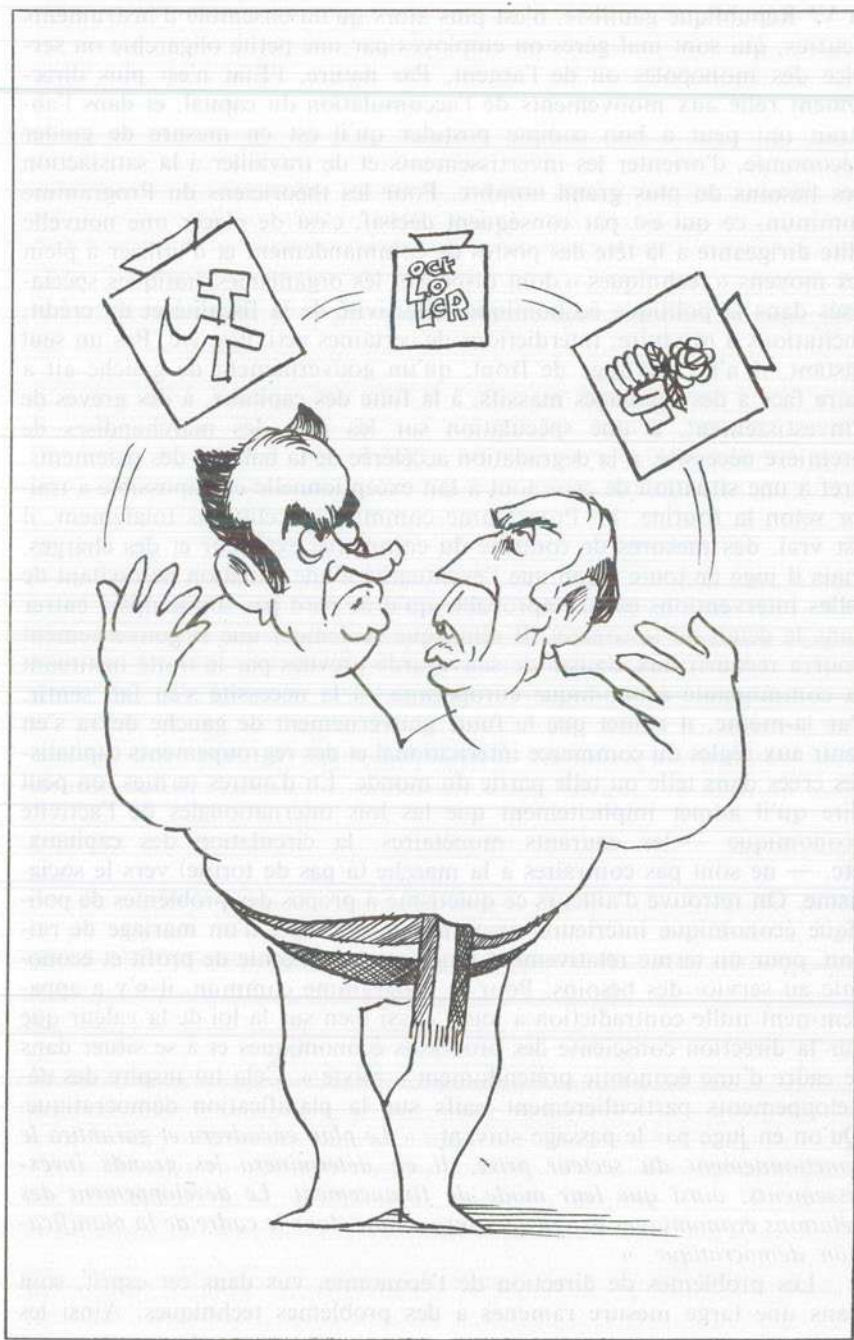
réalités contradictoires, riches en développements futurs. Il se contente de chercher des soutiens, des adhésions le plus souvent passives, là où il faudrait susciter des actions collectives dans le but de dépasser l'émiettement des individus consommateurs. Sans oser l'avouer franchement, le Programme commun fait plus fond sur des réflexes petits-bourgeois présents dans presque toutes les couches salariés (de la classe ouvrière à la nouvelle petite bourgeoisie) — entre autres l'attrait pour des jouissances privées, à l'exemple de la bourgeoisie — que sur une réorganisation réelle de la distribution et des échanges. L'individu consommateur du Programme commun, c'est un individu qui ne cherche pas à récupérer la sociabilité qu'on lui dénie, mais se satisfait — plus ou moins bien — de l'horizon immédiat.

On ne s'étonnera donc pas que le Programme commun fasse preuve d'un conservatisme analogue dans ses perspectives économiques. Quand on se refuse d'adopter le point de vue de la force de travail collective sur les relations d'échanges entre les hommes, sur la consommation et sur l'utilisation de l'espace et des ressources naturelles, il n'y a aucune raison pour qu'on l'adopte lorsqu'il est question de la production et de son organisation. Encore une fois, il ne s'agit pas de reprocher au Programme commun de ne pas exiger immédiatement la socialisation intégrale des moyens de production, mais de voir si les revendications mises en avant sont bien susceptibles d'amorcer un processus de transformations sociales, plus ou moins rapide et heurté, mais en tout cas ininterrompu. Autrement dit, il faut se demander comment le Programme commun se situe par rapport aux données fondamentales de l'accumulation capitaliste et plus précisément à sa dynamique présente. A première vue, il est d'un très grand laconisme dans ce domaine, mais on peut découvrir en filigrane une analyse particulièrement significative du capitalisme contemporain. Pour les auteurs du Programme, qui s'inspirent en particulier des thèses du PC sur le capitalisme monopoliste d'Etat, le cadre national apparaît comme le cadre fondamental de l'activité économique, même s'il le trouve de plus en plus étroitement inséré dans des cadres plus vastes (Marché commun, GATT, etc.). L'accumulation du capital est donc vue comme une accumulation essentiellement nationale, la concurrence internationale étant surtout, malgré l'apparition des multinationales, une confrontation de marchés nationaux à peu près homogènes. Le Programme sur la base de ces thèses esquive ainsi une question tout à fait décisive, celle de la surdétermination des marchés nationaux par le marché mondial, prédominance qui se manifeste notamment par l'importance des mouvements de capitaux à l'échelle internationale, la spéculation et les crises monétaires et des formes de spécialisation internationale du travail transcendant les frontières nationales. Tous les équilibres économiques internes d'un pays comme la France dépendent très largement du commerce extérieur, c'est-à-dire des variations des importations et des exportations, mais aussi des

emprunts, des rapatriements de profits et de tous les mouvements qui affectent la balance des paiements.

La France se situe dans des champs de forces très complexes, entretenant des relations très diverses avec les différentes parties du monde, déversant ses produits dans un endroit, allant chercher des matières premières dans un autre, attirant les travailleurs immigrés d'un troisième, en fonction des variations de la rentabilité : l'accumulation du capital y est largement déterminée par des chaînes de détermination incontrôlables au niveau national. Pourtant, le Programme commun fait comme si la politique économique de l'Etat national était en mesure de dicter sa marche à l'accumulation du capital, à sa circulation et à sa production. Ces illusions « keynésiennes » sont d'autant plus frappantes qu'on se trouve maintenant à vingt ans du début de la grande phase de libération des échanges dans le monde occidental et que depuis longtemps l'Etat français a renoncé à régler la dynamique des échanges extérieurs et à en contrôler les grands mouvements. L'état planificateur du début des années soixante, celui cher à Michel Debré n'est aujourd'hui plus qu'un souvenir. La croissance économique peut moins que jamais être présentée comme déterminée dans ses caractéristiques essentielles par les décisions de l'Etat, même si celui-ci étend son intervention et fait passer entre ses mains une part croissante du revenu national. En réalité, l'Etat canalise et régularise des flux qui s'imposent à lui avec une force de plus en plus grande. Il ne maîtrise pas vraiment l'inflation, parce qu'il ne maîtrise, ni les mécanismes de la création de monnaie (notamment les mécanismes de la création du crédit), ni les mécanismes de fixation des prix. Malgré la taille du secteur public, il ne peut dominer les problèmes de l'emploi, parce que ces derniers sont surtout fonction du niveau de l'accumulation et de la rapidité de renouvellement du capital, ce qui renvoie à l'évolution des taux de profits. Les trois années qui viennent de se passer illustrent parfaitement cette impuissance relative de l'Etat. Loin d'avoir empêché la crise économique, il a dû se soumettre à elle et accompagner ses mouvements de « redéploiement » de l'appareil productif, en atténuant, certes, la brutalité des licenciements et des effets du chômage, mais aussi en pratiquant une politique systématique d'attaque contre le niveau de vie ouvrier. L'Etat « capitaliste collectif idéal », pour reprendre une expression d'Engels dans *l'Anti-Dühring*, se dévoile ainsi comme une machine à traiter et à conditionner la force de travail collective, ou encore comme une immense chambre de compensation entre les capitalistes (redistribution de la plus-value), ce qui n'a pas grand-chose à voir, on en conviendra, avec l'image idyllique d'un Etat capable de corriger tous les déséquilibres et de désamorcer tous les conflits de classe.

C'est pourtant cette conception que retient le Programme commun. L'Etat, tel qu'il est organisé et résulte de longues années de développement monopoliste et impérialiste, tel qu'on le doit notamment aux épisodes de Vichy, du tripartisme, de la troisième force après 1947 et de



la V^e République gaulliste, n'est plus alors qu'un ensemble d'instruments neutres, qui sont mal gérés ou employés par une petite oligarchie ou service des monopoles ou de l'argent. Par nature, l'Etat n'est plus directement relié aux mouvements de l'accumulation du capital, et dans l'abstrait ont peut à bon compte postuler qu'il est en mesure de guider l'économie, d'orienter les investissements et de travailler à la satisfaction des besoins du plus grand nombre. Pour les théoriciens du Programme commun, ce qui est par conséquent décisif, c'est de placer une nouvelle élite dirigeante à la tête des postes de commandement et d'utiliser à plein les moyens « techniques » dont disposent les organismes étatiques spécialisés dans la politique économique, sélectivité de la fiscalité et du crédit, incitations à produire, interdictions de certaines activités, etc. Pas un seul instant, il n'est envisagé de front, qu'un gouvernement de gauche ait à faire face à des sabotages massifs, à la fuite des capitaux, à des grèves de l'investissement, à une spéculation sur les prix des marchandises de première nécessité, à la dégradation accélérée de la balance des paiements, bref à une situation de crise tout à fait exceptionnelle et impossible à traiter selon la routine. Le Programme commun n'exclut pas totalement, il est vrai, des mesures de contrôle du commerce extérieur et des charges, mais il juge de toute façon que l'éventualité d'une situation nécessitant de telles interventions est si improbable qu'il ne perd pas son temps à entrer dans le détail ou le concret. Il remarque seulement que le gouvernement pourra recourir aux clauses de sauvegarde prévues par le traité instituant la communauté économique européenne, si la nécessité s'en fait sentir. Par là-même, il admet que le futur gouvernement de gauche devra s'en tenir aux règles du commerce international et des regroupements capitalistes créés dans telle ou telle partie du monde. En d'autres termes, on peut dire qu'il admet implicitement que les lois internationales de l'activité économique — les courants monétaires, la circulation des capitaux, etc. — ne sont pas contraires à la marche (à pas de tortue) vers le socialisme. On retrouve d'ailleurs ce quiétude à propos des problèmes de politique économique intérieure, examinés sous l'angle d'un mariage de raison, pour un terme relativement long, entre économie de profit et économie au service des besoins. Pour le Programme commun, il n'y a apparemment nulle contradiction à jouer aussi bien sur la loi de la valeur que sur la direction consciente des processus économiques et à se situer dans le cadre d'une économie prétendument « mixte ». Cela lui inspire des développements particulièrement naïfs sur la planification démocratique. Qu'on en juge par le passage suivant : « *Le plan encadrera et garantira le fonctionnement du secteur privé. Il en déterminera les grands investissements, ainsi que leur mode de financement. Le développement des relations économiques extérieures sera assuré dans le cadre de la planification démocratique.* »

Les problèmes de direction de l'économie, vus dans cet esprit, sont dans une large mesure ramenés à des problèmes techniques. Ainsi les

nationalisations apparaissent bien comme des moyens de promouvoir la justice sociale et une intervention de plus en plus étendue des travailleurs dans la gestion, mais pour l'essentiel — et surtout dans l'interprétation donnée par les experts du Parti socialiste — elles sont des instruments de gestion économique. Elles doivent permettre au gouvernement, entre autres choses, d'influer sur les secteurs clés de l'économie en particulier dans le but de favoriser une nouvelle stratégie industrielle, c'est-à-dire une réorientation des investissements vers des productions jugées plus utiles.

De ce point de vue, les nationalisations ne se différencient pas fondamentalement d'autres formes de l'intervention étatique (participation, sociétés d'économie mixte, etc.) qui modifient aussi la propriété juridique des moyens de production. Il s'agit d'élargir les possibilités d'action de l'Etat en restreignant quelque peu le pouvoir économique direct des capitalistes, sans pour autant éliminer les mécanismes du marché. Très significative est à cet égard la notion de « seuil minimum de nationalisation » avancée par le Programme. Contrairement à ce qu'une lecture superficielle pourrait laisser croire, cela ne veut pas du tout dire qu'il s'agit de porter un coup décisif à la dynamique capitaliste de l'économie.

Il est question tout au plus de discipliner avec minimum de sérieux le secteur privé de l'économie. Le Programme ne dit-il pas benoîtement : « *Le franchissement du seuil minimum doit permettre de limiter et de circonscrire les bases monopolistes. Il laissera subsister un important secteur privé.* » Cela donne un éclairage tout à fait particulier à la « *nouvelle logique de la croissance* » dont parlent volontiers les partisans du Programme commun. Le but est en réalité d'insuffler de nouvelles énergies à la croissance capitaliste, en escomptant que son accélération mettra à la disposition du pouvoir plus de moyens pour opérer des réformes sociales. De tout cela, il découle évidemment que le capitalisme n'a pas à être combattu de front, mais utilisé pendant toute une période pour des objectifs qui ne sont pas les siens. Les capitalistes doivent donc être ménagés, indemnisés quand ils sont expropriés et, bien sûr, incités à investir, ce qui présuppose qu'on les laisse faire des profits satisfaisants. Le « réalisme » du Programme commun aboutit ainsi à des exigences parfaitement contradictoires, d'un côté augmenter massivement la consommation populaire en diminuant le taux d'exploitation, d'un autre côté forcer l'exploitation pour accumuler plus et plus rapidement. Sans doute les experts économiques des partis de gauche peuvent-ils tabler sur le fait qu'il existe aujourd'hui beaucoup de capacités de production inemployées, particulièrement dans le secteur des biens de consommation, et qu'une augmentation massive de la demande peut pour un temps donner un coup de fouet à la production. Mais précisément, cela ne peut durer qu'un temps, car si le taux et la masse du profit sont insuffisants pour rémunérer le capital, les capitalistes feront la grève de l'investissement et seront de plus en plus tentés par le placement de leurs capitaux à l'étranger. Il faut alors, ou bien se soumettre aux exigences des représentants de la bourgeoisie et mener

une politique d'austérité, frappant lourdement la classe ouvrière, ou bien s'opposer de plus en plus nettement à la logique économique du capital en renforçant, et surtout en approfondissant, l'intervention étatique tout en prenant le risque de susciter des réactions très dangereuses de la classe dominante et de ses alliés de la petite et moyenne bourgeoisie. Le Programme commun refuse verbalement la première voie, mais il ne prévoit rien pour emprunter la seconde, ce qui est maintenant d'autant plus notable que la France traverse une période de graves difficultés économiques et se remet avec une très grande lenteur de la crise de 1974-1975. Le Programme de l'Union de la gauche, dans ce contexte, devient inapplicable et l'on s'explique trop bien pourquoi certains socialistes parlent d'étaler considérablement son exécution dans le temps et pourquoi ils font appel à l'esprit de responsabilité (notamment lorsqu'il s'agit de nationaliser des multinationales). L'important, c'est d'exercer le pouvoir et d'éviter les affrontements par trop violents. Il est vrai qu'à leur décharge, les partisans du Programme commun peuvent invoquer la crainte que suscite l'étatisme dans de très nombreuses couches populaires où on l'identifie au bureaucratisme et à la répression, et par conséquent peuvent invoquer la nécessité de jouer au maximum sur des initiatives souples et décentralisées. Mais ces arguments n'en sont pas vraiment, lorsqu'on les examine d'un peu plus près. Les masses peuvent craindre l'étatisme parce qu'on ne fait pas appel à elles et à leur esprit d'invention, et les initiatives souples et décentralisées auxquelles se réfère le Programme commun (les coopératives, les sociétés d'économie mixte par exemple), n'ont pas grande portée ou grand sens, quand subsiste les contraintes du marché monopoliste, national et international.

En réalité, le fond des choses, c'est que le Programme commun refuse de voir qu'il faut opposer à l'accumulation du capital, non seulement une politique économique nouvelle, mais aussi une véritable économie politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire d'autres règles du jeu de la production et de la distribution des biens et produits. L'économie politique du capital a en effet son fondement dans la production de plus-value, autrement dit dans l'exploitation de la force de travail. Il ne peut donc y avoir de pratique ouvrière authentique dans un tel cadre, sauf à admettre que la libération des travailleurs passe par leur exploitation. La pratique libératrice doit passer en fait par la mise en question des mécanismes de l'accumulation, du salariat et de tout ce qui concourt à la production du capital comme rapport social. Cela implique en premier lieu que dans l'action on refuse d'accepter les contraintes dites objectives du capitalisme — rentabilité des entreprises, équilibre des échanges de marchandises, hiérarchie des revenus, etc. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'opposer un point de vue abstraitement utopique à la « mauvaise » réalité capitaliste, mais bien, à partir des mêmes données, de renverser les perspectives, de changer les critères à partir desquels on décide de ce qui est faisable et de ce qui ne l'est pas. Le capitalisme et ses agents les plus directs cherchent à

réduire les travailleurs à de pures fonctions de la production de capital : ils veulent en faire des éléments interchangeables, que l'on peut utiliser ou rejeter à volonté suivant la conjoncture. La classe ouvrière au contraire a une exigence fondamentale à faire valoir, son refus de n'être qu'une partie variable du capital, constituée seulement d'une myriade d'individus isolés les uns des autres. Pour reprendre une expression de Marx dans *Misère de la philosophie*, la classe ouvrière, sous différentes formes doit faire valoir une pensée de résistance qui la conduit à rechercher l'organisation collective.

Par des revendications qui peuvent apparaître très élémentaires au départ — augmentations des salaires, meilleures conditions d'hygiène, de sécurité et de travail —, les travailleurs contrent les exigences du capital et affirment leur existence en tant que classe. Certes le capital n'est pas désarmé devant l'activité revendicative : au-delà de la répression, il sait très bien jouer de mécanismes intégrateurs (corruption du mouvement syndical, hiérarchie des qualifications, concessions temporaires, etc.), mais il est sans cesse confronté à de nouvelles actions et au débordement des dispositifs qu'il a mis en place. Tout est toujours à recommencer pour lui, et toute intervention tant soit peu massive de la classe ouvrière met virtuellement en jeu le salariat. Les travailleurs qui se mobilisent et remportent des succès, même modestes, prennent en effet peu à peu conscience de leur propre force et deviennent conscients du fait que le capital s'empare sur leur dos des puissances sociales de la production. Ils tendent par là même à chercher d'autres modalités d'organisation de la production, se traduisant notamment par d'autres finalités : ce qui intéresse les travailleurs, ce n'est pas la valeur d'échange, c'est la valeur d'usage. C'est donc toute la valorisation du capital qui se trouve mise en question. Que l'on songe aux luttes de ces trois ou quatre dernières années contre les licenciements qui, en s'attaquant au droit discrétionnaire du patronat à embaucher et à débaucher du personnel, mettent en avant des principes tout à fait révolutionnaires pour subordonner les moyens de production aux besoins et aux exigences des hommes qui travaillent (le monde capitaliste à l'envers). Toutes les luttes sur l'emploi, celles des jeunes, des femmes contiennent d'ailleurs une forte charge subversive, étant donnée qu'elles mettent en lumière le caractère profondément malthusien de l'accumulation du capital en faisant plus particulièrement la preuve que les individus ne sont admis à exercer des activités rémunérées qu'autant qu'ils sont susceptibles de fournir massivement de la plus-value. Les jeunes et les femmes, de plus en plus frappés par le chômage depuis 1974, alors qu'ils recherchent toujours plus ardemment l'indépendance économique, sont amenés à récuser radicalement la dynamique présente de la production, voire à proposer que le sens en soit inversé. Sans doute, les luttes des chômeurs ou de ceux qui n'ont encore jamais travaillé sont-elles encore très embryonnaires, mais elles ont déjà une portée non négligeable, puisqu'elles s'insèrent dans un contexte général de crise des formes capita-

listes du travail. Dans la société capitaliste française comme dans les autres sociétés impérialistes, il devient effectivement de plus en plus difficiles de mettre un sens subjectif dans le travail, que ce soit dans l'industrie ou dans les bureaux, et de l'intégrer dans des projets de vie un tant soit peu satisfaisants. Les résultats que l'on peut obtenir par une vie de travail apparaissent beaucoup trop dérisoires par rapport aux efforts qu'il faut consentir sans discontinuer.

Il devient en ce sens difficilement tolérable de s'imposer dans le présent des privations ou des sacrifices pour préparer des lendemains que rien n'annonce particulièrement riants. Le travail que l'on subit correspond moins que jamais à un métier, à une qualification que l'on posséderait vraiment et qui pourrait permettre de parvenir à une situation sociale significative. Dans ce contexte, la qualification apparaît à un nombre croissant de travailleurs comme la résultante de l'arbitraire patronal et du système des machines, c'est-à-dire comme la conséquence de rapports de force déterminés par la coercition capitaliste (le despotisme patronal généralisé dans toute la vie économique) et par l'agencement des moyens de productions. A la limite, ce n'est plus le travailleur qui est qualifié, c'est le poste de travail attribué en fonction de la place que l'individu est appelé à occuper dans la hiérarchie du travail social. Le travail concret, c'est-à-dire l'ensemble des activités matérielles concrètes propres à des individus en chair et en os produisant des biens ayant des caractéristiques concrètes (telle utilité et non telle autre) n'a plus qu'une importance décroissante, résiduelle dans la production. Il semble n'être plus qu'un support, qu'une présupposition vite oubliée de ce qui se donne pour l'essentiel, l'interdépendance et l'interchangeabilité des travaux productifs de plus-value (directement ou indirectement), c'est-à-dire le travail abstrait, le travail sans phrase dont parle Marx.

Le travailleur salarié — celui qui ne participe pas aux activités de supervision et de surveillance, au nom du capital — n'est plus qu'un prestataire d'un travail réellement abstrait, c'est-à-dire d'une force de travail qui n'a de valeur qu'abstraction faite de ses caractéristiques les plus spécifiques et que compte tenu de sa conformité à un modèle et à des normes d'activité sociale productive très strictes. La masse de travail social abstrait, gérée par les capitalistes et leurs agents, semble ainsi conditionner les individus et se les subordonner dans les moments essentiels de leur vie, formation, loisirs, etc., au-delà même du travail. Les travailleurs tendent à n'être plus, comme on l'a déjà vu, que la partie variable du capital qui, par dessus le marché, s'approprie les puissances intellectuelles de la production (la science, les processus de contrôle de la production matérielle) et la force sociale collective développée à partir de la coopération dans la production. Cette soumission apparemment totale au capital a toutefois son revers, la concentration croissante du capital produit en même temps la concentration croissante d'une classe ouvrière dont l'horizon social s'élargit et qui supporte mal d'être vouée seulement à servir le profit. D'un

côté, le capitalisme promet une réduction accélérée des contraintes propres à la vie quotidienne, de l'autre il cherche par tous les moyens à perpétuer une vie de travail dépourvue de significations positives et faite surtout de passivité.

La fuite devant le travail, l'allergie au travail comme on dit facilement aujourd'hui, est par suite une réaction de plus en plus répandue et appelée à s'étendre encore dans l'avenir le plus proche. La domination du travail abstrait sur toutes les formes d'activité suscite de fait des mouvements de révolte qui vont bien au-delà du repli individualiste et de la fuite dans l'utopie. La résistance au travail à la chaîne est maintenant, sinon bien connue, du moins largement commentée, mais on peut ajouter à ces symptômes la crise des niveaux intermédiaires de la hiérarchie du travail et la crise de leur légitimité aux yeux des travailleurs du rang, les difficultés rencontrées par les dirigeants d'entreprises dans leur action pour maintenir, sous une forme ou sous une autre le salaire au rendement et imposer une discipline du travail de plus en plus mal supportée. Dans l'organisation de la production, il y a une sorte de course perpétuelle entre les prétentions totalitaires du « management » capitaliste — ne rien laisser au hasard, contrôler tous les mouvements de la production — et les efforts des travailleurs pour ne pas se laisser prendre dans les mailles du filet.

Sur le plan idéologique, les capitalistes apparaissent de moins en moins comme des dispensateurs d'emploi — le chômage d'aujourd'hui n'y est pas pour rien — que comme des dilapidateurs d'énergies (qui seraient mieux employées autrement). Cette réalité ne fait pourtant qu'effleurer le Programme commun bien qu'il consacre d'assez longs passages à « *la démocratie dans l'entreprise* ». Il prévoit toute une série de mesures positives, telles la suppression du secret commercial et l'ouverture des livres de compte, l'extension des droits des syndicats, etc., mais reste d'une extrême discrétion sur la question fondamentale, celle de l'avenir des rapports de travail. Le passage le plus explicite du Programme commun de gouvernement avance les idées suivantes : « *Le secteur public et nationalisé constituera la base principale dans et à partir de laquelle les travailleurs et leurs organisations pourront mettre en place de nouvelles structures de production et de gestion. Par voie législative ou contractuelle, les comités d'entreprise du secteur public et nationalisé pourront disposer de prérogatives plus étendues. Ces prérogatives concerneront notamment la politique menée par l'entreprise en ce qui concerne le personnel (conditions de travail, rémunération, formation, promotion), ainsi que la détermination, la mise en œuvre, et le contrôle des objectifs de production et d'investissement de l'entreprise dans le cadre du plan démocratique.* » Et plus loin : « *Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles — que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de*

l'autogestion et le Parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique — déterminées par accord entre le pouvoir démocratique, la direction de l'entreprise concernée et les syndicats ».

Au-delà des circonlocutions et des précautions qui affaiblissent singulièrement la portée des réformes proposées, ce qui frappe dans la façon dont le Programme commun conçoit la transformation des rapports de travail, c'est qu'il la fasse dépendre totalement de décisions institutionnelles. Les travailleurs ne sont pas appelés à se mobiliser pour modifier dès maintenant leur situation et secouer le joug qui les opprime. On leur demande simplement de faire confiance à un processus institutionnel qui se passe ou se passera largement au-dessus de leurs têtes (leur principal et presque unique moyen de contrôle est le bulletin de vote). L'initiative qu'on leur réserve, c'est de faire pression sur les syndicats et sur des institutions politiques ou économiques qui sont supposées devoir être accessibles dans un avenir plus ou moins proche. C'est dire qu'il n'est pas question, dans la perspective du Programme commun, de chercher à renverser le rapport négatif que les travailleurs entretiennent avec leur propre activité et de mettre en question l'extériorité du rapport social de production ou son autonomie par rapport aux individus qui en sont les supports. En d'autres termes, il n'est pas un seul instant envisagé que les travailleurs puissent tenter de récupérer, ce qu'on leur dénie fondamentalement, le contrôle du processus matériel de production et le contrôle des échanges sociaux auxquels il donne lieu. Il est, bien sûr, fait état d'une « intervention de plus en plus étendue et active » des travailleurs dans la gestion des entreprises, mais cette intervention (des syndicats, des comités d'entreprises, etc.) n'a pas pour but de changer radicalement les conditions de l'activité productive. On pense à « démocratiser » le despotisme des capitalistes dans les entreprises, ce qui revient à mettre un cataplasme sur une jambe de bois, mais on laisse de côté la nécessaire réorganisation des rapports de travail ou plus précisément la récupération du travail par les travailleurs eux-mêmes, sa transformation en travail effectivement social (modification radicale de ses finalités, de son organisation et de sa répartition entre les individus). Pour être plus précis, le Programme commun refuse très nettement toute lutte pour le contrôle ouvrier, c'est-à-dire toute lutte pour l'auto-organisation et l'autotransformation progressives du prolétariat en vue de modifier les conditions mêmes de production et de reproduction des institutions. De façon significative, le Programme commun pense surtout en termes juridiques, en termes d'équilibre des relations de classes, ce qui le conduit à des positions difficilement applicables ou équivoques (qu'on se reporte en particulier à tout le passage sur le nouveau droit du travail). Il a pour lui un « réalisme » apparent, fait du respect des rapports de forces les plus fondamentaux et des données « techniques » considérées comme difficilement surmontables. Mais ce « réalisme » est au fond renoncement, il exclut à l'avance que se développent de nouvelles possibilités sociales à partir de l'action ouvrière et

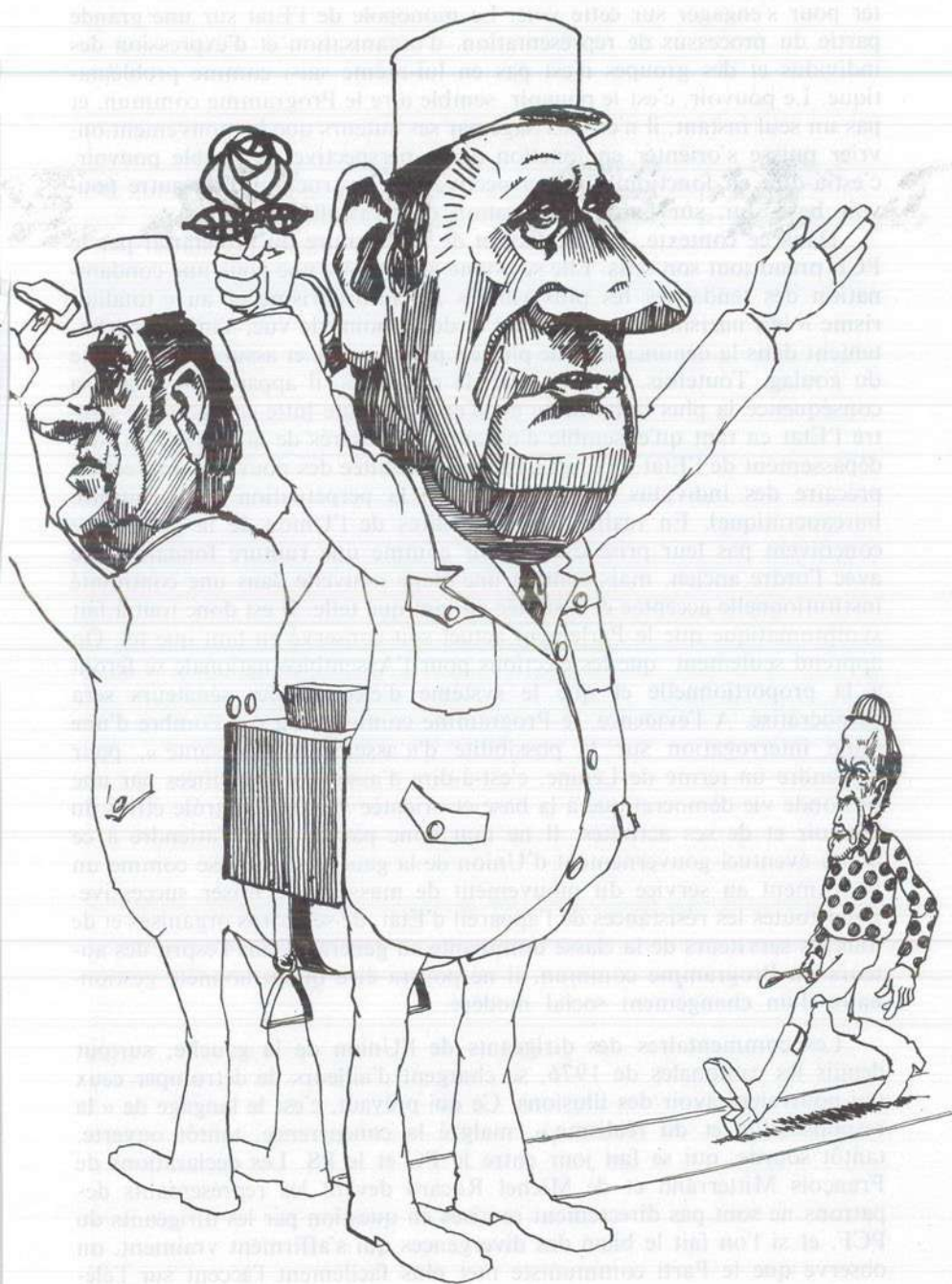
que la ligne d'horizon des opprimés soit sans cesse déplacée.

La plupart des contraintes « objectives » de l'accumulation du capital, concrétisées notamment dans les exigences de la rentabilité financière des entreprises individuellement considérées et dans celles de la circulation du capital-argent (un des moyens de chercher la meilleure répartition du travail social) sont en fait acceptées par le Programme commun qui, au fond, propose seulement une meilleure gestion du travail social abstrait, c'est-à-dire une façon plus équitable d'imposer la charge d'un travail hétéronome à la majorité de la société. Il faut évidemment aller dans une toute autre direction si l'on entend se battre pour le socialisme. Il faut en particulier admettre que le programme à mettre en avant ne peut être défini une fois pour toutes et que les revendications qu'il doit contenir sont perfectibles, créatrices par leur propre dynamique de nouvelles revendications. Il faut admettre en un mot que le programme doit prévoir son propre dépassement en fonction des obstacles à surmonter, de l'adversaire à combattre et des succès rencontrés. Le programme vraiment nécessaire part d'un état donné d'organisation (ou de relative atomisation) de la classe ouvrière, d'un état donné de sa conscience pour montrer la nécessité et l'urgence d'un bouleversement des rapports sociaux de production. Il est réaliste dans la mesure où il propose les objectifs qui sont susceptibles de faire l'unité de la classe exploitée et en même temps de frapper la classe capitaliste dans ses points les plus sensibles, mais il ne s'arrête jamais devant le fait accompli, parce qu'il est un programme d'action.

Le Programme commun a des velléités de se prétendre tel, mais son caractère conservateur déjà apparent au niveau des conceptions qui sont les siennes sur la production et la consommation, est encore plus prégnant lorsqu'on aborde le problème de l'Etat dans son ensemble. Il défend, il est vrai, des revendications tout à fait progressistes quant aux libertés individuelles et collectives. Il se prononce contre la procédure de flagrant délit à la contre les pouvoirs de police judiciaire des préfets, contre les atteintes au droit mise en liberté provisoire et, bien sûr, pour le contrôle judiciaire du régime des expulsions. Il met en question la loi « anti-casseurs » de juin 1970 et toute la réglementation qui limite le droit de grève sans les secteurs public et privé. Mais, il est on ne peut plus significatif que, pour lui, la clé de voûte de la défense des libertés, c'est une cour suprême, une sorte de collège de sages désignés par les Assemblées et le président de la République, et non l'autonomie des masses affirmant démocratiquement contre l'Etat et les différentes institutions. Il ne vient apparemment pas à l'idée des rédacteurs du Programme commun que les organismes représentant les travailleurs sont de meilleurs garants du droit de grève qu'une assemblée de juges et que c'est moins le contrôle judiciaire que l'autonomie des cellules de base de la société (collectif de travail, assemblée de quartier, etc.) qui permet l'extension des libertés. Le Programme commun semble aussi avoir oublié le vieil adage de F. Lassalle selon lequel une constitution est essentiellement la traduction juridique de rapports de for-

ces. Mais ce juridisme qui va chercher ses exemples dans le monde anglo-saxon s'éclaire toute de suite si l'on tient compte du fait que le Programme commun ne tient pas du tout à remettre en question les fondements de l'Etat, et plus précisément à mettre fin à la séparation entre les masses et le pouvoir, si caractéristique du capitalisme. Tout se passe comme si, pour les rédacteurs du Programme, l'Etat auquel nous sommes confrontés était fondamentalement rationnel dans ses principes de fonctionnement. Il faut bien entendu critiquer l'utilisation qui en est faite par le grand capital ou la bourgeoisie monopoliste, mais il n'y a pas à revenir sur l'existence d'un Etat séparé des affaires courantes et de la vie privée de la majeure partie de la société. La perspective qu'il s'agit de développer est une perspective d'amélioration et de démocratisation de l'Etat en général, non une perspective de destruction de l'Etat bourgeois. Il est question dans le Programme commun de modifier la Constitution de la V^e République, notamment les articles 16, 11 et 19 qui donnent au président de la République des pouvoirs exorbitants, non de l'abroger et de se fixer pour tâche la construction d'un nouveau type d'Etat. Il n'est donc pas question de pousser les travailleurs à se donner à eux-mêmes des pouvoirs constituants, c'est-à-dire la capacité de créer de nouvelles institutions démocratiquement contrôlées dans un esprit de renouvellement permanent.

La magistrature, la police, l'administration seront réformées, mais pas véritablement bouleversées dans leurs assises, c'est-à-dire continueront à peser sur les masses comme des organismes incontrôlés. On pourrait sans doute objecter à ces critiques que la réforme des institutions envisagée par le Programme commun n'est qu'une étape et qu'ultérieurement les choses pourraient être poussées plus loin. Mais, une telle interprétation est démentie par le fait que le Programme commun ne se préoccupe pas un seul instant des limites de la démocratie représentative, démocratie pratiquée essentiellement par une couche de spécialistes de la politique dans un climat général de passivité des travailleurs et des masses en général. Il est certes évident que la démocratie directe n'est pas une solution miracle qu'il suffit d'invoquer pour résoudre les problèmes ou d'évoquer pour la voir se réaliser. Les exploités et les opprimés ne sont pas disposés ou prêts du jour au lendemain à gérer tous les problèmes de la vie publique comme par enchantement. Les inégalités de conditions de travail et de formation pèsent trop lourdement pour que des habitudes séculaires — l'acceptation de la subordination et la relégation à des fonctions conçues essentiellement comme subalternes — soient surmontées rapidement. Il ne peut y avoir d'autre issue qu'un cheminement progressif vers la socialisation des fonctions de contrôle et de direction des problèmes économiques et sociaux, c'est-à-dire des processus complexes de transformation des relations de pouvoir dans la société toute entière. Mais, cette constatation faite, il est on ne peut plus éclairant de voir que le Programme commun ne se pose pas un seul instant la question de la mise en branle de tels processus ou plus précisément qu'il ne se préoccupe pas des obstacles qu'il s'agit d'écar-



ter pour s'engager sur cette voie. Le monopole de l'Etat sur une grande partie du processus de représentation, d'organisation et d'expression des individus et des groupes n'est pas en lui-même saisi comme problématique. Le pouvoir, c'est le pouvoir, semble dire le Programme commun, et pas un seul instant, il n'est envisagé par ses auteurs que le mouvement ouvrier puisse s'orienter en fonction d'une perspective de double pouvoir, c'est-à-dire en fonction d'une perspective de construction d'un autre pouvoir basé, lui, sur l'auto-organisation des travailleurs.

Dans ce contexte, la répudiation de la dictature du prolétariat par le PCF prend tout son sens. Elle se donne à première vue pour une condamnation des tendances les plus variées à l'autoritarisme et au « totalitarisme » (du nazisme au stalinisme) et de ce point de vue, s'inscrit parfaitement dans la dénonciation de plus en plus ouverte et assurée du système du goulag. Toutefois, à y regarder de plus près, il apparaît bien que sa conséquence la plus importante est d'exclure toute lutte conséquente contre l'Etat en tant qu'ensemble d'organismes séparés de la société, en tout dépassement de l'Etat de droit (séparation limitée des pouvoirs, protection précaire des individus dans le cadre de la perpétuation de l'arbitraire bureaucratique). En réalité, les partenaires de l'Union de la gauche ne conçoivent pas leur prise du pouvoir comme une rupture fondamentale avec l'ordre ancien, mais comme une étape nouvelle dans une continuité institutionnelle acceptée et assumée en tant que telle. Il est donc tout à fait symptomatique que le Parlement actuel soit conservé en tant que tel. On apprend seulement que les élections pour l'Assemblée nationale se feront à la proportionnelle et que le système d'élection des sénateurs sera démocratisé. A l'évidence, le Programme commun n'a pas l'ombre d'une seule interrogation sur la possibilité d'« assemblées agissantes », pour reprendre un terme de Lénine, c'est-à-dire d'assemblées vivifiées par une profonde vie démocratique à la base et orientée vers un contrôle étroit du pouvoir et de ses activités. Il ne faut donc pas du tout s'attendre à ce qu'un éventuel gouvernement d'Union de la gauche se saisisse comme un instrument au service du mouvement de masse pour briser successivement toutes les résistances de l'appareil d'Etat, de ses corps organisés et de tous les serviteurs de la classe dominante en général. Dans l'esprit des auteurs du Programme commun, il ne pourra être qu'un honnête gestionnaire d'un changement social modéré.

Les commentaires des dirigeants de l'Union de la gauche, surtout depuis les cantonales de 1976, se chargent d'ailleurs de détromper ceux qui pourraient avoir des illusions. Ce qui prévaut, c'est le langage de « la responsabilité et du réalisme », malgré la concurrence, tantôt ouverte, tantôt sourde, qui se fait jour entre le PC et le PS. Les déclarations de François Mitterrand et de Michel Rocard devant les représentants des patrons ne sont pas directement remises en question par les dirigeants du PCF, et si l'on fait le bilan des divergences qui s'affirment vraiment, on observe que le Parti communiste met plus facilement l'accent sur l'élé-

vation de la consommation populaire alors que le Parti socialiste apparaît soucieux de ménager un peu plus les projets des capitalistes au niveau économique. Au plan plus directement politique, on perçoit bien entendu des divergences, mais il est clair qu'elles portent non sur le fond des problèmes, mais sur des inquiétudes et des soupçons réciproques. Le PCF craint que le PS, arrivé au gouvernement, ne cherche à réduire son principal partenaire à la portion congrue et même joue le double jeu avec le président de la République et ses alliés. Le PS, de son côté, craint que le parti de Georges Marchais ne place les intérêts de son appareil, attaqué à gauche et à droite, avant toute autre considération et ne soit donc tenté de prendre ses distances démagogiquement d'un PS appelé à assumer les principales charges du pouvoir. L'émulation est en fait très limitée, et le Programme commun sert surtout à chacun des deux principaux partenaires à rappeler l'autre à ses engagements. La référence programmatique, devenue aujourd'hui rituelle dans les réunions, le refus de re-négocier le texte de 1972 montre maintenant assez clairement que le Programme commun est un programme-carcan ou un programme-corset. Il n'est pas destiné à susciter des initiatives créatrices, il est par contre là pour indiquer aux partis de gauche jusqu'où ils n'auront pas besoin d'aller. C'est pourquoi, son caractère « avancé » ne doit pas tromper (avancé, il est vrai, par rapport aux programmes purement circonstanciels ou occasionnels), il a surtout pour fonction de limiter le mouvement de masse dans ses exigences et revendications. La lutte pour le socialisme, si lutte il y a, doit passer par l'Etat, par son redéploiement dans la société. Par conséquent, l'essentiel doit venir d'en haut, des initiatives parlementaires et des initiatives de l'exécutif, dans l'acquiescement plus ou moins réel du plus grand nombre. On s'explique bien pourquoi il n'y a pas, à présent, une dynamique unitaire comparable à celle de 1934-1936. Le Front populaire, il y a un peu plus de quarante ans, avait des objectifs très modestes, mais les travailleurs pouvaient se dire qu'une fois balayés les obstacles qu'il proposait de balayer, toute une série de possibilités nouvelles pouvaient s'offrir. C'est ce qu'il y avait de justifié dans les déclarations, par ailleurs discutables, de Marceau Pivert, en juin 1936. La politique ultra-opportuniste du Front populaire pouvait être interprétée comme un simple préalable à des actions beaucoup plus vigoureuses, et son programme dérisoire dans son modérantisme n'instituait pas de barrières apparentes à la spontanéité des masses. Les accords Matignon et les premières mesures du gouvernement de Front populaire n'ont-ils pas laissé loin derrière eux les timides mesures prévues en 1935 dans le programme catalogue du rassemblement populaire. Le Programme commun, par contre, paraît se prémunir longtemps à l'avance contre d'éventuels transgressions par ses aspects pointillistes et vagues à la fois. Pointilliste, il énumère beaucoup de mesures pour en exclure d'autres (cf. la liste limitative des nationalisations), vague, il promet toute une série d'améliorations sans s'expliquer sur la façon de lever les principaux obstacles. Son caractère faussement

exhaustif, globalisant et totalisant une lutte de classes artificiellement tempérée, tend à faire croire que l'essentiel a été dit, sans corrections possibles, tout au plus peut-il être question d'une « actualisation » des revendications et mots d'ordre. Il est vrai que, ces derniers temps, le PCF semble soucieux de rajouter quelques nationalisations supplémentaires à la liste déterminée en 1972 (Citroën, la sidérurgie) en fonction des crédits distribués par l'Etat aux secteurs en difficulté et qu'il se dit finalement sensible aux thèmes de l'autogestion, d'abord mis en avant par le Parti socialiste. Sur le fond, cela ne change rien d'essentiel, puisque le PCF entend toujours se conduire de façon « responsable », sans remettre en question sa perspective de modernisation et de démocratisation de l'Etat actuel. Bien que l'union fasse la force, il ne peut y avoir, dans ce cadre, de dynamique unitaire authentique, d'enthousiasme populaire susceptible de dépasser rapidement les limites de la société bourgeoise. Le PS, comme le PC, en effet, n'unifient pas la classe ouvrière sur des bases vraiment anti-capitalistes, par exemple cherchant à la hausser au-dessus de son atomisation, de sa dispersion présentes, encore moins en l'incitant à s'organiser elle-même en dehors des contraintes des relations capitalistes de production. C'est ce qui explique l'absence de grandes mobilisations politiques, malgré les manifestations de crise sociale et la profondeur du désarroi politique de la « majorité » giscard-gaulliste. La montée de la gauche au pouvoir se passe dans un climat morne que les difficultés actuelles de la classe ouvrière (chômage, inflation) ne suffisent pas à expliquer : le cœur n'y est pas dans une grande partie des masses populaires, parce qu'elles ne se sentent concernées qu'indirectement.

A cela, il faut aussi ajouter que beaucoup de travailleurs s'interrogent sur les suites même de l'action de l'Union de la gauche. Le quietisme du Programme commun ne rassure pas, parce qu'à l'avance, tout est présenté comme si la crise des rapports sociaux pouvait être circonscrite dans les limites assez étroites et comme si l'Etat, à peine réformé, était à même d'affronter les problèmes les plus délicats. Or, il est peu de militants syndicaux ou politiques pour ignorer que nous vivons aujourd'hui une période d'exacerbation de la lutte des classes, où les enjeux deviennent de plus en plus importants. Une passation de pouvoirs de la « majorité » actuelle à l'Union de la gauche ne sera pas simplement une formalité, même si les dirigeants du PS, et dans une moindre mesure du PC, s'ingénient à faire des concessions à la bourgeoisie. On peut, bien sûr, faire appel à la logique du marché comme à la loi suprême de l'économie en affirmant que c'est une pure logique du choix et de la consommation et que la gauche a intérêt à s'y conformer si elle veut développer la consommation populaire. On peut même aller plus loin et prétendre que les difficultés présentes sont dues à la non-observation (par les monopoles et l'Etat) de ces règles du marché — comme le laissent entendre certains commentateurs du PS. Mais, il suffit de rappeler que le marché dont il est question, plus encore qu'un marché de produits, est un marché de capitaux et

un marché du travail, pour se rendre compte que ce discours de la rationalité est illusoire. Dans une période où il est essentiel pour le capitalisme français de dévaloriser une partie du capital social et d'élever le taux d'exploitation pour recréer des conditions propices à l'accumulation du capital, il est clair qu'une politique réformiste ne peut qu'approfondir les difficultés économiques. On ne peut à la fois augmenter la consommation populaire et les profits du capital, combattre le chômage et élever rapidement la rentabilité des entreprises. Quoi que dise Mitterrand, la Bourse baisse et les capitaux fuient, et cela avant même que la gauche unie soit au gouvernement. La situation est d'autant plus alarmante pour la bourgeoisie que l'Etat est secoué par les effets de la crise des rapports sociaux et par sa propre paralysie devant les nouveaux problèmes économiques (faillite des méthodes keynésiennes dans un contexte d'internationalisation de l'économie).

De ce point de vue, la venue au gouvernement de la gauche unie ne peut qu'accélérer cette crise latente des superstructures et pousser les secteurs les plus mécontents de la Fonction publique à mettre en question certains aspects importants de la marche de la machine étatique (hiérarchie, échelles des rémunérations, modalités du travail, rapport au public). De plus, la désorientation qu'on observe déjà dans certains corps de l'Etat, police, armée, magistrature, peut encore s'accroître dans une phase d'incertitude. C'est bien pourquoi la bourgeoisie, dans ses différentes composantes, ne peut se contenter de considérer un passage éventuel à la gauche comme un intermède secondaire, comme un épisode réformiste sans conséquences. Il lui faut maintenant préparer une issue favorable (pour ses intérêts) à la crise institutionnelle prolongée qui se dessine. En d'autres termes, il ne faut pas s'attendre à ce que les différentes fractions de la bourgeoisie restent l'arme au pied, en faisant simplement confiance à l'opportunisme des organisations réformistes et à l'habileté de leurs partenaires bourgeois. Les objectifs qu'elles ont à se fixer ne peuvent être seulement négatifs — empêcher telle ou telle mesure, empêcher telle ou telle politique, veiller à ce que rien de trop sérieux n'affecte les activités du capital —, ils doivent aussi être positifs, c'est-à-dire répondre à des défis nés de la lutte des classes dans des contextes tout à fait spécifiques. Il est indispensable pour les forces bourgeoises de trouver de nouvelles stratégies et d'en déduire des tactiques adaptées à des circonstances sensiblement changées par rapport à la « normale » d'il y a dix ou quinze ans. Tel courant se fixe pour tâche de rassembler le maximum de forces en vue de combattre l'Union de la gauche au pouvoir en battant le rappel des conservateurs dès maintenant, d'autres cherchent en tâtonnant à conditionner l'Union de la gauche dans le sens de la modération. Le patronat, pour sa part, mène en ce moment une guerre préventive contre la classe ouvrière en utilisant dans toute la mesure du possible les forces de police contre les grévistes. Des réseaux nouveaux se créent dans l'appareil d'Etat, des coalitions se nouent en vue d'opposer le plus d'obstacles possible à la

radicalisation de la classe ouvrière et par conséquent à son auto-organisation. Toute proportions gardées, c'est un réalignement de forces, un redéploiement en profondeur qui se prépare avant même que les classes en présence soient encore très mobilisées ou engagées dans des batailles majeures. La France n'est, certes, pas le Chili, mais il apparaît caractéristique que le PS et le PC ne cherchent à répondre à ces dangers ou à ces menaces pour le futur immédiat que par une plus grande ouverture vers la droite, vers les gaullistes d'opposition et autres républicains de progrès, comme on l'a vu au moment des municipales. La gauche essaye en somme de geler les relations de classes, et de conjurer des affrontements inévitables dans un avenir qui approche à grands pas en offrant des rameaux d'olivier à l'adversaire malgré les attaques qui sont portées contre les travailleurs.

Conformément à l'esprit du Programme commun, tout le jeu politique doit être maintenu dans des limites bourgeoises, alors même que les pratiques politiques traditionnelles entrent en crise. Il n'y a sans doute pas encore d'organisation très poussée et très ramifiée de la contre-révolution, mais il faut être volontairement aveugle pour refuser de la prendre en compte dès maintenant et refuser en même temps de faire de la lutte contre elle un élément central du programme. En tout état de cause, la modération, le refoulement de l'activité ouvrière ne sont pas des solutions, car les différents secteurs de la bourgeoisie ne déterminent pas leur attitude en fonction des seules intentions affichées par les organisations réformistes, mais en fonction de critères beaucoup plus objectifs : le degré d'acuité de la lutte des classes, les difficultés de l'appareil d'Etat, etc. Le problème est d'autant plus important que l'intervention de la contre-révolution ne se produit pas seulement dans des situations de crise ouverte ou d'affrontements sans fards, mais se produit sous des formes beaucoup moins spectaculaires, dans des situations où il importe surtout de limiter la liberté d'action de l'adversaire de classe. L'activité contre-révolutionnaire n'a pas seulement pour but de mettre fin à une éventuelle crise révolutionnaire, elle cherche aussi à atteindre les forces vives de la classe ouvrière avant même que cette dernière ait dépassé sa propre dispersion et alors qu'elle se trouve encore en voie de regroupement. Elle cherche aussi à influencer les couches hésitantes de la petite bourgeoisie, ancienne ou nouvelle, et à les détourner de faire alliance avec les organisations ouvrières. Dans la France d'aujourd'hui, il n'est guère commode d'embrigader les nouvelles couches salariées ou les petits commerçants pour la défense des valeurs menacées de la société bourgeoise, mais il est possible, sinon de les conquérir — cela vaut pour la petite bourgeoisie traditionnelle à la rigueur — du moins de les intimider et de les opposer à la classe ouvrière. Le Parti socialiste, comme parti « attrappe tout », attire une partie considérable de ces forces sociales flottantes sur le plan électoral dans les circonstances actuelles, mais il le fait sur des bases suffisamment équivoques — mieux vivre sans bouleverser les conditions sociales — pour

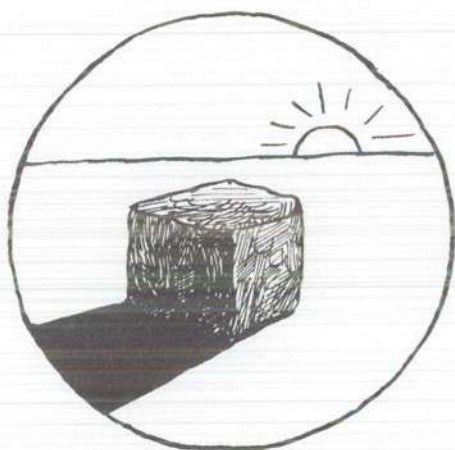
que bien des retournements soient possibles. Il ne faut donc pas exclure *a priori* (comme le fait par omission le Programme commun) que des conjonctures de répression massive puissent se produire après toute une série de batailles mal engagées sur le plan revendicatif et sur le plan politique, ce qui, répété sur une plus ou moins longue période, pourrait conduire à un renversement de tendance de portée plus vaste.

Dans l'immédiat, on est loin du compte, et le RPR de Jacques Chirac ne peut encore prétendre fournir des solutions de rechange au gros des forces bourgeoises. Toutefois, beaucoup de choses peuvent changer, particulièrement dans l'hypothèse où l'Union de la gauche aura à assumer la responsabilité du pouvoir. Toutes les concessions qu'elle pourrait être amenée à faire pour ne pas heurter de front ses soutiens les plus réticents et pour ménager ses adversaires les plus dangereux, ne pourraient que décevoir ses propres partisans et les démoraliser. Si l'on ajoute à cela que l'Union de la gauche se dit prête à gouverner avec Giscard, c'est-à-dire avec un président de la République hostile à ses projets, on aura une idée de toutes les faiblesses qui pourront être exploitées contre le PS et le PC au pouvoir et retournées contre le mouvement ouvrier. Jacques Chirac se prépare manifestement à profiter d'une telle situation et à jouer les sauveurs face à une gauche désarçonnée et vraisemblablement divisée à nouveau. Bien évidemment, la victoire de J. Chirac (par exemple aux élections présidentielles de 1981) n'est qu'une éventualité parmi d'autres : elle n'a en soi rien d'inéluctable. Mais, il est caractéristique des partis de l'Union de la gauche qu'ils ne veulent voir que le présent immédiat et les rapports de force cristallisés sur le plan électoral, à un moment donné, les luttes revendicatives fournissant tout au plus des forces d'appoint. Dans les affrontements actuels, ils ne cherchent pas à développer la lutte des classes jusqu'à son aboutissement logique, c'est-à-dire à faire sauter les frontières de la politique instituées par la bourgeoisie à son profit. Ils ne se préoccupent notamment pas de répondre aux mouvements tactiques des différentes fractions de la bourgeoisie en terme de combat, destinés réellement à modifier le rapport de forces : on n'oppose pas de contre-offensive systématique aux attaques menées par la classe dominante, on pare les coups. Pour les réformistes, la politique reste largement du domaine du rituel, des pratiques démonstratives, très bien concrétisées dans les discours électoraux, elle n'est pas véritablement le prolongement de la révolte quotidienne, des actions de résistance à l'exploitation. Plus précisément, la politique mise en œuvre par l'Union de la gauche ne fait que se servir des mouvements profonds de la classe ouvrière, en leur donnant, quand cela est possible, une expression plus ou moins déformée sur le plan électoral, dans le but de modifier les modalités d'exercice du pouvoir, et non ses fondements. Il s'agit de faire comprendre à la bourgeoisie que son véritable intérêt est de composer avec le mécontentement des travailleurs et pour cela de se résigner à laisser faire de nouvelles équipes de gestionnaires, plus aptes à rétablir l'équilibre entre les classes. Il n'est, en réalité,

pas question d'aller plus loin et de mettre fin à la fragmentation de la lutte des classes entre les différents niveaux de la vie sociale, en reliant par exemple la lutte des classes au niveau de l'entreprise et la lutte de classes qui se développe dans les différents appareils d'Etat, c'est-à-dire en mettant en évidence l'interdépendance des processus économiques et politiques dans leurs aspects les plus concrets. Entre la lutte contre l'arbitraire patronal ou contre le despotisme capitaliste dans l'entreprise, d'une part, la lutte contre les forces de répression et les répartitions de crédit décidées par le gouvernement d'autre part, il n'y a pas de véritable solution de continuité.

C'est dans la mesure, au contraire, où l'on tient compte de toutes les connexions de l'économique et du politique qu'il devient possible de s'opposer à la logique du capital, à la prétendue automaticité de ses mécanismes, à l'indépendance apparente des instances les unes par rapport aux autres. Ainsi, il n'est possible de combattre les « contraintes » de la rentabilité du capital que l'on s'oppose à elles globalement, en donnant la priorité à l'emploi, à la mise en activité du maximum de travailleurs, tout en orientant la production vers la maximisation des valeurs d'usage. Les capitalistes et leurs agents peuvent bien faire valoir qu'une telle orientation a pour conséquence immanquable la baisse de la productivité moyenne du travail, du point de vue de la classe ouvrière c'est secondaire, si la masse globale des produits disponibles augmente. Il ne s'agit plus de mettre en valeur du capital en pliant toute la vie sociale et économique aux impératifs de sa reproduction élargie, il s'agit d'utiliser au mieux les ressources en moyens de production, en savoir-faire collectifs, pour répondre à des besoins démocratiquement recensés, collectivement exprimés. C'est sur cette base que l'exigence du contrôle ouvrier prend toute sa signification. Cela n'a rien à voir avec la recherche d'une démocratie formelle dans l'entreprise, avec la seule affirmation du principe électif dans la sélection des dirigeants d'entreprise, elle exprime en réalité la nécessité d'une reconstruction-réorganisation des relations de travail et de production, en partant du point de vue de la force de travail. Elle invite à dépasser l'isolement des individus les uns par rapport aux autres, à faire de la politique une véritable pratique de socialisation des expériences, une pratique multi-dimensionnelle de multiplication des échanges et des communications, une pratique d'élargissement de l'horizon des travailleurs, par opposition à la politique de limitation de leurs possibilités inscrite dans les rapports bourgeois. Le Programme commun ne se place évidemment pas dans cette perspective, il n'est en définitive qu'une politique de gestion de la crise de la société capitaliste, sur la base de la conservation de l'Etat.





EXTREME GAUCHE

L'OCI et les rapports avant-garde masses.

*Sur quelques innovations
« théoriques » de l'OCI pour « enrichir »
le marxisme de notre temps :*

*Le Front unique stratégique et la stratégie de construction
d'un parti transitoire*

Du sectarisme à l'opportunisme dans la question du Front unique

Des convertis récents au front unique

L'OCI, fondée en 1965, a son origine dans un noyau de militants issu, dix ans plus tôt, de l'éclatement de la majorité de la section française de la IV^e Internationale après son exclusion de l'Internationale (voir l'article de Michel Lequenne dans *Critique communiste* n° 7). Le noyau va subsister plusieurs années en combinant une intervention publique essentiellement propagandiste par sa revue, *la Vérité*, à parution très épisodique (jusqu'à quatorze mois sans sortie) et le maintien d'un minimum de présence syndicale essentiellement dans le mouvement ouvrier à direction social-démocrate (FO et FEN) orienté par un bulletin ronéoté à diffusion de fait confidentielle, *Informations ouvrières*.

Alors que dans l'immédiate après-guerre, les marxistes-révolutionnaires avaient impulsé, dans la CGT unifiée de l'époque, la tendance Front ouvrier, en liaison avec d'autres militants révolutionnaires, puis, après la scission syndicale, tenté de regrouper un courant d'opposition aux appareils autour d'un organe ad hoc, *l'Unité*, le « groupe Lambert », prédécesseur immédiat de l'OCI, abandonnera toute lutte pour l'unité de combat des organisations ouvrières, la remplaçant par la dénonciation principielle des fauteurs de division, en particulier de ceux qui portent, pour eux, la responsabilité principale, étant hégémoniques dans la classe, de cette situation de division : les stalinien et leurs alliés de la CFTC qui, eux, de plus, s'affirment tenants du pluralisme.

Pour eux, dans cette période, la situation d'hégémonie des appareils ne pouvant pas être sérieusement menacée, toute unité d'action ne peut être qu'une unité d'appareils, renforçant donc ceux-ci. Au lieu de voir dans l'unité d'action CGT-CFDT un phénomène contradictoire, réponse bureaucratique et réformiste, certes, mais réponse à une poussée des masses pour l'unité et le combat, ils se polarisent sur ce qui se passe au niveau des appareils et combattent l'accord au lieu de lutter pour l'élargir, l'approfondir, le dépasser.

La question de l'action se pose d'ailleurs, pour eux, la classe ouvrière ayant subi en mai 1958 une énorme défaite, il faut repartir sur des ruines, rebâtir à zéro et la seule activité possible est une activité de réarmement théorique. Sur ce terrain, on peut être radical à bon compte, même ultra-gauche (théorisation sur l'intégration du mouvement ouvrier, négation de la double nature des organisations réformistes, vision apocalyptique du devenir immédiat de la classe : démantèlement, écrasement, et de la jeunesse : analphabétisation, rachitisation, etc. directement lié à la situation propre du groupe). Parallèlement, car il faut bien vivre, on cherche à garder le contact avec le mouvement ouvrier. Mais ayant rompu avec l'Internationale sur la question des liens privilégiés à tisser avec les ouvriers stalinien, on va être déporté très à droite dans cette quête. Et quand les militants du groupe participeront à des activités unitaires ce sera pour voter, par exemple, en 1956, au congrès de la FEN, une motion sur Suez et la Hongrie qui en appelle à ... l'ONU : en mai 1958, on n'hésite pas, à Paris, à signer un tract contre le putsch gaulliste avec les radicaux. Il est vrai, qu'aujourd'hui encore on n'hésite pas à assimiler au front unique des cartels unitaires de sommet ponctuels ou permanents où sont représentées des organisations bourgeoises comme le Grand Orient de France (avec qui on manifeste pour le centenaire de la Commune), ou les radicaux (de droite comme de gauche). Exemple du Comité national d'action laïque. Comme quoi l'intransigeance principielle se mue très vite en compromission pratique, l'une cautionnant l'autre.

En 1965, lors de la première candidature Mitterrand aux présidentielles, alors que celui-ci, encore membre d'un groupuscule bourgeois, ne pouvait en rien apparaître comme candidat ouvrier et, en l'absence de

candidats ouvriers, nous appelions les travailleurs, mis hors jeu par cette absence, à se compter sur un bulletin nul « pour le front unique ouvrier, pour le socialisme », l'OCI se divisait sur la question et ne donnait aucune consigne de vote. Cette attitude de démission politique se rencontrera aussi sur le terrain syndical où l'OCI fait démissionner des élus du bureau national du SNI pour protester solennellement contre les tendances à l'intégration.

Nos actuels soi-disant spécialistes du front unique, non seulement ont mis du temps à redécouvrir sa problématique, mais, de plus, l'ont jusqu'après 1968, généralement limitée aux syndicats (et de plus aux syndicats dit « laïques » !). On comprend, dans ce cadre, que « le couronnement de la politique de FU », le mot d'ordre politique de gouvernement, sous sa forme transitoire, n'apparaisse à aucun moment dans cette période (depuis, évidemment c'est plutôt l'inverse ! Le mot d'ordre « gouvernement PC-PS », puis « PS-PC », « sans ministre bourgeois » est devenu un mot d'ordre permanent, intemporel, valable en tout temps et tout lieu). En Mai 1968, dans une situation prérévolutionnaire, en rester au niveau syndical-revendicatif, quand le problème du pouvoir est objectivement posé par le développement d'une grève générale qui — comme toute grève de ce type — pose la question « qui gouverne ce pays ? », est inquiétant sur les prétentions au rôle d'avant-garde d'un tel groupe.

Les retours critiques de l'OCI sur cette période sont insuffisants pour dégager l'ensemble des fondements de leur problématique d'alors. Il y a certes la déviation syndicaliste sur laquelle ils insistent, mais il y a tout autant un certain spontanéisme évolutionniste : « *Nous avons pensé plus ou moins consciemment que le « tous ensemble » suffirait à régler tous les problèmes* » (XVIII^e Congrès). C'est la confiance en la seule dynamique des événements sans voir que cette dynamique est contradictoire. C'est le même spontanéisme qui, sous prétexte que le capitalisme est le dos au mur et ne peut plus rien concéder, dote les revendications immédiates, comme les mots d'ordre démocratiques, d'un contenu transitoire, d'une dynamique anticapitaliste, aboutissant ainsi à faire l'économie de l'élaboration d'un programme transitoire réel remplacé par la juxtaposition d'une propagande maximaliste et d'une agitation minimaliste, revenant à la vieille séparation réformiste. L'OCI, certes, fait son autocritique : « *Ainsi nous votons le 4 juin une résolution demandant aux organisations syndicales de mettre en avant les revendications générales. Comme si elles ne les avaient pas mises en avant (pas de salaires à moins de 1 000 F, les 40 h, l'échelle mobile, l'abrogation des ordonnances) ! Comme si les organisations syndicales ne venaient pas de les brader depuis le 27 mai à Grenoble ! Nous affirmons que les « revendications générales » ne pourront triompher que par la lutte générale et unie. Comme si la grève générale par elle-même pouvait vaincre dans la dimension du pouvoir centralisé* » (XVII^e Congrès).

L'autocritique est certes positive, encore qu'elle n'efface pas l'erreur

politique. En outre, il est moins que certain que la démarche de fond ne subsiste pas comme nous allons voir. Nous retrouvons l'étapisme en avril 1976 quand Landron écrit dans *la Vérité* : « Cette vieille revendication démocratique du programme minimum qu'est la séparation de l'Eglise et de l'Ecole, de l'Eglise et de l'Etat est devenue une revendication transitoire préparant les masses à la prise du pouvoir politique. »

Pour un gouvernement de transition
vers le gouvernement de transition ;
Pour un gouvernement
sans ministres bourgeois et sans... programme

Au XVIII^e Congrès, l'OCI écrit : « Le PC et le PS doivent gouverner ensemble pour (c'est moi qui souligne) satisfaire les aspirations et les revendications des travailleurs. C'est sur cette ligne que nous devons élaborer le programme d'action et d'unité des travailleurs et de la jeunesse ». OK, voilà qui est parfaitement orthodoxe. Comme le disait Trotsky, le programme du FU que nous proposons, ce n'est pas notre programme fondamental, ce n'est pas le communisme ou la dictature du prolétariat, c'est le programme de transition. Les objectifs pour lesquels nous demandons aux masses d'imposer à leurs organisations de prendre la responsabilité pleine et entière du gouvernement sont ceux du programme de transition.

Mais cette démarche reste au niveau de la propagande. En fait, la politique concrète de l'OCI, son agitation est profondément étapistes et « queuiste », comme disait Lénine :

« Il ne s'agit pas de préconiser des mesures avant que celles-ci ne s'imposent aussi bien dans la réalité politique que dans la conscience des masses » (conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier, février 1972). Et comment s'imposent-elles ? Par l'opération du Saint-Esprit ? Ou bien est-ce de la responsabilité de l'avant-garde que de faire pénétrer dans les masses la conscience de la nécessité de ces mesures, que de jouer la différenciation d'ores et déjà existante des niveaux de conscience qui fait que là c'est déjà mûr alors qu'ailleurs ce ne l'est pas encore, pour combiner toujours plus ce développement inégal de la conscience non en se mettant à la remorque des secteurs les plus arriérés, mais en orientant l'intervention des secteurs les plus avancés pour qu'ils gagnent les autres à ce qu'ils ont déjà compris. C'est ainsi que nous avons conçu dans le passé avec LO toute notre campagne sur les augmentations uniformes: ni aux pas des masses, ni deux pas en avant. Les « masses » d'ailleurs, en période de crise politique et d'effervescence, ne sont pas un tout marchant partout au même rythme, mais il y a des différenciations sur lesquelles nous devons nous appuyer en comprenant la dialectique vivante de l'ensemble, vers le haut et non vers le bas.

L'OCI en arrive ainsi à un mot d'ordre de gouvernement à double détente qui passe à côté de la fonction transitoire que justement ce mot d'ordre doit avoir, en dissociant sa formulation politique concrète en termes d'organisations, accessible aux masses à un moment donné (dans la manière même où celles-ci peuvent appréhender les questions du pouvoir en fonction de leur expérience quotidienne actuelle) et le contenu révolutionnaire de fait qui lui est donné par le programme que nous exigeons que ce gouvernement mette en œuvre :

« *Le gouvernement du FUO, le gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois, transition nécessaire (c'est moi qui souligne) vers un véritable gouvernement ouvrier et paysan, s'engageant dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, s'attaquant à la propriété privée des moyens de production, s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses* » (M. Landron. *Un secteur important de la lutte des classes : l'enseignement, la Vérité*, avril 1976).

Dans le rapport sur la situation internationale et les perspectives révolutionnaires (*la Vérité*, novembre 1975) on explique : « *Ce qui donne au gouvernement la caractéristique de gouvernement ouvrier et paysan ce n'est pas seulement sa composition, c'est le programme qu'il applique, programme de transition vers la dictature du prolétariat. Sans en faire une condition a priori* » On ne précise pas la condition de quoi d'ailleurs.

Il est ainsi clair que l'OCI s'oriente vers une transition à la transition, c'est-à-dire un programme minimum et une problématique étapistes. On retrouve là une démarche très proche de celle du PSU ou des courants centristes italiens : lutter pour un gouvernement PC-PS, même si c'est un gouvernement bourgeois, comme « facteur de déstabilisation » et parce que les masses doivent faire l'expérience d'un gouvernement ouvrier-bourgeois, d'un gouvernement de collaboration de classes, avant que de passer à l'étape de la lutte de classe. On comprend ainsi pourquoi le gouvernement ouvrier et paysan devient une stratégie dans leurs textes.

« *Nous sommes inconditionnellement pour un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes. Cela veut dire, sans poser a priori de question de programme. Pourquoi ? Parce qu'à l'étape actuelle, c'est sous cette forme concrète que les masses peuvent saisir la rupture avec la bourgeoisie, la lutte pour faire éclater le carcan de « l'Union de la gauche » sans rivage à droite. (...) Pas plus que pendant les élections présidentielles nous n'avons distillé d'illusions sur la candidature Mitterrand, nous ne distillons d'illusions sur ce que serait un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes* » (résolution du XIX^e Congrès).

Or, il avait été clairement précisé, au XVIII^e Congrès « qu'un tel gouvernement, uniquement PCF-PS, se plaçant sur le terrain de la défense de l'ordre bourgeois, s'appelle un gouvernement bourgeois ». Voilà donc l'objectif actuel de l'OCI : un gouvernement bourgeois !

Ce serait quand même une victoire politique considérable du prolétariat, se justifie l'OCI, toujours dans sa résolution du XIX^e Congrès. Cer-

tes. Mais en quoi la victoire de la gauche aux élections et le remplacement du gouvernement de droite par un gouvernement d'Union de la gauche n'en serait pas une non plus ! En tout cas elle serait vécue comme telle et serait un encouragement énorme pour la classe ouvrière, quant à sa force et à son assurance, malgré les radicaux de gauche et malgré le programme. Mais à condition, dans un cas comme dans l'autre, que les révolutionnaires aient clairement pris leurs distances d'avec l'opération bourgeoise à l'œuvre dans l'Union de la gauche et à travers le Programme commun. Ni un gouvernement de collaboration de classes avec les radicaux ni un gouvernement de collaboration de classes des seules organisations ouvrières ne peuvent être notre objectif gouvernemental à l'heure présente, comme à une autre heure d'ailleurs. Notre objectif gouvernemental ne peut-être un gouvernement bourgeois : son contenu ouvrier anticapitaliste, révolutionnaire lui est justement conféré par les tâches qu'on lui définit.

Mais peut-être l'OCI est-elle spontanéiste, peut-être a-t-elle une confiance illimitée en la dynamique des événements. On serait tenté de le croire quand, toujours sur la question du programme, on lit la prose de l'ineffable Stéphane Just spécialiste du gouvernement ouvrier et de la Défense du Trotskisme. C'est à l'occasion des élections de 1969 quand, après l'échec de De Gaulle au référendum, l'OCI luttait pour un candidat ouvrier unique :

« Mais le programme ? N'était-il pas nécessaire à une candidature unique des organisations ouvrières ? Que devenait-il ? En les circonstances précises, le développement du programme d'un gouvernement des organisations ouvrières unies découlait de cette candidature. La classe ouvrière, en luttant pour la défaite des candidats de la bourgeoisie, eût chargé d'un contenu de classe, la candidature unique des organisations ouvrières qu'il appartenait aux organisations révolutionnaires de développer. » (Défense du trotskisme).

Alors qu'en 1965, *Informations ouvrières*, — si elle ne donna pas de consigne de vote — avait tout de même précisé : *« Au candidat de la gauche, il faut opposer un candidat des organisations ouvrières, sur un programme de rupture avec la bourgeoisie. »*

On comprend ainsi la lutte que mène l'OCI contre la présence des radicaux de gauche dans le front qu'ont noué les organisations réformistes entre elles. Ce n'est pas pour l'OCI un élément parmi d'autres, secondaires même, par rapport au programme de collaboration de classe sur lequel s'est noué ce front, c'est l'élément central à partir du moment où on pense qu'avant le front unique de combat, il y a une étape passant par le front unique des seules organisations ouvrières sur la base du Programme commun. Programme commun dont on ne fait pas sa cible centrale. Non que nous ne négligions la présence des radicaux de gauche dans l'alliance, nous l'avons définie et la dénonçons comme des fils à la patte des partis ouvriers les rattachant à la bourgeoisie, pierre d'attente pour un élargis-

sement à droite de l'alliance, gage donné de la bonne volonté collaborationniste des partis ouvriers. Mais nous paraissent plus décisifs encore, et plus susceptibles de batailles opératoires dans les masses, le refus actuel de centraliser l'offensive contre les plans d'austérité de la bourgeoisie, les garanties données qu'on gouvernera avec Giscard, le refus de remettre en cause la Constitution de la V^e République, c'est-à-dire le régime d'Etat fort, la limitation des nationalisations (dans le nombre et la procédure : avec indemnités et rachat), le refus de laisser libre jeu à l'initiative des masses en ne donnant pas les moyens de contrôler l'économie, le refus de réduire de manière sensible les horaires de travail, etc. On ne peut pas dire que le Programme commun réponde aux aspirations, même réformistes, des masses. Quand les masses approuvent apparemment le Programme commun, c'est plutôt leurs organisations qui se sont unies qu'elles soutiennent qu'un programme qu'elles n'ont pas lu ni discuté et qu'elles remettent en cause en permanence **de fait** dans leurs luttes. Il ne s'agit pas, dans l'agitation d'opposer le **Programme de transition au Programme commun, ligne contre ligne**, mais d'avancer les éléments de notre programme qui sont susceptibles de rencontrer un écho dans les masses parce qu'ils répondent à leurs préoccupations. La mobilisation sur ces objectifs entrant en contradiction alors **dans les faits** avec le Programme commun et appelant comme débouché politique logique un gouvernement des seules organisations dans lesquelles les travailleurs se reconnaissent, pour appliquer ce programme et non le Programme commun avec l'aide (c'est-à-dire sous le contrôle) des travailleurs mobilisés.

Un programme, pour nous, n'est pas la référence rituelle des motions de congrès ou des campagnes électorales, c'est un instrument d'intervention quotidien dans les luttes qui se mènent. Sinon le programme de transition devient un nouveau programme maximum qu'on salue avec révérence et qu'on préserve de tous les révisionnismes dans le frigidaire aux acquis : la politique quotidienne, effective, se menant dans une logique minimaliste et étapiste, où tous les compromis sont justifiés au nom du « réalisme », du « possible »... et de la nécessaire réalisation de l'unité (sans préciser pour quoi faire).

C'est ainsi sans doute que s'explique le fait que les structures unitaires qu'on va proposer ne seront pas sur un programme rogné (ce serait du centrisme !) mais sur une absence totale de programme : *« Certains d'entre nous estiment que le Programme commun et le gouvernement d'Union de la gauche représentent la solution à la question que les masses laborieuses se posent : par quel gouvernement peut-on remplacer le gouvernement Giscard-Chirac pour que le pays ne soit pas conduit à la catastrophe par le capitalisme et les partis bourgeois actuellement au pouvoir ? d'autres estiment qu'il n'y a pas d'autres solutions répondant aux aspirations des masses laborieuses qu'un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois. Mais tous ont affirmé : quelle que soit la solution préconisée, la première condition à réaliser est : il faut que le gouvernement Giscard-*

Chirac disparaît » (résolution votée lors des rassemblements du 27 avril 1975). Il est sûr que sur ce vœu la plus large unité est possible ! On ne voit pas pourquoi pour cela il faudrait entrer dans des comités impulsés par l'OCI !

La tactique de front unique érigée en stratégie.

Dans un article à prétention théorique de *la Vérité* (juillet 1972), F. O. Forgontier veut bien reconnaître l'enrichissement que l'OCI a apporté à la politique bolchevique : « Si l'on saisit la dimension historique de la stratégie du F.U.O., il n'est pas possible d'expliquer que c'est une politique qui n'a de sens que dans les termes formulés par l'Internationale communiste (unité d'action entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates et centristes), alors que l'IC précisait bien que cette tactique ne s'appliquait pas là où l'écrasante majorité de la classe ouvrière suivait déjà le PC, ni là où le PC n'était qu'un groupe sans organisation de masse. » Il ajoute que « l'insistance à n'en parler que comme d'une tactique exprime la volonté de ne la considérer que comme une manœuvre subalterne, comme une ruse d'importance secondaire ». S'aperçoit-il qu'on peut lui retourner l'argument ? (S'aperçoit-il, qu'en outre, avec cette définition étriquée de la tactique, assimilée à la magouille politicienne, il éclaire d'un jour peu ragoûtant les propres conceptions de son organisation en la matière.) Broué est plus malhonnête, à moins qu'il ne soit inconscient, qui s'efforce de faire passer cette conception du FU pour celle de l'IC et de Trotsky, en employant à tour de plume l'expression de « stratégie de F.U.O. », comme pour faire cautionner le révisionnisme de son organisation par ceux qu'il préface ou annote, en pensant que la contiguïté finira par pousser le lecteur à l'amalgame. César Corte, lui, est plus fantaisiste, qui intitule, sans rire ni craindre l'anachronisme, un des chapitres de sa brochure sur le front unique : « *Le FU comme stratégie chez Marx.* »

Oui, il faut s'interroger sur l'insistance de l'OCI à justifier son révisionnisme terminologique. Dans aucun des textes de l'IC consacrés au FU (CEI entre les III^e et IV^e Congrès), dans aucun des textes de Trotsky écrits à ce moment-là et ultérieurement sur la question, on ne trouve l'expression de « stratégie de F.U.O. ». Et ce, dans une période où on n'employait pas les mots à la légère, où l'articulation stratégie-tactique était au cœur des débats, où la cible principale de la polémique était l'ultra-gauche ou le sectarisme. Trotsky prend toujours grand soin d'expliquer que le FU n'est qu'un moyen tactique, un compromis (ce qui ne veut pas dire avoir une vision étroite, purement tacticienne, manœuvrière du FU. Le FU n'est pas une « petite manœuvre », mais une « grande manœuvre », selon sa propre expression.) Il rejette toute mystique, toute métaphysique de l'unité : deux citations pour compléter celles recueillies dans notre brochure sur le front unique à laquelle nous renvoyons pour plus de détails :

« *Le réformisme renferme toujours la possibilité d'une trahison. Mais*

cela ne signifie pas que réformisme et trahison s'identifient à tout moment. Quant les réformistes font un pas en avant, on peut passer avec eux des accords provisoires. Mais, quand, effrayés par le mouvement des masses, ils le trahissent, maintenir la coalition avec eux revient à tolérer les traîtres et à dissimuler la trahison » (l'IC après Lénine). « *La préparation même de la révolution exige la rupture en temps opportun non seulement avec les radicaux bourgeois, mais aussi, comme nous le savons déjà, avec les réformistes démocratiques dans la classe ouvrière elle-même »* (Le congrès de la liquidation de la III^e Internationale, 23/8/1935).

L'insurrection sera décidée par les masses en lutte, mais les masses n'attendront pas que la totalité de la classe soit convaincue de sa nécessité ou que les directions réformistes s'inclinent devant la valeur des arguments pour la faire. Il y aura vraisemblablement encore beaucoup de travailleurs à convaincre après, et certainement que ceux qui en seront les artisans actifs, s'ils veulent qu'elle réussisse, devront compter avec l'accord des secteurs décisifs de la classe ouvrière, de sa majorité, mais ils devront compter aussi sur la réticence, voire la neutralité et même l'hostilité d'une partie encore importante des masses. L'insurrection sera un acte de division. Certains, même parmi les révolutionnaires, seront hésitants. L'OCI sera sans doute contre. Nul doute que ses militants l'auront abandonné depuis longtemps (si elle existe encore à ce moment-là !).

La révolution se fera contre les réformistes et non avec eux, mais il est vrai qu'elle ne se fera que si la grande masse de ceux qui l'étaient à l'ouverture de la crise révolutionnaire sont passés au cours de celle-ci sur les positions des révolutionnaires. Nous comptons justement sur une tactique systématique de propositions d'unité d'action, d'action commune en direction d'eux-mêmes et de leurs organisations (et donc de leurs appareils, si on veut que nos propositions soient crédibles par ceux qu'ils organisent et qui les suivent) pour faciliter, dans l'action, ce passage. Nous n'avons pas grand espoir dans les réponses positives des directions, ce sera plutôt l'exception, mais si nos propositions correspondent aux besoins objectifs de la situation, sont en même temps formulées au niveau de compréhension des larges masses et sont crédibles, il y a de grandes chances que là où le rapport entre réformistes et révolutionnaires n'est pas trop défavorable, puissent se mettre en place des actions communes et de véritables structures unitaires de masse (où ne participent pas que les organisés) qui permettent de mettre davantage les directions réformistes en porte-à-faux, en montrant où se trouve la voie et en marquant des points effectifs contre la bourgeoisie et son Etat (où ce qu'il en restera à ce moment-là). Dans toute grande grève *active*, on commence dès aujourd'hui à voir se dessiner ce processus.

En fait, l'OCI semble avoir une tendance permanente à confondre :

— l'objectif stratégique du rassemblement de la classe comme telle, pour elle-même, et sa mutation de classe dominée, atomisée, en classe dominante ;

— la politique permanente des révolutionnaires pour l'unification des luttes, des revendications :

— une tactique concrète des révolutionnaires en direction des réformistes quand la classe est divisée organisationnellement.

De même que la distinction entre agitation et propagande n'est jamais clairement faite à l'OCI, où, sous prétexte de refus d'un soi-disant « double langage », on passe de l'une dans l'autre sans vraiment articuler l'une avec l'autre.

Un front unique... non unique !

Il y a tout de même un paradoxe de voir ces champions (récents) du front unique permanent et à n'importe quel prix ne le concevoir finalement que sous l'angle de l'unité des seules organisations réformistes (les révolutionnaires ne sont là que comme conseillers-critiques) et de plus en excluant de ce front le million de syndiqués CFDT (sans compter ceux, plus nombreux encore, qui font confiance à cette centrale en votant pour elle aux élections professionnelles par exemple). Que voilà une unité peu unitaire !

On ne répugne pas à formuler la revendication de fusion syndicale, d'unité syndicale organique (forme élémentaire de FU) mais bien entendu entre FO, FEN et CGT. On exclut du syndicalisme unifié qu'on souhaite la CFDT. Un des arguments étant qu'elle est doctrinalement pour le pluralisme syndical ! En ne luttant que pour une unification partielle, on ne cautionnerait donc pas ce pluralisme qu'on dénonce par ailleurs ! Mystère de la dialectique (ou plutôt de l'incohérence). Si nous attendions que les organisations ouvrières soient convaincues, doctrinalement ou pratiquement, de la nécessité de dépasser leurs querelles de boutique, on risque d'attendre longtemps.

Nous n'accorderons aucune attention aux arguments débilés, et objectivement diviseurs, du type « origine confessionnelle », « centrale du Vatican », etc. qui nous font revenir à la belle époque où les francs-mac régnaient sur le mouvement ouvrier français, tant dans sa branche social-démocrate qu'anarcho syndicaliste, pour le plus grand bénéfice de la bourgeoisie. En 1921 déjà, l'IC notait combien les divisions confessionnelles pesaient sur le mouvement ouvrier français, l'anticléricalisme bête et méchant renforçant les arguments des « confessionnels » en mettant des préalables idéologiques à l'unité des luttes et des organisations (et pourtant les syndicats chrétiens de l'époque avaient peu de chose à voir avec la CFDT actuelle !).

Le paradoxe étant qu'on retrouve justement, sous la plume de l'OCI, des préalables programmatiques, dans ce cas précis, alors qu'elle s'en soucie fort peu pour le reste, comme on a pu le voir :

« L'unité n'est pas extensible. On ne peut réaliser l'unité pour les objectifs du socialisme qu'avec les organisations politiques et syndicales qui s'en réclament. Ceux qui veulent autogérer la société capitaliste au lieu de

la détruire n'ont pas leur place dans l'unité. Ceux qui veulent détruire les organisations ouvrières n'ont pas leur place dans l'unité » (Programme d'action de l'AJS pour le gouvernement ouvrier). Ce n'est pas « A bas la CFDT social-fasciste ! Pas d'unité avec les sociaux-fascistes » mais pas loin. On parle plutôt de « social-corporatisme » : « *Il est un élément commun entre l'institution des comités d'entreprises et les « conseils auto-gestionnaires » préconisés par Labi, la CFDT, le PSU ou Mitterand. Cet élément n'est pas la collaboration de classe. Mais les différences sont également importantes : dans les comités d'entreprise, ce sont les syndicats qui, tout en conservant l'intégralité de leurs prérogatives, acceptent de collaborer avec le patronat. Les « conseils gestionnaires », tels que les proposent Chévènement et Sarre du Parti socialiste, prennent en charge toutes les fonctions du syndicat, liquidant l'indépendance de l'organisation, deviendraient le noyau de l'ordre corporatiste* » (Pierre Lambert, *Partis ouvriers, Collaboration de classe et Corporatisme, Informations ouvrières*, janvier 1972). A quand des mesures d'autodéfense ouvrière contre ces franquistopétainistes ?

Une conception cartellisée du front unique

Quand l'OCI daigne parler de contrôle ouvrier (longtemps invention diabolique d'Ernest Mandel pour trotskyser l'association capital-travail) c'est essentiellement comme « contrôle syndical » qu'elle le conçoit (cf. XVIII^e Congrès). Il ne s'agit pas de mettre en place des structures qui permettent effectivement aux travailleurs de réduire leurs cadences, de contrôler les stocks, de vérifier les comptes du patron, d'imposer leurs conditions de travail sous l'angle de l'hygiène et de la sécurité, de modifier la nature même de la production éventuellement ; car les seules structures qui peuvent le permettre sont des structures qui mobilisent et centralisent la force collective de l'ensemble des travailleurs, qui recomposent cette force qui jusque là était aux mains de l'organisation patronale du travail, et l'opposent aux capitalistes, créant une dualité de pouvoir dans l'usine. Non, pour l'OCI, il s'agit de proposer le contrôle aux syndicats... pour les démasquer et d'autre part « *pour combattre la hiérarchie catholique et ses organisations* » qui parleraient, elles, de contrôle ouvrier pour détruire les organisations syndicales. Nous ne le posons pas, quant à nous, en opposition aux syndicats, nous luttons au contraire pour qu'ils l'organisent, mais pas en se substituant aux travailleurs pour le mettre en place (nous doutons d'ailleurs qu'un véritable contrôle ouvrier soit possible sans structures ad hoc pour l'exercer, vu la nature même des tâches de contrôle). De même que nous n'opposons pas les comités de grève aux syndicats, mais luttons — dans les syndicats — pour que ceux-ci, dans les luttes, impulsent l'auto-organisation, pas au nom des beautés de l'auto-organisation, ni au nom de la défiance vis-à-vis des syndicats, mais au nom de l'efficacité de la lutte, pour organiser la plus ample (et donc la plus solide,

la plus réelle mobilisation possible), pour que chacun se sente lié à la marche de la lutte. Nous ne sommes pas opposés à ce que les responsables syndicaux dirigent la lutte, mais c'est comme le fameux « rôle dirigeant du parti », il ne s'auto-octroie pas, ce n'est pas un droit *a priori*, il doit se gagner et se regagner sans cesse, la confiance ni ne se proclame ni ne se décrète. Les positions de l'OCI dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, sont empruntées d'un opportunisme syndicaliste qui fut une constante de son histoire. Des justifications historiques sont parfois données qui n'ont même pas les excuses que Nin avait vis-à-vis d'une CNT syndicaliste-révolutionnaire par rapport à laquelle les partenaires privilégiés de l'OCI sur le terrain syndical, la FEN et FO, font assez piètre figure. Les syndicats sont d'une certaine manière, certes, plus près de la classe, plus sensibles à ces mouvements que les partis. Mais à condition d'ajouter aussi que le type d'ouvriers qu'ils organisent, que les structures même du syndicat, peuvent se révéler, dans une période révolutionnaire, un frein puissant à l'auto-activité des masses. Faut-il voir là une volonté systématique de l'OCI de ménager un certain nombre de bonzes syndicaux qui ne voient l'auto-organisation que sous l'angle d'une atteinte potentielle à leur garantie d'emploi ?

Le terme même d'alliance ouvrière utilisé par l'OCI comme synonyme de front unique (je ne parle pas de l'organisation qu'ils ont mise sur pied sous ce nom, encore que la confusion de terme soit significative) fait directement référence à l'expérience espagnole de 1934 qui a justement chargé l'expression du sens de cartel d'organisations. Et les textes de Broué ou d'autres (cf. par exemple la préface à la brochure de M. Grossi sur l'insurrection des Asturies) reprennent cette conception réductrice du FU qui fut aussi celle du POUM.

Soit on en fait une étape vers le FU pleinement développé, c'est-à-dire articulé sur des structures de base embrassant toute la classe ouvrière et pas simplement les membres de ses organisations. (Mais on tombe à nouveau dans une vision étapiste profondément opportuniste : peut-être faudra-t-il en passer par là souvent dans un premier temps, mais nous ne devons pas pour autant en faire une norme programmatique. De même, avant d'arriver aux comités de grève élus, des formules plus compliquées peuvent voir le jour, du comité intersyndical — qui est déjà un progrès sur la division — au comité mixte combinant élus de droit et élus en assemblée générale, en passant par l'adjonction de volontaires aux responsables syndicaux, mais nous devons avoir clairement en tête où nous voulons en venir, ce qui ne l'est plus si nous décidons, d'emblée, *a priori* que, les choses étant ce qu'elles sont, nous ne pourrions pas dépasser, à cette phase, le stade du cartel.)

Soit on tend à assimiler les deux. Et c'est ainsi qu'on qualifie d'organisme soviétique l'Assemblée populaire de Bolivie, cartel au sommet, sans répondant à la base, autre que les organisations représentées à cette assemblée continuant à la base, leur vie séparée et n'ayant aucune prise

sur celle-ci où les directions se sont autodéléguées. Ce qui ne veut pas dire que nous sous-estimons le rôle « déstabilisateur » qu'a pu jouer cette assemblée, ni que peut jouer toute structure unitaire au sommet, mise en place par des organisations ouvrières ; mais de là à en faire un soviet, il y a tout de même une marge !

Le FU de l'OCI marche dangereusement sur la tête. S'il est vrai que la formule gouvernementale transitoire qu'on avance dans l'agitation est pour les marxistes-révolutionnaires le « couronnement d'une politique de front unique », comme le dit Trotsky, les MR n'oublient à aucun moment l'autre volet, « la forme la plus élevée de front unique », pour reprendre encore Trotsky, à savoir le conseil ouvrier. Et nous ne mettons pas sur le même plan une formule qui n'a que peu de chance de se réaliser concrètement, et qui sera vraisemblablement dépassée au cours même des mobilisations qu'elle accompagne ou initie, et la mise sur pied effective, dès avant la prise du pouvoir, des organismes qui seront justement ceux sur lesquels le futur pouvoir ouvrier reposera (même si ceux qui les impulsent sont, au départ, nullement convaincus que ce sera là leur rôle final, et sont même à cent lieues de le penser). L'insistance quasi exclusive de l'OCI sur la question gouvernementale au détriment de l'auto-organisation participe de cette même logique cartellisatrice et de l'incapacité à penser l'activité politique hors des cadres traditionnels (cf. la suspicion jetée sur les comités d'action, création originale de la crise prérévolutionnaire de Mai 1968, et la lutte de l'OCI dans cette période pour la centralisation de comités de grève inexistantes ou réduits aux appareils) et dans une logique de débordement de ces cadres.

Sur la construction du parti ou d'une mauvaise digestion des miettes tombées de la table de la IV^e Internationale

Le tournant empirique de 1964-1965.

Malgré le maintien d'une analyse de la situation en terme de dégradation incessante des rapports de forces au détriment du prolétariat, le « groupe Lambert » opère en 1964-65 sa mutation de groupe en organisation et ce n'est pas un simple changement terminologique. *Informations ouvrières* est désormais mensuellement imprimée. Depuis quelques mois, la IV^e Internationale s'est réunifiée. Si l'OCI se tient à l'écart, elle a tout de même, dans le cadre du Comité international, participé aux débats préparatoires. La Jeunesse communiste révolutionnaire est sur le point de naître, vérifiant la validité de la tactique entriste, en même temps qu'elle ouvre de fait la voie à son dépassement. La création de la CFDT, toujours

en 1965, annonce une recomposition du mouvement ouvrier.

Douze ans après l'exclusion de la majorité de la section française de l'Internationale, dix ans après l'éclatement de cette majorité, l'OCI va intégrer plus ou moins dans sa problématique de construction du parti, ce que depuis sa séparation le groupe condamnait chez ceux qu'il appelait les « pablistes » (dont les camarades qu'ils exclurent en 1955 pour « capitulation devant le stalinisme ») : à savoir la compréhension que le parti révolutionnaire serait le produit de la jonction du programme marxiste-révolutionnaire porté par de petits noyaux d'avant-garde (l'avant-garde « historique », l'avant-garde au sens étroit du terme) et de l'avant-garde ouvrière (avant-garde au sens large du terme), telle qu'elle pouvait se dégager du champ politique concret profondément structuré par les organisations politiques traditionnelles hégémoniques dans la classe. On retrouve dans tous les textes, écrits depuis cette période par l'OCI sur la question, une problématique fort proche (souvent à la lettre même) de Pablo (*Sens et portée du IV^e congrès mondial*, article de la *QI* de 1954) ou Mandel (*la Révolution mondiale de sa phase empirique à sa phase consciente*, même époque, reproduit dans *la Longue Marche de la révolution*, éd. Galilée) ou encore Livio Maitan (brochure de 1956 sur les rapports avant-garde/masses) ; textes précisément écrits alors contre les courants dogmatiques-sectaires du type lambertiste en même temps que contre les tentations d'adaptation aux appareils.

Quelle était l'évolution du débat dans les autres courants issus de la scission de 1952 ? Ceux que Lambert exclura en 1955 n'étaient pas opposés de manière absolue à l'entrisme dans le PCF. Et ce furent essentiellement eux qui assumèrent le débat face à la majorité internationale jusqu'en 1952. Dénonçant à juste titre certaines formulations outrancières de Pablo qui ne seront d'ailleurs pas reprises dans les textes officiels de la majorité mais qui pouvaient inquiéter quant à son devenir, vu que Pablo en était le principal inspirateur, sceptiques — à juste titre — sur la perspective de guerre mondiale à court terme que prévoyait (comme tout un chacun alors) la majorité, ils développaient une orientation qui surestimait — à l'époque — la possibilité que se structure, à l'extérieur des organisations réformistes (ou au moins en marge), une nouvelle avant-garde issue de la double crise prévisible de l'impérialisme et du stalinisme. Ils mettaient cependant l'accent sur un problème réel : comment avec nos seules forces, extrêmement limitées (et la scission n'avait pas encore eut lieu) croire possible de pouvoir influencer directement et efficacement la future opposition interne au PCF qui ne manquera pas de naître à terme ? Nous risquons même de nous y noyer (c'est ce qui arriva en Grande-Bretagne, aux USA, en France avec l'aile qualifiée de « stalinophile », par opposition à l'aile lambertiste « stalinophobe », qui finira par s'adapter à son milieu de travail, au point d'abandonner toute référence à la IV^e Internationale et — comme le groupe de Michèle Mestre en France — à chercher à opérer dans le PCF de la « déstalinisation » la jonction avec le courant

resté fidèle à Staline pour « redresser » le parti). Pour intervenir efficacement en direction du PCF, disaient ces camarades, il faut une accumulation de forces préalable, un seuil minimum de crédibilité. Quand, au moment de l'affaire Marty-Tillon, ils tentent de construire des « comités de redressement communiste » (c'est à cette époque que se crée Unir), c'est dans cette optique qu'ils travaillent. De même ensuite, en rejoignant la Nouvelle gauche puis l'Union de la gauche socialiste (cf. article de Michel Lequenne dans *Critique communiste* sur le centrisme). Par leurs comités, comme plus tard ceux qui quitteront le PCI avec Denis Berger en 1958 (expérience de la Voie communiste), ils s'efforcent de créer un lieu de regroupement souple, à la fois pour des militants en rupture d'avec le PC que pour des militants devenant oppositionnels dans le PC, tentant par là de prendre en compte un autre problème réel qui pouvait se poser à la tactique entriste, l'écartèlement, là encore à cause de notre faible nombre, entre différents courants de radicalisation (ceux qui avaient « compris » et s'éloignaient à grandes enjambées du PCF avec tendance à considérer notre entrisme comme timoré, et ceux qui restaient au PCF, soit parce qu'ils avaient encore quelques illusions, soit parce qu'ils pensaient la rupture minorisante et auto-isolante à cette étape). Ces questions, en fait, ne commencèrent vraiment à émerger effectivement, au moins à une certaine échelle de masse, qu'au milieu des années soixante, et dans un secteur encore limité (celui de la jeunesse universitaire), posant des problèmes difficiles de tactique à nos camarades dans l'UEC dont la base se radicalisait dans un dynamique d'opposition frontale au PCF, qui risquait de conduire à un sortisme prématuré (avant que tous les fruits de la tactique entriste ne soient recueillis). Inversement se couper de cette base pour attendre le gros du secteur, c'était risquer de se retrouver tout seuls sans plus aucun moyen d'influence en direction du gros du secteur, et d'autre part, abandonner cette base à toutes les dérives populo-spontanéistes ultra-gauches. Ce fut une des raisons de notre rupture avec la fraction pabliste dans le PCI qui refusait de passer de la lutte pour la démocratie interne dans l'UEC, menée en alliance avec les courants droitiers (dits pro-italiens), à une lutte d'orientation politique sur de claires positions de gauche par rapport à l'appareil.

En fait on aboutit à un chassé-croisé : 1965 marque justement l'entrée dans une nouvelle période où « l'entrisme » tel qu'il avait été élaboré, à l'orée des années 50 comme concrétisation, à cette étape, de la stratégie de construction du parti, dans le cadre de la problématique plus générale des rapports avant-garde/masses dégagée à l'occasion de la rectification des erreurs triomphalistes d'après-guerre (marche forcée ultra-volontariste au parti trotskyste de masse), devint partiellement caduc. Alors que, jusque là, notre politique de construction était suspendue à la stricte évolution des rythmes de différenciation interne aux organisations traditionnelles (en France essentiellement PCF), rythmes que nous ne pensions — pour cela — ne pouvoir efficacement influencer que de l'intérieur, la remontée

des luttes et l'apparition d'une nouvelle génération militante à la périphérie du mouvement ouvrier permettaient de rompre avec cette politique. Sans renier notre problématique générale, dont l'entrisme n'était qu'une application tactique, nous faisons le pari (qui ne fut que progressivement formulé et étayé) que ce dégagement de nouvelles avant-gardes jeunes, essentiellement étudiantes à cette étape, n'était que le signe avant-coureur d'une recomposition en profondeur du mouvement ouvrier et que, dorénavant, les différenciations au sein des organisations ouvrières traditionnelles seraient davantage le produit de l'intervention extérieure que celui de leur propre dialectique interne.

L'achèvement du tournant : 1969, une nouvelle analyse de la situation

La remontée lente, mais effective, de la classe ouvrière, après le camouflet au pouvoir fort que fut la grève des mineurs de 1963 (où les travailleurs s'assirent sur le décret de réquisition), remontée marquée par l'érosion électorale de la majorité gaulliste, après le passage à l'opposition du Parti socialiste (après qu'il se soit proclamé « à l'avant-garde de la V^e République »), les poussées de la base à l'unité d'action revendicative (CGT, CFDT) et électorales ne furent jamais analysées comme telles par le groupe Lambert, puis l'OCI, par ailleurs largement coupés de la réalité révolutionnaire des autres pays. Il conservait sa vision catastrophiste d'une classe ouvrière de plus en plus aculée et exsangue, au bord de la destruction organisationnelle et physique. Ils condamnent alors la recherche de l'affrontement dans une classe ouvrière dont certains secteurs commencent à entrer en effervescence :

« La bourgeoisie a l'initiative (...) nous devons tout faire pour éviter de court-circuiter la maturation politique indispensable aux répliques d'envergure (...). En liaison avec leur politique de capitulations, les appareils bureaucratiques (...) veulent empêcher cette maturation politique de se produire, au nom de « l'action ». Le caractère aventuriste des mouvements peuvent offrir à la bourgeoisie l'occasion de frapper, et, en tout cas donner à la classe ouvrière un sentiment d'impuissance, c'est-à-dire concourir à développer le processus de démoralisation et de désintégration. Il n'en résulte pas que tout mouvement est impossible. » (sic !) (Stéphane Just, « la Vérité », janvier 1967).

Dans *Informations ouvrières*, pareillement, on peut lire alors :

« Instinctivement, la masse des travailleurs comprend que l'initiative dans la lutte des classes appartient actuellement à la bourgeoisie. Autrement dit, les conditions ne sont pas réunies pour engager des actions offensives contre le capital et son Etat (...) Les appareils, sous la direction de l'appareil corporatiste de la CFDT, trompent et dupent les travailleurs en cherchant à les jeter dans des actions qui, toutes, mènent à l'affrontement

avec l'Etat (...), déclarent vouloir susciter des « luttes dites d'envergure » contre l'Etat et de Gaulle. Il s'agit là d'une entreprise de mystification qui tend, avec des actions aventuristes, à casser la tête de la classe ouvrière. » (Problèmes)

Aujourd'hui, sans autocritique explicite, les lambertistes sont revenus sur cette analyse. Ils ne font plus remonter la radicalisation à la chute de De Gaulle après son échec au référendum de 1969 comme ils l'ont fait dans la période qui a immédiatement suivi ils datent maintenant, comme nous le faisons depuis 1963, la remontée à la grève des mineurs. Mais ils gardent la forme « catastrophiste » de leur analyse de la période précédente. L'apocalypse de la destruction et de la déchéance s'est retournée en son contraire. Aujourd'hui, nous sommes rentrés, non seulement dans une période « d'actualité de la révolution », mais « d'imminence ». Nous nous trouvons même dans une situation en train de transiter d'une situation prérévolutionnaire à une situation révolutionnaire (résolution unanime du XX^e Congrès). On peut ajouter que, dans leur volonté de ne pas couper la révolution mondiale en tranches, la même analyse tend à être appliquée partout (non seulement au Portugal dès le 25 avril 1974, mais aussi en Argentine à la veille du putsch, en Grande-Bretagne — et pourquoi pas ? — dans l'ensemble des pays de l'Est). On voit des soviets partout (Irbid, Assemblée populaire de Bolivie...), ce qui n'empêche pas de fixer des tâches curieusement en retrait sur cette situation explosive : défense des acquis, défense des libertés démocratiques, assemblée constituante souveraine au Portugal (alors qu'il y a une situation révolutionnaire, OCI dixit, c'est-à-dire si les mots signifient quelque chose : situation de double pouvoir — et l'OCI reconnaît fort bien la nature « soviétique » des Commissions de travailleurs — mais en même temps — comme un quelconque CERES — elle développe une politique jouant sur la coexistence de l'Assemblée bourgeoise et des organismes ouvriers à dynamique politique alternative soumettant, par son mot d'ordre « d'Assemblée constituante souveraine » ceux-ci à celle-là !)

Non seulement, l'OCI a repris à son compte des éléments tactiques et stratégiques du type de ceux que nous avançons dans les années cinquante, mais elle articule l'ensemble autour d'un catastrophisme révolutionnaire qui fait irrésistiblement penser à la « guerre qui vient » de Pablo. Certaines hypothèses que celui-ci formulait alors sur les conséquences qu'aurait une guerre mondiale éclatant comme un coup de tonnerre dans un ciel serein (dans un mouvement ouvrier figé, aux rapports de force stables) pouvaient avoir quelque cohérence. Les hypothèses que fait l'OCI sont, elles, complètement déphasées par rapport à l'état réel d'un mouvement ouvrier en profonde fermentation et restructuration est d'ores et déjà engagée.

Une vision figée et mécaniste, objectiviste et opportuniste de l'évolution du mouvement ouvrier

1/ La surestimation des organisations traditionnelles

La période révolutionnaire directe ouverte, les masses renforceront considérablement le poids des appareils. L'OCI devra lors se « maintenir » et « résister en attendant (c'est moi qui souligne) *que les masses fassent l'expérience de leurs illusions.* »

L'idée qui se dégage ici contient évidemment un grain de vérité. Toutes les périodes révolutionnaires ont vu, dans leur première phase, un afflux des masses vers les organisations traditionnelles. C'est un premier pas vers la prise de conscience. Les masses rejoignent les organisations qui tiennent le devant de la scène, pas les groupuscules. Mais il faut comprendre que ce mouvement est extrêmement contradictoire et riche de possibilités (comme jamais ce peut l'être en période normale) : les masses qui, pour la première fois, se mobilisent à cette échelle, se politisent rapidement, vont très vite se heurter non seulement à la politique au ralenti des « temps normaux », à la vie politique des seuls politiciens. Autrement dit, le renforcement des vieilles organisations est en même temps l'affaiblissement considérable de celles-ci (et pas simplement de leur appareil), leur mise en crise profonde. Ne pas voir de double mouvement risqué d'être très grave quant aux conséquences politiques.

2/ La sous-estimation des possibilités de l'avant-garde.

Le complément obligé de l'analyse précédente. Les révolutionnaires vont être submergés. Il leur faudra faire le gros dos, développer sans relâche leur propagande et attendre des jours meilleurs. Voilà les tâches à l'ouverture de la crise ! Nous pensons au contraire que les possibilités d'intervention, de conviction et d'action des révolutionnaires seront plus grandes que jamais. Même si, dans un premier temps, elles resteront encore modestes par rapport à celles des organisations traditionnelles. Mais on entre là dans une situation où les rythmes s'accroissent, où les cloisons tombent, où les interrogations jaillissent, où les révolutionnaires disposent d'une arène plus large que jamais pour faire connaître leurs idées et même commencer pratiquement à tester leur politique. Ils seront moins isolés que jamais. Ils se renforcent parallèlement aux réformistes opérant leur jonction avec ceux qui étaient déjà en rupture avec eux dans la phase précédente, influençant ceux qui sont devenus critiques dans les organisations traditionnelles. La situation de ce point de vue est très différente de celle de 1936 ou de 1944, un espace politique existe aujourd'hui pour les révolutionnaires (mais même en 1936 et 1944, nos forces ont crû). Si une

organisation révolutionnaire ne se développe pas, ne s'enracine pas un minimum, n'a pas un tant soit peu prise sur les événements d'une montée révolutionnaire c'est que quelque chose cloche dans leur politique. Est-ce que que l'OCI veut justifier par avance la stagnation qu'elle ne manquera pas de connaître si elle persévère sur sa ligne ?

3/ L'hypothèse de la régénérescence

A partir d'une vision de la bureaucratie comme une verrue sur un corps sain, « *la bureaucratisation a dénaturé les organisations prolétariennes initiales en les asservissant à ce qu'on appelle aujourd'hui les appareils* », c'est-à-dire d'une vision réifiée de la superstructure politique des organisations qui en fait une simple machine surajoutée, on tire des conséquences simplistes (et opportunistes) du type : la classe ouvrière doit se réapproprié ses organisations. Ce qui est à la rigueur juste pour les syndicats, à condition de lier cette réappropriation à une véritable révolution interne (ce n'est pas qu'un changement de ligne et d'équipe de direction) et de comprendre la place seconde que les syndicats occuperont dans la crise révolutionnaire par rapport aux conseils ouvriers (cf. 1^{er} Congrès de l'Internationale communiste), devient franchement erroné à propos des partis où le raisonnement, valable pour les organisations à vocation de masse (c'est-à-dire intégrant différents niveaux de conscience, différents courants), ne s'applique plus. Ces organisations sont irredressables, ce n'est pas que leur appareil qui est en cause, mais leur structuration, leur rapport aux masses et à la bourgeoisie, etc. Ce n'est pas parce que nous défendons ces organisations face à la bourgeoisie que nous avons à les défendre en soi face au prolétariat. Ce seront des obstacles à renverser. On tient là peut-être la racine théorique de ce fameux FU stratégique de l'OCI. Pierre Fougeyrollas, déjà cité plus haut, n'écrit-il pas en conclusion de *la Révolution prolétarienne et les impasses petites-bourgeoises* (1976) : « *Puisqu'il n'est pas possible d'accomplir les tâches de la révolution prolétarienne hors des organisations ouvrières existantes, il faut permettre aux masses d'utiliser, dans leurs intérêts vitaux, ces organisations en les arrachant, pour la réalisation du Front unique, au contrôle et à la domination des appareils.* »

4/ L'hypothèse ultime du redressement possible des directions.

Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout puisque on est si bien lancé sur le chemin : « On ne peut écarter l'hypothèse que, placés devant la dislocation du système impérialiste, la crise politique de tel ou tel bourgeoisie, parvenue au stade où l'appareil d'Etat se fissure et se disloque devant le déferlement de la révolution prolétarienne, des gouvernements des partis ouvriers portés au pouvoir par le mouvement des masses et contraints de l'assumer soient, y compris en Europe, obligés de s'avancer sur la voie de

la rupture avec la bourgeoisie. » Avec cette idée l'avant-garde est excellentement armée pour comprendre les processus qui auront lieu et développer la défiance vis-à-vis des directions réformistes, comprendre, derrière toutes les manœuvres et chevauchements le rôle fatalement contre-révolutionnaire qu'elle seront amenés à jouer. En 1917, mencheviks et socialistes-révolutionnaire, ont appelé à la création et à la centralisation des conseils ouvriers. On peut être certain que, ni Willy Brandt, ni Wilson, ni Marchais et autres Berlinger ne nous offriront pas de telles occasions : les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne ont tiré quelques leçons de l'histoire, eux ! (1) L'OCI, elle, a un jour expliqué que le gouvernement révolutionnaire de la Commune était après tout un gouvernement de front unique (réformistes-révolutionnaires). Les mauvaises langues répondraient que c'est évidemment une raison de son échec.

Le piquant, ou le tragique de l'affaire, est, qu'au même moment les lambertistes niaient toute possibilité de passage à la construction d'un Etat ouvrier au Vietnam pour le PCV.

On comprend ainsi la « pédagogie », fortement tentée d'opportuniste qu'elle propose à ses militants d'appliquer : l'OCI « apprendra à éviter au maximum, pendant un temps, l'affrontement direct avec les appareils. » On ne sait jamais ! Si, des fois, le vote du rapport moral de Bergeron ou d'Henry les amenait à aller plus loin qu'ils ne veulent...

Le choix des cibles et des alliés privilégiés : où est l'avant-garde large qu'on peut raisonnablement estimer gagnable à l'heure actuelle ?

I/ Condamnation totale de l'extrême gauche et de sa mouvance

« Lorsque Lénine, polémiqueant avec le gauchisme de 1920-21 le caractérisait justement en tant que « maladie infantile du communisme » : en ce sens qu'à l'époque, les gauchistes voulaient avancer plus rapidement vers la dictature du prolétariat en cherchant à brûler les étapes. Ce faisant, ils accumulaient toutes sortes de fautes théoriques, pratiques, qui gênaient la marche vers la victoire et la construction de véritables partis communistes. Mais le gauchisme, alors, comme courant, se situait sur le terrain de la révolution prolétarienne, sur le terrain de la dictature du prolétariat : c'était un courant communiste ; XVII^e Congrès).

A présent, dit l'OCI, nous avons affaire à une dégénérescence (irréversible, elle, semble-t-il) du gauchisme, à un gauchisme anti-ouvrier, qui

(1) Cela ne voulant pas dire, pour nous, qu'ils soit faux de les appeler à prendre leurs responsabilités, mais nous devons aussi nous préparer à prendre les nôtres sans illusions ni

de maladie infantile est devenue maladie sénile, à une nouvelle catégorie historique d'« intellectuels décomposés, distillant la haine de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière, ses traditions, la haine contre la révolution prolétarienne et son objectif centralisé, la dictature du prolétariat, la haine contre le bolchevisme » (17^e congrès).

« Le gauchisme décomposé trompe les jeunes en spéculant sur la révolution, en prônant la « révolution » sexuelle, morale, idéologique (...) La révolution n'est pas une affaire de libération individuelle ».

« Il s'est rangé du côté de l'ordre bourgeois, consciemment ou inconsciemment, peu importe, à ce stade de l'analyse ».

« Les organisations petites-bourgeoises gauchistes décomposées (...), PSU, Ligue communiste, AMR, Mouvement du 22 mars, Lutte ouvrière, anarcho-maoïstes, etc. se sont rangés du côté de la bourgeoisie sur la question fondamentale de toute révolution, qui est, répétons-le, celle du pouvoir ».

« Mai-juin 1968 a révélé qu'avec le stalinisme, et, comme sa conséquence et son revers, le gauchisme décomposé est devenu le pire ennemi de la révolution ». (XVII^e Congrès).

L'adversaire principal étant bien évidemment la IV^e Internationale révisionniste, capitularde, liquidatrice, flanc-garde des appareils.

Alors que Lénine insistait sur le combat patient en direction des gauchistes, rançon inévitable de l'opportunisme du mouvement ouvrier, et que Trotsky insistait toujours sur la nécessité de ne pas tenir la balance égale entre les gauchistes et les droitiers, les uns étant une maladie interne qu'on soigne par l'expérience et l'éducation, l'autre corps, de plus en plus étranger, n'appelant que des traitements chirurgicaux. Certes, dans une période démoralisation, de défaite, de prostration de la classe ouvrière, peuvent substituer des sectes ultra-gauches de phraseurs révolutionnaristes : mais sommes-nous dans une telle période pour que l'essentiel du « gauchisme » soit analysé ainsi ?

Certes, à côté d'un centrisme de gauche et se mêlant souvent à lui peut exister un centrisme de droite, la vague de radicalisation portant des travailleurs de droite à gauche pouvant rencontrer les produits du reflux de la précédente montée qui, eux, passent de gauche à droite. De même qu'un centrisme juvénile peut momentanément se reconnaître dans une direction de centristes séniles, centristes de profession qu'ils portent (ou acceptent simplement) à leur tête lors de la première vague de radicalisation. Mais prendre un phénomène pour l'autre, qualifier tout ce qui se radicalise à l'extérieur des organisations traditionnelles de « centristes réactionnaires », c'est raisonner en termes de bureaucrate ou n'être sensible qu'aux formes dans lesquelles momentanément la radicalisation s'exprime, c'est la manquer.

Et, comme le disait Lénine, on risque d'exagérer la lutte contre le centrisme, la transformer en sport, et, loin de l'affaiblir, aboutir en fait à le renforcer.

Cette découverte d'un pseudo « néo-gauchisme » permet ainsi à l'OCI de justifier une politique vis-à-vis des militants d'extrême gauche qui n'a rien à voir avec celle de Lénine et de Trotsky et qui remplace bien trop souvent le libre et fraternel débat par l'injure et les coups. Elle peut, de plus, se dédouaner à bon compte, ainsi aux yeux des appareils, sinon de la bourgeoisie (qui a reconnu en revenant sur sa dissolution après Mai 1968, qu'elle n'avait pas cherché à porter atteinte aux institutions).

2/ Méfiance vis-à-vis des inorganisés et des militants critiques non convaincus des vertus du front unique modèle OCI

La « défiance » de la classe ouvrière « à l'égard des appareils l'amène à considérer avec une énorme méfiance les organisations syndicales, ses organisations élémentaires de classe, mais qui sont dominées et contrôlées par les appareils, et à réagir de façon encore inconnue en France par une sorte de réflexe contre l'organisation. (...) Bien qu'embryonnaire, cette tendance est grosse de dangers ». (XVII^e Congrès). Cinq ans après, en 1976, dans un article de *la Vérité*, G. Bauvert écrira qu'elle « recèle des illusions mortelles » même si, en même temps, il reconnaît qu'échapper « à la tutelle démoralisante des appareils » n'est tout de même pas purement négatif.

3/ Essentiellement dans les organisations traditionnelles

Toute la politique de l'OCI va s'orienter vers les « cadres organisateurs de la classe », « l'avant-garde potentielle », qu'elle situe dans ces organisations (à son XVIII^e Congrès, elle reprendra même l'expression honnie jusque là de « trotskystes inconscients » à leur propos) : « *Ce qu'il nous faut apprendre, c'est à faire éclater, pour ainsi dire de l'intérieur — ce qui suppose une OCI « indépendante » « extérieure » — le mensonge et la tromperie dans la politique bourgeoise des appareils* ». Il faut donc « *dans une première étape, amener (...) les cadres et les militants à s'opposer aux appareils sans qu'ils soient conduits à penser que l'OCI leur demande de rompre immédiatement avec la confiance (ébréchée certes, mais confiance tout de même) qu'ils gardent dans les directions traditionnelles* ». (XVII^e Congrès)

« *Il existe un assez grand nombre de militants du PCF et du PS, des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FEN, qui sont réellement disposés à marcher jusqu'au bout avec les travailleurs contre les capitalistes et l'Etat bourgeois. Ils n'entendent pas, à cette étape, rompre ouvertement avec « leurs partis » ; néanmoins, ils aident les travailleurs à interpréter les « directives » à leur façon. A un étage au-dessous des appareils, dans les organisations en partie sous leur couverture, des liens nouveaux se nouent entre les aspirations des masses et les militants. Celles-ci et ceux-ci n'ont pas l'intention de rompre avec leurs directions. Au contraire, la majorité*

des travailleurs, y compris ceux qui seront entraînés dans des actions de débordement, et les militants entendent que les dirigeants appliquent « leur » programme, c'est-à-dire ce qu'ils croient être le programme de leurs aspirations ». (XVIII^e Congrès).

Depuis fort longtemps, l'OCI a su se lier à des « cadres organisateurs » qui ne sont rien moins que décidés à quitter leurs organisations qu'ils y ont des postes de responsabilité sinon des permanents. L'OCI se contente d'engagements vagues pour l'unité, l'indépendance et la démocratie et n'est pas très regardante sur le reste. Evidemment, le reste est, en général, le plus important. Les engagements en question peuvent couvrir toute sorte de marchandises apolitiques et anticommunistes. On ne s'allie évidemment pas avec ceux qui furent un temps les seuls à lutter effectivement, et de plus les armes à la main, contre le gaullisme et l'impérialisme français, ceux que le groupe Lambert appelait « les tueurs du FLN », mais avec les pivertistes francs-maës ou les ex-anarcho-syndicalistes à la Hébert, responsable de l'UD-FO, de Loire-Atlantique qui, entre deux meetings lambertistes, appelle à voter André Morice, radical d'extrême droite et partisan à tout crin de l'Algérie française. « *Au sein du Parti socialiste, écrit Lambert dans la Vérité de janvier 1972, l'autogestion est devenue un des points de clivage qui opposent plus ou moins clairement les tendances tirant ouvertement à la transformation du PS en une organisation de type cléricalo-corporatiste à celles qui cherchent à préserver le caractère « ouvrier » de la vieille social-démocratie* ». Aussi l'OCI enverra-t-elle Hébert à Limoges pour l'aider à mener sa campagne contre Georges Sarre du CERES, car il a tenté de détruire la fédération FO des PTT « *au compte du cléricalisme, au compte de la CFDT* » (10 février 1973).

Gageons que l'avant-garde ouvrière, la vraie, a été très ébranlée par l'arrivée de cet allié compromettant. Que penser, enfin, de la complaisante tribune offerte au rassemblement de Nantes pour l'unité, impulsée par l'OCI en 1975, au député Christian Chauvel qui venait d'être exclu du groupe parlementaire socialiste parce qu'il avait refusé de rompre la coalition formée avec la droite du conseil municipal de Nantes ? Centriste sans doute farouchement antistalinien et non moins farouchement anticlérical. Ni au rassemblement ni après, l'OCI n'a élevé la moindre critique des conceptions pour le moins curieuses qu'avait son invité d'honneur sur la question du front unique dans sa pratique politique quotidienne. Mais peut-être faut-il considérer les Jules Moch, Max Lejeune, Hintermann, Muller et autres comme des militants ouvriers ? Leur refus de l'Union de la gauche est-ce la volonté de voir se réaliser le front unique, leur sortie du PS, est-ce pour protester contre la perte de son caractère ouvrier ? Quelle différence avec un Christian Chauvel ? Ce choix des alliés juge une organisation.

Les difficultés d'application d'une politique contradictoire et erronée

On ne peut, sans conséquence, pratiquer un « entrisme sans entrée », donner la priorité aux développements de l'organisation dans la jeunesse, en même temps qu'avoir pour cible immédiate et exclusive dans l'orientation les préoccupations des vieux cadres organisateurs des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, se référer au trotskysme et à la problématique transitoire et se battre sur un programme minimum, analyser la période comme transitoire et se battre sur un programme minimum, analyser la période comme transitant d'une situation pré-révolutionnaire vers une situation révolutionnaire et ne pas arriver à dépasser une activité de type propagandiste, « syndicaliste » ou « démocratique ».

Les conséquences ont été relevées à chaque bilan, lors de chaque congrès depuis plusieurs années, sans que cela semble se traduire par une amélioration, puisque chaque fois ce sont les mêmes autocritiques qui sont faites : en permanence l'OCI « oscille », elle « trébuche à chaque pas », « hésite », « se précipite dans un gauchisme impuissant » ou dans « l'adaptation à la politique des appareils » (« gauchir les revendications du programme commun », opérer des « glissements électoralistes », caractériser la politique de front populaire comme « nécessaire », etc.) (Citations extraites des thèses du XVII^e Congrès, de la brochure de César Corte sur le FUI ou de l'article de Berg dans la Tribune préparatoire au XX^e Congrès, 10.13.11.75).* Le passage suivant d'une résolution du XVIII^e Congrès résume involontairement, mais excellemment, les acrobaties politiques de l'OCI :

« La confuse politique de pression que cherchent à réaliser des cadres organisateurs pour amener à redresser « leur Parti » n'aura un contenu progressif que si, par notre action nous les amenons à abandonner cette position » (on aimerait savoir comment l'abandon d'une politique doit lui donner un contenu progressif : il semble à première vue difficile de donner un contenu quelconque à une politique qui a été abandonnée !

La combinaison du sectarisme et de l'opportunisme

L'opportunisme politique en direction des courants droitiers du mouvement ouvrier a son complément dans un sectarisme outrancier vis-à-vis de ses courants gauches ; l'opportunisme quasi apolitique des regroupements unitaristes qu'impulse l'OCI ne peut tenir que par des rapports bureaucratiques entre l'OCI et ces organismes même quand il s'agit de tendances syndicales formellement autonomes.

Ainsi, l'OCI reconnaît la difficulté à faire véritablement exister

comme tendance à part entière son « EE-FUO » dans la FEN.

« Dans l'immédiat, à l'intérieur de FO et de la CGT, la « proclamation » d'une tendance syndicale (type CGT lutte de classes) serait artificielle (elle fut pourtant à plusieurs reprises tentée. NDLR), et, en définitive, serait une façon d'éviter d'apporter des réponses politiques aux travailleurs... C'est dans Informations ouvrières que militants CGT et FO se regroupent autour de notre politique et doivent donc s'exprimer politiquement » (XVII^e Congrès). Si le cœur vous en dit, la fraction-tendance vous accueille.

Quant à l'AJS *« qui n'est pas une organisation de type bolchevik, fondée sur les principes du centralisme démocratique, mais une organisation communiste de masse, jouant en fait dans la lutte des classes le rôle d'un véritable syndicat de défense de la jeunesse, dans le cadre et sur le programme politique de front unique ouvrier » (Jeune révolutionnaire, Octobre 1968). Au moment du II^e Congrès il était précisé « Nul, à quelque tendance qu'il appartienne n'est exclu du 2^e congrès ». Organisation de masse, mais communiste, en fait organisation tenue en lisière par l'organisation adulte qui lui fournit ses cadres et son orientation.*

Des organismes transitoires... vers le parti transitoire (ou/et le FU)

L'objectif, nous l'avons vu, est d'offrir à des militants partagés entre leur fidélité organisationnelle et leurs attaches de classe, pas encore convaincus pour rompre avec un PC ou un PS dont, par ailleurs, ils critiquent la politique, une structure de regroupement où ils pourront travailler avec l'OCI sans rompre avec leur parti. Cette structure de regroupement, impulsée et dirigée ouvertement par l'OCI mais qu'on peut rejoindre sans être d'accord avec l'entièreté du programme de l'OCI, dessine en pointillé la future organisation révolutionnaire : la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) qui ne sera peut-être pas encore elle-même le parti, mais une organisation centrée évoluant vers le parti, si le rapport de forces entre l'avant-garde étroite (OCI) et avant-garde plus large se dégageant des organisations traditionnelles ne permet pas, dans un premier temps, d'aboutir à un parti construit sur la base du programme de la IV^e Internationale :

« La perspective stratégique de la Ligue : un cadre de militants contrôlés par les vieilles directions s'efforcent de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants : (...) Vous approuvez (la) politique de l'OCI, mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau

parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs : c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble (...). Au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de « faire pression » pour redresser le parti.

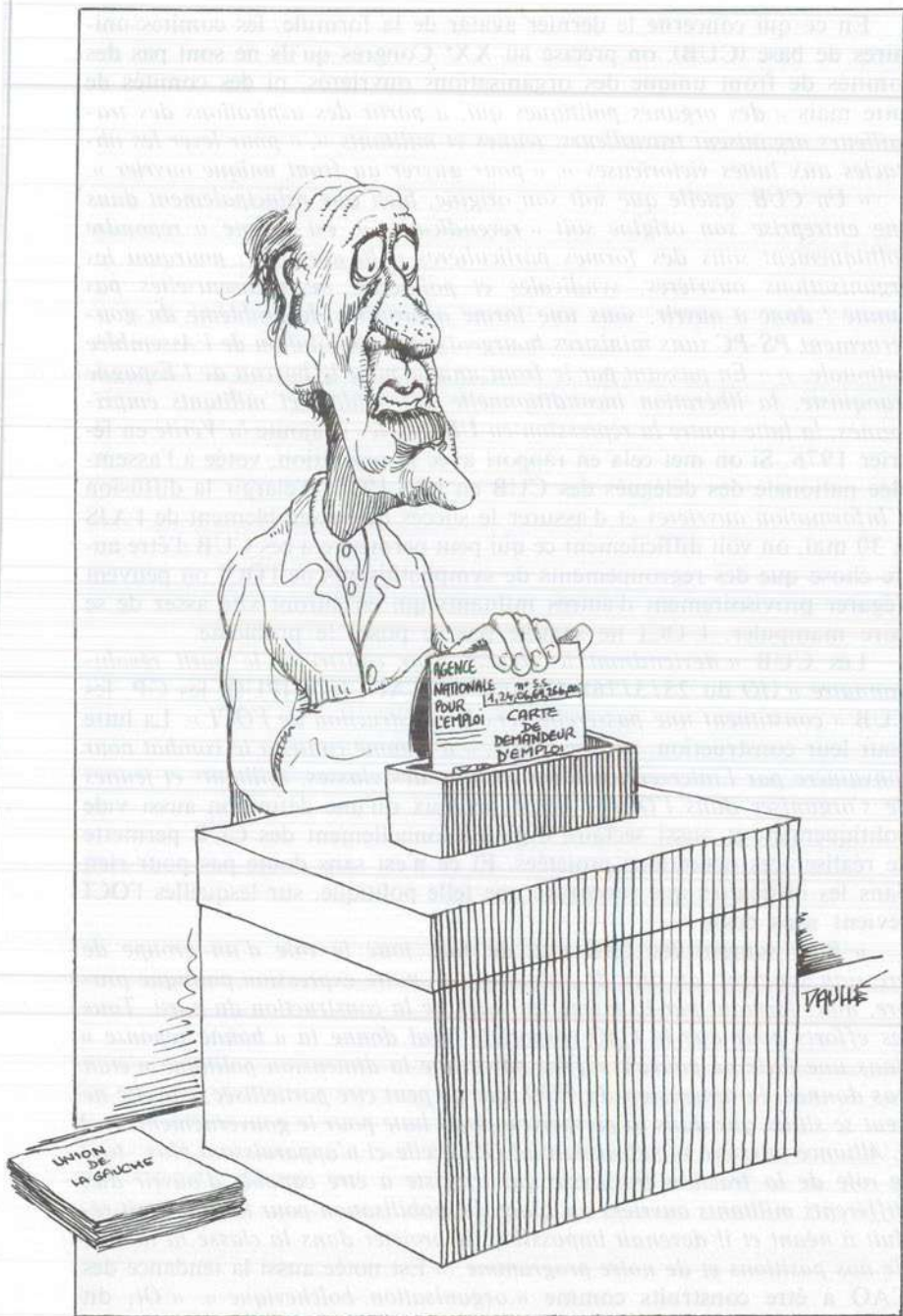
« Tel est le contenu de la LOR qui trouve son expression dans les comités d'alliance ouvrière, les comités pour l'unité ouvrière et toute autre forme d'organisation souple qui constitueront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du parti révolutionnaire et l'étape où le parti révolutionnaire dirigeant sera construit.

« Cela implique en particulier une compréhension correcte du fonctionnement politique des CAO (Comités d'alliance ouvrière) qui ne doivent pas être structurés sur les formes d'organisation du bolchevisme. Fonctionnement, ordres du jour, activité doivent répondre à la nécessité d'assurer aux CAO le caractère et le contenu d'un regroupement large de militants lutte de classes pour l'intervention politique sous toutes ses formes dans la lutte de classes du prolétariat, que l'OCI, qui en est le moteur, éleva ainsi à la conscience des tâches révolutionnaires du combat pour le pouvoir. » (XVII^e Congrès). Car, en même temps, et c'est là toute l'ambiguïté de ce regroupement large à vocation étroite : « L'Alliance ouvrière n'est pas un cadre figé, séparé par les barrières de l'OCI (...). Le choix de la méthode du rassemblement permet de ne pas « figer » l'Alliance ouvrière dans un congrès et ouvre, dans le cadre de la stratégie de la LOR pour la construction du parti révolutionnaire, la perspective de renforcement de l'OCI elle-même. »

Autrement dit : structures larges de... manipulation et de recrutement des « fronts rouges »... sur un programme minimum, ou des groupes Taupes qui seraient en même temps des comités de lutte.

L'ambiguïté ou l'équivoque est encore plus nette dans les Comités d'initiative pour l'unité ouvrière qui succèdent aux CAO dans la faveur des masses : « *Le CIPUO n'est pas un rassemblement de sympathisants de l'OCI, ni un groupe politique ; il correspond à l'organisation de la force combattante pour le front unique, dans un moment où les revendications d'une usine, d'une corporation peuvent concentrer le problème du gouvernement. C'est pourquoi, il peut trouver son prolongement dans sa transformation en véritable comité d'action, représentation politique des masses en lutte contre le gouvernement bourgeois, organe présoviétique, comme dans un rassemblement politique au plan de la perspective gouvernementale, forme transitoire de construction du parti.* » (César Corte, brochure sur le front unique).

Si le Comité n'arrive pas à ses fins en s'élargissant à l'ensemble des travailleurs, FU lui-même, on récupère toujours les meilleurs pour construire le parti dont le développement permettra justement ultérieurement d'effectivement réaliser le FU car alors il sera assez fort pour l'imposer.



En ce qui concerne le dernier avatar de la formule, les comités unitaires de base (CUB), on précise au XX^e Congrès qu'ils ne sont pas des comités de front unique des organisations ouvrières, ni des comités de lutte mais « *des organes politiques qui, à partir des aspirations des travailleurs organisent travailleurs, jeunes et militants* », « *pour lever les obstacles aux luttes victorieuses* », « *pour œuvrer au front unique ouvrier* ».

« *Un CUB, quelle que soit son origine, bien que principalement dans une entreprise son origine soit « revendicative », est amené à répondre politiquement sous des formes particulières à la question : pourquoi les organisations ouvrières, syndicales et politiques ne réalisent-elles pas l'unité ? donc à ouvrir, sous une forme appropriée, le problème du gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois et la dissolution de l'Assemblée nationale.* » « *En passant par le front unique pour le boycott de l'Espagne franquiste, la libération inconditionnelle des soldats et militants emprisonnés, la lutte contre la répression en URSS, etc.* », ajoute la *Vérité* en février 1976. Si on met cela en rapport avec la résolution, votée à l'assemblée nationale des délégués des CUB en juin 1976, d'élargir la diffusion d'*Information ouvrières* et d'assurer le succès du rassemblement de l'AJS le 30 mai, on voit difficilement ce qui peut permettre à ces CUB d'être autre chose que des regroupements de sympathisants de l'OCI où peuvent s'égarer provisoirement d'autres militants qui en auront vite assez de se faire manipuler. L'OCI ne semble pas se poser le problème.

Les CUB « *deviendront le creuset pour construire le parti révolutionnaire* » (IO du 25/3/76). Comme les CAO, les CIPUO, les GP, les CUB « *constituent une passerelle vers la construction de l'OCI* ». La lutte pour leur construction, précise l'OCI, « *a comme contenu le combat pour convaincre par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI* ». Il est douteux qu'une définition aussi vide politiquement et aussi sectaire organisationnellement des CUB permette de réaliser ces opérations projetées. Et ce n'est sans doute pas pour rien dans les difficultés que rencontre une telle politique, sur lesquelles l'OCI revient sans cesse :

« *Bien souvent les CAO ont, de fait, joué le rôle d'un groupe de pression syndical, au prix de l'abandon de notre expression politique propre, nous fermant par-là même les voies de la construction du parti. Tous les efforts pour que le CAO corporatif local donne la « bonne réponse » dans une lutte ne pouvait suffire parce que la dimension politique n'était pas donnée, la dimension du F.U.O., qui ne peut être partiellisée, car elle ne peut se situer que dans la perspective de la lutte pour le gouvernement (...)* L'Alliance ouvrière se substituait à l'OCI, celle-ci n'apparaissant plus ; tout le rôle de la fraction trotskyste qui consiste à être capable d'ouvrir aux différents militants ouvriers un cadre de mobilisation pour la lutte était réduit à néant et il devenait impossible de projeter dans la classe la totalité de nos positions et de notre programme. » Est notée aussi la tendance des CAO à être construits comme « *organisation bolchevique* ». « *Or, dit*

l'OCI, si l'OCI doit se construire pour construire le parti révolutionnaire, comme organisation bolchevique, la médiation organisationnelle que représente l'Alliance ouvrière et les CAO ne peut être bâtie comme organisation bolchevique. Car si tel était le cas, il n'y aurait aucune différence qualitative entre l'OCI et l'Alliance ouvrière, cela coule de source. Mais dans la pratique nous opérons nous-mêmes cette confusion qui nous conduit nécessairement à une nouvelle confusion, celle qui nous fait perdre de vue la situation réelle des militants et cadres organisateurs que nous devons aider à surmonter la contradiction dans laquelle ils se débattent. Si l'Alliance ouvrière et les CAO sont confondus avec l'OCI cela signifie que ces militants et cadres organisateurs, en opposant leur propre mouvement (fidélité à la classe) aux appareils bourgeois, doivent adhérer directement à l'OCI. »

La troisième déviation enfin est celle qui consiste à substituer le CAO aux organismes d'auto-organisation, d'en faire des conseils ou des syndicats rouges. En 1968, par exemple, le CAO de Nantes appelle par tract à « une réunion centrale des comités de grève, le vendredi 7 juin à 19 h ». On peut dire qu'on a souvent vécu (ou subi) cette pratique dans le secteur Education nationale (jeunesse scolarisée ou enseignants) combinée d'ailleurs à l'opportunisme vis-à-vis des directions. L'OCI développe : « *La confusion s'élève ici d'un cran. Le comité de grève, organisme élu des travailleurs de toutes tendances, rassemble les délégués des grévistes au niveau de la grève, embryon du pouvoir, est identifié au CAO (médiation vers le parti révolutionnaire) qui se rend ainsi lui-même impuissant à mener la lutte politique pour le pouvoir par sa propre intervention politique dans la lutte de classes (...). Le CAO, par un acte arbitraire, se substitue à la classe.* » On sait qu'en Mai 68 le substitutisme est devenu pratiquement putschisme lors de l'occupation des locaux centraux de la FEN par les militants enseignants de l'OCI s'autoproclamant « comité central de grève provisoire ». A notre connaissance cela n'a jamais été autocritiqué depuis.

Si nous prenons la dernière expérience en date, on constate là encore des difficultés à mettre en place les CUB, l'OCI « ne s'est pas vraiment lancée dans cette campagne de constitution et d'organisation de centaines de comités unitaires de base dont le contenu politique était pourtant clairement défini » (*la Vérité*, février 1976). On sait aussi comment *Informations ouvrières*, hebdomadaire de l'OCI, s'est présenté un temps comme organe de la Fédération des CAO pour finalement ne plus s'intituler que « Tribune libre de la lutte de classes ».

La succession rapide de sigles depuis 1968 prouve la difficulté de mise en œuvre réelle du projet politique de l'OCI et la « démonétisation » rapide des divers organismes mis en place qui ne peuvent manquer de se découvrir très vite comme de simples pseudopodes de l'OCI. Gageons que les CUB disparaîtront bientôt aux oubliettes et qu'un nouveau gadget organisationnel sera lancé. Les anciens partenaires britanniques de l'OCI ont résolu le problème puisqu'ils ont proclamé le Parti ouvrier révolutionnaire (WRP) en fusionnant leurs diverses organisations : SLL, l'orga-

nisation de jeunesse et leurs CAO (mais ils sont un peu ultra-gauches : de même que les partisans de Michel Varga qui, en sortant de l'OCI et sur la lancée, ont tout simplement repris comme nom de leur organisation le sigle de LOR, qui tient lieu de projet stratégique pour ceux dont ils se sont séparés).

La conclusion nous l'empruntons au *Rapport préparatoire du 20^e Congrès* qui explique tout simplement que l'OCI a été dirigée jusque là par « une direction qui ne comprend pas le marxisme ». On l'aurait parié. On le disait depuis longtemps d'ailleurs. On ne sait si cette direction a transcuru ou a été changée. En tout cas on peut être persuadé d'une chose, c'est que « c'est de la dictature du CC » que dépend le fonctionnement de la démocratie ouvrière qui n'a rien de commun avec le libéralisme dans l'organisation communiste » (XVIII^e Congrès). Les tendances oppositionnelles, quand elles n'ont pas fait leur autocritique, en savent quelque chose.

L'OCI reconnaît avoir été désarçonnée en Mai 68. C'est tout de même grave pour une organisation qui se prétend révolutionnaire que d'être désarçonnée dans une telle situation. La faiblesse des liens avec la classe et la jeunesse qui expliquent pour le XVII^e Congrès ce désarroi existe-t-elle toujours ? Autrement dit, l'OCI comprendra-t-elle la prochaine fois ce qui se passe ou sera-t-elle pareillement « à côté de la plaque » ? Nous avons tendance à penser que le type de liens qu'elle entretient avec la jeunesse, sa conception du travail syndical, les secteurs du mouvement ouvrier avec lesquels elle s'est prioritairement liée, le type d'allié qu'elle privilégie, le type d'éducation qu'elle donne ne lui permettront pas d'avoir prise sur les courants qui se dégagent actuellement comme produits de la radicalisation et de la recomposition du mouvement ouvrier. De même que sa marginalité nationale et internationale actuelle l'empêche d'aboutir à une vision correcte et opératoire de ces processus.

Décembre 1976.



PROLÉTAIRE, JE SUIS,
PROLÉTAIRE JE RESTERAI,
DICTATEUR JAMAIS
NE SERA !!!



PAULÉ

La tentation

*A propos des thèses
adoptées par
le Congrès de Strasbourg du PSU*

Pressé par l'évolution de la situation politique, coincé entre la pression croissante de l'Union de la gauche et les propositions unitaires de la Ligue, le PSU a dû préciser sa politique. Sa volonté d'apparaître partenaire à part entière des grands partis réformistes, constructif et responsable, ne s'accommodait guère de la trop grande abstraction de ses discours passés : il lui fallait un programme. En même temps, il devenait de plus en plus malaisé d'écarter nos propositions d'action commune et de débat sous prétexte de notre ton polémique ou de notre « *référence au concept d'avant-garde* » (lettre du BN du PSU) : il fallait nous opposer une stratégie. C'est cette double insuffisance que veulent combler les thèses adoptées par le Congrès de Strasbourg de fin janvier. L'orientation, présentée à l'origine comme une tactique destinée à ne pas succomber à la marginalisation, tend à se systématiser à long terme. Et les concessions « tactiques » incurvent l'axe stratégique. Parce qu'il veut être « positif » par rapport à l'Union de la gauche et qu'il est convaincu, avec raison, qu'une crise révolutionnaire ne surgira pas spontanément d'une victoire électorale, le PSU adopte une démarche de gauchissement de la politique des réformistes. Il est alors logique que ses propositions « constructives » traduisent les premières concessions *programmatisques* significatives au réformisme.

Les thèses distinguent trois grandes phases dans le processus des luttes de classes à venir :

1) La phase de rupture marquée par le développement des luttes, une crise sociale aiguë « *provoquée ou accompagnée d'une défaite électorale de la droite* ».

2) Une période de « *développement du double pouvoir et d'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir* ». Pour la défense de leurs conquêtes, pour prendre en main la résolution de leurs problèmes, les travailleurs se dotent de moyens qui sont des « *embryons de pouvoir populaire à la base* ». Bien entendu, ces formes d'organisation ne se constituent pas d'emblée pour la conquête du pouvoir ni contre le gouvernement de gauche mis en place. Mais si elles acquièrent une réelle base de masse, se coordonnent à tous les niveaux de telle sorte qu'elles puissent réellement postuler au pouvoir, alors on débouchera sur l'affrontement révolutionnaire.

3) En cas de victoire s'ouvre la période de transition socialiste au communisme.

Mais, pour que se développe la situation de double pouvoir, un certain nombre d'obstacles devront être préalablement franchis. D'abord, il faudra remporter la victoire électorale contre la droite et qu'un « *gouvernement de gauche* » soit constitué. Ensuite, si ce gouvernement veut consolider la « victoire », il devra faire sauter les verrous les plus importants qui sont économiques et institutionnels. Bref, il faudra mettre sur pied un gouvernement anticapitaliste s'appuyant sur la mobilisation des masses.

Malheureusement, « *en l'état actuel des intentions des partis signataires du Programme commun* », un gouvernement de gauche ne serait pas un gouvernement réellement anticapitaliste. Alors, la situation est-elle sans issue ? Non, bien entendu. Deux mots sont ici importants : actuel et intention. « *En l'état actuel* » signifie que les intentions peuvent changer dans l'avenir. S'agissant d'intentions, on comprend que ces partis peuvent être contraints de faire autre chose que leurs intentions. En effet, dans un contexte de crise, ce gouvernement devra « *choisir entre une politique de compromis avec la bourgeoisie et une politique de rupture anticapitaliste* ». S'il y a choix, les deux possibilités restent donc ouvertes.

Dans ces conditions, le rôle des autogestionnaires sera de peser sur ce choix, « *d'infléchir l'axe politique de la coalition* ». Ceci par l'impulsion de la mobilisation de masse et la défense publique d'objectifs anticapitalistes. Alors, les forces de gauche devront bien tenir compte du rapport de forces ainsi créé, et l'on débouchera *dans ce gouvernement* sur une situation « *non chimiquement pure* ». Il s'y établira « *un compromis provisoire et fragile entre une ligne de collaboration et une ligne plus nettement (?) anticapitaliste* ».

A partir de là, le paysage se brouille singulièrement. Qu'est-ce qu'une ligne plus nettement anticapitaliste qu'une ligne de collaboration ? La netteté en la matière ne semble pouvoir disposer comme critère que de l'acuité visuelle de la direction du PSU. Qu'advient-il si le compromis s'établit entre une ligne de collaboration et une ligne encore plus nettement de collaboration ? Comment se dénoue éventuellement le compromis envisagé ? Et plus profondément, qu'est-ce concrètement que l'affrontement révolutionnaire : en quoi consiste précisément la prise du pouvoir ? Tout cela, soit n'est pas évoqué, soit n'est pas très « net ».

Mais, au travers de ces considérations sur le double pouvoir, l'Etat bourgeois et leur traduction concrète en terme de programme, se dégage néanmoins une vision des choses qui, malgré les ambiguïtés, les contradictions et les réaffirmations « orthodoxes », emprunte largement au réformisme. Nous y reviendrons.

Infléchissement et compromis provisoire

A. Un compromis entre qui ?

a) Il faut d'abord se poser sérieusement la question : peut-on exclure en théorie un « *compromis provisoire et fragile* » entre une ligne de collaboration et une ligne réellement anticapitaliste ? L'action des masses le réalise régulièrement. Est-il, *a priori*, inconcevable que ce compromis conflictuel, qui se fait dans l'action, se prolonge à un moment donné au niveau gouvernemental ? Non, on ne peut l'exclure *a priori*. Imaginons que des représentants des partis réformistes étant au gouvernement, la bourgeoisie, ou une de ses fractions, se compromette dans un coup de force aventureux momentanément mis en échec par la riposte des masses. En prolongement du front unique défensif réalisé à cette occasion entre les réformistes et un parti révolutionnaire minoritaire mais implanté, il est concevable que se mette en place un gouvernement des partis ouvriers qui ont organisé la riposte pour consolider le rapport de forces acquis par un certain nombre de mesures immédiates contre la bourgeoisie et améliorant l'organisation et les capacités offensives de la classe ouvrière. Une telle possibilité fut ouverte par le putsch de Kapp-von Lutwitz en mars 1920, pendant la Révolution allemande.

En ce sens, on peut parler d'un gouvernement qui réalise un compromis entre orientation réformiste et orientation révolutionnaire. Mais celui-ci sera effectivement tout à fait fragile et provisoire. Car dans ces conditions, le mouvement de masse connaîtra un essor spectaculaire. Il voudra aller jusqu'au bout, en finir définitivement avec ceux qui viennent de le menacer et ceux qui les soutiennent ou les protègent. Les révolutionnaires encouragent évidemment cette dynamique, tandis que les réformistes feront tout pour la bloquer, leur objectif étant de revenir à la

situation *antérieure* à la tentative réactionnaire : la coalition éclatera rapidement.

S'il ne faut donc pas exclure par principe cette hypothèse théorique d'un « *compromis fragile et provisoire* » au niveau gouvernemental, encore faut-il ajouter qu'elle n'est pas la plus probable, y compris dans la situation évoquée ci-dessus. Elle implique l'existence d'un parti révolutionnaire significativement implanté et l'acceptation par les partis réformistes de mesures qui assurent un progrès important du mouvement de masse (épuration énergétique, armement du prolétariat, etc.), ce qui ne peut résulter que d'une situation exceptionnelle. Ces conditions étant réunies, les révolutionnaires devront encore apprécier les inconvénients découlant de toute participation gouvernementale, le risque de s'y laisser engluer ou d'apparaître comme des diviseurs, lors de la rupture de « l'unité gouvernementale », etc.

b) Mais est-ce d'un tel gouvernement que traitent les thèses du Congrès de Strasbourg ? Absolument pas. Elles imaginent ce compromis à l'intérieur de la coalition PC-PS et radicaux de gauche (dont elles ne parlent quasiment jamais), sous la pression de la mobilisation des masses. Il ne s'agit pas d'un compromis momentané entre un parti révolutionnaire et un (ou des) parti(s) réformiste(s), mais entre partis réformistes et bourgeois, et à l'intérieur de ces partis réformistes. L'hypothèse d'une participation gouvernementale du PSU n'est pas explicitée, mais de toute façon, il ne serait qu'un élément secondaire des forces porteuses de « l'orientation plus nettement anticapitaliste ».

Or, le PC et le PS ne vont pas au gouvernement pour aider au développement d'un « mouvement de masse impétueux », mais pour gouverner, avec un programme à long terme, dans le cadre du système établi. Certes, la grande majorité des travailleurs voit autre chose dans une victoire électorale de la gauche. D'où les possibilités de mobilisation qui en découleraient, et les contradictions qu'elles susciteraient pour les réformistes. Mais cela ne pourra entraîner rien d'autre que des adaptations tactiques de ces partis, en aucun cas, cela ne pourra changer leur orientation fondamentale. Ils s'opposeront au mouvement de masse dès qu'il menacera le système en place et ne se résoudront (peut-être) à faire appel à lui que s'ils se sentent en danger de mort. Encore faut-il répéter que dans ce dernier cas, ils le font généralement trop tard (car toujours, jusqu'au bout, ils espèrent arriver à s'entendre avec la bourgeoisie), et avec l'objectif de revenir à la situation qui a précédé la menace, lorsqu'ils pouvaient gouverner dans un cadre « démocratique ». Ils le font au nom de la défense des institutions démocratiques bourgeoises, et non pas de la révolution prolétarienne. En d'autres termes, ce n'est pour eux qu'un recours ultime et très momentané, pour le retour au calme.

En second lieu, la bourgeoisie, bien entendu, ne restera pas inactive. Mais sa politique ne sera pas d'emblée la mise en œuvre d'un coup de force contre le gouvernement d'Union de la gauche. Elle combinera les chantages économiques et politiques pour contraindre le gouvernement à

aller de plus en plus à droite et à affronter les travailleurs. Ceci s'accompagnera d'une activité soutenue de bandes parallèles visant à entretenir « un climat de désordre » et à tester les capacités de riposte de la classe ouvrière, mais le recours central à la force n'aura lieu qu'éventuellement dans un deuxième temps, si la bourgeoisie sent que le mouvement de masse échappe au contrôle des réformistes et que ceux-ci s'avèrent incapables de le mater.

Ces deux éléments se combineront pour infléchir à droite la politique des partis réformistes au gouvernement. Oui, la grande majorité des travailleurs place de grands espoirs dans l'arrivée de la gauche au gouvernement. Mais la pression qu'ils exerceront gênera, « compromettra » l'action « responsable » de ce gouvernement. Elle le poussera non à opter pour une orientation anticapitaliste, mais au contraire à faire la démonstration de sa volonté de contenir et de s'opposer au mouvement de masse. Certes, les réformistes organiseront, ensemble ou séparément, des démonstrations de force, si tel ou tel secteur bourgeois se montre trop insolent, ou pour améliorer le rapport de forces de l'un au détriment de l'autre, mais cela ne consistera jamais à autre chose qu'à brandir une menace qu'ils ne mettront pas en application. La mobilisation n'est jamais qu'un moyen annexe de leur politique.

En fait, l'orientation du PSU ne peut se comprendre que si l'on distingue le chevauchement de deux idées. La première est la possibilité du mouvement de masse d'utiliser les appareils réformistes à des fins révolutionnaires. La seconde, qui changerait évidemment les données du problème, serait l'existence, dans l'actuelle coalition de gauche, d'une composante qui recèle des potentialités anticapitalistes aujourd'hui dissimulées pour des raisons tactiques ou à cause d'un rapport de forces qui ne leur permet pas de se révéler encore. La présence d'une telle composante donnerait son sens à l'idée d'un compromis entre orientation de collaboration et orientation anticapitaliste, à condition toutefois que la « potentialité anticapitaliste » ne soit pas cantonnée aux masses organisées par cette composante, mais la parcourt de la base au sommet. Elle inclurait des courants du PS et le PC.

B. Le PC anticapitaliste ?

C'est malheureusement un sujet que le PSU n'a pas débattu, alors qu'il est évidemment sous-jacent aux thèses et éclaire singulièrement la politique de l'« infléchissement ». Ceci se marque de multiples façons.

1) Les thèses et de nombreux articles réaffirment régulièrement que le PC travaille à l'instauration d'un capitalisme d'Etat. Ceci suggère bien une logique subversive du PC, car l'instauration d'un « capitalisme d'Etat sous sa domination » supposerait un affrontement brutal avec la bourgeoisie qui devrait être majoritairement dépossédée. D'ailleurs, si le capitalisme d'Etat n'est pas précisément défini, les thèses font référence aux régimes

instaures par les peuples du tiers monde qui ont mené une lutte victorieuse contre l'impérialisme. L'analogie est aussi suggestive. Cette idée, omniprésente, étayée par la comparaison indiquée, fait bien sûr l'économie de la démonstration selon laquelle le PC serait prêt à un affrontement majeur avec la bourgeoisie pour mettre sur pied le capitalisme d'Etat dont il réverait.

Or, la réalité est inverse. Certes, le programme du PC conduit à la mise sur pied d'un large secteur capitaliste d'Etat. Mais prendre ce programme pour ce qui *détermine* son action relève de l'illusion totale. Ce qui détermine la politique du PC, c'est le développement de la puissance de sa bureaucratie, maintenant conçu et théorisé dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Et ceci, plus encore que par le passé, implique précisément que soit évité tout affrontement majeur avec la bourgeoisie. Jamais les discours à long terme n'ont déterminé la pratique du PC, et c'est aisément compréhensible pour une bureaucratie qui défend ses intérêts propres.

2) Il est dit par ailleurs que « *le processus révolutionnaire ne peut qu'entrer à un moment ou à un autre en contradiction avec les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier* » et qu'il faudra savoir peser sur elles pour en rechercher « *l'éclatement et la différenciation* ». On ne peut que souscrire à cette affirmation. Mais les raisons données de cette contradiction inévitable sont également parlantes. Pour le PS, les choses sont claires : « *L'état actuel de (ses) intentions* » est de rester dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Mais pour le PC, c'est dû à ce que son « *caractère autoritaire (sic) (le) conduit à bloquer tout mouvement qu'(il) n'est pas assuré de contrôler* ». Si le comportement du PC par rapport au mouvement de masse n'est pas le produit d'une orientation politique déterminée par des intérêts liés à l'ordre établi, mais par son « *caractère autoritaire* » alors, évidemment, bien des espoirs sont permis. Il faut œuvrer à ce que le mouvement de masse ne s'en laisse pas conter, pour lui adoucir le caractère.

3) Ces illusions, à la fois sur les appareils, et plus précisément sur le PC, se retrouvent logiquement au niveau syndical : « *... Rien ne dit que les grandes forces sociales accepteront de négocier la pause (cf. les positions de la CGT comme de la CFDT)* ».

Que les grandes forces sociales n'acceptent pas indéfiniment la pause en cas d'accession de la gauche au gouvernement, c'est probable, et nous ferons tout pour cela. Mais induire l'idée, encore une fois par une formulation ambiguë, que telle est la position *des directions actuelles* des confédérations (à quoi d'autre peuvent renvoyer « *les positions de la CGT et de la CFDT* » ?), c'est tromper son monde, tout en se situant dans la logique de ce qui précède. Des courants de masse se développeront dans les syndicats sur une position de lutte de classes conséquente. C'est une condition de construction du parti révolutionnaire. Mais ces courants se heurteront durement aux directions en place qui utiliseront tous les moyens pour les briser. D'ailleurs, à ceux qui en doutent, Séguy vient de

rappeler, par l'intermédiaire du *Figaro*, que la CGT est une organisation responsable, qu'elle saurait encore le montrer, comme elle l'a déjà montré à la Libération. Ceci ne valide pas tout à fait ce que le PSU voit dans « *les positions de la CGT et de la CFDT* ». La force de l'appareil est évidemment moindre à la CFDT, mais c'est justement pourquoi, en prévision des difficultés qui surgiraient d'un respect de la pause sociale, sa direction a engagé l'opération de normalisation après le dernier congrès confédéral.

Oui, des forces considérables se dégageront dans les syndicats contre le respect de la pause : non, ce refus n'est pas la position de la CGT et de la CFDT. Mais cette contre-vérité introduite entre parenthèses est nécessaire à l'orientation de « l'infléchissement de l'axe de la coalition ».

4) La racine de cette façon de voir le PC découle bien sûr de l'absence, jamais comblée, d'analyse du stalinisme. Sans reprendre ici une polémique souvent menée, mais répétons-le, menée sans que le PSU n'ait jamais produit une analyse systématique sur le sujet, il est évident que l'appréhension du stalinisme comme produit d'un modèle centralisateur (« *caractère autoritaire* ») dérivé de la conception léniniste du parti, et non comme l'expression des intérêts contre-révolutionnaires d'une couche sociale déterminée, lui conserve une capacité révolutionnaire. Celle-ci, les PC, n'auraient pu l'exprimer à cause de leur sujétion à Moscou. La crise actuelle du stalinisme, la prise de distance des PC par rapport à l'URSS pourraient donc libérer ces potentialités.

Il est vrai que des différenciations se produiront dans les PC (et dans les PS de masse) dans une période de lutte de classes intense. Elles sont une condition pour que l'emprise des partis réformistes sur la classe ouvrière soit profondément battue en brèche. Et il est hors de doute que la fin de la croyance à l'infaillibilité des « dirigeants du prolétariat mondial » fait sauter un obstacle majeur à ces différenciations. Mais pour que soit appliquée la politique mondiale contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique, la fidélité inconditionnelle à Moscou ne pouvait suffire. Ou, plus exactement, pour que cette fidélité inconditionnelle existe, il fallait que soit consolidé un appareil bureaucratique à tous les niveaux des PC. Le besoin actuel qu'ont ces appareils de prendre leurs distances à l'égard de la « patrie du socialisme », qui n'a plus guère de prestige dans le prolétariat mondial, suscite de nouvelles contradictions en leur sein. A partir de ces nouvelles contradictions, on peut prédire que les différenciations politiques à venir toucheront y compris ces appareils, et non plus seulement quelques individus vite éliminés, comme c'était le cas autrefois. Elles seront, dans un premier temps, très confuses. Des critiques de droite et de gauche s'imbriqueront et revêtiront d'abord l'aspect de divergences tactiques. Mais ces courants ne modifieront pas l'orientation fondamentale du PC et ne pourront s'affirmer et jouer un rôle qu'en rupture avec lui. En effet, si la « ligne Marchais » a pu aussi facilement passer, c'est qu'elle était l'expression d'une évolution déjà effectuée par la grande masse de la bureaucratie de ce parti : plus solidement insérée dans la démocratie bourgeoise, elle tendait de plus en plus à faire passer ses intérêts propres

avant ceux de l'URSS. En d'autres termes, la distanciation par rapport à Moscou a certes des effets contradictoires. L'adaptation démocratique s'accommode mal du fonctionnement ancien. L'exigence de liberté d'expression dans le parti, y compris dans l'appareil, ne peut que se développer, l'attitude par rapport aux organisations et mouvements de masse sera discutée, et par certains, remise en cause, l'esprit critique se développera... Mais cette réalité contradictoire ne doit pas masquer la tendance fondamentale qui est l'adaptation croissante de la bureaucratie à la réalité bourgeoise nationale, c'est-à-dire l'identification directe croissante entre la défense des intérêts spécifiques de cette bureaucratie et la défense de cet ordre bourgeois.

C. La dynamique du mouvement de masse

Les thèses du PSU ont raison de combattre un certain nombre d'illusions. Le déferlement d'un mouvement de masse au lendemain d'une victoire électorale de la gauche, s'il n'est pas à exclure absolument, n'est pas le plus probable, étant donné le poids des illusions et de l'argumentation de prudence des réformistes. Nous ne verrons pas surgir d'un coup, comme en février 1917 en Russie, ou en 1918 en Allemagne, des soviets de masse se coordonnant entre eux... Il en découlera de grandes difficultés tactiques pour les révolutionnaires, démultipliées par la faiblesse du rapport de forces dont nous disposons. Il faudra éviter deux tentations mortelles : le sectarisme ultra-gauche et l'adaptation opportuniste à la pression réformiste. Nous devons être à l'intérieur du mouvement de masse en appliquant une tactique rigoureuse de front unique. C'est-à-dire, recherche et proposition systématique de l'unité d'action aux travailleurs, et donc aux partis réformistes, sans subordonner l'action à l'accord de ces partis, et en maintenant la clarté totale sur nos propositions immédiates et stratégiques, ainsi que sur l'analyse que nous faisons de la politique des réformistes.

Ceci implique la lutte pour la construction de tendances de lutte de classes à l'intérieur des organisations de masse, et particulièrement des organisations syndicales : la lutte pour la création de comités unitaires à la base (qui ne se fondent pas, bien entendu, sur le soutien à l'action gouvernementale du PC et du PS) que nous chercherons à coordonner et à consolider en organes de double pouvoir ; l'apparition autonome et la lutte pour la liberté totale d'expression et d'action des organisations révolutionnaires.

Ça n'a rien à voir avec la volonté d'être présent à l'intérieur de la coalition au sommet du PC, du PS et de leurs additifs bourgeois. Dans le rapport des forces actuel, une telle présence ne peut que signifier la limitation de l'indépendance politique. Mais, au-delà même du problème du rapport des forces, la conclusion d'une coalition permanente avec les

réformistes, sur la base d'un accord programmatique à long terme, ne pourrait se faire qu'au prix de concessions stratégiques. La logique de la position du PSU ne dévoilera pas ses dangers uniquement dans l'avenir. Dès maintenant, l'apparition du PSU lors des municipales, les chartes signées par lui à cette occasion, en sont une illustration. Que signifiait la proposition de candidature unique de la gauche au premier tour des législatives partielles formulée par Leduc dans le *Nouvel Observateur* ? En quoi se différenciait-elle de la position de Rocard aux présidentielles ? En rien. Et son prolongement normal, qui commence à s'affirmer dans le PSU et *se renforcera*, est de conclure un accord programmatique avec le PC et le PS. Celui-ci ne pourrait évidemment se faire qu'en taisant *le cœur* de la critique des programmes de ces partis : le caractère bourgeois de ces programmes.

D. Une orientation qui désarme la classe ouvrière :

Victoire de l'Union de la gauche...

Malgré des formules de précaution, le PSU présente une victoire électorale de la gauche comme un point de passage obligé. Or, il y a une différence entre considérer qu'au vu des rapports de forces actuels dans le mouvement ouvrier, cette victoire électorale est la voie probable qu'empruntera le développement de la lutte des classes, et la présenter comme un moment nécessaire de ce développement dans le rapport des forces actuels *entre les classes*. La distinction n'est évidemment pas si simple, car la structuration politique de la classe ouvrière est un élément décisif de sa force. Mais il faut néanmoins la faire, pour déterminer l'intervention d'une organisation révolutionnaire. La différence entre les deux façons de présenter les choses tient à ceci. Dans la seconde optique, d'abord, on gomme que c'est à cause des illusions sur les partis réformistes et à cause de leur politique qu'il est possible de bloquer la riposte de masse du plan Barre et de canaliser le mécontentement vers les urnes. Ensuite, il faut s'interroger sur le rôle d'un parti révolutionnaire. S'il doit prendre en compte l'hypothèse probable, expliciter sa position sur elle et les axes qu'il mettra en avant à partir d'elle, il doit en même temps montrer le prix de cette hypothèse et proposer une autre voie que rendrait possible le rapport des forces entre les classes, si la majorité des travailleurs ne s'en remettaient pas à l'espoir d'une victoire électorale. Sur la difficulté qui découle pour les révolutionnaires de la nécessité de combiner une intervention à ces différents niveaux, nous reviendrons plus loin. Mais déjà sur cet exemple précis, on peut dire les choses suivantes.

Une mobilisation unitaire des travailleurs contre le plan Barre et le gouvernement déboucherait sûrement, les conditions n'étant pas réunies pour un affrontement révolutionnaire, sur une consultation électorale. Mais alors, cette dernière, imposée par un mouvement de masse,

revêtirait un tout autre caractère et aurait, par conséquent, une toute autre portée. La façon dont le PSU présente la question est doublement dangereuse :

— Pour l'avenir, elle désarme complètement ceux qu'elle touche, en cas de défaite de l'Union de la gauche aux élections de 1978, et ne prépare aucunement, au contraire, le combat contre la démoralisation qui pourrait en résulter. Or, personne ne peut sérieusement affirmer qu'à coup sûr, la gauche sera majoritaire aux prochaines législatives (1978 ou avant), quand on connaît toutes les ruses électorales autorisées par la Constitution, les découpages de circonscriptions, et l'infime pourcentage de voix qui donne la « victoire » à l'un ou à l'autre.

— Elle désarme dès maintenant, en contribuant à faire des élections l'enjeu central des mois à venir, et donc à subordonner l'activité des masses travailleuses aux impératifs de cette bataille électorale. Ne rien faire qui puisse gêner les gains de voix devient implicitement le mot d'ordre. On peut certes, contre cette logique, tenter d'argumenter que la démobilisation entretenue par les organisations traditionnelles est y compris dangereuse sur le plan électoral. Il est vrai que la politique des réformistes peut finir par desservir leurs objectifs électoralistes. Le PC d'ailleurs en est conscient, qui tente de maintenir un minimum de pression. Mais à d'autres moments, les concessions qu'ils font sont payantes dans leur logique. On ne peut sérieusement prétendre que mobilisation de masse et électoralisme sont sans cesse en harmonie. En présentant la victoire électorale, de l'Union de la gauche comme nécessaire, on contribue à alimenter la pression énorme qui s'exerce dans ce sens : mobilisation peut-être, mais à condition de ne pas gêner la tactique électorale, et à conforter les limites que cette tactique impose rapidement. Se battre sur le terrain : mobilisation parce que c'est payant électoralement, maintient la victoire des urnes comme axe central et la mobilisation comme complément, au lieu de faire de la mobilisation l'arme fondamentale.

...et unité d'action avec les organisations réformistes

Cette question se pose exactement dans les mêmes termes que la précédente. Certes, les thèses avancent que le processus révolutionnaire entrera, à un moment ou à un autre, en contradiction avec les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Mais ça ne suffit pas. Que sortira-t-il de cette contradiction ? La politique « *d'infléchissement* » suppose que ces organisations devront s'adapter. Ceci est déterminant pour la définition de la politique unitaire à leur égard.

La *réalisation* de l'unité avec elles apparaît dans l'immédiat comme une condition *sine qua non* pour pouvoir avancer. Là encore, cette façon de présenter les choses est tout à fait dangereuse. Autant nous luttons pour la réalisation de l'unité de la classe ouvrière en lutte, et ceci passe par

une bataille permanente pour l'unité d'action avec les organisations réformistes, autant identifier les deux et présenter la seconde comme préalable à la première est très méséducatif et débouche sur la paralysie. Pour l'immédiat et pour demain. Car enfin, le PSU peut espérer « infléchir » tout ce qu'il veut, mais il ne peut pas refuser la question : que faire, si ça n'infléchit pas ? Il ne peut pas exclure la possibilité que les partis réformistes n'adoptent pas une orientation « plus nettement anticapitaliste ». Ça ne s'est pas produit en Allemagne en 1933, en France et en Espagne en 1936, en Italie et en France à la Libération, en France en 1968, en Italie en 1969, au Chili en 1969-1972, en Espagne, en France et en Italie actuellement ! Le PSU ne prend pas la peine de répondre à cette éventualité.

Pour qui accepte cette audacieuse hypothèse d'échec de « l'infléchissement », présenter la réalisation de l'unité d'action avec les partis réformistes comme condition de la marche en avant des masses contribue, là encore, à les désarmer : au cas où elle ne se réalise pas, et en faisant prévaloir une démarche où la réalisation de l'unité prime les objectifs sur lesquels elle se réalise (cf. les accords municipaux signés par le PSU).

E. Pour conclure cette dernière partie, il faut ajouter une chose. Une orientation réformiste par rapport aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (les transformer de l'intérieur pour les uns, les obliger à changer sur le fond leur orientation par une pression extérieure pour les autres) revient à une orientation réformiste par rapport aux appareils bureaucratiques de ces organisations : l'illusion de pouvoir, à partir d'un rapport de forces, les mettre *durablement* (pas forcément définitivement) au service du mouvement de masse et des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Et cette orientation réformiste vis-à-vis des appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier n'est jamais très éloignée, en ce sens qu'elle la prépare, d'une orientation réformiste vis-à-vis de l'appareil d'Etat. Parce qu'elles procèdent de la même démarche : la substitution de l'idéalisme au matérialisme historique, sous couvert de réalisme et de refus du dogmatisme. On n'analyse plus ces appareils en termes de : quelle origine historique, quelle fonction sociale, quels intérêts matériels ils défendent et ce qui en découle, l'idéologie qui les homogénéise, leur structuration adaptée à cette fonction, le processus de sélection-formation-promotion des individus aptes à « servir » cette fonction, et l'intérêt que ces individus tirent de ce service. L'analyse matérialiste débouche sur la conclusion que ces appareils ne sont pas, évidemment, imperméables à la lutte des classes, mais qu'elle ne peut les pénétrer que pour les mettre en crise, et pas pour les faire *changer de fonction*. Nous verrons dans les chapitres qui suivent, que ce glissement du réformisme par rapport aux appareils ouvriers au réformisme par rapport à l'Etat, c'est-à-dire au réformisme tout court, commence à pointer dans les thèses en question.

Le processus révolutionnaire

Les analyses sont là encore très ambiguës et souvent contradictoires. Plusieurs lectures en sont possibles, suivant ce que l'on juge essentiel et secondaire. Nous voulons montrer dans ce qui suit qu'une interprétation néo-réformiste peut en être faite, mais ceci ne permet pas de caractériser ces thèses comme néo-réformistes, étant donné précisément les ombres et les contradictions.

A. L'occupation de l'appareil d'Etat.

On trouve d'abord un rappel orthodoxe, mais déjà ambigu : « *L'occupation de l'appareil d'Etat par les partis qui se réclament de la classe ouvrière ouvre d'immenses perspectives chez les travailleurs, mais laisse en place le pouvoir de la bourgeoisie et son appareil d'Etat.* » Réaffirmation donc, qu'un changement gouvernemental ne détruit pas le pouvoir bourgeois. Néanmoins, il faut faire deux remarques secondaires avant de s'arrêter au fond de l'analyse du PSU.

Premièrement, l'expression « *occupation de l'appareil d'Etat* » peut (veut ?) suggérer que les partis réformistes (on ne parle toujours pas de leurs alliés bourgeois) auront la possibilité de s'installer non seulement au Parlement, au gouvernement, à la direction des administrations centrales et de limoger quelques préfets, mais aussi à tous les niveaux, dans l'épaisseur de l'appareil d'Etat. Ce qui ne peut être exclu théoriquement doit l'être dans le cadre de la politique concrète. La bourgeoisie ne remet jamais définitivement aux partis réformistes le soin de la direction politique des affaires, même à ceux qui ont le mieux prouvé leur loyauté, et inversement, pour mieux prouver leur loyauté, ces partis ne s'attaquent jamais profondément même à la composition individuelle de l'appareil d'Etat.

Ceci serait d'autant plus vrai dans la situation française, où l'accession du PC et du PS au gouvernement se ferait malgré une totale défiance d'une partie notable de la bourgeoisie et ne bénéficierait que d'une résignation à très court terme de celle-ci. Quels changements, les partis de « gauche » apporteraient-ils au personnel des corps répressifs, par exemple ? Au plus, écarteraient-ils tel officier qui marquerait trop sa volonté factieuse pour le remplacer par un officier « démocrate » ; Mais un officier « démocrate » n'est, dans le meilleur des cas, jamais un représentant des partis ouvriers. Il ne fait que tolérer leur présence au gouvernement, à condition, bien entendu, qu'ils ne mettent pas en péril les valeurs et les institutions qui fondent la Nation. De plus, toute mutation ou limogeage sera pour la bourgeoisie le prétexte d'une bruyante campagne contre « la prise en main », « l'instauration de la démocratie populaire », « l'installation sournoise de la dictature » devant laquelle le PC et le PS reculeront. L'occupation de l'appareil d'Etat restera donc tout à fait super-

ficielle et suggérer autre chose masque l'impuissance découlant de cette occupation.

La deuxième remarque a trait au « chez » : « ...ouvre d'immenses perspectives chez les travailleurs. » Tel quel, cela n'a pas de sens. La encore, deux lectures sont possibles. Ou l'on veut dire : ... soulève d'immenses espoirs chez les travailleurs, alors on parle de leurs illusions, tout en soulignant la volonté d'action qui peut les accompagner. Ou alors, cela signifie : ... ouvre d'immenses perspectives *aux* travailleurs, ce qui est l'adoption des thèses réformistes les plus classiques.

B. Longueur du processus révolutionnaire et destruction de l'Etat bourgeois

On trouve de nouveau des affirmations sur lesquelles il y a accord : pas d'institutionnalisation du double pouvoir, critique du CERES sur cette question, mise en garde contre l'illusion d'une prolifération immédiate d'organes de double pouvoir capables de postuler au pouvoir central, etc. Mais toutes sortes de formulations introduisent l'idée d'une *destruction graduelle* de l'appareil d'Etat. La notion de crise révolutionnaire est finalement absente parce que considérablement étirée et morcelée, et on ne sait jamais concrètement ce que recouvre la prise du pouvoir par les travailleurs.

Ainsi, dans le chapitre : « *Les lignes de force de la société socialiste autogestionnaire. 1) Le pouvoir des travailleurs.* » peut-on lire : « *Il est également illusoire d'imaginer qu'il suffit aux travailleurs d'utiliser l'appareil d'Etat bourgeois et les formes de la démocratie bourgeoise pour mener à bien la transition au socialisme.* » On trouve là deux artifices d'écriture dont ces thèses sont friandes. Plus une confusion sur le fond. Premier artifice : il ne suffit pas d'utiliser ; façon enveloppée de dire que cela peut donc y contribuer, à condition de faire autre chose avec. Deuxième artifice : on juxtapose deux choses de nature totalement différente dans une même proposition, l'Etat bourgeois et les formes de la démocratie bourgeoise (formule au reste bien vague). Mais il est évident que les possibilités d'utilisation des « formes » de la démocratie bourgeoise n'ont rien de commun avec les possibilités d'utilisation de l'Etat bourgeois. Une confusion enfin : la transition au socialisme. Le PSU use habituellement comme nous de cette notion pour *après la prise du pouvoir*. Si c'est toujours le cas, la citation signifie que les travailleurs ayant conquis le pouvoir, l'appareil d'Etat est toujours en place (!) mais que son utilisation ne suffit pas pour mener à bien la transition au socialisme (!!). On verra plus loin que cette interprétation surprenante trouve des éléments de confirmation. Ou bien, à cet endroit, transition est pris au sens cédétiste (et PS) : avant la prise « totale » du pouvoir. Alors, ce n'est pas seulement la signification du terme transition que le PSU leur emprunte, mais également leur analyse de l'utilisation de l'Etat bourgeois.

Car autant on peut dire qu'il est possible d'utiliser les « formes » de la démocratie bourgeoise, dans certaines conditions et limites, autant ceci est faux en ce qui concerne l'appareil d'Etat. Une telle illusion relève du néo-réformisme pour lequel le mouvement de masse doit compléter, aider (il est illusoire d'imaginer qu'il suffit...) l'utilisation de l'appareil d'Etat. Cette première citation à lecture multiple peut être éclairée par d'autres signifiant la conquête progressive du pouvoir, la survie de l'appareil d'Etat bourgeois après la conquête du pouvoir. Tout ceci attribue à la présence au gouvernement et à la *démocratisation de l'Etat bourgeois* un rôle essentiel dans le processus révolutionnaire. Donnons d'abord un certain nombre de ces citations :

— « *Faire avancer la destruction de l'Etat bourgeois, c'est renforcer le pouvoir des travailleurs...* » « *La destruction totale de l'appareil répressif bourgeois ne se réalise pas en un jour à travers un affrontement unique. C'est la tâche de toute une période. Elle se réalise principalement avec des moyens politiques et idéologiques complexes et non à coup d'opérations militaires et policières...* » « *Les révolutionnaires pour l'autogestion récuse le vieux rêve de l'affrontement unique mené par une minorité prétendant représenter les aspirations des travailleurs.* »

— « *Le pouvoir des travailleurs n'existera que si le démantèlement de l'appareil répressif bourgeois et l'instauration d'un nouvel appareil contrôlé par les organes de la démocratie directe sont entrepris et franchissent un seuil suffisant...* »

— « *La lutte portée à son paroxysme par la situation de double pouvoir peut faire basculer la société vers le pouvoir des travailleurs : ce qui sera possible d'abord s'ils ne sont pas écrasés par la répression d'une armée entraînée dans ce but. Après (souligné dans le texte) cet affrontement, si les travailleurs sont victorieux, la voie sera ouverte au dépérissement de l'état bourgeois et à la destruction de son armée.* »

— « *L'occupation de l'Etat bourgeois et sa démocratisation constituent des moyens d'action qui pourront peser dans le processus que nous voulons engager.* » « *Il ne suffit pas d'occuper l'Etat pour que celui-ci engage la dynamique de transition vers le socialisme. Si les lieux de pouvoir ne sont pas l'objet d'une transformation radicale (! bien entendu) ils risquent de devenir... des forteresses de la bourgeoisie.* »

Inutile de multiplier les citations. Il ressort déjà clairement des dernières que la distinction faite entre les deux premiers groupes, entre avant et après la prise du pouvoir, n'est rien d'autre qu'une commodité de présentation. Car rien dans cette orientation ne marque précisément ce qu'est la prise du pouvoir si ce n'est « le seuil suffisant » (???) de démantèlement de l'Etat bourgeois et l'instauration d'un nouvel appareil. Qu'en ressort-il ? Le double pouvoir s'étend sur toute une période durant laquelle l'appareil d'Etat sera progressivement démantelé tandis que croîtra un nouvel appareil. Cette « dualité » se développe avant « la prise du pouvoir » et se poursuit après (sans doute dans des rapports de forces

inversés puisque le « *seuil minimum* » a été franchi). Cette « analyse » repose sur la récusation, établie en une phrase, de « *l'affrontement unique* ». Il faut donc s'y arrêter :

« *Les révolutionnaires pour l'autogestion, récusent le vieux rêve de l'affrontement unique mené par une minorité qui prétend...* » Phrase à tiroirs comme tant d'autres. D'abord qu'est-ce que cet affrontement unique ? Il semble s'agir de l'insurrection. Qualifiée de vieux rêve, les choses sont déjà plus faciles. Mais surtout, on recourt encore une fois à l'artifice : pour liquider plus aisément, sans se donner la peine d'argumenter, l'affrontement unique, on récusé une grossière association, l'affrontement unique mené par une minorité qui a des prétentions incongrues. Mené par une minorité, tout le monde bien sûr est d'accord. Mais c'est « *l'affrontement unique* » tout court qui est ainsi balayé. Celui-ci n'ayant pas lieu, alors tout ou plutôt partie de l'appareil d'Etat subsistera. Et pas n'importe quelles parties puisque l'armée bourgeoise existera encore (« *la voie sera ouverte à (sa) destruction* »). Pourtant même s'il n'est pas « unique », la citation parle d'affrontement. Ce n'est compréhensible que si l'affrontement ne veut pas dire affrontement ou s'il a été extrêmement limité. Ce qui implique que cette armée était auparavant devenue inapte à un affrontement conséquent. Inapte à l'affrontement avec les travailleurs et non détruite, c'est-à-dire *démocratisée* au sens mythique des réformistes : on aura fait en sorte que l'armée ne puisse plus avoir sérieusement recours à la violence !

Oui, la tâche des révolutionnaires est de rendre l'armée aussi inapte que possible à l'affrontement : organiser le contingent, approfondir la crise de l'encadrement, diminuer au maximum la capacité de commandement de la hiérarchie réactionnaire... Tout en ayant conscience qu'ainsi affaiblie, il faudra néanmoins *achever* sa destruction par la force pour prendre le pouvoir. Mais les extraits cités indiquent tout autre chose. Si l'armée bourgeoise subsiste, cela veut dire que son *encadrement et ses structures* sont toujours en place, n'ont pas été démantelés au cours de la lutte. Ceci ne peut s'expliquer qu'à la condition que les centres décisifs de cette armée aient observé une quasi-neutralité (par conviction ou par isolement total de la « poignée de factieux ») par rapport au renversement du capitalisme ! On voit, c'est le thème réformiste le plus éculé.

Dans cette optique, il est logique que « *l'occupation* » et la « *démocratisation* » de l'appareil d'Etat deviennent l'axe central. Par le biais des mêmes formulations contournées (il ne suffit pas...), on avance que l'Etat peut contribuer à engager la dynamique de transition ! Ce n'est même plus un Etat neutralisé, c'est un Etat qui engage la dynamique à condition bien sûr, révolution oblige, qu'on ne se contente pas de l'occuper (il faudra sans doute que les masses exigent énergiquement qu'il le fasse !).

Et, en raccroc, on prévient que « *si les lieux de pouvoir ne sont pas l'objet d'une transformation radicale* » (il faut que ce soit radical sinon ça ne suffit pas) ..., ils risquent de devenir des forteresses bourgeoises. C'est

encore l'utilisation d'une formule négative pour introduire en positif : si transformation radicale il y a, ils pourront devenir des forteresses prolétaires.

On comprend mieux ainsi que la critique faite au PC ne porte pas sur son réformisme invétéré. Mais on comprend moins bien la sévérité à l'égard du PS.

C. L'affrontement unique

La vision qui se dégage de ces citations, pas très renouvelée depuis les austro-marxistes, cent fois remise sur le métier et adaptée au goût du jour, systématiquement démentie par les faits, s'appuie toujours sur la spécificité de la Révolution d'Octobre. E. Mandel la réfute une fois encore dans *Critique communiste* n° 7. Mais soulignons que cet emprunt du PSU à ses amis italiens, cédétistes et autres, se réduit à un emprunt, une commodité en quelque sorte. Le PSU n'en a jamais vraiment débattu, ne l'a jamais fondé. Il se contente de réflexes à des images chocs : vous voulez reproduire mécaniquement (toujours) le schéma russe, ce n'est pas sérieux... Pas d'analyse mais trois éléments que l'on retrouve régulièrement : 1) l'oubli systématique des handicaps de la Révolution russe ; 2) la confusion entre la période qui précède une éventuelle situation révolutionnaire et cette dernière ; 3) non perception dans les situations révolutionnaires, des crises spécifiques, courtes, où le problème du pouvoir surgit à nu, en terme de tâche immédiate.

Qu'y-a-t-il de vrai ? La force et l'expérience de la bourgeoisie, la tradition politique et organisationnelle des bureaucraties réformistes rendront probablement longue l'émergence généralisée de structures d'auto-organisation *de masse* et leur *centralisation* qui créent une réelle situation de double pouvoir. Il n'y aura pas, comme dans la Russie de février 1917, une tradition déjà établie d'organisation soviétique centralisée, un parti révolutionnaire comme l'était le parti bolchevique, ultra-minoritaire mais reconnu et déjà solidement implanté dans les bastions du prolétariat industriel : il n'y aura pas la guerre qui fut l'accélérateur formidable du processus révolutionnaire russe. La victoire de la Révolution d'Octobre, son prestige international permirent à la Révolution allemande de se doter dès le début d'un réseau massif d'organes de pouvoir à la base rapidement coordonnés, bien qu'avec des inégalités et des distorsions dues à l'action du puissant appareil social-démocrate. Mais depuis cinquante ans, ces expériences ont été gommées et n'ont pas laissé de trace en profondeur dans le prolétariat européen. Ainsi cette forme d'organisation naturelle de la classe ouvrière en lutte nécessite aujourd'hui un hésitant réapprentissage. Et pourtant, *malgré cela*, en réponse à des conditions particulières différentes, le Chili, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont vu le mouvement de masse chercher ce type d'organisation. Les comités divers y oscillèrent toujours entre de réels comités organisant les masses et des regroupements d'avant-garde. En raison des fluctuations de la lutte de classes,

mais aussi de la politique des réformistes et de la réponse le plus souvent ultragauche et sectaire des groupes révolutionnaires. Mais cela confirme que l'auto-organisation massive, avec ses difficultés propres d'émergence, reste la réponse appropriée. Les révolutionnaires auront une responsabilité considérable dans cette émergence, pour qu'elle ne soit pas dénaturée par les bureaucrates réformistes qui y voient un danger mortel, pour faire respecter les conditions d'une organisation de la *masse* des travailleurs en lutte et surtout pour la *centralisation* de ces comités qui, seule, leur permettra de postuler au pouvoir.

Une fois cette situation de double pouvoir existant, les choses ne seront pas plus longues qu'en Russie mais beaucoup plus rapides. A cause de l'expérience de la bourgeoisie instruite du danger qu'elle court et à cause de la force incomparablement plus grande du prolétariat aujourd'hui, des exigences nouvelles qui se font jour. A ce point du processus, il n'y aura pas d'affrontement secteur par secteur parce que l'appareil d'Etat est un tout articulé et que la bourgeoisie a conscience du caractère vital, pour elle, de ce tout et ne laissera pas démembrer. Elle concentrera à un moment donné toutes ses ressources, toutes ses forces pour affronter le mouvement de masse.

Ce moment est précédé par des avances et des reculs, des crises plus prononcées dans tel ou tel secteur, des affrontements non décisifs pendant la période préparant la généralisation du double pouvoir, puis pendant cette situation révolutionnaire de double pouvoir. Mais inéluctablement vient l'heure où les classes (si elles ont une orientation suffisamment claire) ramassent *tous leurs moyens* pour l'épreuve de force décisive : c'est alors « *l'affrontement unique* ». C'est alors que pour être victorieux, le prolétariat devra détruire tout ce qui reste de ces moyens aux mains de la bourgeoisie, les forces qu'elle a trouvées à engager dans la confrontation, ce qui est encore opératoire dans son appareil d'Etat. On ne fera pas l'économie de cet affrontement final, et c'est pourquoi il est absurde d'imaginer que le pouvoir peut être pris en laissant de côté un secteur aussi décisif de l'appareil d'Etat que l'armée bourgeoise.

D. Rupture et ruptures :

La vision gradualiste qui s'ébauche ainsi sans tout à fait s'affirmer se traduit par des variations orthographiques. Les thèses parlent tantôt du double pouvoir et tantôt des doubles pouvoirs chers aux néo-réformistes. Le passage de « *l'infléchissement de la coalition au pouvoir* » au démantèlement progressif de l'appareil d'Etat bourgeois trouve son prolongement au niveau économique. Si l'on n'a pas une idée claire du bouleversement total que représente la prise du pouvoir par les travailleurs, le gradualisme concernant l'appareil d'Etat est en fait un gradualisme par rapport à l'ensemble du système capitaliste. Ainsi lit-on dans le texte sur les nationalisations des passages provenant habituellement d'autres sour-

ces : « ... les travailleurs auront besoin de se doter d'un certain nombre d'outils pour opérer des ruptures économiques » et encore : « La planification (...) ne peut se concevoir sans un certain nombre de ruptures avec la logique du profit... » Il y aurait possibilité donc de ruptures partielles et numériquement délimitées avec la logique du profit. C'est le pendant du seuil minimum de démantèlement de l'appareil d'Etat. Ces phrases incidentes, purement réformistes, sont enfouies dans le texte et jamais justifiées. Mais leur résurgence régulière permet d'éclairer la partie « programme » des thèses de Strasbourg.

Les glissements programmatiques

A. Les thèses

Considérer la venue au pouvoir de l'Union de la gauche comme un moment nécessaire, vouloir observer à l'égard du projet de gestion des réformistes une attitude non d'opposition politique mais de proposition constructive (pour infléchir), revient à se placer dans une optique gouvernementale plus radicale. C'est parfaitement illustré par les différents chapitres qui ne peuvent être tous présentés. Limitons-nous aux institutions.

La première rédaction était très explicite : « *Le premier obstacle à toute expérience de caractère socialiste engagée à partir d'élections, c'est-à-dire dans le cadre des institutions, sera la constitution née du coup de force d'Alger... Si elle veut se donner les moyens, ne serait-ce que d'appliquer les réformes du Programme commun, la nouvelle majorité sera dans l'obligation, soit de suspendre l'application de la constitution de 1958, soit de lui apporter au moins des transformations profondes. Quelle que soit l'hypothèse retenue (!) le minimum de modifications à apporter concerne...* » le président de la République : diminution de ses pouvoirs ; le Sénat : idem ; le Conseil constitutionnel : suppression ; le mode de scrutin : élections à la proportionnelle. « *Bien entendu, il ne s'agit là que des mesures urgentes... Elles ne préjugent pas des modifications beaucoup plus fondamentales que...* »

Ce passage fut largement modifié mais pas son orientation. Le texte initial indiquait aussi : « ... *Une exigence pour le présent : le déblocage des mécanismes institutionnels de la V^e République en cas de victoire de la gauche.* » Là encore, amendement. Mais celui qui proposait : « *L'abrogation de la constitution actuelle* » a été repoussé au profit de : « *L'éclatement des mécanismes institutionnels de la V^e, puis l'abrogation de la constitution de 1958...* » On voit le durcissement du ton : éclatement à la place de déblocage ! Et les rédacteurs ont rajouté l'abrogation pour un futur indéterminé, car sa disparition pure et simple dans le texte de départ avait

provoqué une émotion certaine. Cette réintroduction est d'ailleurs précisée plus loin : « *Après l'abrogation de la constitution de 1958, une Assemblée constituante devra se mettre sur pied en s'appuyant sur les organes de pouvoir des travailleurs.* » Ce peut être tout à fait correct. Mais dans le contexte ci-dessus indiqué, cela signifie que l'exigence de l'abrogation pré-suppose l'existence des organes du pouvoir ouvrier. En d'autres termes, jusqu'à la situation de double pouvoir généralisé, il faudra s'accomoder de l'actuelle constitution aménagée. Tout ceci n'est pas, répétons-le, systématiquement exposé. Sans cesse est rappelée la nécessaire mobilisation des masses, etc. Mais jamais n'est précisée la relation de l'une à l'autre (bataille institutionnelle), d'où ces rappels apparaissent largement comme des clauses de style. Autre citation très significative sur laquelle nous reviendrons en détail : « *Les bouleversements institutionnels ne sont pas un but en soi. Ils n'ont pas d'autre objectif que de détruire les obstacles institutionnels actuels au développement de la stratégie des doubles pouvoirs.* »

La démarche concernant la police et l'armée relève de la même logique : « *La question de l'armée pendant la période de rupture et de montée du double pouvoir ne se résoud pas par un discours sur la destruction de l'armée.* » De nouveau, deux choses sont réfutées à la fois : le fait qu'on ne résoud pas la question par un discours, ce qui est évident pour tout le monde, et une orientation politique visant à la destruction de l'armée bourgeoise. Le PSU ne veut ni l'un, ni l'autre et propose quatre directions :

- sortir l'armée de son ghetto (lutte contre la coupure avec la population, « *affaiblissement des corps durs* ») ;

- la placer sous la responsabilité du gouvernement et non du président :

- développer les droits des « *personnels* » militaires ;

- élaborer une nouvelle doctrine militaire.

Les propositions concernant la police sont du même type.

B. Deux problèmes sur notre attitude face à l'appareil d'Etat

« *Les bouleversements institutionnels ne sont pas un but en soi. Ils n'ont pas d'autre objectif que de détruire les obstacles institutionnels actuels au développement de la stratégie des doubles pouvoirs.* »

Bouleversement, détruire les obstacles : le vocabulaire est radical. Mais la proposition l'est beaucoup moins. Notons que cette phrase d'introduction aux questions institutionnelles parle *des* doubles pouvoirs. Sans reprendre le débat souvent mené sur cette question, la confusion des thèses entre doubles pouvoirs et double-pouvoir, donc entre pouvoirs et pouvoir, est nécessaire à l'optique gradualiste. Plus précisément, il semble que le PSU considère l'opposition entre un parlement de gauche et un président de droite comme une situation de double pouvoir, dans cette sphère

des sommets de l'appareil d'Etat. Pour les marxistes révolutionnaires, le double pouvoir n'est pas, à l'intérieur de l'Etat bourgeois, l'opposition entre un gouvernement de gauche et un président de droite ou, pourquoi pas, à l'intérieur d'un gouvernement entre un ministre favorable « à une ligne de collaboration » et un ministre « plus nettement anticapitaliste », ou encore entre un général fasciste et un général démocrate dans l'état-major. Le double pouvoir est l'affrontement d'instruments de pouvoir de classes antagonistes : appareil d'Etat bourgeois et conseils ouvriers. Ce n'est pas une démarche puriste et abstraite, mais renvoie précisément au fait que la présence au gouvernement ne donne en soi aucun pouvoir réel parce que l'Etat reste bourgeois. Un gouvernement ouvrier ne peut illustrer un double pouvoir que s'il s'appuie sur autre chose que l'Etat bourgeois, sur un autre appareil : les conseils centralisés. Sinon il n'est pas un contre-pouvoir mais un otage.

Mais ne peut-on pas mener des batailles institutionnelles avec l'objectif d'améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs ? Il faut d'abord réaffirmer qu'il n'y a pas d'obstacle institutionnel au développement de la stratégie de double pouvoir. Les obstacles relèvent des rapports de force entre les classes. Toutefois ce niveau général est insuffisant parce que les institutions sont un élément de ce rapport de force. Regardons donc plus précisément. Elles sont un élément du rapport de force à deux titres :

— leur légitimité aux yeux des différentes classes sociales, en particulier de la classe ouvrière : c'est-à-dire, dans le cas présent, les illusions légalistes et démocratiques bourgeoises que l'idéologie dominante perpétue dans la grande masse des travailleurs ;

— les moyens concrets, les forces matérielles, que sont, entre les mains de la bourgeoisie, ces instruments conçus pour la servir : leur « qualité », leur force.

Un premier problème surgit là : peut-on, dans la tactique politique, traiter ces deux aspects séparément ?

Pour les réformistes, il ne se pose pas, car le premier aspect n'existe pas. Ils sont pour le respect de la loi, pour le développement de la démocratie bourgeoise. Bref, ils sont un agent actif, essentiel du maintien de ces illusions dans les masses. Ils ne se placent donc que du second point de vue : comment affaiblir la mainmise de la bourgeoisie sur l'appareil d'Etat ? Et c'est d'autant plus difficile pour eux qu'ils ne veulent surtout pas affaiblir cet appareil qu'ils comptent utiliser pour gouverner. De même, ils ne veulent pas amoindrir le prestige des institutions parce qu'ils veulent utiliser ce prestige à leur service lorsqu'ils auront accédé « aux plus hautes charges de l'Etat ».

Le PSU, lui, n'a jamais traité vraiment cette question. Parce que parler sérieusement des illusions conduit à analyser les processus de prise de conscience et donc les niveaux de conscience différents. Ne pas s'engager très loin sur ce terrain permet d'esquiver deux sujets clés :

— la question de l'avant-garde :
— le rôle des partis réformistes dans la diffusion et la défense de l'idéologie dominante. c'est-à-dire leur *action* pour empêcher à un degré donné la progression du niveau de conscience des masses. Car le PSU serait alors obligé de définir ses rapports avec eux en d'autres termes : il ne s'agit plus de forces avec lesquelles on a seulement des divergences, mais qui jouent un rôle contre-révolutionnaire actif.

Evidemment, le PSU ne peut ignorer totalement ce premier aspect. Il en parle. Mais, très significativement, il disparaît dans la partie des thèses sur l'appareil d'Etat qui est traité de l'intérieur et non pas dans son rapport avec les masses.

Notre réponse est oui ou non. Non, on ne peut traiter séparément les deux aspects, parce que *l'essentiel* de la force des institutions réside dans la légitimité qui leur est reconnue (à l'extérieur et à l'intérieur : par ceux qui la composent, leur permettent de fonctionner...). C'est l'aspect fondamental. Mais il faut aussi traiter distinctement le deuxième aspect en ce sens qu'on ne peut réaliser l'hypothèse pure d'une perte de légitimité *totale*. En d'autres termes, il y aura toujours des gens (soit couches sociales dans le pire des cas, soit agglomérats d'individus : cela dépendra du déroulement des luttes politiques) pour mettre une partie de ces moyens matériels en œuvre au service de la bourgeoisie. Largement entamée, il restera toujours une force résiduelle : c'est pourquoi il faudra un affrontement violent (sans parler des interventions internationales). La prise de conscience est un processus inégal et la bourgeoisie n'attendra pas l'épuisement complet de sa légitimité pour agir.

Deuxième problème qui rend les choses plus difficiles. La pratique du mouvement de masse précède toujours la conscience qu'il en a. La bourgeoisie au contraire a tendance à surestimer le degré d'avancement de ce mouvement parce qu'elle n'analyse pas des processus sociaux et leur attribue un état-major (une conscience) occulte ou non. En tout cas, elle sent très vite le danger potentiel. D'où le fait qu'elle agit en général avant même que le mouvement de masse ait pris pleinement conscience des implications du chemin qu'il emprunte, de la violence et des formes de la réaction bourgeoise. C'est là bien sûr que les directions réformistes ont un rôle catastrophique. C'est là aussi que l'action du parti révolutionnaire est décisive.

C. Plus généralement sur l'intervention des révolutionnaires

Elle est compliquée par l'existence de ces niveaux différents de conscience qui impose sans cesse des réponses à différents niveaux qui s'enchevêtrent. Pour schématiser : nous devons avancer notre projet global et ce qu'il impliquerait dans la situation donnée si nous étions un parti ayant la confiance de la grande masse des travailleurs ; et en même temps, propo-

ser des objectifs et des formes de lutte compatibles avec les niveaux de conscience tels qu'ils sont. C'est cette difficulté que les révolutionnaires tentent de résoudre par un système de revendications transitoires.

Mais ce n'est pas la seule. Nous nous heurtons aussi à des forces politiques qui prennent appui sur ces différents niveaux de conscience, mais ne s'y réduisent pas : elles défendent un projet. Elles ne se contentent pas de refléter un niveau de conscience plus bas, elles s'appuient sur lui pour mettre en œuvre leur orientation (ce qui implique qu'elles luttent contre son élévation).

De là découle que des propositions d'action, parfaitement compatibles avec un niveau de conscience non révolutionnaire sont refusées et combattues en raison du projet politique défendu par ces forces. Cette contradiction peut déboucher sur une remise en cause par les masses (ou des secteurs des masses) de l'orientation des réformistes mais aussi sur le blocage d'actions élémentaires, si le rapport des forces le leur permet. D'où les difficultés que nous rencontrons actuellement, étant donné le rapport de force politique central très défavorable aux révolutionnaires. A priori, une riposte énergique au plan Barre est tout à fait compatible avec les niveaux de conscience et de combativité actuels des travailleurs. Elle est refusée par le PC et le PS à cause de leur projet et leur poids leur permet de la bloquer.

Ainsi non plus deux, mais trois niveaux se dégagent :

— ce qui pourrait être fait si une orientation révolutionnaire prévalait dans les masses.

— ce qui peut et doit être fait en l'état actuel des niveaux de conscience.

— ce que nous proposons dans le cas qui a le plus de probabilités de se produire étant donné l'orientation des partis réformistes et le rapport des forces dont ils disposent.

Nous avons déjà vu (à propos de la victoire électorale) que la confusion entre le deuxième et le troisième niveau caractérise le plus souvent la pratique du PSU. Evidemment les objectifs et formes de lutte doivent être réadaptés en permanence selon le déroulement concret de la lutte des classes, selon le fait que les réformistes ont réussi ou non à transformer leur orientation en situation réelle. Mais le plus souvent le PSU accepte deux ou trois phases à l'avance la victoire de l'orientation réformiste.

Ainsi fait-il pour les institutions. Pourquoi renvoyer l'abrogation de la Constitution de 1958 aux calendes grecques ? En l'état actuel des rapports de forces, est-il moins réaliste de dire qu'il faut refuser d'accepter la Constitution de 1958 et donc l'abroger, que de proposer d'en transformer certains éléments ? De deux choses l'une, ou il s'agit de modifications mineures et c'est une duperie, ou il s'agit de modifications essentielles et alors il faudra que les travailleurs disposent du même rapport de forces.

pour les imposer que pour imposer l'abrogation pure et simple, parce que la bourgeoisie y opposera la même défense.

Alors pourquoi ce choix plutôt que l'autre ? C'est que le PSU accepte d'ores et déjà de se plier au respect de cette constitution par le PC et le PS, qui non seulement l'acceptent mais maintenant la défendent contre ceux qui voudraient y porter atteinte ! Entrer dans ce jeu a évidemment de lourdes conséquences.

1. C'est entretenir au lieu de combattre les illusions legalistes. Que signifient « *les obstacles institutionnels* » au développement du double pouvoir encore une fois ? Que signifie cette idée qu'il faut au préalable obtenir des modifications de la constitution pour pouvoir aller de l'avant, si ce n'est en fin de compte qu'une constitution ça se respecte ? Une constitution, une loi ne bloquent que ceux qui veulent bien s'y soumettre. La tâche des révolutionnaires aujourd'hui est-elle de dire « la loi est faite pour les patrons, débarassons-nous de notre sacro-saint respect de la loi » ou alors, « changeons la loi, ainsi notre action pourra se développer dans la légalité » ?

2. C'est désigner de fausses cibles à la lutte : le PSU propose par exemple de transférer certains pouvoirs du président au Parlement : dans l'esprit des camarades c'est sûrement tactique. Un président de droite, un Parlement de « gauche », suivez mon regard.

— Le regard au passage a déjà accepté que Giscard reste président, sinon cette mascarade n'a qu'un seul sens : défendre le retour à la démocratie parlementaire classique contre le développement des prérogatives présidentielles ! Est-ce là l'objectif que les révolutionnaires doivent proposer ? Quel que soit le cas de figure, c'est tout aussi gravement erroné.

— C'est déposséder le mouvement de masse du débat sur l'acceptation ou le refus du cadre constitutionnel pour le mettre aux mains des juristes de la gauche qui débattront *entre eux* du rouage constitutionnel qu'il est préférable de modifier.

Aujourd'hui, nous ne devons pas nous résigner à l'acceptation de la constitution gaulliste comme devant un fait accompli. Nous devons inlassablement nous battre pour son rejet global.

Si l'orientation des réformistes entre en application sur cette question, nous devons à la fois continuer à défendre notre point de vue et mener des batailles partielles. Mais ces batailles partielles auront une tout autre logique. Si le PC et le PS, une fois parvenus au gouvernement, arguent des dispositions constitutionnelles pour ne pas faire telle ou telle chose, alors nous chercherons à développer la mobilisation contre l'ensemble de la constitution et contre la seule disposition concernée. Mais ce sera avec l'objectif central de développer la mobilisation, c'est-à-dire l'action *extra-parlementaire*, pour montrer en quoi concrètement, derrière la question soulevée, c'est le respect de la légalité qui est posé, respect qui entrave ou bloque les possibles conquêtes. Ceci est une tout autre démarche que de réclamer à froid, avant même la victoire électorale de l'Union de la gauche, l'aménagement de la légalité.

Cela renvoie bien sûr à un débat plus général. Nous ne nous battons pas pour des institutions plus démocratiques mais pour obtenir que les masses aient le maximum de liberté, de droits démocratiques pour leurs luttes. Ceci peut passer par des batailles sur la législation (droits syndicaux, élection à la proportionnelle, loi anti-casseur, article 16...) mais à condition que l'objectif ne soit pas perdu de vue : avoir les plus grandes possibilités d'activité pour les travailleurs et leurs organisations. En quoi un transfert de pouvoir du président au Parlement développe-t-il ces possibilités ? C'est un mystère. Mais ce mystère enveloppe le passage d'une orientation fondamentalement basée sur l'action de masse à une orientation basée sur l'activité à la tête des institutions quitte à *s'aider* de l'action de masse.

Le niveau de ces batailles est évidemment déterminé par la situation politique. Si par exemple la classe ouvrière est sur la défensive dans un rapport de forces très détérioré, on se bat y compris contre des aggravations constitutionnelles qui marquent un recul par rapport au parlementarisme classique. Mais la situation présente n'est en rien de ce type. Le régime est en crise, là dessus les thèses du PSU sont d'accord. Elles parlent d'une situation de crise politique et sociale pouvant aller vers le double pouvoir. Dans ces conditions-là, réclamer des modifications constitutionnelles partielles, non comme objectif précis à une mobilisation de masse à un moment donné du développement de l'affrontement politique (dont on ne peut prévoir s'il passera ou non par tel ou tel sujet), mais comme une tâche d'ores et déjà déterminée, comme autant de verrous à faire sauter, *revient à fixer des étapes artificielles au développement du mouvement de masse.*

Ainsi se trouve fixé le cadre d'approche du second aspect de l'appareil d'Etat : la force autonome dont il dispose. La question peut être ainsi formulée : renonçons-nous par principe à entraver de l'intérieur le fonctionnement des institutions mis au point par la bourgeoisie (ou par l'un de ses secteurs) ? Non, bien entendu, mais à la condition que cela ne renforce pas les illusions démocratiques, ne gêne pas la dénonciations de la pseudo-légitimité de ces institutions et la prise de conscience des masses de leurs propres possibilités d'action.

Ça passe fondamentalement par l'organisation sur une base de classe de ceux qui y travaillent. Mais cet aspect ne répond pas vraiment à la question : nous battons-nous sur le terrain institutionnel ? Oui, mais si l'on veut respecter la condition énoncée, on voit que les possibilités sont extrêmement réduites. En dehors des questions de législation sur la répression, des droits du mouvement ouvrier, il reste des campagnes de dénonciation ou des questions qui dans un contexte donné peuvent servir de point d'appui à des mobilisations de masse. Dénonciation du non respect par la bourgeoisie de sa propre légalité, du projet de réforme des institutions pour en faire un outil plus efficace contre la classe ouvrière, etc. Ceci peut déboucher sur des mobilisations ou les aider. Par exemple le

limogeage d'Eichhorn, préfet de Berlin en janvier 1919, parce qu'il n'était pas assez énergique, provoqua la riposte armée de régiments et d'ouvriers berlinois. Les luttes de prérogative entre les différents rouages de l'appareil d'Etat qui ne renvoient pas à ces cas se situeront généralement dans un cadre méséducatif de défense de la démocratie parlementaire.

Les thèses réclament par exemple la dissolution du Conseil constitutionnel. Quel intérêt ? Nous devons dénoncer la mystification d'une assemblée qui prétend juger d'un point de vue objectif, « au dessus des classes ». Imposer sa disparition réclamerait un rapport de forces qui permettrait d'emblée la remise en cause de toute la constitution. Alors pourquoi indiquer cet objectif ? D'autant plus que la dissolution du Conseil constitutionnel n'améliorerait en rien les conditions de lutte des travailleurs, ni n'affaiblirait sérieusement les capacités de riposte de la bourgeoisie. A moins, toujours, de développer l'idée que les conquêtes ouvrières devront respecter le cadre constitutionnel présent, ou aménagé. Autre chose serait que ce Conseil prétende invalider une conquête ouvrière et qu'un gouvernement de gauche fasse semblant de prendre cela pour un obstacle insurmontable. Ce serait alors l'occasion de montrer les conséquences du légalisme des réformistes, d'illustrer l'agitation pour l'abrogation de la constitution et la nécessaire destruction des institutions bourgeoises et d'exiger l'immédiate mise à la porte ou en prison de ces messieurs du Conseil constitutionnel. Mais encore une fois, l'objectif n'est pas là de lever un blocage institutionnel.

Autre exemple, passé, l'élection du président de la République au suffrage universel. Appeler à voter *non* au référendum qui l'institua avait quel sens ? Affirmer que c'était une régression par rapport à son élection par les « grands électeurs » ? Nous avons vu par la suite que l'élection présidentielle a accentué une personnalisation très mystificatrice mais également qu'elle est devenue un moment d'intense débat politique, ce qu'elle n'était nullement auparavant. Parler de régression n'avait de sens que du point de vue de la démocratie parlementaire classique, terrain d'autant plus piégé que la population venait de faire treize ans d'expérience de cette démocratie. La défendre ne pouvait que pousser les couches les moins conscientes dans les bras du candidat bonaparte. Il fallait dénoncer le bonapartisme et la mise en place de l'Etat fort en tant que la mise sur pied d'une machine de guerre plus efficace contre le mouvement ouvrier, combattre le mythe De Gaulle et défendre les libertés démocratiques attaquées, libertés déjà bien pauvres mais encore rognées. De ce point de vue il était par contre juste d'appeler en 1958 à voter *non* au référendum sur la constitution. De même, nous nous battons contre les entraves à la présentation de candidats aux différentes élections parce que cela atteint directement les possibilités d'expression des formations minoritaires du mouvement ouvrier.

D. L'armée — la police :

Les thèses reprennent la même démarche vis-à-vis des corps répressifs, et elle est sur ce terrain plus visiblement dangereuse. Exemple, le PSU ne réclame plus la dissolution de la sécurité militaire (il faut être responsable), mais la levée du secret sur ses activités et la redéfinition de ses fonctions. Demander la levée du secret sur les activités d'un tel organisme ne résiste évidemment pas dès qu'on accepte son existence. Ou l'on s'en tient à la position que c'est un instrument contre-révolutionnaire et l'on se bat pour sa dissolution. Ou l'on décide de le conserver (pour lutter contre les complots réactionnaires dans l'armée ?) et il faut lui laisser les moyens de son action. Abandonnant la position claire, le PSU doit parler de redéfinition des tâches. C'est-à-dire sans doute, que la SM devienne un instrument au service du mouvement ouvrier ou du moins « des libertés démocratiques », comme il est dit pour la police. On trouve concentrées là toute les erreurs du réformisme :

— Il faudrait en renouveler intégralement le personnel pour qu'elle soit « loyale » à l'égard du nouveau gouvernement et accepte ses nouvelles tâches. Comme il a déjà été dit à propos de « l'occupation » de l'appareil d'Etat, ça susciterait d'emblée un affrontement majeur avec la bourgeoisie et la hiérarchie militaire, qui supposerait un rapport de forces permettant tout autre chose et au moins la dissolution de la sécurité militaire.

— Ces nouvelles tâches, quelles seraient-elles ? On ne voit rien d'autre que faire la chasse à *tous ceux*, conformément à l'idéologie démocratique bourgeoisie, qui porteront atteinte à l'armée. Mais ceux qui combattent l'armée bourgeoise, les institutions bourgeoises, les lois bourgeoises, ceux qui refuseront les ordres de la hiérarchie, et s'organiseront en conséquence ? Accepter le principe de la SM dans le cadre de l'Etat bourgeois maintenu, c'est accepter par avance la répression contre ceux-là. C'est la logique suicidaire qui amena Allende à autoriser l'arrestation des marins « comploteurs » de Valparaiso.

— Pour éventer les complots réactionnaires en préparation dans l'armée, le développement de l'auto-organisation des soldats est le seul moyen sérieux dont dispose le mouvement ouvrier, infiniment plus efficace que n'importe quel service de sécurité. Moyen qui peut être complété par un travail de pénétration de la hiérarchie militaire à tous les niveaux possibles, mais celui-ci ne peut être que tout a fait secondaire dans ses résultats.

On retrouve ainsi le même glissement de la mobilisation de masse comme axe fondamental à l'occupation de l'Etat (comité de soldats, sécurité militaire). Et l'on vérifie à nouveau que les deux démarches ne sont pas différentes, mais contradictoires. La seconde gomme l'idée et entrave la préparation nécessaire d'un affrontement inéluctable. Elle heurtera l'activité interne à l'armée, tout entière orientée par cette préparation.

La conclusion pratique ne se fait d'ailleurs pas attendre puisque les thèses proposent de créer des « structures de contrôle sur les conditions de vie, l'hygiène et la sécurité » ! « Ces structures pourront se coordonner ». Fichtre !... Ce type de proposition est tout à fait ce que les réformistes ou des bourgeois éclairés peuvent inventer pour *enraver le développement et la logique subversive du mouvement des soldats*. Des suggestions de cet ordre furent avancées lors de l'affaire des soldats. En cas d'application, nous aurions dû prendre position. Vu le recul du mouvement ouvrier traditionnel devant la campagne gouvernementale, le niveau de développement encore élémentaire de bien des comités, il aurait fallu investir ces nouveaux organismes pour les dénaturer au maximum, les transformer en foyers d'agitation, imposer l'élection de délégués par la base, etc. Mais ç'aurait été notre *réponse tactique* à la manœuvre de l'adversaire dénoncée comme telle. Retrouver cela comme proposition dans les thèses du PSU montre combien la pente est rapide dès que l'on veut se situer dans l'optique gouvernementale « constructive » des réformistes, de démocratisation de l'appareil d'Etat.

Il est inutile de développer d'autres exemples, que ce soit le projet de « refonte du Code pénal », « d'adaptation de la police à la délinquance définie selon de nouveaux critères » ou de « l'élaboration d'une nouvelle doctrine policière où l'accent sera mis sur la protection des libertés démocratiques ». Ce qui a été dit sur l'armée s'applique de la même façon.

Répétons-le, il faut lutter pour affaiblir au maximum la capacité d'action contre-révolutionnaire de l'armée (par exemple). Mais il faut s'atteler à cette tâche en s'appuyant sur la mobilisation et non en conservant celle-ci comme éventuelle force d'appoint, ce qui conduit à la freiner dès qu'elle s'oppose — inévitablement — à « l'habile » tactique de démocratisation. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

1) Impulser la mobilisation et l'organisation des travailleurs dans les entreprises, les quartiers... jusqu'à leur armement. C'est la tâche centrale qui conditionne le reste. Elle établit un rapport de forces qui permet de gagner massivement des régiments aux côtés de la classe ouvrière parce qu'une alternative au système en place prouve son existence, et d'engendrer le maximum d'hésitations dans les secteurs plus retardataires.

2) Développer l'auto-organisation des soldats, non pour la limiter à l'hygiène et la sécurité, les conditions de vie, mais pour, à partir éventuellement de ces conditions immédiates :

- développer leur liaison avec les travailleurs ;
- démasquer la fonction de l'armée bourgeoise et en conséquence légitimer l'insubordination ;
- sur la base de cette défiance vis-à-vis de la hiérarchie, développer la surveillance de l'activité des officiers ;
- mettre sur pied un type nouveau (les conseils de soldats) d'organisation armée au service du mouvement de masse.

3) Développer l'agitation et l'organisation révolutionnaires à tous les

niveaux. Ne pas renoncer a priori à l'implantation dans les secteurs élevés de la hiérarchie. Ceci implique de combattre le gauchisme naturel qui a pour effet de la souder. Tenter de gagner le plus grand nombre possible de sous-officiers et d'officiers, non pas à la cause de la défense de l'ordre « démocratique » que nous attaquerons, mais à la cause de prolétariat. Mais ceci (ou leur naturalisation) ne sera possible que s'ils sentent un *risque égal* à choisir la contre-révolution ou la révolution.

4) Exiger la dissolution des corps les plus spécialisés dans la répression. Tout en sachant que ce sera difficile à obtenir, et qu'obtenu, ils s'en constituera d'autres dans l'illégalité, mais avec moins de moyens et de facilité d'action. C'est pourquoi nous la réclamons.

Cette orientation ne cache donc pas la nécessité « d'affaiblir » avant « l'affrontement unique », mais elle propose au contraire la seule perspective réelle d'affaiblissement, qui suppose de lutter à tous les niveaux contre l'armée telle qu'elle existe. Ce n'est pas une orientation « d'infléchissement » mais de subversion.

Conclusion provisoire

Un passage des thèses tentait de préciser les conditions d'une participation du PSU à un gouvernement de « gauche ». Les réactions qu'il suscita amenèrent son remplacement par le texte suivant : « *Comment dans de telles conditions apprécier la participation des autogestionnaires au gouvernement ? Cette question n'est pas aujourd'hui d'actualité pour le PSU. Compte tenu de l'évolution du rapport des forces au sein de l'UG, les intentions qui se dessinent au sein de cette coalition quant à l'edulcoration ou même le refus d'application du Programme commun, et enfin de l'état de développement de la mobilisation populaire, une expérience gouvernementale réformiste n'aboutirait qu'à un simple aménagement de la société capitaliste. Dans ces conditions une participation gouvernementale du PSU n'est pas concevable. Néanmoins, le problème doit être dès aujourd'hui approfondi.*

« *La participation des révolutionnaires à une expérience gouvernementale ne peut être envisagée qu'en fonction du degré de développement du mouvement des masses et de la modification en leur faveur du rapport des forces dans le mouvement ouvrier. Elle n'est concevable que s'il existe pour les révolutionnaires, à la fois la capacité et l'utilité de participer à un tel gouvernement pour y représenter, y défendre et y promouvoir la mobilisation populaire, la possibilité pour les travailleurs de se doter d'organes d'expression directe. Toute participation est exclue dès lors qu'elle cautionnerait en fait une limitation du développement et de l'autonomie de l'action de masse, une éventuelle participation du PSU au gouvernement ne pourrait avoir lieu sans la tenue d'un congrès extraordinaire réuni à cet effet.*»

Ce passage illustre bien la situation du PSU en concentrant ses contradictions. La question de la participation gouvernementale qui avait été avancée dans le passé par la direction provoque un raidissement du parti. Mais ce raidissement débouche sur un texte, qui, bien qu'il aligne toute une série de justes garde-fous, reste fondamentalement ambigu.

D'abord on y affirme « qu'une expérience gouvernementale réformatrice n'aboutirait qu'à un simple aménagement de la société capitaliste ». Bien. Mais c'est à cause du développement encore insuffisant de la mobilisation populaire et des « intentions qui se dessinent au sein de cette coalition » en raison de « l'évolution du rapport de forces au sein de l'Union de la gauche ». Ceci induit l'idée que si ces intentions se dessinent maintenant, celles de départ n'étaient peut-être pas le simple aménagement de la société capitaliste. Et ça confirme en outre les présupposés non explicités sur le PC : « L'évolution du rapport de forces au sein de l'Union de la gauche » ne pouvant signifier qu'évolution au détriment du PCF.

Mais surtout l'ambiguïté réside en ce que le texte ne pose pas la participation au gouvernement comme une éventualité exceptionnelle, appui tactique à un moment décisif de préparation de l'affrontement et donc forcément de très courte durée. Cette optique-là impliquerait qu'on n'aille pas au gouvernement avec des projets de transformations graduelles de longue durée, mais avec la volonté d'aider à la réalisation de quelques tâches immédiates (la substitution des mots « organes d'expression directe » aux mots « organes de double pouvoir » est très significative).

Nous l'avons vu, tel n'est pas le sens de la partie programmatique. C'est pourquoi l'on peut dire que la question gouvernementale est en fait secondaire en ceci qu'elle est d'une certaine façon déjà tranchée par les thèses : nous avons montré comment elles adoptent de fait un point de vue paragouvernemental. Il n'était pas possible d'étudier tous les exemples mais on retrouve la même démarche sur les nationalisations, les revendications, la politique internationale.

On en arrive alors à la question décisive : *le PSU est-il devenu un parti réformatrice à son dernier congrès ?*

Répondre oui serait une erreur grave, car ce ne serait pas prendre la peine d'analyser le rapport entre ces thèses et l'organisation qui les adopte. Si on les compare au manifeste de Toulouse (décembre 1972), elles peuvent apparaître, d'un point de vue formel, en régression sur certains sujets. On pouvait y lire par exemple : « La bourgeoisie ne peut se permettre de laisser les réformatrices prendre les rênes de son Etat, parce qu'ils ne mettront pas en cause les fondements de son pouvoir et de sa domination... Il est impossible de préparer la voie au socialisme en occupant l'appareil d'Etat bourgeois... Les travailleurs devront d'abord briser cet appareil d'Etat. » Mais ces passages s'ils témoignaient d'un premier effort de systématisation théorique n'avaient aucune implication concrète et s'intégraient dans un ensemble totalement contradictoire. Acceptés à l'époque par Romcard, ils faisaient du manifeste de Toulouse une « synthèse » d'orientations opposées, un patchwork dans lequel les passages

« orthodoxes » reflétaient la radicalisation politique à l'œuvre dans le PSU, mais ne le pénétrèrent pas, faute de débat, en profondeur. Ou plutôt leurs implications ne le pénétrèrent pas en profondeur. En témoignent les conclusions programmatiques très limitées et imprécises de ce manifeste, vraiment traduite au plan théorique. D'où, lorsqu'il est contraint de se définir plus précisément, le PSU emprunte aux voisins et le choix de ses emprunts est opéré à partir de ses préoccupations tactiques immédiates. Ce parti a toujours souffert du mépris de la théorie. Il veut discuter les questions concrètes liées à l'intervention. Les débats théoriques sont considérés comme des divisions artificielles, introduites par les « intellectuels ». Cela tient à son origine et son histoire (cf. l'article de J.M. Vincent, *Critique communiste* n° 13).

Pas plus que le manifeste de Toulouse, les thèses de Strasbourg ne sont donc réellement le produit du PSU, transcription d'une pratique, d'une réflexion, d'un socle théorique communs. Et si elles sont ambiguës et contradictoires, il faut soigneusement distinguer les éléments dominants du point de vue de l'analyse politique que nous en faisons et ceux dominants dans la conscience de la majorité des militants du PSU. Les références permanentes à l'auto-organisation, à la mobilisation des masses, par exemple, ne doivent pas être prises comme des ornements inutiles masquant une orientation néo-réformiste. Dans les thèses, elles jouent finalement ce rôle et nous devons le montrer. Mais dans la conscience de la majorité des militants, elles sont au contraire l'axe central, ce que l'on sait, ce qui est sûr, le reste étant du domaine de la spéculation, de l'interrogation ou de la tactique.

En d'autres termes, il faudra que ces thèses passent à l'épreuve de la pratique pour que le PSU se prononce réellement sur les questions stratégiques essentielles dont elles traitent. Et sa position dépendra alors de deux choses. Fondamentalement des formes et des rythmes de développement du mouvement des masses, du type de confrontation qu'il aura avec le PC et le PS (si l'Union de la gauche arrive au gouvernement, et si elle n'y arrive pas). En second lieu, de la façon dont nous serons capables de lier une pratique unitaire et un débat approfondi sans sectarisme avec les militants de ce parti.

Ce second point est dès maintenant très important. Car s'il est vrai que ces thèses ne sont pas encore réellement celles du PSU, elles ont néanmoins des implications immédiates, le ralliement honteux du PSU aux listes municipales de l'Union de la gauche en témoigne. Elles fournissent un cadre de référence, une base d'éducation qui pèseront dans l'avenir. D'autant plus que les premiers temps d'une expérience gouvernementale de la « gauche » risquent d'entraîner un état d'esprit prédominant dans la classe ouvrière : être patient, ne pas gêner l'expérience, savoir être « tactique », en concordance avec l'orientation qui se dégage de ces thèses.

Une organisation ne devient pas réformiste en adoptant un texte, à moins que ce texte ne soit que la formalisation d'une orientation déjà tran-

chée et entrée en pratique de longue date. Au contraire, le PSU a connu globalement depuis la guerre d'Algérie une évolution à gauche. Malgré les difficultés évoquées d'un débat d'orientation dans ce parti, une forte minorité a combattu les thèses sur un axe stratégique clairement révolutionnaire. Nous avons noté le raidissement sur la question gouvernementale, mais aussi sur les accords municipaux ou les revendications. En l'absence d'un reflux prolongé du mouvement de masse, le passage pratique du PSU au réformisme ne pourrait se faire sans une crise majeure en son sein.

Le 18 mars 1977.

Yves Saless



DOSSIER MILITANT

DANIEL BENSAID

JEAN-MARIE FREYSSAT

Indépendance nationale et internationalisme prolétarien

En juillet 1976, les gouvernements des pays membres de la Communauté économique européenne se sont mis d'accord pour procéder, dès 1978, à l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen ; ce projet a été vivement soutenu par Giscard, Schmidt, Andreotti, Tindemans.

Actuellement, l'Assemblée européenne de Strasbourg est formée de délégués des différents parlements nationaux et ne dispose que de pouvoirs limités. Les décisions importantes sont prises par le Conseil européen, sorte d'exécutif formé par les différents chefs d'Etat et où chacun dispose d'un droit de veto. Pour la première élection du Parlement européen au suffrage universel, chaque Etat national sera libre de choisir son propre mode de scrutin : listes nationales à la proportionnelle ou

formation de grandes circonscriptions sur la base des régions. Ce que reprochent au projet les gaullistes comme Debré, c'est que, dans le premier cas, les députés représenteraient la liste et le parti pour lesquels ils sont élus, dans le deuxième ils représenteraient les électeurs de leur région, mais dans les deux cas la nation ne serait plus représentée comme un tout pour défendre sa souveraineté.

En France, après sa décision du Conseil constitutionnel qui reconnaît la compatibilité de cette élection avec la Constitution en vigueur, Giscard a abandonné l'idée d'un référendum sur le sujet, qu'il avait envisagé en pensant diviser la gauche. Le problème viendra donc directement devant l'Assemblée nationale dès sa session d'avril prochain. Et les élections au Parlement européen devraient normalement intervenir en mai 1978, quelques semaines donc après les législatives, ce qui pourrait d'ailleurs poser quelques problèmes au cas où, en fonction du mode de scrutin retenu, le résultat de cette élection différerait de celui des législatives...

1) Où il est question d'indépendance nationale et de non-alignement

Ce projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel a déjà provoqué un certain remue-ménage dans l'extrême gauche et alentour. Un comité contre cette élection s'est constitué, auquel participent Sartre, Claude Bourdet, Jean-Pierre Vigier, les généraux Binoche et la Bollardière. Dans la lancée, Sartre a publié, sous sa propre signature, dans *le Monde* du 10/2/1977, une lettre ouverte aux militants socialistes qui reprend les termes de l'appel du comité. Dans cet appel, il est dit : « En France, en Italie, comme en Espagne, le pouvoir ne reflète pas ou plus la majorité de l'opinion... Le temps du Traité de Rome est loin, l'Europe des travailleurs une utopie sans fondement dans la réalité... *Les soussignés considèrent qu'on ne peut dissocier la lutte pour un avenir socialiste de la défense de l'indépendance nationale des peuples.* Ils n'acceptent pas, ils n'accepteront jamais une Europe dominée par l'impérialisme des USA et une RFA qui

revient aux rêves traditionnels de la bourgeoisie pangermaniste... Aucune mesure d'austérité même dite de gauche ne pourra enrayer la décomposition de l'économie si elle ne s'accompagne pas d'un changement d'orientation de la politique étrangère. » Suit une proposition en trois mesures : lutter contre la crise en combattant l'hégémonie germano-américaine, casser le front des pays riches, organiser *de nouveaux circuits économiques autonomes en Méditerranée*. Notons pour le moment que ces lignes d'orientation paraissent assez proches de celles développées par le CERES dans ses thèses sur le *compromis géographique* sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

C'est cet appel que l'Organisation communiste des travailleurs reproduit *in extenso* dans le n° 4 de sa revue théorique *Premier Mai*, en lui apportant son « soutien », et en le définissant comme une *plate-forme démocratique valable*. Enfin, *l'Étincelle*, hebdomadaire de l'OCT, apporte, dans son n° du 13/1/1977, de nouvelles justifications théoriques à cette position : « La question de la direction prolétarienne et des alliances possibles dans la bataille d'aujourd'hui pour l'indépendance nationale se pose d'une façon nouvelle... *Pour les socialistes, l'intégration à l'Europe de Schmidt fait partie de leur stratégie. Elle leur permettrait d'affermir leur puissance face au PCF et de se débarrasser plus aisément du Programme commun ou de ce qu'il en reste...* Par-delà le chauvinisme anti-boche, il existe cependant dans les rangs et sur les pourtours du PCF une opposition saine, sur des bases populaires, à tout ce que représente le projet capitaliste européen... L'indépendance nationale ne passe par l'alliance avec une super-puissance contre l'autre, mais elle doit être une indépendance réelle par rapport aux deux super-puissances, même si la lutte prioritaire est tournée dans notre zone contre celle des deux qui nous dominent directement... Dans la phase actuelle, il s'agit de préserver les conditions de rupture en empêchant que les pays capitalistes instables ne soient consolidés, ou plutôt que soit consolidée la domination capitaliste dans ces pays par leur intégration dans un système international solide. »

Il faut souligner à ce propos que la mise en valeur d'une *opposition saine* au projet européen, *sur des bases populaires*

et par delà le chauvinisme anti-boche, sur les pourtours du PCF, n'a rien de fortuit. Elle s'inscrit dans la logique même du manifeste adopté par le congrès de fondation de l'OCT, qui établit une différence qualitative entre le PC et le PS : « *Il s'agit dans le cas du PCF d'un courant bourgeois, mais au sein de la classe ouvrière* », à la différence du PS qui lui serait extérieur. Ce discret dérapage théorique conduit directement à de moins discrètes complaisances dont l'article de *l'Étincelle* constitue un exemple.

Quant au PSU, il ne juge pas utile de critiquer publiquement les positions de Claude Bourdet, membre de ce parti et candidat à ce titre aux élections municipales sur Paris, lorsqu'il signe l'appel du Comité contre l'élection du Parlement européen et écrit dans *Tribune socialiste* (27/1/1977) : « *Pour la gauche, l'indépendance est synonyme de survie... il est clair que si l'on veut changer le régime que nous subissons actuellement en France et en Italie, il faut être certain d'avoir au moins plusieurs années sans supranationalité, le temps de consolider le pouvoir de la gauche à Rome et à Paris. Si ce Parlement est élu, il n'y aura pas de Programme commun, ou bien, très rapidement, il n'y en aura plus.* » Déjà, dans les colonnes de *TS* (28/12/1976), Ravenel avait salué l'appel du Comité contre l'élection du Parlement européen comme *une initiative positive*, en expliquant que l'opposition absolue du PSU à l'élection du Parlement européen « est évidemment inséparable de la remise en cause des blocs — que le projet de Parlement veut en réalité renforcer — dans une perspective de non-alignement et de liens nouveaux avec les pays du tiers-monde. »

Que l'élection au suffrage universel du Parlement européen vise à constituer une légalité supranationale, susceptible d'offrir à la bourgeoisie européenne un rempart supplémentaire contre une montée révolutionnaire dans l'un ou plusieurs pays européens, c'est indéniable. Que les institutions européennes renforcent et prolongent l'Alliance atlantique, c'est aussi vrai. Mais, à ne retenir que ce côté, bien réel, mais unilatéral, du problème, sans partir des processus sociaux économiques de fond, conduit, sous prétexte de parer au plus pressé, à se tromper lourdement sur les tâches. En ce qui nous concerne, nous dénonçons l'instrument que pourrait

constituer le Parlement européen, mais nous ne menons pas cette lutte à reculons, au nom de la défense ou de la reconquête de « l'indépendance nationale ».

2) Rappel de méthode

On trouve un exposé de méthode qui n'a guère vieilli dans le chapitre 9 de la *Réponse socialiste au défi américain* (1), consacré à l'« avenir des institutions supranationales de la CEE » : « L'avenir des institutions supranationales dépend, finalement, du niveau qu'aura atteint le processus d'interpénétration internationale des capitaux... Tant que nous trouvons dans un cycle long à tendance fondamentalement expansionniste, la fonction économique essentielle de l'Etat bourgeois, c'est sa fonction classique d'assurer cette expansion en créant un volume suffisant de monnaie et de crédit et en se chargeant des dépenses d'infrastructure... Il n'est pas absolument indispensable dans une conjoncture de croissance d'aller plus loin, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas encore pour le grand capital d'une question de vie ou de mort...

« Mais que ce cycle long à tendance expansionniste vienne à se transformer en cycle long avec tendance à la stagnation économique ; que les taux de croissance annuels se mettent à baisser ; que des récessions partielles viennent à se multiplier dans les pays de la CEE — signe avant-coureur d'une récession généralisée — et alors le grand capital mettra l'Etat bourgeois en présence d'exigences bien plus grandes. Ce seront alors les mesures anticycliques, ou, plus précisément les mesures destinées à prévenir les crises qui prendront le pas sur les autres...

« L'impossibilité de mener une politique anticrise efficace dans le seul cadre national, dès lors que l'intégration économique au sein de la CEE a dépassé un certain stade et que l'interpénétration des capitaux a atteint un certain degré, découle manifestement de l'impossibilité de pratiquer à l'échelon national une politique tendant à accroître la demande glo-

(1) Ernest Mandel. Ed. Maspéro. 1968.

bale, à augmenter le volume de monnaie, pour permettre aux grands trusts européens de maintenir leurs profits, de ne pas comprimer l'emploi trop brutalement, de continuer à vendre la plus grande part de leur production courante. Une telle politique réclamerait des mesures à l'échelle de la CEE dans son ensemble...

« L'heure de la vérité sonnera pour la CEE quand s'abattra sur l'Europe capitaliste une récession généralisée. Ce sera l'épreuve décisive du marché commun. Ou bien, la pression du grand capital internationalisé sera assez forte pour obliger les gouvernements à faire des concessions importantes sur le plan fiscal, financier et monétaire... Ou bien on ne peut vaincre la résistance des milieux capitalistes qui continuent à prôner la souveraineté nationale en matière de fiscalité, de finance et de monnaie... »

Ce texte d'Ernest Mandel de 1968-69. Il en a repris la démarche, plusieurs années après, dans certains passages du *Troisième âge du capitalisme*, dont l'édition française a été revue en 1976 :

« La centralisation internationale du capital peut s'accompagner d'un recul progressif du pouvoir de certains Etats nationaux ougeois et de la mise en place d'un nouveau pouvoir d'Etat bourgeois fédéral et supranational. Cette variante, qui est possible, voire probable, du moins pour la CEE en Europe occidentale (avec ou sans la Grande-Bretagne), correspond à la deuxième forme de centralisation internationale du capital, celle de l'interpénétration internationale des capitaux sans prédominance d'un groupe particulier de capitaux nationaux. De même qu'on ne constate aucune hégémonie « nationale » au sein de grandes firmes multinationales nées d'une telle interpénétration internationale des capitaux, la forme d'Etat conforme à cette forme d'internationalisation du capital ne peut être ni la prééminence d'un seul Etat bourgeois sur les autres, ni la confédération lâche d'Etats nationaux souverains, mais seulement un Etat fédéral supranational, caractérisé par le transfert de droits souverains décisifs. (...)

(...) « La pression croissante exercée en faveur d'un Etat impérialiste supranational en Europe occidentale — pour autant que la centralisation internationale du capital prenne

effectivement la forme dominante d'interpénétration européenne des capitaux sans hégémonie d'une classe bourgeoise nationale — naît justement de la fonction économique immédiate de l'Etat dans le troisième âge du capitalisme. La programmation économique dans le cadre de l'Etat national et l'interpénétration internationale des capitaux ne se laissent pas concilier à la longue. Ou bien la première fera reculer la seconde, surtout en période de crise et de récession, ou bien la seconde mettra sur pied une programmation économique internationale qui lui est adéquate.

« Le problème se précise si l'on aborde la politique économique anticyclique, c'est-à-dire la lutte contre les crises et les récessions adaptée aux intérêts des firmes multinationales, qui n'est réalisable qu'au niveau international et non plus national. Les instruments d'une politique anticyclique résident dans la politique monétaire et de crédit, la politique budgétaire, commerciale et fiscale. Une politique anticyclique adaptée aux intérêts de trusts résultant d'une interpénétration internationale des capitaux réclame une monnaie européenne unique et une politique européenne unifiée en matière de crédit, de budget et d'impôt (la politique commerciale commune est déjà une réalité dans le cas de la CEE). Mais une monnaie, une politique budgétaire et fiscale, et une politique de travaux publics communes sont à la longue impossibles sans un gouvernement fédéral disposant de ressources financières autonomes, et sans la garantie d'un pouvoir exécutif de répression, c'est-à-dire sans un Etat commun. De grandes firmes multinationales réclament aussi, soit dit en passant, un marché international des capitaux, qui remet de plus en plus en question la survie des monnaies, de politiques de crédit, et de politiques budgétaires et fiscales nationales autonomes. (...)

« Il est clair qu'en cette nouvelle phase de concurrence aiguë, les firmes multinationales américaines jouissent de deux avantages décisifs par rapport à leurs concurrents : elles disposent en moyenne d'une masse de capital bien plus considérable (trois à quatre fois plus que leur concurrent le plus important) et d'un Etat bien plus puissant. Les concurrents européens et japonais de ces firmes n'ont une chance de survivre comme formations indépendantes que s'ils engagent de leur côté un processus international de fusion, s'ils atteignent

une masse de capitaux et des capacités de production d'un ordre de grandeur équivalent à celles de leurs principaux concurrents US, et s'ils mettent sur pied, au moins en Europe de l'Ouest, un Etat fédéral qui contrebalance politiquement et militairement les USA. La façon dont la CEE traversera les prochaines récessions décidera probablement de la possibilité ou de l'impossibilité d'une super-puissance européenne indépendante, c'est-à-dire de l'impossibilité ou de la possibilité de réalisation d'un super-impérialisme US. » (Ed. UGE, pp.247, 248, 249, 250, 251, 268, 269.)

Les épreuves de la grande récession de 1974-75 n'ont pas suffi à trancher l'alternative tracée par Mandel entre la régression vers le protectionnisme des Etats nationaux et de nouveaux pas vers la constitution d'un pouvoir politique du capital européen. Le début des années 1970, au moment où était défini un projet d'Union économique et monétaire européenne pour l'horizon 1980, avait vu se développer des frictions entre la CEE et les USA. En 1971, le comité pour le développement économique (CED) américain publiait un rapport de récriminations contre les conditions monétaires et commerciales en Europe. En avril 1973, définissant le projet d'une nouvelle charte atlantique, Kissinger rappelait énergiquement : « *Les Etats-Unis ont des intérêts et des responsabilités à l'échelle mondiale, nos alliés ont des intérêts régionaux... L'autonomie de l'Europe n'est pas une fin en soi.* » Et il revenait sur ce thème en décembre de la même année, dans un discours prononcé à Londres : « *L'unité de l'Europe ne doit pas se faire aux dépens de la communauté atlantique... Nous présenter les décisions d'une Europe en train de s'unir comme des faits accomplis non soumis à une discussion réelle est étranger à la tradition des relations entre l'Europe et les USA.* » Début mars 1974, François-Xavier Ortoli, président de la commission européenne, reconnaissait dans une allocution devant l'association américano-belge de Bruxelles l'existence de ces tensions et une dégradation des rapports qu'il imputait aux répercussions de la crise de l'énergie.

Depuis, l'évolution politique des rapports de forces a atteint un palier et l'autorité américaine s'est même trouvée temporairement renforcée, grâce aux conséquences de la crise du pétrole, encore que de façon contradictoire (dans la mesure

où intervenaient en même temps de lourdes défaites pour l'impérialisme en Indochine et en Angola). Plutôt que d'un renforcement absolu de l'hégémonie américaine, il faudrait donc parler d'un piétinement et d'une impasse de la CEE.

« *Les succès de la Communauté européenne sont des succès latéraux. Les objectifs centraux, au premier rang desquels l'effort de rapprochement des économies des pays membres, n'ont pas été atteints.* » Ce bilan global tiré par Ortolini de ses quatre années de présidence de la commission européenne, à partir de 1973, s'applique particulièrement à la dernière année de son mandat.

Le programme de relance de l'Union économique a été ajourné. La réunion du 28 novembre à La Haye a renoncé à rétablir une stabilité monétaire quelconque avant la fin 1977 ; elle a également enregistré l'impasse d'un projet énergétique commun. Les seuls sujets de satisfaction à ce propos pour les gouvernements de pays membres résident dans le fait que, malgré certaines dérogations en faveur de l'Italie, l'Union douanière ait résisté, que l'accord du 6 mars 1976 sur une nouvelle grille des prix ait offert un nouveau sursis à l'Europe verte et qu'on soit parvenu à « un plan anticrise commun » sur l'acier. C'est donc à juste titre que le commentateur du *Monde*, Philippe Lemaître, parle de *communauté réduite aux acquêts*.

En définitive, la seule innovation réelle de l'année écoulée réside dans la relance des institutions européennes et notamment dans le projet d'élection du Parlement européen, avec des scrutins disparates et à condition que l'Assemblée française et la Chambre des communes britannique le ratifient d'ici là.

3) L'évolution des rapports interimpérialistes

Mais l'important demeure que, tout au long de cette période, les contradictions définies par Mandel n'ont été ni dénouées ni dépassées par l'évolution des rapports de forces interimpérialistes.

Quant au fond, on peut dire que le déclin relatif de l'hégémonie américaine s'est poursuivie ces dernières années :

— Entre 1970 et 1975, le mark s'est réapprécié de 48 %

par rapport au dollar, le florin de 43 %, le franc belge de 35 %, le franc français de 29 %, le yen de 21 %. Dans la même période, le salaire horaire moyen est passé de 4,20 dollars aux USA à 6,22, alors qu'il passait de 2,32 à 6,19 en RFA, de 1,74 à 4,52 en Italie, de 2,08 à 6,46 en Belgique, de 2,93 à 7,12 en Suède !

— Entre 1950 et 1965, la productivité moyenne du travail a augmenté de 2,6 par an aux USA, alors qu'elle augmentait de 4 % par an en Europe occidentale et de 6,8 % au Japon. Entre 1965 et 1969, elle augmentait encore de 1,7 % par an aux USA contre 4,5 % en Europe et 10,6 % au Japon. Dans les années 1973/1974, la productivité moyenne du travail cessa même de croître aux Etats-Unis.

— Dès 1974 (numéro du 6 septembre), l'hebdomadaire patronal français *Entreprise* s'interrogeait sur la structure et l'évolution des investissements : « *Comment vont évoluer les investissements ? En 1973, les investissements étrangers aux Etats-Unis, qu'ils soient directs ou en portefeuille ont nettement augmenté (+ 30,2 % pour le Canada, + 20,2 % pour la Grande-Bretagne, + 15 % pour les Pays-Bas, + 13,8 % pour le Japon)*. Le niveau du cours de valeurs américaines, les deux dévaluations successives du dollar, la moindre dépendance énergétique des Américains ont constitué autant d'encouragements pour les investisseurs étrangers. Au contraire, on a constaté une certaine stabilisation des investissements américains à l'étranger. Est-ce que les investissements étrangers vont continuer sur leur lancée ? En dépit des incertitudes liées notamment à la crise de l'énergie, on peut raisonnablement penser que les investissements étrangers aux Etats-Unis continueront à s'accroître. Les investissements américains seront quant à eux largement conditionnés par la croissance économique des principaux pays, par le rythme de l'inflation aux Etats-Unis et à l'étranger, par le développement des échanges internationaux et enfin par l'évolution des réglementations gouvernementales sur les investissements étrangers. »

Cette question des investissements croisés est toujours délicate à démêler, tant est touffu le jeu des mesures financières. Dans la première partie de son livre sur *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Poulantzas a ainsi

critiqué la thèse de Mandel sur le déclin relatif de l'impérialisme US, en faisant valoir la différence entre les investissements direct (qui assurent un contrôle effectif sur le processus productif) et la détention de valeurs en portefeuille, l'importance respective des secteurs et des branches qui bénéficient de l'investissement (branches de pointe ou non), etc. Ainsi, le même article de la revue *Entreprise* évaluait en 1972 les avoirs à long terme privés américains à l'étranger à 128 milliards de dollars, dont 70 % (soit 94 milliards) en investissements directs et 30 % en portefeuilles. Les avoirs étrangers aux Etats-Unis, à l'exclusion des obligations d'Etat, étaient alors évalués à 60 milliards, dont seulement 14,5 milliards d'investissements directs. Mais l'affaire se complique encore quand on sait *qu'un investissement étranger est considéré comme direct aux USA si l'étranger détient au moins 25 % des parts ou d'un intérêt équivalent dans la firme, alors qu'un investissement américain à l'étranger est considéré comme direct à partir de 10 % seulement de participation américaine dans la firme*, petit détail que Poulantzas omet de relever.

Ce qu'il importe donc de dégager, c'est la tendance générale. Et, de ce point de vue, il ne fait aucun doute que *l'année 1976 est venue confirmer le recul global des investissements américains dans le monde, progressivement relayés par des investissements allemands et japonais, notamment.* En 1976, les multinationales américaines ont moins investi à l'étranger : les investissements US n'ont augmenté que de 2 % pour l'année, soit, compte tenu de la dépréciation du dollar, une baisse réelle de 10 %. En Europe, s'est même amorcé un courant de désinvestissement des multinationales : Good Year, White Motor, Union Carbide, American Motors, Eaton, Chrysler, Singer, Westinghouse, General Foods liquident une part de leurs implantations sur le continent. En revanche, la pénétration du capital étranger en RFA se ralentit. Si les Etats-Unis gardent une position dominante sur neuf catégories de produits manufacturés, l'Allemagne de l'Ouest a acquis une position dominante au niveau du commerce international sur six autres catégories : automobiles, génératrices électriques, matières plastiques, produits pharmaceutiques, machines-outils, articles manufacturés en métal. S'il est

vrai que certains de ces secteurs englobent des entreprises allemandes sous contrôle américain, dans l'automobile par exemple, il faut aussi savoir que les Allemands ont lancé une entreprise de germanisation du capital en procédant au rachat massif d'actifs américains sur leur propre sol (dans la chimie notamment), dans le même temps où ils cherchent à s'implanter directement sur le marché américain (Volkswagen). Quant au capitalisme japonais, la part du contrôle américain y est minime, inférieure à 3 %, alors qu'elle représente en France 25 % de la production industrielle : or, il a acquis une position dominante sur quatre catégories importantes de produits manufacturés : navires, fer et acier, radios et télévisions, fils textiles et tissus.

Globalement, il faut encore noter que *la part des Etats-Unis dans le total de la production des sept pays les plus riches diminue sensiblement, de 64 % en 1955 à 46 % en 1974* ; dans le même temps, la part allemande passe de 7,2 % à 12,8 % et celle du Japon de 3,7 % à 15 %. On assiste à un accroissement spectaculaire de la part des profits réalisés à l'étranger dans les profits totaux des trusts européens. Dans le n° spécial 61/62 d'*Inprecor*, Mandel souligne cette tendance générale : « *Alors qu'au cours des années 1950 et 1960, le protectionnisme modéré de la CEE et les coûts salariaux élevés aux Etats-Unis amenèrent les multinationales d'origine américaine à déplacer des centres de production vers l'Europe occidentale, le protectionnisme croissant des Etats-Unis ainsi que les coûts salariaux surélevés en Europe (notamment du fait de la modification du taux des changes) incitent les multinationales américaines à réduire leurs activités en Europe. Les initiatives les plus spectaculaires à ce propos ont été prises par Volkswagen, Michelin, Fiat, Saint-Gobain, en construisant ou en achetant d'importantes usines aux Etats-Unis. Comme nous l'avons souvent souligné, l'appréciation des monnaies européennes et du yen par rapport au dollar, si elle favorise les exportations américaines par rapport aux exportations européennes et japonaises, favorise également l'achat d'usines et de terrains aux USA par les capitalistes européens et japonais. En fait, pour investir cent millions de dollars aux Etats-Unis, un trust allemand ou suisse dépense aujourd'hui 50 % de moins en marks ou*

francs suisses qu'en 1970. Les succursales de multinationales européennes ou japonaises aux USA prennent déjà 24 % de toutes les exportations américaines pour leur compte. Au total, les investissements directs à l'étranger de l'Allemagne occidentale et du Japon se sont multipliés par sept depuis dix ans. »

S'il est vrai que la longue phase d'expansion capitaliste qui a suivi la Seconde Guerre mondiale s'est achevée à la fin des années 1960, et que nous sommes entrés dans un cycle déclinant où les récessions sont de plus en plus rapprochées et synchronisées, où le chômage devient structurel, où la concurrence internationale s'aggrave, le rôle de l'Etat comme support des grands monopoles et garant des surprofits monopolistiques réapparaît dans toute sa clarté. « Dans ces conditions, constate Mandel, la puissance relative de l'Etat américain et la capacité d'intervention rapide de l'Etat, déjà moins puissant, de l'impérialisme japonais, contrastent de manière douloureuse pour les monopoles ouest-européens, avec l'impuissance des structures pré-étatiques de la CEE et avec la faiblesse insigne des Etats nationaux ouest-européens » (*In-precor* 61/62). Plus les échéances décisives approchent, plus la concurrence est serrée, plus la nécessité de parler d'une seule voix, de disposer d'un Etat jouissant de l'autorité politique nécessaire pour imposer ses conditions dans les négociations commerciales se fait sentir pour les capitalistes européens. En janvier 1977, l'assemblée générale du CNPF déplore que *l'Europe soit une véritable passoire* pour les produits en provenance des USA, du Japon ou des pays de l'Est, alors que les producteurs américains bénéficient de solides protections douanières. Jacques Ferry, président de la commission de politique économique générale, suggérerait même pour l'Europe, un Trade Act protectionniste à l'américaine, faute de quoi la France pourrait être amenée à invoquer des clauses de sauvegarde pour protéger les secteurs les plus malmenés par la concurrence (machine-outil, textile, chaussure..) (1).

Quelques semaines plus tard, le 9 février, le quotidien patronal *les Echos*, commentant dans un éditorial l'escarmouche avec le Japon au sujet des exportations de roulements

(1) *Le Monde* du 18/1/1977

à billes et de constructions navales, mettait à son tour l'accent sur la nécessité de *coordonner les efforts européens* : « *Le conflit nippon-européen le confirme. Le sommet du printemps prochain sera un rendez-vous redoutable pour l'avenir économique mondial. Le protectionnisme, cette antichambre des guerres commerciales, menace à nouveau. Le monde occidental n'en est pas à sa première alerte. Depuis la grande secousse pétrolière de 1973, tous les pays ont tenté plus ou moins discrètement de protéger leurs balances des paiements et leurs espoirs de croissance. Importer moins, exporter plus, cette devise a vite tourné à l'obsession. Il aura fallu l'effort conjugué des principales puissances occidentales pour éviter le pire. Parviendra-t-on cette fois-ci encore à exorciser les vieux démons ? Après le véritable coup de semonce de l'Europe au Japon, le salut de l'équilibre commercial et politique mondial dépend de la capacité de l'Occident à coordonner ses efforts.* »

Pour l'Europe du capital et des patrons, la croisée des chemins, entre de nouveaux pas vers la construction d'un Etat européen et le retour à une Europe en miettes du sauve-qui-peut, est en vue. C'est donc dans ce cadre, autant et plus que comme une simple manœuvre politique et électorale, qu'il faut traiter le projet d'élection du Parlement européen. Et c'est bien dans ce cadre que le rapport, présenté en décembre 1975 par Léo Tindemans au Conseil européen, situait la relance institutionnelle de l'Europe.

4) Le plaidoyer pour un Etat européen.

Le rapport Tindemans part, en effet, du constat de crise de la Communauté européenne et du démembrement qui la menace : « *Nous sommes entrés dans une crise qui nous fait subir des taux d'inflation et de chômage que la génération actuelle n'avait jamais connus. Rien d'étonnant alors à ce que la Communauté s'effrite sous la renaissance, partout sensible, de préoccupations étroitement nationales. D'autant que cette communauté, dans son état actuel, est déséquilibrée : dans certains domaines, des compétences importantes lui ont été transférées ; dans d'autres, rien ou presque rien n'a été fait. Et cela souvent parce que nos Etats étaient trop faibles pour entreprendre de nouveaux efforts : la fragilité de l'Europe n'est-elle pas aussi le reflet de l'impuissance de nos Etats ?* »

Un édifice inachevé ne peut pas défier le temps : il doit être complété, sinon il s'écroule. C'est aujourd'hui l'acquis communautaire qui est en question. » C'est à partir de là qu'il propose un renforcement de la politique commune sur le plan :

— Militaire, en demandant que la sécurité ne soit pas laissée à l'écart de l'Union européenne, et que soit envisagée « *la création d'une agence européenne d'armement* ».

— Monétaire : « *Le Fonds européen de coopération monétaire devrait graduellement être chargé de la politique d'intervention du serpent vis-à-vis du dollar. La consolidation du serpent permettra à la Communauté de participer comme telle aux négociations financières internationales... C'est, me semble-t-il, sur la base de ces considérations qu'il faut reprendre l'examen des problèmes liés à la création d'une Union économique et monétaire. Le rapport Werner, adopté par le conseil, a indiqué les problèmes qui se posaient et les solutions qui doivent être envisagées. Il doit continuer à inspirer nos débats, en même temps que les idées qui sont émises depuis son adoption. Je songe en particulier à différentes propositions tendant à la création d'une monnaie européenne, ce qui aurait à l'évidence une signification politique et psychologique considérable.* »

— Social : « *...L'union doit définir des normes applicables dans tous nos Etats en matière de salaires, de pension, de sécurité sociale, de conditions de travail, en apportant une attention spéciale aux problèmes que pose le travail féminin.* »

— Enfin, et c'est le centre et la conclusion du rapport, institutionnelle : « *Le renforcement du mécanisme institutionnel est d'autant plus nécessaire que les tâches des institutions s'annoncent difficiles. La Communauté européenne a intégré des marchés. L'Union européenne doit intégrer des politiques. La mutation qualitative que cette évolution exige tient au processus de décision, c'est-à-dire aux institutions. En effet, le retour à des pratiques de coopération intergouvernementales n'apporte aucune solution aux problèmes de l'Europe. Elles tendent à souligner les différences de puissance et d'intérêt entre nos Etats et ne répondent pas aux exigences communes. C'est bien un appareil institutionnel commun qui doit être renforcé... L'élection du Parlement au suffrage direct donne à*

cette assemblée une autorité politique nouvelle... L'autorité du Parlement aura pour conséquence un accroissement de ses compétences qui se réalisera graduellement au cours du développement progressif de l'Union européenne et qui se traduira notamment par l'exercice croissant d'une fonction législative. » C'est cette élection qui se trouve aujourd'hui décidée.

Il faut donc bien comprendre et combattre cette décision d'un double point de vue.

Certes, comme la tentative de fonder une légitimité supranationale qui puisse devenir une camisole européenne supplémentaire pour les partis réformistes d'Europe du Sud déjà confits de légalisme et de respect des institutions bourgeoises établies. C'est bien ainsi en tout cas que l'entend le quotidien clérical *la Croix* : « *Les perspectives politiques changeraient pour l'Italie si ce pays faisait figure de région dans un ensemble politique européen suffisamment structuré ou le Parti communiste italien serait intégré selon son orientation actuelle. L'alternance au pouvoir serait sans doute possible à ce plan régional sans susciter en Italie et ailleurs des craintes et des réactions périlleuses.* » (20 décembre 1975.)

Mais aussi comme un besoin pour le capital européen confronté à la crise d'unifier ses moyens d'intervention économiques, monétaires, mais aussi policiers (ainsi que l'ont déjà montré les accords antiterroristes ratifiés par le Parlement européen de Strasbourg).

6) Les réformistes face à l'Europe.

Face au projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, les réactions du PCF et du Parti socialiste sont différentes, sans toutefois déboucher, dans l'état actuel du débat, sur des divergences inconciliables.

Le PS, en ce qui le concerne, n'a pas eu à ce sujet de grave problème de conscience, au point que Giscard pouvait espérer un vote positif de sa part en cas de référendum sur la question. Il y a belle lurette en effet que certains membres ou alliés du PS, comme Bergeron, Ventejol, Jacques Piette ou Fred Zeller côtoient les Debatisse, Gingembre et Olivier Giscard d'Estaing dans un Comité national de soutien pour l'élection directe du Parlement européen. Le congrès de Bagnolet a explicitement adopté une position favorable à cette

élection. Aux journées d'études de l'ISER, en mars 1976, Jean-Pierre Cot a présenté un rapport sur *les travailleurs et les institutions européennes*, dans lequel il dit : « Dès l'origine, on a opposé l'Europe des travailleurs à l'Europe du capital. Europe des travailleurs, la formule est belle, mais elle peut masquer deux démissions opposées... » Et Cot de combattre la démission nationaliste, le repli sur l'hexagone, qui renverrait dans un avenir lointain et utopique l'Europe des travailleurs, comme la démission supranationaliste qui fonderait la construction européenne dans une vaste zone atlantique de libre-échange *sans autonomie propre et sans résistance*. C'est en fonction de cette démarche qu'il demande une démocratisation des institutions européennes en insistant sur le fait qu'elles sont pour les représentants des travailleurs *une source d'information précieuse* et qu'ils peuvent en infléchir la politique. Les thèses du CERES sur le compromis géographique n'entrent pas en contradiction frontale avec les positions majoritaires du PS.

Pour l'heure, le PCF reste assez discret sur le problème : c'est peut-être qu'il prépare un ajustement non moins discret, et plus conforme aux thèses du XXII^e Congrès. Déjà, par le Programme commun, il s'engage « à participer à la construction de la CEE, à ses institutions « à ses politiques communes. » Depuis le premier accommodement de l'URSS qui nuançait, en 1962, sa position vis-à-vis de la CEE par un article d'Arzoumanian qui fit alors grand bruit, jusqu'à son entrée au Parlement de Strasbourg, la politique européenne du PCF a largement évolué : elle emboîte le pas à la trajectoire du PC italien et se sépare de plus en plus de la position plus traditionnellement pro-soviétique des PC belge ou ouest-allemand. En effet, dès février 1976, dans un article de *l'Unité*, Mitterrand faisait état d'une déclaration jamais démentie de la communiste italienne, Nilde Iotti, alors vice-présidente de la Chambre des députés : « *Le problème central pour l'unification de l'Europe, c'est l'élection du Parlement européen qui doit se dérouler au suffrage universel, à la proportionnelle, et conduire à de nouveaux pouvoirs législatifs.* » (20 février 1976.) Dans la même logique, un document, publié en mars 1976 par la direction du PCI pour réclamer des mesures d'urgence contre la crise, demandait que

« L'Italie intervienne auprès de la Communauté économique européenne pour affronter d'une manière coordonnée la crise monétaire, et pour réagir aux pressions politiques et économiques des Etats-Unis ». Enfin, dans une interview à la revue socialiste *Faire* (mai 1976), Giancarlo Pajetta proposait de donner plus de pouvoirs au Parlement européen *« en établissant des liaisons continues avec les organisations syndicales et professionnelles ».*

Il faut, sans aucun doute, rapprocher ces positions *en fleche* du PC italien des déclarations de son secrétaire général, Berlinguer, à la veille des élections du 20 juin 1976. Répondant à un journaliste du *Corriere della Sera*, qui lui demandait s'il se sentait plus tranquille dans « l'aire occidentale », il disait alors : *« Je pense que l'Italie n'appartenant pas au pacte de Varsovie, nous avons la certitude absolue de pouvoir procéder sans aucun conditionnement sur la voie italienne au socialisme... C'est aussi pour cela que je veux que l'Italie ne sorte pas du pacte Atlantique, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international. Je me sens plus sûr étant de ce côté. Même si je vois que de ce côté aussi existent de sérieuses tentatives pour limiter votre autonomie. »* On aurait pu croire alors à une surenchère pré-électorale sans lendemain. Mais quelques mois plus tard, en août 1976, Santiago Carrillo répondait comme en écho à un journaliste du *New York Times* qui l'interrogeait : *« Ce n'est que lorsque les Russes retireraient leurs installations de Tchécoslovaque par exemple, que les Américains devraient retirer les leurs d'Espagne. L'OTAN doit changer dans un sens politique, non en tant qu'organisation de défense de l'Occident. »*

Si les partis socialistes et communistes d'Europe s'acheminent vers une acceptation du Parlement européen et une participation à ses institutions, les uns et les autres gardent encore le plus grand mal à homogénéiser réellement leurs positions. Alors que Callaghan s'est formellement engagé à faire participer la Grande-Bretagne aux élections du printemps 1978, le congrès de Blackpool du Parti travailliste s'est encore prononcé à une nette majorité contre l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen. La réunion d'Else-
neur, en janvier 1976, de l'Union des partis sociaux-démocrates de la Communauté a constitué quatre commissions,

sur l'économie (présidée par Rocard), la politique sociale, la politique extérieure, la démocratie et les institutions, qui ne rendront leurs résultats qu'au printemps prochain. Mais, d'ores et déjà, les questions litigieuses, comme les nationalisations et la planification, sont nombreuses. La réunion de Madrid entre Marchais, Berlinguer et Carrillo a marqué un nouveau pas en avant dans l'harmonisation de la politique des PC de masse en Europe du Sud ; mais pour eux aussi, et plus encore, des points de friction subsistent, et la nécessité de composer avec les PC européens, comme celui de Cunhal, qui demeurent plus étroitement liés à la diplomatie du Kremlin.

Il est même assez croustillant de voir un parti communiste sans Internationale, et depuis longtemps en rupture d'internationalisme, le PCF, s'indigner dans une de ses revues théoriques, des coordinations européennes dont se dotent le plus en plus sociaux-démocrates et démocrates chrétiens : « Ainsi, conclut l'auteur de l'article, Gérard Streiff, *la logique de cette entreprise conduit à une situation proprement scandaleuse : des ministres français (Lecanuët, Barrot...) se retrouvent membres de partis étrangers dont la politique est fixée à l'étranger, et plus précisément à Bonn. On peut remarquer que chaque fois que des structures supranationales se sont mises en place, elles le furent sous l'impulsion de formations politiques ouest-allemandes, qu'il s'agisse du SPD d'Helmut Schmidt, du Parti libéral de M. Genscher, ou de l'inquiétante CDU-CSU de Strauss.* » (Cahiers du communisme, octobre 1976, p. 97.)

7) La riposte internationaliste au défi européen

Nous combattons donc l'élection du Parlement européen dans la mesure même où nous combattons la constitution d'un Etat bourgeois européen, où nous luttons pour le retrait du pacte Atlantique et le démantèlement de l'OTAN. Nous ne menons pas ce combat au nom de la préservation ou de la restauration de « l'indépendance nationale ». Mais nous ne perdons jamais de vue le fondement de classe qui nous guide, contre l'exploitation capitaliste du prolétariat par leurs patrons nationaux comme par les multinationales, contre la

répression des travailleurs par les polices et les armées nationales ou par la collaboration policière européenne (dans le cadre du Parlement européen ou par la coopération bilatérale — accords entre les services de Ponia et la police espagnole.) Qu'il y ait rivalité ou conflit entre une Europe germano-américaine et une France « indépendante », ou entre une Europe « européenne » et les USA, ou entre la France capitaliste et l'Allemagne capitaliste, dans tous les cas, il s'agit de conflits inter-impérialistes, entre impérialismes dominants et entre impérialismes dominants et secondaires. Les travailleurs n'ont rien à gagner à défendre un impérialisme contre un autre. Dans un pays capitaliste avancé, la lutte au nom de l'indépendance nationale ne peut aboutir qu'à mettre les travailleurs à la remorque de leurs propres exploités. De même que tout soutien aux projets européens actuels ne pourrait que conduire le prolétariat à se solidariser avec les fractions de la bourgeoisie porteuse de ces projets.

C'est pourquoi, nous partageons pleinement les conclusions d'Ernest Mandel : *« Les résultats de l'accentuation des luttes de classes dans les années à venir contribueront de leur côté à déterminer la forme et le rythme de la centralisation internationale du capital. Plus la lutte de classes, allant au-delà des pures questions de répartition du revenu national, remet en question le pouvoir de décision sur les moyens de production, c'est-à-dire les rapports de production capitalistes, et plus la position de la classe ouvrière à l'égard de l'ensemble des variantes de la centralisation internationale du capital deviendra indépendante, plus elle abandonnera la voie de la politique du moindre mal et affirmera au milieu des controverses entre hégémonie US, « communauté atlantique », Etat fédéral européen en tant que super-puissance impérialiste, ou maintien du morcellement de l'Europe entre Etats bourgeois « souverains », son propre point de vue de classe : les Etats-Unis socialistes d'Europe. »* (Troisième âge du capitalisme, éd. UGE tome 2, p. 277.)

L'internationalisation de la lutte pour la révolution prolétarienne est la seule réponse de fond au processus d'internationalisation du capital et de son pouvoir.

Cette démarche diffère fondamentalement de celle qu'esquisse par exemple Poulantzas dans son petit livre sur *la*

Crise des dictatures (Maspero). Il y met en œuvre une méthode qui part du postulat du maintien, voire du renforcement, de l'hégémonie américaine, pour analyser les degrés et les formes variables de dépendance des différents pays ou ensembles envers cet impérialisme dominant. Cette dépendance prendrait pour les pays capitalistes de la Communauté européenne la forme d'un « *accroissement prodigieux des investissements directs américains* (p. 28) » Nous avons déjà vu ce qu'il y avait de hasardeux ou d'erroné dans une affirmation aussi prèremptoire. Il faut maintenant en relever les conséquences politiques graves. En effet, Poulantzas établit, dans le cas des dictatures (Grèce, Portugal, Espagne), une distinction entre une bourgeoisie compradore qui serait organiquement liée aux intérêts impérialistes dominants, et une bourgeoisie « *intérieure* » en lutte pour préserver son indépendance. Cette bourgeoisie « *intérieure* » trouverait l'une de ses formes d'expression politique à travers la social-démocratie : « *La bourgeoisie intérieure n'est pas non plus absente des partis politiques représentés au sein de l'actuel gouvernement portugais. Le Parti socialiste tout d'abord : l'aile la plus importante de ce parti, celle de Mario Soares, très dépendante du SPD allemand, penche fortement vers une politique social-démocrate de droite à la Willy Brandt...* (p. 66). » Les demandes d'accès à la Communauté européenne, émanant du gouvernement grec de Caramanlis, de Mario Soares, ou des milieux dirigeants de l'Espagne post-franquiste marqueraient une convergence embryonnaire entre les bourgeoisies intérieures, qui pourrait déboucher alors sur une Europe européenne alternative à l'Europe atlantiste des Lecanuet...

On voit très bien comment cette hypothèse de la bourgeoisie intérieure, qui n'est pas si éloignée de la thèse du PCF sur la bourgeoisie non monopolistique, qui transforme les PME et les trust non apatrides en alliés potentiels de travailleurs, peut conduire directement à des pactes de collaboration de classes au nom d'une idéologie patriotique remise au goût du jour. Poulantzas n'écrit-il pas dans un numéro récent de la revue du CERES, *Repères* (janvier 1977) : « *Chirac essaie de récupérer actuellement la résurgence positive de l'idéologie anti-impérialistes nationalistes des masses populaires... On doit se débarrasser d'un préjugé négatif, a priori, à*

l'égard de l'idéologie nationaliste... Ce qu'il faut éviter, c'est de dire : laissons Chirac développer son idéologie nationaliste sans le contrer sur ce terrain-là... Il faut, d'ores et déjà, défendre la France contre les multinationales et attaquer le double jeu de Chirac... »

Eh bien, non, pour nous, le contre ne se situe pas sur ce terrain-là. Les généralités auxquelles s'en tiennent prudemment les auteurs comme Poulantzas leur évite de mettre leur démarche générale à l'épreuve de la pratique, c'est-à-dire, à l'épreuve de la lutte des classes. Que veut dire, au jour le jour, la défense de l'indépendance nationale, dans une Europe en proie au chômage chronique et à la crise, qu'est-ce que cela veut dire pour des travailleurs confrontés aux plans d'austérité mijotés par les commissions de Bruxelles ?

Lorsque le gouvernement de Barre a lancé face à la concurrence japonaise le slogan « *Achetez français* », le Parti communiste a aussitôt répondu : « *Produisons français* ». Et pourquoi pas, bientôt, « *travaillons français* », avec des travailleurs français. Exagération polémique ? Non point. Il y a là une logique implacable. Les syndicats FFTL de la presse ont, par exemple, sauté sur l'occasion : alors qu'ils venaient d'encaisser le vidage par la police des travailleurs du *Parisien* sans autre riposte d'ensemble qu'une manifestation symbolique de la République à l'Opéra, alors qu'ils sont soumis à la pression patronale pour un allongement de la semaine de travail, ils prennent au bond le « *produisons français* » pour demander le rapatriement des travaux d'imprimerie faits en Belgique ou en Italie, par des travailleurs étrangers sur des machines étrangères. Le PCF remise aux oubliettes son opposition initiale au projet Concorde (alors condamné comme un transport de prestige pour des riches au détriment d'une aviation de masse) pour faire chorus avec le gouvernement français dans un hommage tricolore à la technologie française de pointe : il fait signer des pétitions à tour de bras pour que Concorde atterrisse à New York, comme s'il devait du même coup effacer les défaites de Cerdan et Carpentier, l'humiliation de Fachoda ; mais aucune bataille n'est engagée pour la défense sérieuse de l'emploi des travailleurs de l'aéronautique, dont l'embauche et les salaires ne doivent en aucun cas être associés ou subordonnés aux succès commerciaux de projets

issus de la mégalomanie de technocrates gaullistes. Et si nous avons nous-mêmes soutenu les mobilisations des viticulteurs contre les négociants et l'importation de vins italiens, c'était parce que leur action directe rompait avec une attitude traditionaliste de confiance en l'Etat-providence, parce qu'ils s'attaquaient aux négociants exploitants de l'agriculture, mais en prenant soin d'appeler à la coordination avec les travailleurs agricoles italiens et à la lutte commune.

Le chômage est aux mains de la bourgeoisie un instrument de division de la classe ouvrière, entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, entre hommes et femmes, entre jeunes et moins jeunes, entre Français et immigrés : il est aussi un instrument de division internationale des travailleurs. Au nom de l'indépendance nationale, les travailleurs de la presse seraient-ils appelés à descendre dans la rue pour que les patrons italiens et belges y jettent leurs salariés licenciés ? Et au nom de produire « français », comment prépare-t-on les travailleurs français à lutter au coude-à-coude avec leurs frères de classe immigrés, à les considérer comme une partie intégrante d'eux-mêmes le jour, prévisible, où ils deviendront les boucs émissaires du désespoir des travailleurs et des chômeurs et les victimes faciles du patronat.

La réponse ouvrière à la crise n'est pas dans un sursaut patriotique ou national. Face au chômage, par-delà les frontières, c'est pour la coordination des luttes, pour une campagne européenne pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaires qu'il faut constituer un vaste front. Lorsque s'engage une lutte dans un trust ou une branche, c'est à l'internationalisation de la solidarité qu'il faut tendre. Comme dans le cas de la grève du trust Akzo en 1972, où les travailleurs des usines belges, hollandaises allemandes s'étaient coordonnées par télex et téléphone.

Il y a eu des amorces analogues de solidarité lorsque les verriers de Glaverbel en Belgique se sont mis en grève et sont venus manifester devant le siège parisien de leur entreprise. Lorsque les travailleurs de l'horlogerie suisse ont apporté leur soutien à ceux de Lip. Mais il ne s'agit encore que d'embryons, d'amorces de ce qui devrait être. Pour un mouvement de solidarité exemplaire, combien de luttes oubliées, isolées : quel soutien des travailleurs français à ceux de la FASA-

Renault de Valladolid, quels liens organiques, permanents entre ceux de la Fiat de Turin et ceux de la Seat de Barcelone, quelle coordination pour ceux de Robert-Bosch... La centralisation du capital a bel et bien encore quelques longueurs d'avance sur la centralisation et la coordination des travailleurs. Et ce n'est pas en entonnant l'hymne de l'indépendance nationale que ce retard sera comblé au plus vite. Mais, en multipliant les rencontres, les échanges, en menant bataille dans les syndicats pour de réelles organisations de masse par branche, par trust, en réclamant des congrès européens des travailleurs.

Oui, nous sommes pour la suppression des frontières, pour la libre circulation des hommes, des idées, des produits, nous sommes pour une Europe réellement unifiée, surmontant effectivement les antagonismes et les divisions entretenus ou engendrés par la concurrence capitaliste. Mais cette Europe ne peut se faire dans l'intérêt des travailleurs, ne peut abolir la concurrence, que si la propriété privée des moyens de production et l'échange est abolie sur son territoire, que si les Etats nationaux bourgeois sont démantelés au profit d'un système généralisé d'auto-administration à tous les niveaux, permettant le regroupement volontaire des régions et nationalités à tradition historico-culturelle commune et un développement économique planifié à l'échelle continentale, en fonction des besoins des travailleurs. Contre l'Europe des trusts, que ce soit l'« Europe des patries », l'« Europe ouverte » ou l'Europe communautaire, nous sommes, n'en déplaise à J.-P. Cot pour l'Europe des travailleurs, l'Europe rouge, l'Europe socialiste.

Dans un récent article c'*Inprecor* (10/6/1976), Mandel écrit : *Du point de vue programmatique, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est maintenant dépassé par la nécessité de lutter pour les Etats-Unis socialistes du monde, car les problèmes clés de la politique et de l'économie mondiales, le sous-développement, la faim, la nécessité d'éviter la destruction des ressources naturelles et un anéantissement nucléaire... ne peuvent être résolus que par une économie mondiale planifiée. En tant que parti mondial de la révolution socialiste, la IV^e Internationale doit exprimer consciemment la nécessité de cette planification mondiale et doit construire une*

organisation mondiale gardant à l'esprit cet objectif. Toutes priorités continentales ou régionales doivent être subordonnées à cette priorité stratégique. » Il n'en reste pas moins vrai, comme l'écrivait déjà Trotsky dans les années 1920, dans *l'Internationale communiste après Lénine*, qu'il existe « une échelle d'inégalité pour l'Amérique et une autre pour l'Europe. Les conditions historiques et géographiques ont prédéterminé entre les pays d'Europe des liens organiques si serres qu'ils ne peuvent les défaire. Les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à ces assassins attachés à la même chaîne. La révolution en Europe, comme il a déjà été dit, aura en dernière analyse une importance décisive pour l'Amérique (et il faudrait ajouter aujourd'hui pour les pays de l'Est). Mais dans l'immédiat, à court terme, la révolution en Allemagne aura une importance plus grande pour la France que pour les États-Unis d'Amérique du Nord. C'est cette relation imposée par l'histoire qui assure la validité politique du mot d'ordre de la Fédération des soviets d'Europe. »

Face aux problèmes que pose le développement inégal du processus révolutionnaire en Europe du Nord et du Sud, la solution n'est pas dans « un compromis géographique » tel que le suggère le CERES. Il s'agirait pour ce courant socialiste de développer une tactique dans trois directions. D'abord

Petite bibliographie

Mandel *La Réponse socialiste au défi américain* (Maspero)
Le Troisième Âge du capitalisme (UGE); notamment le chapitre X dans le tome 2.

Article dans *Inprecor* (notamment les n° du 10/6/1976 et du 11/2/1976).

Poulantzas : *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui* (Seuil); la première partie.

La Crise des dictatures (Maspero).

Revue *Repères*, n° 33, juin 1976 : X^e colloque du CERES, *transition et indépendance*.

Christian Leucate : *Les Contradictions interimpérialistes aujourd'hui*, dans *Critique de l'économie politique*, n° 13/14.

rechercher des alliances à long terme avec les pays du tiers-monde et les pays progressistes du bassin méditerranéen ; ensuite d'établir des ententes conflictuelles avec les pays capitalistes nord-européens ; enfin d'établir en Europe un système de sécurité collective progressivement dégagé des « deux blocs » (cf. *Repères*, juin 1976, p. 57). Il n'y a rien dans tout cela qui rompe avec la logique de la concurrence interimpérialiste dominante sur le marché mondial ou qui attaque le pouvoir étatique de la bourgeoisie. Il n'y aura pas de construction du socialisme dans les seuls pays latins au milieu d'une Europe capitaliste hostile. En cas de situation révolutionnaire dans un des pays d'Europe du Sud, au lieu de « consolider pour avancer » comme aiment à le répéter centristes et réformistes, il faudra avancer pour consolider, donner la priorité absolue à l'extension continentale de la révolution. Et ce n'est pas, à moins de tomber dans le même crétinisme parlementaire que nous reprochons aux réformistes, l'existence d'un Parlement européen qui pourrait constituer un obstacle bien sérieux à la mobilisation des masses. Quant aux mesures préventives (législatives, militaires, policières) que pourrait prendre un tel Parlement nous ne devons pas sous-estimer nous-mêmes les contradictions sur lesquelles butent la bourgeoisie : elle a un prix à payer à sa propre centralisation : elle sait qu'à terme, elle favorise par contre-coup une articulation des rythmes, une mise en commun des expériences ouvrières. Et dans les années à venir des idées comme celle d'une coordination européenne des comités de soldats, d'un mouvement européen des femmes, d'un congrès européen des travailleurs regroupant sans exclusives leurs organisations politiques et syndicales, doivent faire leur chemin.

Comme l'écrit encore Mandel dans le même numéro d'*Inprecor* : « L'extension internationale de la révolution socialiste européenne sera très probablement déterminée par la dynamique de la lutte des classes internationale et par les effets produits par la tentative du capital international d'écraser le premier ou les premiers Etats ouvriers en Europe occidentale. Compte tenu du rapport de forces actuel, il est probable que cette tentative prendra la forme d'un blocus économique plutôt que d'une intervention militaire immédiate. Il en découle que le mot d'ordre d'Etats unis socialistes d'Europe a

une fonction transitoire immédiate contre ces tentatives pour mobiliser le prolétariat des pays capitalistes européens afin de bloquer ces entreprises contre-révolutionnaires et rejoindre les processus révolutionnaires en cours. Toute proposition qui ajouterait des obstacles politiques ou idéologiques sur la voie de l'extension immédiate de la révolution serait contre-productive... » Il ne fait aucun doute à nos yeux que toute forme de réactivation du nationalisme ou d'exploitation d'un vieux fond chauvin au détriment de l'internationalisme prolétarien, de son développement, de l'élévation de sa qualité, de l'approfondissement de sa pratique, multiplierait de tels obstacles.

**(Dossier constitué par D. Bensaïd
et J.-M. Fressat.)**

Crise de l'extrême gauche italienne 1/ le document des 62

On ne peut pas comprendre les raisons de la crise qui fait verser le P.C.I. (A) et tout processus d'unitarité et d'unité dans le cadre de la gauche révolutionnaire, si on n'a pas des données fondamentales qui affectent le mouvement ouvrier italien dans son ensemble.

Ces données fondamentales trouvent leurs racines dans le fait que les années de l'industrialisation ont été marquées par une crise des deux techniques sociales, l'agriculture de la crise économique et la mise en crise du système économique. Cette crise a conduit à l'effacement de l'État, qui n'a pu que tenter de maintenir à l'écart les forces sociales, mais la gauche de coalition a opéré comme force unique, ce qui a entraîné la chute de l'État. Cette situation a entraîné une crise de l'État, qui a conduit à la chute de l'État. Cette situation a entraîné une crise de l'État, qui a conduit à la chute de l'État.

Crise de l'extrême gauche italienne 1/ le document des 62

On ne peut pas comprendre les raisons de la crise qui traverse le PDUP, AO et leur processus d'unification, et encore plus le reste de la gauche révolutionnaire, si on l'isole des bouleversements qui affectent le mouvement ouvrier italien dans son ensemble.

Ces bouleversements trouvent leurs racines dans le niveau très avancé de l'affrontement politique et de classe au cours des deux dernières années. L'aggravation de la crise économique et la mise en cause du monopole démocrate-chrétien sur le pouvoir d'Etat font qu'il est aujourd'hui impossible pour la gauche de continuer à opérer comme force unique-ment d'opposition et à mener des luttes qui, tout en ayant des implications politiques riches, ont un contenu exclusivement revendicatif. Cette situation lui impose des responsabilités de gouvernement, ce qui signifie prendre la direction du proces-

sus social et l'organisation du contrôle de masse sur ce processus.

C'est justement l'aggravation de la crise, sa dimension internationale, sa nature non seulement économique, mais également institutionnelle et morale, et la croissance dans ce contexte de mouvement de pointe et d'expériences anticapitalistes qui rendent impossible une alternative politique qui s'arrête — comme se proposait de le faire le compromis historique et c'est pourquoi il échoue — aux limites d'une modernisation du système et une démocratisation de l'Etat, sans remettre en cause les structures, les institutions et les valeurs du système.

D'autre part le conditionnement effectué par les grandes puissances, l'équilibre européen, la force et l'orientation des grands partis traditionnels, l'absence de point de référence crédible dans d'autres expériences révolutionnaires de pays capitalistes avancés, rendent impensable un schéma traditionnel de rupture du pouvoir bourgeois.

Ainsi, après de nombreuses années se pose de nouveau le rendez-vous tant de fois manqué : celui, de la révolution dans les pays capitalistes avancés.

Mais il se pose dans le cadre de rapports de forces modifiés, avec un grand patrimoine de luttes et d'organisations face à un adversaire divisé et dont l'hégémonie est en crise. La conquête et la gestion du pouvoir par le bloc social sous hégémonie ouvrière et le lancement d'un nouveau modèle de transition au socialisme sont à l'ordre du jour.

Les forces politiques du mouvement ouvrier sont contraintes, du fait même de leurs progrès, à découvrir leur jeu et à montrer comment faire face à la crise du pays et aux problèmes des masses. Voilà l'arrière-fond des difficultés actuelles, non seulement des nôtres, mais également de celles du Parti communiste et du Parti socialiste que leur longue évolution réformiste et la mise entre parenthèses du bloc social sous hégémonie ouvrière ont laissé sans stratégie valable, les affaiblissant et désarmant leur base. Mais ces échéances exigent également avec urgence une nouvelle ligne révolutionnaire. L'enjeu est soit un tournant historique, soit un repli durable. Négliger cette dimension de l'affrontement, ignorer que la partie est encore ouverte, lutter contre la ligne auto-destructrice des réformistes sans savoir apporter une réponse

globale, organique et de masse aux problèmes décisifs, non seulement amènerait à la défaite, mais stimulerait également la désagrégation de la gauche.

C'est là aussi qu'il faut chercher la racine de la crise du PDUP et AO. Au sein de ces deux organisations s'est développée la lutte entre deux lignes, ou plutôt entre une élaboration naissante mais qui n'a pas réussi à se transformer en pratique de masse et une ligne qui est à moitié exprimée, mais reflète et stimule des initiatives contradictoires. De là découlent l'incertitude et la confusion du débat, la paralysie des initiatives, l'oscillation des comportements, la crise d'identité, la baisse de la tension idéologique, l'exaspération des oppositions.

La ligne politique sur laquelle s'est développé le processus d'unification, surtout à partir du séminaire de Bellaria (séminaire des comités centraux des deux organisations au mois de septembre, NDLR), est la suivante :

a) la crise économique et politique continue de s'approfondir, malgré les tentatives de restructuration capitaliste :

b) vu la nature et la dimension internationale de la crise, une stabilisation du système exigerait un régime politique autoritaire et un modèle de développement économique (restauration des processus d'accumulation des années 1950) tout à fait incompatible avec les rapports de forces imposés par la classe ouvrière et la base même des organisations syndicales et des partis de gauche :

c) la maturation politique des mouvements de masse, comme le confirment les luttes ouvrières et étudiantes de ces derniers jours, offre encore un terrain favorable à une issue de la gauche à la crise :

d) cette alternative ne peut progresser qu'à travers, d'une part, la construction d'un mouvement de lutte capable de se faire porteur d'un programme d'ensemble d'intervention dans la crise économique en brisant la logique du système, et donc d'une « révolution culturelle » qui préfigure un cadre différent de rapports de valeurs et, d'autre part, un regroupement de gauche contraint de s'homogénéiser et de se rassembler autour d'un projet à long terme correspondant au développement du mouvement de masse :

e) ces objectifs impliquent le renforcement non seulement

du syndicat de classe mais des nouveaux mouvements politiques de masse (des femmes, des étudiants, des jeunes, des chômeurs), organisées en structures permanentes de type consiliaire :

f) un tournant aussi radical non seulement de l'orientation des partis traditionnels mais également dans la pratique des organisations de masse, présuppose l'existence d'une force politique organisée et crédible qui, s'appuyant sur les potentialités du mouvement serait non seulement capable de la susciter, mais de se battre pour l'imposer :

g) cette force ne peut naître qu'à partir d'un saut qualitatif de la nouvelle gauche, si celle-ci sait surmonter, en faisant son autocritique, l'économisme et l'extrémisme, prenant une physionomie susceptible de modifier sa base, c'est-à-dire de conquérir les secteurs les plus mûrs du prolétariat qui sont restés jusqu'ici aux frontières de l'aire réformiste :

h) le rapport lutte-unité avec l'ensemble du mouvement ouvrier n'est donc pas une exigence tactique ni un principe abstrait, mais le choix d'une stratégie pour la période :

i) tout ceci est d'autant plus nécessaire, que, jamais comme aujourd'hui, la conquête du pouvoir en Occident apparaît impossible si elle ne s'appuie pas sur un large consensus et exclut certaines libertés (d'expression, d'association, de grève) qui ne représentent pas la globalité de la démocratie ouvrière mais sans lesquelles celle-ci dépérit et régresse.

La ligne qui, au contraire, continue à être pratiquée et qui s'exprime en opposition à la première, n'est pas à proprement parler une ligne extrémiste. Depuis longtemps l'extrémisme est en crise, justement parce qu'il n'est pas capable d'exprimer, sinon sous une forme délirante, une réponse au problème de la rupture et du pouvoir, qui pourtant semble en être l'objectif.

Il ne peut plus survivre qu'en tant que protestation radicalisée et endémique : légitime dans ses motivations immédiates, mais privée de perspective politique et risquant de dégénérer.

Chez nous, ce qui survit ou renaît à partir d'anciennes erreurs c'est plutôt une ligne maximaliste. Ligne dont les présupposés sont les suivants :

a) l'initiative capitaliste et la capitulation du PCI ont fait

progresser dans la crise un processus de stabilisation-répression :

b) pour une longue période, nous ne pouvons donc mener qu'une lutte d'opposition sociale, contre un cadre politique substanciellement homogène :

c) cette opposition, dans le mouvement, ne peut que se concentrer sur une défense rigide des positions acquises, en particulier salariales et, au maximum, s'étendre à des revendications de politique économique visant à garantir certains besoins et non à réorganiser la production sur des bases différentes :

d) une modification de la ligne politique du PCI est impensable avant une défaite et une division en son sein, parce que sa tradition et sa nature seraient homogènes avec son rôle actuel de gestion du système :

e) c'est surtout, sinon seulement, à partir de l'organisation d'une dure résistance ouvrière que peut naître une nouvelle force politique révolutionnaire qui se posera ensuite de façon traditionnelle la question de la prise du pouvoir :

f) le cadre privilégié de cette force doit donc être l'unité des révolutionnaires à partir de leur configuration actuelle, sans avoir le courage de mener une bataille politique qui permette d'en transformer et récupérer les cadres, les expériences dans un regroupement social plus large : en conséquence la construction du parti partirait essentiellement de l'agrégation indifférenciée et spontanéiste des « révolutionnaires » dans des structures de lutte autonome (les collectifs de Democrazia Proletaria), sans préciser la ligne de leur intervention, leur programme et l'éventail de leurs interlocuteurs. (...)

La responsabilité de la situation politique actuelle, contradictoire avec la combativité des masses, ne nous incombe certes pas. Elle est due essentiellement aux choix, anciens et récents, des principales forces politiques et syndicales. Mais comment nous y sommes-nous opposés ?

a) Sur le plan des luttes ouvrières, même la ligne volontairement modeste du congrès de Turin (congrès ouvrier des deux organisations en septembre dernier, NDLR) ne s'est pas transformée en action concrète. Avons-nous élaboré et fait respecté certains engagements à l'organisation syndicale, apportant une contribution sérieuse au mouvement ? Ou plutôt

avons-nous dénoncé certains compromis sans pouvoir s'y opposer ? Mais notre rôle spécifique visant à imposer des propositions et des initiatives afin que la résistance sur la question de l'échelle mobile ne cède pas devant le chantage de la crise est resté inopérant. Le discours sur la lutte ouvrière contre l'inflation (prix politiques, rationnement, etc.) ou sur la reconversion industrielle (lier les investissements à la création d'emplois, plans sectoriels pour construire une stratégie industrielle différente, contrôle ouvrier) ou sur la consommation collective (réforme sanitaire, logement) non seulement n'est pas devenu un axe de lutte, mais ne s'est même pas développé au niveau de l'élaboration, étant constamment contesté en notre sein.

b) La vague de lutte étudiante nous a trouvés totalement impréparés, bien qu'elle exprime la révolte d'un sujet social produit du développement et marginalisé par ce même développement, et dont nous avons prévu la croissance, le rôle et les potentialités ; bien qu'elle naisse sur le terrain que nous avons prévu du chômage intellectuel et de la nullité de l'actuelle scolarisation de masse ; et bien qu'elle démontre une tendance spontanée à la politisation qui échappe à la fois au PCI et à l'extrémisme. Pourquoi ? (...) Surtout parce que nous n'avons pas cru à la construction d'un mouvement unitaire, sous forme de conseils, lié aux organisations ouvrières sur la base de l'association unitaire qui devait construire cette structure. Nous avons laissé l'initiative à la FGCI (Jeunesse communiste) et donc à la déformation institutionnelle et au minimalisme des contenus qui l'ont menée à l'échec.

Ainsi, aujourd'hui, le mouvement éclate avec ses contradictions et s'oppose au PCI sans disposer de forces et de structures capables de l'orienter positivement, ni d'interlocuteurs capables de se mesurer avec lui au lieu de tenter de le chevaucher ou de l'abandonner. Les récents faits de l'université de Rome en sont la preuve la plus dramatique.

c) Le mouvement féministe, décisif pour construire dès maintenant une alternative nous a mis encore plus en difficulté, malgré le fait que, plus que d'autres, nous en avons compris la richesse. Ce n'est pas un hasard si une ligne encore économiste nous a freiné au moment du référendum sur le divorce. Par la suite nous avons souvent tenté de rattraper le

retard par une ligne opportuniste, qui reprenait du mouvement féministe seulement sa critique anti bureaucratique, certes importante, mais sans tenir compte de son message le plus riche (et encore moins en essayant de le traduire en terme de stratégie politique), à savoir la critique globale de la façon actuelle de produire, de consommer, de penser. Ainsi un affrontement politico-idéologique de la dimension de la lutte sur l'avortement, bien mené au niveau parlementaire, est demeuré dans les limites des droits démocratiques, d'une moralité individuelle et libertaire, d'une idéologie radicale, sans se transformer en débat de masse sur une nouvelle moralité communiste.

d) Sur le front idéologique, enfin, c'est-à-dire sur les grands thèmes de perspective remis à l'ordre du jour par les événements chinois et les dissidents des Pays de l'Est, au lieu d'imposer une réflexion sur l'échec de l'hypothèse krouchtchéviennne, sur le rapport démocratie-socialisme, sur le totalitarisme comme aspect organique du capitalisme d'Etat, nous avons laissé l'initiative aux courants néo-libéraux et à une reprise du courant modéré. (...) (*Le document passe ensuite à la crise du processus d'unification et en donne une explication.*)

Nous avons sous-évalué, dès notre naissance, bien que pour des raisons et sous des formes différentes, la dimension de la crise du mouvement ouvrier international et de ses canons d'interprétation traditionnels par rapport aux caractéristiques du capitalisme contemporain et la réalité des expériences de la zone soviétique. Cette crise investissait également le mouvement ouvrier italien et sa composante dominante, le togliatisme. Son illusion gradualiste, son identification entre démocratie et socialisme, son acceptation acritique du développement des forces productives l'empêchait de comprendre la nature nouvelle de la crise et du mouvement, et lui faisait établir une séparation entre économique et politique, entre poussée revendicative et Etat, entre démocratie et hégémonie. C'est ce qui est arrivé avec la ligne du compromis historique et son application concrète.

Nous avons par contre surévalué la capacité des nouveaux sujets sociaux à s'unifier, à exprimer d'eux mêmes une théorie et une organisation alternatives. Cette potentialité était

assez grande (et apparemment spontanée) quand la lutte de masse avait comme arrière immédiat une gauche dans l'opposition et relativement autonome idéologiquement, et trouvait dans la lutte offensive dans l'usine une base matérielle et des formes unifiantes. La situation a changé quand la crise a fait peser sa menace, le PCI s'est engagé dans une perspective de participation au gouvernement, alors que les conquêtes mêmes des masses avaient démantelé de nombreuses structures unifiantes. (école, famille, etc.) et désarticulé la réalité de classe actuelle. Tout ceci n'a pas diminué le mouvement de contestation du système, mais en a accentué la sectorialisation, offrant des marges aux phénomènes irrationnels et de désagrégation. C'est pourquoi au moment où l'hégémonie du PCI augmente, les forces et les traditions qui, en son sein et à l'extérieur, seraient capables de construire une riposte, s'érodent.

Il serait illusoire de penser rompre ce cercle vicieux dans lequel se trouvent également nos organisations par un effort volontariste et centralisateur. Mais il serait tout autant illusoire de penser le rompre par un appel à la base, au bon sens des masses.

(...) Tenter de surmonter nos divisions en mettant au premier plan la construction d'un parti-réservoir, caractérisé presque uniquement par la dénonciation de la situation actuelle et par la prudence face aux organisations syndicales ne signifie pas retarder les choix. Cela signifie, comme cela arrive toujours avec l'empirisme, faire un choix inavoué. Privé d'une ligne et d'une structure capable d'orienter sa zone de développement, un tel parti deviendrait avant tout le point de rassemblement des résidus de la crise des groupes, il serait divisé par les luttes internes, il ne trouverait comme seul point commun que le chevauchage de quelques secteurs du mouvement.

Il ne serait pas seulement inadéquat, mais il contribuerait à la défaite.

Il faut emprunter une autre voie, il faut mettre au poste de commande non pas des médiations de sommet ni des appels à la base mythiques et quelque peu hypothétiques, mais une véritable production d'expériences et d'idées. Il faut surmonter l'illusion d'une agrégation de sigles comme ersatz de

croissance politique. La voie de la construction du parti n'est pas courte. Et elle ne peut pas être raccourcie par des improvisations organisationnelles construites sur une base politique trop fragile. Des erreurs de ce genre ont déjà coûté assez cher au PDUP dans le passé. Aujourd'hui elles seraient mortelles. C'est pourquoi l'unification entre AO et le PDUP doit repartir dans un cadre nouveau, en tenant compte, d'une part, de l'épuisement de l'expérience de chaque organisation et, d'autre part, de la possibilité d'une recomposition ().

Document signé en commun par 30 membres du Comité central de Avanguardia Operaia et 32 membres du comité central du PDUP. (Publié dans le Quotidiano dei Lavoratori du 22 février 1977.



**HISTOIRE DU
MOUVEMENT
OUVRIER**

Les communistes vietnamiens et le Front populaire (1936-1939)

Il est encore difficile de situer de manière satisfaisante l'épisode du Front populaire dans la genèse de la révolution vietnamienne. L'histoire politique des quatre années 1936 à 1939 est d'ailleurs généralement à peine évoquée dans la plupart des ouvrages d'inspiration marxiste. Cette omission n'a rien de fortuit, car, visiblement, le Front populaire fait problème pour l'écriture de l'histoire contemporaine du Vietnam. Ce relatif désintérêt provient de la distance, apparemment énorme, qui sépare la période frontiste de la grande séquence historique qui lui a succédé : celle de la libération nationale. Mais il s'explique aussi par le fait que la politique des fronts populaires, adoptée officiellement par l'Internationale communiste à son VII^e Congrès d'août 1935, entendait transcender le conflit entre colonisateurs et colonisés par la formation dans les pays occidentaux d'un vaste rassemblement antifasciste réunissant le mouvement ouvrier et la démocratie bourgeoise : le rôle imparti dans cette nouvelle stratégie aux mouvements nationaux des peuples colonisés n'était que celui d'une force d'appoint. Son application dans les colonies ne paraît donc offrir que des éléments d'explication tout à fait mineurs pour la compréhension de leur développement national et bien des historiens marxistes ne parviennent guère à faire concorder de manière satisfaisante l'épisode frontiste avec le devenir ultérieur du Vietnam. En somme la

période du Front populaire au Vietnam ne semble être qu'une parenthèse dans l'histoire de ce qui a finalement compté : l'affranchissement de celle qui fut la plus opprimée des nations colonisées par la France.

Pourtant divers indices conduisent à penser que la mise en œuvre du Front populaire en Indochine a eu une portée historique beaucoup plus décisive qu'on ne l'imagine généralement. Une simple lecture de la chronologie suscite une première interrogation : à quelle date l'Indochine s'est-elle trouvée entraînée dans un nouveau cycle de guerres impérialistes en Asie ? Exactement en septembre 1937, lorsque, sous le second ministère du Front populaire, le Japon engage son offensive finale contre la Chine nationaliste : l'Indochine devient alors le principal arrière de la Chine. Les deux dernières guerres du Vietnam participent encore de ce cycle de guerres asiatiques ouvert en 1937, un peu comme si la guerre d'Espagne ne s'était achevée que trente ans après son commencement. Que suggère, en second lieu, la comparaison de l'évolution politique de l'Indochine au cours des années 1936-1939 avec celle que connaît alors l'autre colonie française, l'Algérie ? Dans les deux cas, la rencontre de la gauche française, devenue majoritaire en 1936, et du mouvement national se résout à la veille de la guerre par l'affirmation intransigeante de la volonté d'indépendance, par le refus de tout nouveau sursis pour la colonisation. En Algérie, c'est la poussée du messalisme à partir de 1937. En Indochine, ce sont les trois insurrections qui éclatent au début de la Seconde Guerre mondiale : la révolte de Bac Son le 22 septembre 1940, la mutinerie des tirailleurs en Cochinchine et le grave soulèvement paysan dit de la Plaine des Jongs, les 22 et 23 novembre 1940 (il y eut, dit-on, 10 000 victimes), enfin, la mutinerie militaire de Cho Rang et de Do Luong près de Vinh, le 13 janvier 1941. Cependant, il n'y a pas eu similitude en ce qui concerne les reclassements qui se sont opérés à l'époque au sein du mouvement national de chacune des deux colonies. En Algérie, le communisme évolue vers la francisation et accepte de donner la priorité aux préoccupations politiques de la gauche métropolitaine. Le contrecoup de cette option ne tarde pas à se faire sentir : le nationalisme l'emporte en influence sur le communisme. Au Vietnam, l'issue est inverse : le communisme résiste à l'épreuve — malaisément sans doute, car il y a eu crises et débats à l'intérieur des organisations marxistes — et parvient à conserver son autonomie par rapport au Front populaire français et sa position de force nationale prédominante : en 1941, il est en mesure de fonder le Vietminh.

En somme il est possible d'avancer, au moins à titre d'hypothèse, que la confrontation avec le Front populaire a été l'épreuve historique décisive qui a départagé au Vietnam, comme en bien d'autres colonies, nationalisme et communisme. Il n'est aucune force politique qui ne soit sortie de cette confrontation ou affaiblie ou consolidée. L'Indochine a été le lieu principal où a dérapé la politique coloniale du Front populaire français et où la contradiction coloniale du frontisme a été à la fois portée à son degré d'intensité maximum et assumée de la manière la plus radicale.

Cette particularité explique, pour une bonne part, le caractère exceptionnel de la Révolution vietnamienne : de toutes les libérations nationales des peuples colonisés du milieu du XX^e siècle, elle est la seule qu'un Parti communiste ait menée jusqu'à son terme.

Les termes de la contradiction

Comment se présente le triangle politique vietnamien en 1936 ? La politique indochinoise du gouvernement du Front populaire n'a été qu'un avatar semi-libéral de la vieille politique coloniale. Bien que les communistes français n'aient qu'une médiocre influence sur ses orientations, ils ne la remettrent pas en cause pour autant. Ils ont en effet abandonné la version coloniale de la stratégie de front populaire primitivement développée au VII^e Congrès du Komintern, qui prévoyait la poursuite de la lutte anti-impérialiste, le maintien de la revendication d'indépendance des peuples colonisés et l'élargissement du front anti-impérialiste aux partis nationalistes bourgeois. A partir de 1936, la question coloniale et les affaires d'Indochine sont mises en veilleuse dans les publications communistes françaises et vont y rester jusqu'à ce que le comité central des 22 et 23 juillet 1937 et le congrès d'Arles (25-29 décembre 1937) définissent les fondements d'une nouvelle politique communiste pour l'outre-mer : union des colonisés autour du peuple français contre le fascisme, subordination des mouvements de masse des colonies aux perspectives politiques du « front français ». En fin de compte, si les communistes sont actifs en matière coloniale (le responsable de la commission coloniale du comité central, Henry Lozeray, est le vice-président de la commission des colonies de la Chambre), ils ne poursuivent que des objectifs limités (atténuation de la répression, libération des prisonniers politiques, extension des libertés démocratiques dans les colonies), ne lancent aucune grande campagne de masse dans la classe ouvrière française comme ils l'avaient fait au cours des années antérieures, et n'exercent que des pressions circonstancielles sur le gouvernement. La question coloniale peut devenir à tout moment un motif de rupture de l'alliance avec la SFIO et surtout avec le Parti radical, le grand parti colonial de la III^e République : pour cette raison, les communistes français ne la soulèvent qu'avec une circonspection extrême.

Ce sont les conceptions coloniales de la SFIO qui vont inspirer toutes les options indochinoises du gouvernement de Front populaire et c'est, d'ailleurs, le député socialiste Marius Moutet, le principal expert socialiste des problèmes d'outre-mer, qui a été désigné par Léon Blum pour les mettre en œuvre. Depuis le grand débat colonial de l'Internationale socialiste en 1927-1928, les socialistes français se réclamaient de la théorie de la décolonisation qui avait alors prévalu dans l'Internationale : tout devait être fait pour amener progressivement, au terme d'une évolution plus ou moins longue, les peuples colonisés à l'indépendance. Mais en 1936, le

projet décolonisateur des socialistes, qu'ils avaient, par exemple, opposé en 1930, lors des débats parlementaires consacrés aux soulèvements indochinois, à la politique du gouvernement Tardieu, s'est singulièrement appauvri. Il va peu à peu faire place à une politique beaucoup plus réticente, soucieuse de réformer la colonisation, mais non d'y mettre fin, qui vise en réalité à mettre en place un nouveau système colonial. C'est qu'entre temps, on est devenu sensible dans les rangs de la SFIO au vieil argument du parti colonial : les colonies représentent l'un des atouts majeurs de la France, en cas de guerre notamment, argument sur lequel le général de Gaulle fondera d'ailleurs son pari stratégique en 1940. Mais Marius Moutet et ses amis sont également conscients et inquiets de la grave crise de l'empire colonial, tout particulièrement de la détérioration des rapports sociaux dans les campagnes, à commencer par celles d'Indochine. Dans un tel contexte, il ne pouvait être question de décoloniser, il fallait d'abord parer au plus pressé, stabiliser l'économie coloniale en réformant ses structures, enrayer la crise agraire, et créer ainsi les conditions socio-économiques de réformes politiques à plus long terme. C'est pourquoi le nouveau ministre et son cabinet mettent au point, dès l'été 1936, un vaste programme de réformes sociales et économiques, destinées à remédier à la ruine de l'économie villageoise et à conférer un minimum de rationalité au capitalisme colonial. Ces mesures permettront, pensent-ils, de couper l'herbe sous le pied des mouvements révolutionnaires à l'œuvre dans les plus importantes des colonies françaises, notamment en Indochine, tout en resserrant les liens économiques entre la métropole et ses différentes colonies. Ainsi vont être appliquées en Indochine diverses réformes, dont on ne peut d'ailleurs sous-estimer l'importance : mesures destinées à lutter contre les famines, décret de 1936 réprimant l'usure, accélération des travaux d'irrigation, création d'un impôt sur le revenu, politique dite « d'aide à la rizière » (travaux d'intérêt locaux mis en chantier par les autorités), promulgation d'un code du travail libre. Fait caractéristique, les réformes proprement politiques sont systématiquement renvoyées à plus tard. Le programme officiel du Rassemblement populaire, publié en janvier 1936, ne prévoyait d'ailleurs qu'une seule mesure politique à l'intention des colonisés : la réunion d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation dans les colonies, à l'exemple des grandes enquêtes menées à l'époque par les Britanniques en Inde et en Birmanie. A l'évidence, la gestion socialiste de l'Indochine va dans le sens de ce « repli sur les colonies » qu'effectuent les grands impérialismes européens au sortir de la crise de 1929 et préfigure la tentative de replâtrage de l'empire colonial, qui, sous le nom d'Union française, prendra corps en 1945. « Néocoloniale » au véritable sens du terme, elle représente l'amorce de la transition historique entre la forme coloniale de l'impérialisme, alors en pleine crise et le système de dépendance impérialiste contemporain, lequel, on le sait, s'accommode parfaitement de « l'indépendance » politique des anciennes colonies, en pleine conformité d'ailleurs avec l'essence même du phénomène impérialiste.

Cependant, la priorité donnée par le gouvernement du Front populaire à la modernisation économique du système colonial impliquant une certaine libéralisation politique. On ne pouvait à la fois relancer, rationaliser la production et les échanges commerciaux, et maintenir la politique de force pratiquée depuis 1929. Il fallait, en outre, pour mener à bien un tel projet réformateur qui risquait de se heurter à la méfiance des madarins et de la classe des propriétaires fonciers vietnamiens, obtenir la collaboration réelle d'une partie du mouvement national, trouver les partenaires politiques au sein de la société colonisée. C'est ici que l'Indochine se trouve être une pierre d'achoppement pour ce « New Deal » colonial.

En raison, tout d'abord, de l'attitude que va observer l'administration française de la colonie. Bien que le gouvernement général ait été confié à un nouveau responsable, l'ancien gouverneur général de l'Afrique occidentale, Jules Brévié, qui avait une réputation de libéral — réputation fort surfaite au demeurant puisqu'il terminera sa carrière comme secrétaire d'Etat aux Colonies dans le gouvernement de Vichy — le haut personnel indochinois n'a pas été épuré. Dans l'ensemble, il est plutôt hostile à la nouvelle équipe socialiste du ministère des Colonies, par sympathie avec la droite, certes, mais surtout parce qu'il croyait impossible de modifier, trois ans après la semi-révolution vietnamienne de 1930-1931, le système d'alliances socio-politiques sur lequel reposait la domination coloniale. Il n'était pas question, pour lui, de toucher aux privilèges des notables ou au pouvoir des mandarins, ni aux terres des landlords vietnamiens, sous peine d'ébranler la fragile construction politique indochinoise. En 1935, le gouverneur de la Cochinchine résumait le point de vue dominant dans les milieux coloniaux français par cette formule éloquent : « *Il y a des moments dans la vie des peuples où le progrès consiste à revenir en arrière.* » Si le gouvernement général est en gros d'accord avec Marius Moutet sur la nécessité des réformes économiques et sociales limitées, il interprétera cependant les décisions de Paris dans un sens conservateur et répressif. L'administration coloniale d'Indochine a donc représenté un pôle de résistance relatif à la politique socialiste et il y aura d'innombrables conflits entre Paris et les autorités d'Indochine sur le choix des procédures, en particulier sur le dosage entre les concessions et la répression nécessaires à la mise sur pied de la vaste réforme coloniale qu'ambitionnait de réaliser le Front populaire.

Mais la contradiction principale de la politique indochinoise du Front populaire réside dans sa discordance profonde avec l'état réel du mouvement national vietnamien. Le fait essentiel, à cet égard, est la présence au Vietnam d'un mouvement communiste en passe d'acquérir l'hégémonie politique dans la nation. Pourtant, il est en apparence très faible. Depuis 1929, le Parti communiste indochinois et le petit groupe trotskyste de Cochinchine sont en permanence traqués par la puissante Sûreté indochinoise. Des milliers de communistes ou de suspects — peut-être dix

mille — sont passés par les prisons et par les bagnes indochinois, entre 1930 et 1935, des centaines ou des milliers d'entre eux sont morts, mitraillés au cours des manifestations de 1930-1931, torturés, ou de misère dans les années suivantes. Le PCI a été démantelé trois fois : en avril 1931, en octobre 1932 et en avril-mai 1935. Au début de 1936, ses organisations clandestines sont peu nombreuses et convalescentes. Mais elles parviennent à survivre, à la différence des groupes nationalistes du Viet Nam Quoc Dan Dang (le Guomintang vietnamien) qui ne se manifestent plus qu'en Chine, et c'est là ce qui alarme le plus les chefs de la Sûreté. Quant au groupe trotskyste, constitué clandestinement en 1931 au Sud, il a été détruit en août 1932 et il faut attendre octobre 1935 pour le voir se reconstituer dans l'illégalité, à Saigon.

Le mouvement communiste, dissidence trotskyste incluse, n'en est pas moins fort influent. Ses organisations ont été les seules qui ont été capables de résister à la pression d'un appareil policier, dont on imagine mal l'efficacité à trente ans de distance, et qui ont su conserver des liens réels et continus avec les masses paysannes et ouvrières. Il faut souligner que cela n'a été rendu possible que par l'ouverture d'un nouveau front politique, laquelle a pris par surprise le gouvernement général : celui du travail légal, électoral (il existait en Indochine diverses assemblées élues au suffrage universel censitaire), journalistique, municipal. A Saigon, en 1933-1934, un mouvement légal s'est organisé autour du groupe et du journal de langue française, *la Lutte*. Son originalité provient de son caractère unitaire. A une époque où, partout dans le monde, le stalinisme pourchasse les communistes de gauche et les trotskystes, *la Lutte* est un front de toute l'extrême gauche, qui associe dans le même combat des militants communistes légaux, comme Nguyen Van Tao et Duong Bach Mai, des militants trotskystes, comme Ta Thu Thau, et des patriotes marxisants comme l'intellectuel Nguyen An Ninh. Les révolutionnaires de *la Lutte* ont placé leur combat sous le signe de l'internationalisme. Ils entretiennent des liens très étroits avec l'Internationale communiste, avec le Parti communiste français, avec la gauche révolutionnaire de la SFIO, avec l'opposition trotskyste de France. Ils cherchent même à établir une coordination, pour ne pas dire une synchronisation, entre la lutte des classes en France et la lutte des Vietnamiens pour leur libération nationale. Dans les années 1934-1936, c'est ce mouvement légal qui, parmi toutes les forces politiques vietnamiennes, fait preuve du plus grand dynamisme. A Saigon et dans les campagnes des provinces du Sud, il gagne l'opinion populaire et nationale, participe à la préparation et à la conduite des grèves ouvrières ou des manifestations paysannes contre la fiscalité coloniale. En 1935, aux élections municipales de Saigon, les candidats de *la Lutte*, populaires, sympathiques, éloquents, ont battu à plate couture les nationalistes réformistes de la grande bourgeoisie terrienne et commerçante. Le Sud est ainsi devenu depuis 1933 le foyer principal du mouvement révolutionnaire et du mouvement national. L'expérience de *la Lutte* a inspiré, au Nord et

dans le Centre, des tentatives identiques. Elles aboutissent au cours de l'été 1936, lorsque se fondent d'autres fronts du même type (mais où la participation trotskyste est beaucoup plus réduite) : le groupe et le journal *le Travail*, à Hanoi, auquel collaborent activement le jeune Vo Nguyen Giap, Truong Chinh, et celui du *Nhanh Lua (l'Épi de riz)* de l'écrivain Hai Trieu, à Hué.

Au Vietnam, la composition du mouvement national est donc rien moins que favorable à la réussite du programme colonial du Front populaire. Le nationalisme est profondément affaibli, le mouvement communiste constitue la seule force capable d'affronter la colonisation sur tous les terrains à la fois, celui de l'illégalité comme celui de la légalité. Qui plus est, il fait preuve d'un certain « gauchisme » au sens que ce terme finit par acquérir de nos jours en Europe : inventivité politique, ténacité dans la lutte de masse, volonté radicale de refuser les compromissions avec l'ennemi. Ces traits s'expliquent en partie par la double relation d'antagonisme et d'alliance simultanés qui fait de ses différentes composantes (communistes proches du style et des conceptions politiques de Nguyen Ai Quoc-Ho Chi Minh, communistes de retour de Moscou ou de France plus proches du stalinisme, trotskystes, marxistes indépendants) des adversaires solidaires, les compagnons d'un même combat. Dans le mouvement communiste vietnamien de l'époque, les contradictions internes sont motrices. Les signes de ce « gauchisme » sont nombreux : ainsi, le congrès du PCI, réuni à Macao, en mars 1935, réaffirme, à contre-courant de l'évolution qui l'emporte alors dans l'Internationale, la nécessité de se préparer à la lutte armée. Mais ce radicalisme n'exclut pas une grande souplesse tactique, ni le sens du possible, l'exemple des mouvements légaux, qui ont mis le gouvernement colonial sur la défensive, le montre. On comprend donc que le gouvernement de Léon Blum se soit trouvé plutôt déconcerté par la situation indochinoise. Au congrès de la SFIO, à la salle Huyghens en juin 1936, il n'est pratiquement pas question de l'Indochine. De même, s'explique le refus gouvernemental d'établir en Indochine la plus élémentaire démocratie politique. Elle ne pouvait, en effet, que profiter à ceux que Marius Moutet, dans la correspondance secrète du ministère des Colonies appelait les « communistes-trotskystes » : l'établissement du suffrage universel en Cochinchine risquait de porter le populaire leader trotskyste Ta Thu Thau à la présidence du Conseil colonial. Pour Marius Moutet, le Parti communiste indochinois, c'était l'inconnu, ou plutôt l'insurrection à bref délai. Certes, il ne faut pas sous-estimer l'importance des mesures de libéralisation décrétées par le gouvernement frontiste, en particulier l'amnistie du 27 août 1936 qui rend leur liberté (surveillée cependant) à une grande partie (mais pas à tous : 1532 exactement) des prisonniers politiques, parmi lesquels figurent Pham Van Dong et le jeune Le Duan. Cet afflux de militants éprouvés va permettre au Parti communiste indochinois de décupler ses capacités d'action. De même, l'administration se montre plus tolérante pour la presse

de langue vietnamienne du Sud, à laquelle un décret de 1938 étend le bénéfice du régime de la loi française de 1884 : c'est accroître considérablement les possibilités et le rayonnement de l'action politique légale. Mais, il n'y aura aucune modification du statut politique indochinois, si modeste soit-elle, pas même l'équivalent du timide projet Blum-Violette élaboré à l'époque pour l'Algérie, afin d'y créer de nouvelles catégories d'électeurs. En Indochine, foyer principal de la crise du système colonial français, le gouvernement du Front populaire a opté pour l'immobilisme politique.

Mise à jour de la contradiction

L'opinion vietnamienne percevait, dès 1936, les ambiguïtés du projet colonial frontiste. Néanmoins, l'équivoque n'a été totalement levée qu'assez tard, pas avant l'été de 1937. Au surplus, le ministère de Léon Blum représentait pour les Vietnamiens un pas en avant considérable, par rapport aux gouvernements de Sarraut ou de Laval : la promesse d'un changement succédait à la réalité d'un colonialisme oppressif. C'est pourquoi l'arrivée au pouvoir de Blum et de Moutet a été saluée au Vietnam par un enthousiasme qui n'est pas sans rappeler « l'aller au devant de la vie » qui en France soulevait les masses ouvrières et les jeunes travailleurs. Dès le printemps de 1936, un climat d'optimisme s'installe dans la population vietnamienne et persistera longtemps. Au Vietnam, le gouvernement du Front populaire a été vraiment populaire. Aucun texte n'exprime mieux cette atmosphère d'espoir que la lettre adressée le 25 mai 1936 au Front populaire français par les prisonniers de Poulo-Condore : « Nous sommes les détenus politiques qui vous écrivons de Poulo-Condore où depuis six ans, nous menons la vie la plus intolérable, le corps épuisé et mourant, mais gardant intact au cœur l'espoir qu'un jour le peuple de France nous libérerait. Ce jour est venu. Au peuple de France nous crions de toutes nos forces : SOS, nous voulons la liberté. » Surtout les formidables grèves des ouvriers français, les occupations d'usines de juin 1936 ont eu un écho profond au Vietnam. Il faut se rappeler que le mouvement ouvrier vietnamien était alors dans sa phase constitutive. La classe ouvrière française va lui fournir à la fois la possibilité politique de la grève (en portant au pouvoir un gouvernement de gauche) et le modèle de la grève. Ce dernier fonctionnera pleinement au cours des grandes grèves qui secouent l'Indochine entre le mois d'octobre 1936 et l'automne 1937.

Pendant le mouvement communiste tout en étant favorable au Front populaire n'était pas vraiment prisonnier du charme frontiste. Bien avant la formation du gouvernement de Léon Blum les marxistes vietnamiens avaient essayé d'évaluer dans leurs journaux légaux, par exemple dans *la Lutte*, dès le mois de mars 1936, les nouvelles possibilités qui semblaient devoir s'ouvrir avec la victoire électorale du Front populaire en

France. Tous étaient optimistes et étaient convaincus que des événements révolutionnaires se préparaient en France et en Espagne. Mais le Front populaire n'en était pas pour autant investi d'espoirs démesurés. Ainsi les trotskystes ne voient dans les succès électoraux de la gauche française qu'un simple moment dans la marche vers une révolution qu'ils pensent proche. A la nouvelle des grèves françaises de juin 1936, ils diffusent immédiatement le mot d'ordre de Trotsky : former partout des comités d'action destinés à organiser le mouvement autonome des masses populaires. Ils n'ont bien sûr aucune confiance dans les capacités révolutionnaires de la coalition frontiste. Les communistes du PCI, quant à eux, ne voient dans le Front populaire qu'un simple point d'appui pour la continuation de la lutte contre le régime colonial. Ils ont maintenu à leur comité central de juillet 1936 la ligne d'un « front populaire anti-impérialiste », destiné à regrouper contre la colonisation toutes les forces révolutionnaires, trotskystes inclus, et nationales (nationalistes, bourgeoisie constitutionnaliste, patriotes modérés, etc.) Cette interprétation ouvertement anticolonialiste du Front populaire va subsister dans les rangs du communisme vietnamien au moins jusqu'à la réunion du comité central d'août 1937 qui adoptera la politique dite du « Front démocratique ». Il s'agit donc pour ses militants de créer un front populaire indochinois très large, s'appuyant sur des comités de base très diversifiés, légaux ou non, syndicats, associations paysannes, groupes d'entraide, cours du soir, amicales, etc., et réalisant au sommet l'accord entre les forces politiques vietnamiennes existantes pour des objectifs immédiatement réalisables. L'action doit être menée sur tous les plans, au grand jour comme dans la clandestinité. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera possible d'envisager davantage d'audace. Entre les deux points de vue, trotskyste et communiste, il existe plusieurs points d'accord fondamentaux. Les uns comme les autres savent que le Front populaire français n'accordera pas l'indépendance et sont profondément attachés à ce que les communistes chinois appellent déjà la « ligne de masse » : tout dépendra, estiment-ils, de la mobilisation populaire. Dans l'immédiat, il est possible, à cette condition, d'obtenir du gouvernement du Front populaire des réformes limitées (octroi des libertés élémentaires, du droit syndical, etc.) et donc de lui apporter un soutien critique. Mais l'essentiel est d'organiser les masses ouvrières et paysannes. Le mot d'ordre que *la Lutte* diffuse inlassablement depuis 1935, c'est le vieux principe sino-vietnamien : « Compter sur ses propres forces »... Tout le problème revenait en fin de compte à inventer une politique qui tout en étant compatible avec les objectifs officiels du Front populaire français permettrait de développer le mouvement populaire et de lui conserver une totale liberté d'action.

Cette politique a été formulée par le communisme légal ; mais elle va surgir tout autant des initiatives autonomes des travailleurs et des paysans vietnamiens. Elle se décompose en deux grands mouvements successifs : le Congrès indochinois de juillet à septembre 1936, les grèves de la fin de 1936 et du début de 1937. Le premier est à la fois l'écho et l'antithèse du

célèbre Congrès musulman réuni à Alger en juin 1936. Davantage l'anti-thèse que l'écho d'ailleurs — le Congrès musulman était une réunion éphémère de partis, d'organisations culturelles, de notabilités, le Congrès indochinois, lui, a été un véritable mouvement de masse. L'initiative de sa convocation revient au groupe de *la Lutte*, il lance l'idée le 29 juillet et sera la cheville ouvrière du Congrès, mais celui-ci recevra l'appui militant des organisations clandestines. Il s'agit de prendre au mot le programme officiel du Front populaire en matière coloniale — à savoir la promesse d'enquête parlementaire — pour lancer une vaste campagne de discussion populaire sur les vœux à présenter à la commission d'enquête. La structure de base de la consultation sera le comité d'action. Les délégués des comités d'action se réuniront en congrès national : par la suite les comités d'action serviront de structures autonomes du mouvement des masses. La campagne débute en août. *La Lutte* a contraint les leaders de la grande bourgeoisie réformiste, tel le futur président du conseil de Bao Dai, en 1948, Nguyen Phan Long, à participer au comité d'initiative du Congrès formé le 13 août et leur a fait accepter l'idée des comités d'action. Le mouvement pour le congrès a très vite acquis un caractère de masse, mais inégalement selon les différents territoires. En Cochinchine, les comités d'action se sont multipliés. L'administration en a recensé plus de 600 tant en zone rurale que dans les villes. Dans d'innombrables villages, quartiers, entreprises, on se réunit pour rédiger des cahiers de vœux, on imprime des tracts, on installe des permanences. Mais au Nord, et au Centre les autorités coloniales ont réussi à faire triompher, par l'effet de la pression des notables et de la police, mais aussi par suite de la faible implantation communiste, une version édulcorée de la consultation : les comités du Congrès ont été dominés par les créatures de l'administration, fonctionnaires ou membres des chambres de représentants de l'Annam et du Tonkin, et se sont dispersés à la première sommation officielle, soit au début de septembre.

Un premier conflit oppose donc, à partir de l'automne 1936, le mouvement national et le gouvernement du Front populaire. Enlisé au Nord et au centre, le mouvement congressiste ne cesse de grandir au Sud. Il a fallu, pour le briser, en venir à des mesures répressives, ces mesures dont Marius Moutet avait espéré pouvoir se passer. Le 19 septembre, un télégramme gouvernemental — « Ordre français doit régner en Indochine... » — donne le feu vert au gouvernement général : les trois leaders du congressisme, le nationaliste Nguyen An Ninh, le trotskyste Ta Thu Thau et le communiste Nguyen Van Tao sont arrêtés le 27, tandis que des dizaines de militants des comités d'action sont emprisonnés. Est-ce l'épreuve de force ? Non. Un compromis s'est finalement instauré en novembre : les leaders emprisonnés ont engagé une longue grève de la faim, dont l'écho a été considérable au Vietnam et qui risquait de nuire aux chances de la nouvelle politique coloniale. *La Lutte*, de son côté, a choisi de suspendre la campagne pour le Congrès en raison de son échec au

Nord et au Centre. En novembre, les prisonniers sont mis en liberté sur ordre de Marius Moutet : c'est la trêve.

Le relais a été pris par la vague de grèves. Certes ce ne sont pas des grèves à l'américaine, les ouvriers sont encore peu nombreux au Vietnam, quelques centaines de milliers, un million au plus, et la plupart du temps ce ne sont pas des salariés permanents. Néanmoins, il n'est pas trop fort de parler de vague de grèves, dans la mesure où le mouvement a touché tous les pays vietnamiens, tous les secteurs de l'économie coloniale et tous les types d'entreprise, des ateliers lilliputiens aux quelques grosses entreprises modernes. Ainsi se sont mis en grève aussi bien les coolies des plantations d'hévéas du Sud que les cochers de tilburys, les travailleurs des poteries artisanales de la région de Thudaumot, les ouvriers des salons de coiffure de Saigon, les mineurs de charbon du bassin de Hongay, les ouvrières des filatures de coton de Nam Dinh, les cheminots, les dockers de Saigon, les coolies des décortiqueries de Cholon, etc. Une statistique partielle établie par *la Lutte* recense dans toute l'Indochine 242 grèves ouvrières entre le 1^{er} août 1936 et le 1^{er} février 1937 : pour 163 d'entre elles, le nombre de grévistes aurait atteint le chiffre de 55 000. Encore ces estimations sont-elles très incomplètes. Rien que sur le territoire de la seule Cochinchine, il y a eu 279 grèves du 1^{er} juin 1936 au 31 mars 1937, ce qui signifie qu'au cours des dix-huit mois qui séparent juin 1936 de décembre 1937, le nombre de grèves a dû dépasser de beaucoup le demi-millier, chiffre considérable pour une classe ouvrière récente et peu nombreuse.

Cette mobilisation ouvrière sans précédent au Vietnam résulte, certes, du travail militant des communistes ou des trotskystes, légaux ou illégaux, mais elle est issue, pour l'essentiel, de la protestation instinctive des ouvriers contre la réduction inouïe de leur pouvoir d'achat à la suite de l'inflation et de la dévaluation monétaire d'octobre 1936. Protestation spontanée, mais aussi raisonnée : les travailleurs vietnamiens avaient en tête l'exemple du « juin 36 » métropolitain et ils savaient que sous un gouvernement dirigé par les socialistes, la grève ne pouvait plus être assimilée à un délit.

Les grèves ont posé deux problèmes difficiles au gouvernement général : celui de la politique (concessions ou répression ?) à mettre en œuvre pour obtenir la reprise du travail, celui de l'attitude à observer à l'égard des syndicats qui se sont multipliés clandestinement à la faveur des conflits. Le gouvernement du Front populaire a d'abord cherché l'apaisement et, dans ce but, il a favorisé la satisfaction des revendications économiques les moins contestables des grévistes. Il a donc pesé de tout son poids sur l'administration indochinoise pour qu'elle pousse le patronat à céder. Et, dans un premier temps, jusqu'en février 1937, il a relativement réussi : les expulsions de militants ouvriers des entreprises ou les lock-out ont été peu nombreux, presque tous les grévistes ont obtenu de notables augmentations de salaires.

Mais le mouvement gréviste a eu une résonance politique considérable. Tout d'abord, il a réactivé la campagne pour le Congrès indochinois. En février 1937, *la Lutte et le Travail* tentent de relancer les comités d'action en profitant de la présence en Indochine d'un envoyé du gouvernement Léon Blum, le délégué aux questions du Travail dans les Territoires d'outremer, l'ancien ministre Justin Godart, qui, visiblement, ne cache pas ses sympathies pour les ouvriers en grève. En second lieu, la levée ouvrière a eu beaucoup d'échos dans les campagnes où se sont développées, au moment des récoltes ou de la collecte des impôts, de nombreuses manifestations paysannes contre la fiscalité, ou des grèves de moissonneurs pour obtenir l'augmentation des gages. D'autre part, dans les villes, l'inflation continuant, à la première vague de grèves, a succédé, en avril 1937, un second train de grèves, moins nombreuses, certes, mais beaucoup plus dures et plus longues. Enfin, la revendication du droit syndical s'affirme au même moment avec d'autant plus de force que la presse communiste légale a rendu public le projet (très restrictif) de décret autorisant les syndicats, qu'examinait secrètement le gouvernement général. En fait, l'enjeu de la légalisation des syndicats était essentiellement politique, car il était évident que des syndicats légaux serviraient de couverture aux unions ouvrières clandestines, à direction communiste ou trotskyste, qui s'étaient multipliées depuis 1936. C'est pourquoi un second conflit oppose, à partir de mai 1937, le gouvernement du Front populaire et, cette fois, le mouvement ouvrier vietnamien. En juin, les options officielles deviennent claires : l'autorisation des syndicats n'est finalement pas accordée et la police arrête les promoteurs des comités syndicaux provisoires qui s'étaient constitués à Saigon et à Hanoi, dans l'attente d'une décision favorable.

La partie décisive s'est jouée en juillet 1937, au moment où débarque à Saigon un envoyé du Parti communiste français chargé d'enquêter pour le compte de l'Internationale sur la situation politique de l'Indochine, le député communiste Maurice Honel ; à la veille aussi de la grève générale des cheminots d'Indochine, qui va durer un mois, du 3 juillet au 9 août. Le gouvernement du Front populaire engage l'épreuve de force avec les groupes communistes légaux, dans lesquels il voit les centres nerveux du mouvement populaire. La répression s'abat tout d'abord sur le groupe du *Travail* de Hanoi, en avril-mai. Elle s'attaque à *la Lutte*, en juin-juillet : à nouveau, Nguyen An Ninh, Ta Thu Thau et Nguyen Van Tao, les trois leaders politiques le plus populaires du Sud, reprennent le chemin de la prison, mais cette fois, pour deux ans. Ils n'en sortiront qu'à la veille de la guerre, divisés, mais non brisés, avant de connaître un long et dur emprisonnement à Poulo-Condore pendant la guerre.

La contradiction assumée (été 1937-été 1939)

Elle l'a été, mais dans le déchirement des forces révolutionnaires jusqu'alors unies. La mise à jour de l'incompatibilité entre l'intérêt national et la politique néocoloniale du Front populaire a provoqué la scission du front anti-impérialiste : à Saigon, en juin 1937, communistes et trotskystes de *la Lutte* se séparent : *la Lutte* devient un organe trotskyste. La colonisation affronte désormais des adversaires désunis : elle peut escompter bénéficier d'un sursis.

Dans cette scission, les pressions extérieures ont certes joué. Dès février 1937, une lettre du Komintern enjoignait aux communistes vietnamiens de rompre la collaboration avec les trotskystes. Dans les mois qui suivent, les retentissements des procès de Moscou, la campagne anti-trotskyiste de l'internationale, désormais totalement contrôlée par la fraction stalinienne, vont empoisonner les rapports des anciens alliés et engendrer d'innombrables polémiques qui, à la longue, s'avéreront mortelles : en 1945, les leaders trotskystes du Sud seront assassinés par le Vietminh. Néanmoins, la scission résulte avant tout d'une divergence profonde sur le dilemme fondamental qu'affronte l'ensemble des forces révolutionnaires : comment concevoir le devenir national au moment où s'effondre l'espérance internationaliste en un processus révolutionnaire combiné, progressant d'un même mouvement en Europe et en Indochine ? En fait, la rupture du front révolutionnaire réfléchit au Vietnam le basculement en cours du champ de forces extérieures, dans lequel s'inscrivait depuis 1931 le problème de la libération nationale : les facteurs asiatiques l'emportent à nouveau sur les facteurs européens. Elles signifie que s'ouvre une période d'impasse politique et que le mouvement communiste entre dans une période de révision stratégique.

En dépit de sa division, il a pourtant été en mesure de conserver l'initiative et l'hégémonie au sein du mouvement national. Ses concurrents nationalistes ne se sont pas révélés capables de les lui disputer. Pourtant, la politique coloniale du Front populaire, en suscitant une profonde déception, a certainement favorisé la recrudescence que l'on observe à la veille de la guerre, tout particulièrement au Sud. C'est à la fin de 1939, qu'est fondée, dans la province de Chaudoc, la secte Dao Xen, plus connue sous le nom de secte Hoa Hao. A la même époque, l'action des caodaïstes acquiert une coloration politique plus prononcée. Cependant, le nationalisme non communiste ou anticommuniste était affaibli par de profonds vices constitutionnels : rivalités incessantes entre les chefs, passéisme idéologique, incapacité à articuler lutte nationale et lutte sociale, implantation limitée à certaines régions et à certains secteurs de la société (paysannerie de la « frontière » rizicole de l'Ouest cochinchinois, étudiants, intellectuels de formation moderne, lettrés de type ancien). Et sur-

tout, il ne parviendra jamais à se doter d'un programme cohérent, ni à opérer à l'échelle de tout le Vietnam. Cette anémie politique explique d'ailleurs que les partis ou mouvements nationalistes aient toujours cherché à compenser leur faiblesse par l'appui étranger, chinois (dans le cas du Vietnam Quoc Dan Dang) ou japonais (dans le cas des sectes politico-religieuses du Sud).

En fait, les clés du déblocage de la lutte nationale se trouvaient, pour le moment encore, à l'état d'éléments dispersés, du côté communiste. Ainsi, après 1937, les trotskystes sont en pleine ascension au Sud parce qu'ils maintiennent une ligne anti-impérialiste intransigeante. Ils combattent ouvertement la politique du gouvernement de Front populaire, préconisent le boycott de l'effort de guerre français, prêchent le défaitisme et réclament la convocation d'une assemblée constituante. Aux élections d'avril 1939, trois d'entre eux, dont Ta Thu Thau, sont élus au Conseil colonial de la Cochinchine, battant, dans un collège électoral composé essentiellement par la moyenne bourgeoisie urbaine ou intellectuelle et par les propriétaires aisés, leurs adversaires communistes ou constitutionnalistes. Ils ont axé toute leur campagne sur un programme anti-impérialiste. Cette élection est intéressante en ce qu'elle voit la déroute du nationalisme réformiste, le constitutionnalisme, sur son propre terrain social, et qu'elle montre qu'en dépit des désillusions engendrées par la politique frontiste, l'axe du mouvement d'indépendance reste orienté vers le pôle marxiste. En outre, les trotskystes ont acquis une large influence en milieu populaire dans l'agglomération saïgonnaise et dans les provinces voisines. Pourtant, sur la stratégie trotskyste pèse une hypothèse : l'inexistence de la condition extérieure nécessaire à sa mise en œuvre, soit le déclenchement d'une révolution prolétarienne en Europe. C'est pourquoi, après 1937, au Vietnam, le trotskysme exprime en termes radicaux, avant toute autre aspiration, la volonté de révolution nationale et sociale. Ce qui est déjà beaucoup, car l'existence de cette concurrence vigoureuse sera un stimulant fort utile pour l'ensemble du mouvement communiste. Mais, les trotskystes, s'ils ont une prise sur les événements, ne pourront pas véritablement les conduire. C'est d'ailleurs ce qui les amène à se diviser au début de 1938 en deux groupes, dont l'un recherche l'alliance avec les autres forces nationales, les communistes en particulier, et dont l'autre, dirigé par Ta Thu Thau, tente au contraire de mettre sur pied un nouveau parti révolutionnaire à base ouvrière, menant de front le combat pour l'indépendance et la lutte de classes.

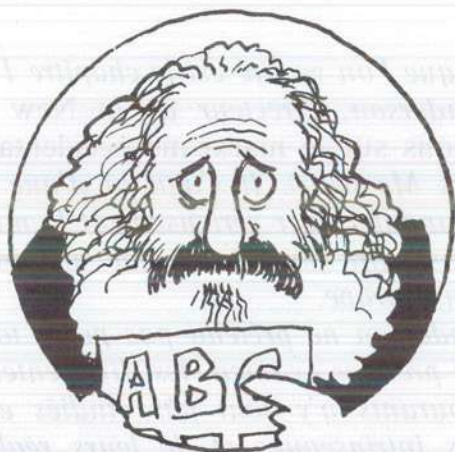
Les communistes sont progressivement revenus à la ligne de front national, déjà préconisée en 1928-1930 par Ho Chi Minh. Tel est le contenu de la politique dite du « Front démocratique » adoptée par le comité central du PCI en mars 1938, peut-être dès août 1937. Placés dans une situation délicate par la stratégie frontiste de l'Internationale, contraints de soutenir le Front populaire français sous peine d'indiscipline, les communistes, qui peuvent d'ailleurs s'inspirer de l'expérience du front national que leurs camarades de Chine ont mis sur pied et réfléchir sur la pratique

de la guerre prolongée expérimentée dans les bases rouges chinoises, ont fini par adopter une souple politique d'alliance et de lutte simultanées à l'égard du gouvernement Léon Blum. Alliance et lutte indissociables, mais géographiquement ventilées : les alliés français sont, pour l'essentiel, en France et encore n'apporte-t-on au gouvernement du Front populaire qu'un soutien fort critique, assorti de mises en garde insistantes ; en Indochine, la lutte contre l'administration coloniale, que les communistes représentent toujours comme hostile au Front populaire français, continue avec vigueur. Ainsi, sont opérées entre les composantes du Front populaires français des distinctions élémentaires et le soutien que les communistes vietnamiens portent à ce dernier n'a rien eu d'une capitulation politique. Certes, la nouvelle orientation communiste s'est avérée parfois difficilement compatible avec les intérêts du mouvement national. Elle risquait sans cesse de faire vaciller le PCI dans la vieille politique de « collaboration franco-annamite » que pratiquaient les vieux partis de la bourgeoisie vietnamienne et qui les avait privés d'avenir national. On verra ainsi le parti soutenir, conditionnellement il est vrai, l'emprunt pour la défense nationale lancé par les autorités coloniales en 1939. Il est probable aussi qu'on s'est fait dans les rangs de certaines organisations communistes bien des illusions sur le Front populaire, en particulier au sein du comité régional du Sud qui sera sévèrement critiqué par le comité central en décembre 1938. L'on voit même le PCI faire adresser, en juin 1939, des centaines de pétitions au Front populaire français, alors que ce dernier a été officiellement dissous en novembre 1938. Mais, dans l'ensemble, la pratique des communistes vietnamiens ne procède pas d'un vulgaire suivisme stalinien. Ceci pour plusieurs raisons. A la différence de leurs camarades d'Europe, les communistes vietnamiens ont multiplié les organismes de base, comités d'action du Congrès indochinois, syndicats ouvriers, associations paysannes plus ou moins camouflées en amicales ou en associations d'entraide, organismes qui constituaient un ensemble de structures de masses protéiformes et insaisissables. Ils ont organisé d'innombrables luttes populaires d'amplitude locale ou régionale, notamment en milieu paysan. L'expérience de la lutte politique de masse a pénétré plus profondément au sein du peuple vietnamien. La référence au Front populaire fonctionne ainsi comme une couverture politique commode à l'abri de laquelle s'organisent de façon semi-légale, et surtout dans la plus complète autonomie, le mouvement ouvrier et le mouvement paysan. Enfin, les communistes vietnamiens n'ont jamais envisagé de redécouvrir peu à peu, élément par élément, la politique révolutionnaire qui va donner son profil historique au communisme vietnamien : celle du front national. Depuis 1936, dans la presse communiste clandestine, on remet en honneur la notion de patrie. On cherche à nouer des contacts avec les milieux du patriotisme traditionnel : c'est ainsi que, lors des élections aux Chambres des représentants du peuple du Tonkin et de l'Annam, en 1938 et 1939, le PCI soutient les candidatures de patriotes modérés. De même, les

communistes mènent une vigoureuse campagne de soutien à la Chine, propagent dès avant la guerre, l'idée de la résistance nationale à l'impérialisme japonais. Il n'est pas exagéré de dire qu'entre 1936 et 1939, le PCI revient à ses sources proprement vietnamiennes. Dans son orientation, ce qui l'emporte, au moins potentiellement, sur le cours apparemment « stalinien », c'est la volonté de faire passer la cause nationale avant toute autre. En ce sens, par cette réorientation en profondeur, se prépare le grand « décrochage » du communisme vietnamien à l'égard du Komintern, qui aboutira, en 1941, à la fondation du Vietminh.

En 1937-1938, il est de fait que les aspirations nationales vietnamiennes ont été mises en échec par la politique néocoloniale du Front populaire français. L'option de la décolonisation a totalement disparu de l'horizon gouvernemental et cette disparition a pesé lourd sur les origines de la plus longue guerre du siècle. Il reste que le mouvement communiste dans son ensemble a su échapper aux illusions du frontisme. Et cela a beaucoup compté dans la détermination qui se fait jour au Vietnam, dans les milieux les plus divers, de ne plus se laisser duper par les responsables, mêmes libéraux, du colonialisme. Ecrivant en novembre 1937 à la commission parlementaire d'enquête, le célèbre lettré patriote, Huynh Thuc Kang, conclut prophétiquement sa lettre en avertissant que, dans l'opinion vietnamienne, le vieil adage taoïste est bien près de devenir réalité : *« Le peuple ne craint plus la mort, à quoi bon se servir de la mort pour l'intimider... »*

Daniel Hémary



THEORIES MARXISTES

Le texte que l'on va lire est le chapitre IV de l'ouvrage de Perry Anderson, directeur de la New Left Review, « considérations sur le marxisme occidental » (à paraître chez François Maspero). Il s'agit là d'une des premières tentatives pour interroger sérieusement le marxisme et son histoire, c'est-à-dire pour faire une histoire marxiste du marxisme en Europe.

Perry Anderson ne prétend pas poser tous les problèmes dans ce premier examen, les différentes écoles ou les différents courants n'y sont pas étudiés en fonction de leurs mérites intrinsèques et de leurs réalisations, mais traités comme les manifestations d'une difficulté fondamentale : la distance de plus en plus grande entre la théorie et la pratique politique. A partir du stalinisme en effet, le marxisme devient de façon prédominante un ensemble de réflexions théoriques de plus en plus abstraites alors que pour ses fondateurs et leurs continuateurs du début du vingtième siècle, il est essentiellement élucidation de la pratique. Comme le montre très bien Perry Anderson, cela n'exclut pas des développements intéressants et importants dans toute une série de domaines. Cela pose toutefois très nettement la question d'un nouveau départ du marxisme à la fois comme théorie et comme pratique.

Les innovations thématiques du marxisme occidental

On peut discerner d'emblée certains traits généraux : à partir des années vingt, comme nous l'avons vu, le marxisme occidental s'interdit peu à peu toute confrontation théorique avec les principaux problèmes économiques et politiques. Gramsci fut le dernier penseur à faire directement état, dans ses écrits, de problèmes importants de la lutte des classes. Lui non plus, cependant, n'écrivit rien sur l'économie capitaliste même dans le sens classique, c'est-à-dire en analysant les lois du développement du mode de production en tant que tel (1). Après lui, un silence semblable en-

(1) *Le silence de Gramsci en ce qui concerne les problèmes économiques fut total. Cependant — ironie et mystère de l'histoire — il se trouve qu'un de ses plus proches amis, et un des plus durables, fut Piero Straffa — qui transmit sa correspondance avec le PCI en dehors d'Italie pendant ses dernières années de prison et qui fut probablement le dernier à avoir discuté de politique internationale avec Gramsci, quelques mois avant sa mort en 1937. Il y a un certain symbolisme dans ce rapport étrange entre le plus grand penseur politique marxiste d'Occident et le théoricien économique le plus original de l'après-guerre, avec son mélange d'intimité personnelle et de distance intellectuelle. Il semble ne pas y avoir eu le plus petit rapport entre les univers de leurs travaux respectifs. La critique définitive de l'économie néoclassique par Straffa devait être plus rigoureuse et de plus grande portée que tout ce qui avait pu se faire d'autre sur le terrain marxiste lui-même. Cependant, cette réalisation remarquable fut accomplie par un retour, au-delà de Marx, vers Ricardo, et le système qui en ressortit ne fut guère moins sévère pour la théorie de la valeur exposée dans le Capital.*

veloppa habituellement l'ordre politique de la domination bourgeoise, et avec lui les moyens de le renverser. Il en résulta que le marxisme occidental dans son ensemble, quand il allait au-delà des questions de méthode pour aborder des questions plus immédiatement pratiques, se concentrait de façon écrasante sur l'étude des superstructures. De plus, les domaines superstructurels qui l'occupèrent le plus longtemps et le plus profondément furent ceux qui étaient au « plus haut » degré éloignés de l'infrastructure économique, selon l'expression d'Engels. En d'autres termes, il ne se donna généralement pas pour objets de recherche l'Etat ou les lois, mais habituellement la culture, qui concentra sur elle toute l'attention.

Par dessus tout, dans le domaine même de la culture, c'est l'art qui mobilisa la plus grande partie des énergies intellectuelles et les talents du marxisme occidental. Cela mérite que l'on s'y arrête. Lukacs consacra la majeure partie de sa vie à des travaux sur la littérature, produisant tout un ensemble d'études critiques sur le roman allemand et européen — de Goethe et Scott à Thomas Mann et Soljenitsyne, aboutissant à un ouvrage général monumental : *Aesthetik*, l'ouvrage le plus long et le plus ambitieux qu'il ait publié (2). Adorno écrivit une douzaine de livres sur la musique, comprenant à la fois des analyses globales des transformations musicales au XX^e siècle et des interprétations de compositeurs isolés tels que Wagner ou Mahler et aussi trois volumes d'essais sur la littérature. Lui aussi compléta son œuvre par une *Aesthetische Theorie* générale (3). Le legs théorique marxiste le plus important de Benjamin fut un essai sur *l'Art à l'âge de la reproduction mécanique*, et sa principale œuvre critique des années trente est une étude sur Baudelaire (4). Il s'intéressa également à l'œuvre de Brecht (5).

(2) *Aesthetik*, Berlin/Neuwied, 1963. Ses principaux ouvrages de critique littéraire marxiste traduits en français sont : Brève histoire de la littérature allemande (*Nagel*) ; le Roman historique (*Pavot*) ; la Signification présente du réalisme critique (*NRF*) ; Thomas Mann (*Maspéro*) ; Balzac et le réalisme français (*Maspéro*). Voir aussi la Théorie du roman, antérieure au ralliement de Lukacs au marxisme (*Denoël-Gonthier*). N.D.T.

(3) *Aesthetische Theorie*, Francfort, 1970. Traduction française : Théorie esthétique, Klincksieck, Paris, 1974. Voir aussi Adorno et H. Eisler, Musique de films, *l'Arche*, 1972 (N.D.T.). Les trois volumes des *Noten zur Literatur* ont été publiés en Allemagne (Berlin et Francfort, 1958-1961).

(4) Voir *Illuminations*, p.219-253 et Charles Baudelaire, a Lyric Poet in the Era of High Capitalism, *NLB*, Londres, 1973.

(5) Benjamin était, bien sûr, un interlocuteur privilégié de Brecht en exil. La pensée esthétique de Brecht lui-même, si elle était bien évidemment d'une grande importance intrinsèque dans l'histoire du marxisme européen de son temps, fut toujours subordonnée à sa pratique en tant qu'auteur dramatique et tombe donc quelque peu en dehors du cadre de cet essai. Sur les rapports de Brecht avec Benjamin et Lukacs, voir *Essais sur B. Brecht (Maspéro)*, p.143, 145-147 ; *Understanding Brecht (NLB)*, p. 105-127 ; les *Essais de Brecht (L'Arche)* et les *Ecrits de Moscou de Lukacs (Editions sociales)*. Voir aussi Klaus Völker, « Brecht et Lukacs, analyse d'une divergence d'opinions », *Travail théâtral*, n°3.

Le principal ouvrage de Goldmann fut une analyse de Racine et du jansénisme, *le Dieu caché*, qui établit un canon général de la critique littéraire selon le matérialisme historique : ses autres écrits traitent du théâtre moderne et du roman (Malraux) (6). Lefebvre, à son tour, écrivit une *Contribution à l'esthétique* (7). Della Volpe, pour sa part, produisit une autre théorie esthétique de grande envergure, *Critica del gusto*, en plus de ses essais sur le cinéma et la poésie (8). Marcuse n'écrivit pas d'ouvrage consacré uniquement à l'esthétique ou à des artistes précis mais considéra systématiquement l'esthétique comme la catégorie centrale d'une société libre, dans laquelle « l'art comme forme de la réalité » modèlerait finalement les contours objectifs du monde social lui-même — thème commun à la fois à *Eros and Civilization* et à *An Essay on Liberation* (9). La première rencontre de Sartre avec le marxisme coïncida avec sa publication de *Qu'est-ce que la littérature ?* : pendant la période de transition vers son propre travail sur la théorie marxiste même, sa principale production porta sur Jean Genet et il écrivait aussi dans le même temps sur Mallarmé et le Tintoret (10) ; et quand il eut finalement terminé sa route à la rencontre du marxisme, il passa encore dix ans sur une étude monumentale de Flaubert — qui devait prendre plus d'ampleur et de volume que la somme de tous ses ouvrages philosophiques antérieurs mis ensemble (11). Gramsci, comme d'habitude, présente dans ce tableau d'ensemble

printemps 1971 (NDT). Les critiques qu'Adorno adresse à Benjamin et Brecht sont par ailleurs rassemblées dans les textes publiés par la *New Left Review*, n°81, septembre-octobre 1973 ; « Letters to Walter Benjamin », n°87-88, septembre-décembre 1974. « Commitment ». Ces étranges complexes sont un des principaux débats du développement culturel du marxisme occidental.

(6) Pour une sociologie du roman, *Paris*, 1964.

(7) *Contribution à l'esthétique*, *Paris*, 1953.

(8) *Critica del gusto*, *Milan*, 1960 ; *Verosimile Filmico*, *Rome*, 1954.

(9) Ses déclarations les plus explicites sur ce point se trouvent dans son essai : « Art as a form of reality », *New Left Review*, n°74, juillet-août 1972.

(10) Les études sur Mallarmé et le Tintoret, dont seuls des fragments ont été publiés, étaient en fait des volumes entiers (voir M. Contat et M. Rybalka, les *Ecrits de Sartre*, *Paris*, 1970, p.262, 314-315).

(11) *L'Idiot de la famille*, volumes I-III, *Paris*, 1971-1972. Il y a une étrange ressemblance entre l'ouvrage de Sartre sur Flaubert et celui de Benjamin sur Baudelaire, malgré le contraste entre le gigantisme de l'un et la minceur de l'autre. L'étude de Benjamin était divisée en trois parties : Baudelaire lui-même en tant qu'allégoriste ; le monde social de Paris dans lequel il écrivit ; et le produit en tant qu'objet poétique synthétisant la signification à la fois du poète et de cette capitale. L'étude de Sartre est aussi construite sur un schéma tripartite : la formation subjective de la personnalité de Flaubert ; le Second Empire, terrain objectif de sa réception en tant qu'artiste ; Madame Bovary étant l'unité historique particulière des deux.

un cas à la fois comparable et différent. Il consacra de nombreuses pages à la littérature italienne dans les *Carnets de prison* (12). Cependant, l'objectif principal de sa recherche théorique n'était pas le monde de l'art mais la structure et la fonction globale de la culture pour les systèmes de pouvoir politique en Europe à partir de la Renaissance. C'est ainsi que ses investigations les plus profondes et les plus originales portèrent sur l'analyse institutionnelle de la formation et de la division historique des intellectuels, la nature sociale de l'éducation et le rôle des idéologies comme intermédiaires entre les classes, permettant de les cimenter en blocs. Tout le travail de Gramsci fut centré, sans exception, sur des problèmes de superstructures, mais, contrairement aux autres théoriciens du marxisme occidental, il considéra l'autonomie et l'efficacité des superstructures culturelles comme un problème politique devant être explicitement théorisé comme tel — dans son rapport avec la maintien ou la subversion de l'ordre social.

Althusser, lui aussi, abandonna finalement les rivages de la méthodologie pour des analyses concrètes, mais à seule fin d'explorer des questions exclusivement superstructurelles : le plus long essai de ce type qu'il ait écrit traitait de l'idéologie et de l'éducation, et le point de départ de cet essai est ouvertement tiré de Gramsci : des textes plus courts traitaient de théâtre ou de peinture (Brecht ou Cremonini) et de la nature de l'art : on peut remarquer également que la seule application développée de ses idées, en dehors du champ de la philosophie au sens strict, à paraître sous l'empreinte de son autorité personnelle est une théorie de la littérature (13). Tout au long de son histoire, le marxisme occidental a donc uniformément traité la culture et l'idéologie comme ses terrains d'étude les plus importants. L'esthétique, qui est depuis le siècle des lumières, le pont le plus court entre la philosophie et le monde concret, a exercé une attraction spéciale et constante sur ces théoriciens (14). La grande richesse et la grande variété de l'ensemble des écrits produits dans ce domaine, beaucoup plus riche et plus subtile que tout ce que l'on aurait pu trouver dans l'héritage classique du matérialisme historique, peut finalement devenir la production collective la plus durable de cette tradition.

(12) *Le volume intitulé Letteratura e Vita nazionale est le plus long de ceux publiés dans l'édition Einaudi des Carnets de prison, mais il comprend également les premières critiques de théâtre de Gramsci, avant son emprisonnement.*

(13) Voir « *Idéologie et appareils d'Etat (Notes pour une recherche)* », la Pensée, juin 1970, n°151, p.3-38 ; « *Une lettre sur l'art à André Daspre* », la Nouvelle Critique, avril 1966 ; « *Cremonini, peinture de l'abstraction* », Démocratie nouvelle, août 1966 ; Pour Marx, « *Le « Piccolo » Bertolazzi et Brecht* » ; et dans la collection *Théorie*, dirigée par Althusser, Pierre Macherey, Pour une théorie de la production littéraire (Maspero, 1966).

(14) *Il est significatif que le seul ouvrage de réelle qualité qui domine largement le marxisme occidental dans son ensemble soit une étude de l'esthétique : Marxism and Form, de Frederic Jameson.*

Cependant, les principaux systèmes intellectuels du marxisme occidental ont généralement produit aussi des thèmes théoriques tout à fait nouveaux qui furent d'une plus grande importance pour l'ensemble du matérialisme historique. Le trait commun à ces conceptions est leur aspect totalement neuf par rapport au legs classique du marxisme. On peut définir ces thèmes par ceci que l'on ne trouve à leur sujet aucune indication, aucune anticipation dans les écrits de Marx, jeune ou vieux, ni dans les travaux de ses héritiers de la Seconde Internationale. Ici, le critère pertinent n'est pas la validité de ces innovations ou leur compatibilité avec les principes de base du marxisme : c'est leur originalité. Une évaluation critique des mérites de chacune d'entre elles n'est pas à faire ici : cela dépasserait les limites fixées à cet essai. Pour le moment, il suffit d'isoler les concepts les plus importants qui les distinguent des développements antérieurs du marxisme. Toute tentative de ce genre doit inévitablement être plus ou moins arbitraire dans son mode de sélection : dans l'optique restreinte de cet essai, en particulier, on ne saurait envisager de fournir une vision d'ensemble exhaustive (15). Mais certains thèmes précis se détachent sans erreur possible dans l'ensemble théorique impressionnant dont nous parlons. Ils peuvent être considérés comme un décompte minimum des contributions *sui generis* de la tradition en question.

Dans ce contexte, on trouve d'abord et avant tout la notion d'hégémonie formulée par Gramsci. Le terme lui-même vient du mouvement socialiste russe, où Plekhanov et Axelrod avaient été les premiers à l'employer dans des discussions stratégiques sur la future direction par la classe ouvrière d'une révolution en Russie (16). En fait, l'adoption du terme par Gramsci le transforma en quelque chose comme un concept totalement nouveau dans le langage marxiste, concept destiné précisément à théoriser les structures qui n'existaient pas dans la Russie tsariste. Se souvenant des analyses de la force et de la fraude par Machiavel et les renversant tacitement, Gramsci formula le concept d'hégémonie pour désigner la force et la complexité incomparablement plus grandes de la domination exercée par la classe bourgeoise en Europe de l'Ouest, ce qui avait empêché toute répétition de la révolution d'Octobre dans les zones de capitalisme avancé du continent. Ce système hégémonique de pouvoir était défini par le degré de consentement qu'il obtenait des masses populaires qu'il dominait et, en conséquence, par la réduction des moyens de coer-

(15) On verra comment les principaux systèmes qui ne se distinguent pas radicalement, par des innovations de ce genre, des canons de la théorie marxiste antérieure sont ceux que fondèrent Della Volpe et Lukacs. Dans les deux cas, cela s'alliait à une très étroite fidélité textuelle aux écrits de Marx lui-même (pour le meilleur ou pour le pire ?). Le développement de thèmes tels que ceux de l'aliénation et de la réification chez le jeune Lukacs ne peuvent être considérés comme de réelles innovations, quelle qu'en ait été bien plus tard la diffusion dans le marxisme occidental, dans la mesure où ils imprègnent le jeune Marx.

(16) On examinera ailleurs de façon détaillée l'évolution et la signification du concept d'hégémonie dans un essai sur Gramsci à paraître dans la *New Left Review*.

dition nécessaires pour les réprimer. Ses mécanismes de contrôle pour s'assurer ce consentement résident dans un fin réseau d'institutions culturelles — écoles, églises, journaux, partis, associations — inculquant la subordination aux classes exploitées à travers un ensemble d'idéologies tissées par le passé historique et transmises par des groupes intellectuels auxiliaires de la classe dominante. Ces intellectuels, à leur tour, pouvaient soit être annexés par la classe dirigeante à partir des modes de production anciens (« *traditionnels* »), soit être produits dans ses propres rangs sociaux (« *organiques* ») en tant que catégorie nouvelle. La domination bourgeoise était d'ailleurs soutenue par l'allégeance de classes alliées secondaires, soudées en un bloc social compact sous sa direction politique. L'hégémonie flexible et dynamique exercée par le capital sur le travail en Occident à l'aide de cette structure stratifiée de consensus opposait au mouvement révolutionnaire une barrière beaucoup plus difficile à renverser que cela n'avait été le cas en Russie (17). Les crises économiques d'un type que les marxistes avaient, jusque là, considéré comme le levier central de la révolution sous le capitalisme purent être maîtrisées par cet ordre politique, qui y résista. Cela empêcha le prolétariat d'entreprendre des attaques frontales sur le modèle russe. Une longue et difficile « *guerre de position* » serait nécessaire pour lutter contre cet ordre. A partir de cet ensemble de conceptions, Gramsci, seul parmi ces penseurs, tenta directement de trouver une explication théorique à cette impasse historique fondamentale qui était l'origine et la matrice du marxisme occidental lui-même.

La théorie de l'hégémonie selon Gramsci présentait une autre particularité au sein même de cette tradition. Elle était fondée non seulement sur une participation personnelle aux conflits politiques contemporains, mais aussi sur une connaissance comparative très approfondie du passé européen. En d'autres termes, c'était le produit d'études scientifiques de matériaux empiriques, à la façon classique des fondateurs du matérialisme historique. Cela ne sera pas vrai des autres grandes innovations du marxisme occidental. Toutes les autres innovations seront des constructions de pure spéculation au vieux sens philosophique du terme : des schémas conceptuels *a priori* pour la compréhension de l'histoire, pas forcément sans rapport avec des preuves empiriques mais, dans leur mode même de présentation, jamais démontrés par elles. En général, ces conceptions ne fournissaient aucune grille concrète dans le temps s'articulant sur des catégories historiques nettes, comme celles que Gramsci respecta très consciencieusement. La théorie la plus vaste et la plus inattendue de ce type fut la vision du rapport entre *l'homme et la nature* développée par l'École de Francfort. Son origine remonte à la philosophie de Schelling qui, vers le milieu de sa carrière, avait adopté une métaphysique contre-évolutionniste, qui voyait toute l'histoire comme une régression d'un état supé-

(17) Voir sur ce point les Carnets de prison.

rieur vers l'état inférieur d'une « nature déchue », après une « contraction » de la divinité abandonnant le monde et avant une éventuelle « résurrection » de la nature par la réunification du divin et de l'univers (18). Cette doctrine mystico-religieuse fut adaptée et transformée par Adorno et Horkheimer en une « dialectique de la raison laïcisée ». La conception marxiste classique de la marche de l'histoire, des communautés primitives au capitalisme, avait mis l'accent sur le contrôle croissant de l'homme sur la nature grâce au développement des forces productives en tant qu'émancipation progressive de la société humaine de la tyrannie de la nécessité naturelle (*Naturnotwendigkeit*) : les fruits de cette libération furent confisqués par les classes exploiteuses successives à travers la division sociale du travail, mais, avec l'avènement du communisme, les producteurs eux-mêmes se les réapproprieraient pour créer enfin une société d'abondance générale, la maîtrise finale de la nature témoignant de l'instauration du « royaume de la liberté ». Adorno et Horkheimer transformèrent cette conception affirmative en une interrogation radicale voire en une négation. Pour eux, la rupture originelle de l'homme avec la nature et le processus de domination de plus en plus grand sur elle qui s'ensuivit n'apportèrent pas nécessairement de progrès dans l'émancipation humaine. Le prix de sa domination sur la nature, dont l'homme lui-même est une partie constituante, fut une division sociale et psychique du travail qui infligea une oppression de plus en plus grande à l'homme, alors même qu'elle lui offrait un potentiel de libération de plus en plus grand. La subordination de la nature allait de pair avec la consolidation des classes, et donc la subordination de la majorité des hommes à un ordre social qui s'imposait à eux comme une seconde nature implacable. Le développement de la technologie jusqu'à présent n'aurait fait que perfectionner les mécanismes de la tyrannie.

En même temps, les structures de la raison comme précondition de la civilisation s'édifièrent sur la répression de la nature chez l'homme lui-même, créant la rupture psychologique entre le moi et le ça qui rendit possible le contrôle rationnel de ses impulsions spontanées. L'affinement instrumental de la raison dans la logique et la science réduisit sans relâche le monde naturel extérieur à l'homme à de simples objets de manipulation quantifiés, effaçant la distinction entre les choses mêmes et les concepts cognitifs pour les confondre en une identité opérationnelle. Le retour de ce qui avait été réprimé, conséquence fatale de cette suppression de la nature,

(18) Schelling : « Tout n'annonce-t-il pas une déchéance de la vie ? Ces montagnes ont-elles grandi jusqu'à être ce qu'elles sont maintenant ? Le sol qui nous porte s'est-il élevé jusqu'à son niveau actuel, ou s'y est-il abaissé ? Oh, les véritables ruines, ce ne sont pas ces débris d'une magnificence humaine première, que le voyageur curieux va visiter dans les terres arides de la Perse ou les déserts de l'Inde ! La terre tout entière est une énorme ruine, habitée par ses animaux comme par des fantômes, par ses hommes comme par des esprits ; maintes forces, maints trésors y sont tenus cachés par des pouvoirs invisibles, dirait-on, ou par des sortilèges magiques. » (Werke, IV Erg. Bd, Munich, 1927, p.135).

prit une forme philosophique achevée au siècle des Lumières, quand la nature elle-même fut en retour identifiée à la raison, et finalement trouva sa forme politique dans le fascisme, quand la pure barbarie prit sa revanche sur la civilisation qui l'avait secrètement préservée, dans une vengeance sauvage de la nature avilie sur la raison (19).

Le développement de la technologie industrielle, lui aussi, devait culminer dans la possibilité d'autodestruction planétaire : tous ses artifices étaient menacés d'annihilation explosive ou de pollution des éléments. Une société libérée cesserait donc de poursuivre une quête présomptueuse : son but historique serait non pas la domination de la nature, mais la *réconciliation* avec elle. Cela impliquerait l'abandon des tentatives cruelles et désespérées pour imposer une identité de l'homme et de la nature, par la soumission forcée de celle-ci à celui-là, et la reconnaissance à la fois des différences et du rapport entre les deux — en d'autres termes, de leur *affinité* vulnérable (20). La « chute » de la nature serait enfin rachetée en dehors et en dedans de l'homme, mais leur non-identité excluerait encore toute harmonie sans contradiction entre eux.

Cette thématique de base était commune à l'École de Francfort dans son ensemble. Marcuse, cependant, lui donna un accent particulier. Dans ses travaux, la nature comme la société se voient attribuer des rapports plus précis et plus programmatiques. Pour Marcuse, suivant directement Freud en cela, la nature instinctive chez l'homme était essentiellement la libido sexuelle — l'Eros. Par-dessus la répression originelle nécessaire pour que l'homme primitif lutte contre le manque et aboutisse à la civilisation, postulée par Freud, la structure de la société de classes prenait des formes historiques successives de « *sur-répression* » découlant de l'inégalité et de la domination. La richesse technologique du capitalisme, cependant, rend maintenant possible l'arrêt de cette sur-répression par l'instauration d'un socialisme de l'abondance (21). De plus, le principe de plaisir (associé au plaisir symétrique de refus de la douleur, appelé Thanatos par Freud) pouvait enfin concorder avec le principe de réalité du monde extérieur, une fois les contraintes du travail aliéné abolies. L'émancipation de l'homme et de la nature se retrouveraient donc dans sa libération érotique. Cela voudrait dire non seulement une libération polymorphe de la sexualité, mais une diffusion des investissements de la libido dans ces rapports de travail et dans les rapports sociaux eux-mêmes

(19) Adorno et Horkheimer, *Dialectic of Enlightenment*. Londres, 1973 surtout p.81-119, 168-208.

(20) *Minima Moralia*, p.155-157 ; *Negative Dialectic*, p.6, 191-192, 270.

(21) *Eros and Civilization*, p.35-37, 151-153.

— qui confèreraient à chaque pratique d'une existence pacifiée les qualités sensuelles d'un jeu esthétique.

Dans ce monde orphique, au-delà du « principe de rendement » du capitalisme, la sublimation cesserait d'être répressive, la gratification érotique s'insérerait librement dans toute la vie sociale, l'homme et la nature seraient enfin accordés en une unité harmonieuse du sujet et de l'objet (22). Cette affirmation séparait totalement Marcuse et Adorno dont les écrits ne contenaient aucune solution sensuelle de ce genre. Cependant, pour Marcuse, le cours actuel de l'histoire empêchait cet aboutissement : le capitalisme contemporain réalisait exactement l'inverse d'une vraie émancipation de la libido — la « de-sublimation répressive » d'une sexualité commercialisée et pseudo-permissive, condamnant et étouffant toute rébellion des impulsions érotiques à un niveau plus profond. L'art aurait eu un destin semblable : autrefois critique, il aurait maintenant été incorporé et neutralisé dans une culture célébrée par la réalité sociale établie. La technologie, à son tour, avait cessé de renfermer la possibilité cachée d'une société alternative : le développement même des forces productives modernes est devenu une involution, perpétuant les rapports de production existants. L'abondance qu'il a créée permet juste, maintenant, d'intégrer le prolétariat dans un ordre social monolithique d'oppression et de conformisme, dans lequel il a perdu toute conscience de lui-même en tant que classe exploitée distincte (23). La démocratie est donc maintenant le déguisement moral de la domination, la tolérance, un suave moyen de manipulation dans un système homogène au sein duquel les masses — privées de toute dimension de conscience négative — élisent mécaniquement les maîtres mêmes qui vont les dominer.

L'utilisation centrale de Freud pour élaborer une nouvelle perspective théorique marxiste, évidente dans les travaux de Marcuse, devait aussi, paradoxalement, caractériser ceux d'Althusser. Le choix de concepts tirés de la psychanalyse et leur transformation sont cependant très différents dans ce dernier cas. Alors que Marcuse adapte la métapsychologie de Freud pour formuler une nouvelle théorie des instincts, Althusser prend à Freud son concept d'inconscient pour construire une nouvelle théorie de l'idéologie. La rupture radicale d'Althusser avec les conceptions traditionnelles du matérialisme historique réside dans cette proclamation résolue : « L'idéologie n'a pas d'histoire », parce qu'elle est — comme l'inconscient — « immuable » dans sa structure et sa façon d'opérer dans les sociétés humaines (24). Cette affirmation se fonde par analogie sur l'autorité de l'œuvre de Freud, pour qui l'inconscient est « éternel ». L'idéologie, pour Althusser, est un ensemble de représentations mythiques

(22) Ibid., p.164-167, 194-195, 200-208, 116.

(23) One Dimensional Man, p.60-78, XVI, 19-52.

(24) Lénine et la philosophie.

ou illusoire de la réalité, exprimant le rapport imaginaire à leur expérience immédiate. Présenté ainsi, c'est un système inconscient de déterminations plutôt qu'une forme de conscience telle qu'on la conçoit ordinairement. La permanence de l'idéologie en tant que moyen vécu de duperie est, à son tour, une conséquence nécessaire de sa fonction sociale qui devait *lier* les hommes entre eux dans la société, en les adaptant aux positions objectives que leur offre le mode de production établi. L'idéologie est donc le ciment indispensable de toute cohésion sociale, et à chaque période de l'histoire. Pour Althusser, la raison pour laquelle il est impossible d'échapper à cet ensemble de croyances et de représentations erronées est que toutes les structures sociales sont par définition opaques pour les individus qui y occupent une position déterminée (25). De fait, la structure formelle de toute idéologie est une inversion constante de ce rapport réel entre les formations sociales et les individus qui y sont insérés : car ce mécanisme clé de toute idéologie fut toujours de reconstruire les individus pour en faire des « *sujets* » imaginaires — centres d'initiative libre — de la société, pour assurer leur assujettissement à l'ordre social, ces sujets en étant des soutiens aveugles ou des victimes. La religion en général (le « *lien* » de l'homme à Dieu) et le christianisme en particulier, fournit à ce sujet le modèle archétypal des effets de toute idéologie — instiller l'illusion de la liberté pour mieux assurer les effets de la nécessité. Spinoza avait fourni une description complète de cette opération caractéristique de l'idéologie, et précisément en ce qui concerne la religion, plus tôt et plus complètement que Marx. Mais la nature inconsciente de l'idéologie peut aujourd'hui être rattachée et articulée au concept scientifique de Freud d'inconscient psychique lui-même « *créé* » par les formes d'idéologie particulières à la famille en tant que structure objective (26). Finalement, le statut transhistorique de l'idéologie, comme médiation inconsciente de l'expérience vécue, signifie que, même dans une société sans classes, son système d'erreurs et de tromperie survivrait pour donner une cohésion vitale à la structure sociale du communisme lui-même. Car cette structure aussi serait invisible et imperméable aux individus qui y seraient insérés

(25) Voir en particulier *Théorie, Pratique théorique et Formation théorique, Idéologie et Lutte idéologique, avril 1965, ronéotypé. Ce texte n'est jusqu'à présent accessible que dans sa traduction espagnole in La Filosofía como arma de la revolución, Córdoba 1968, p.21-73. Ses thèses sont sans équivoque : « Dans une société sans classes, l'idéologie a pour fonction de resserrer les liens entre les hommes dans l'ensemble des formes de leur existence, le rapport des individus à leurs tâches étant fixé par la structure sociale (...). La déformation de l'idéologie est socialement nécessaire en tant qu'elle est fonction de la nature même de l'ensemble social : plus précisément, fonction de sa détermination par sa structure, qui rend cet ensemble social opaque aux individus qui y occupent une place déterminée par cette structure. La représentation du monde nécessaire à la cohésion sociale est nécessairement mythique à cause de l'opacité de la structure sociale » (p.54-55).*

(26) « *Freud et Lacan* », loc. cit., p.160-165.

(27) Pour Marx, p.238 etc. ; *La Filosofía como arma de la revolución, p.55.*

(27). Dans le communisme, la science du marxisme ne coïncidera jamais avec les idées et les croyances vécues des masses.

Les conclusions de l'œuvre de Sartre présentent curieusement certaines similitudes cachées avec celles d'Althusser. Mais le thème qui sous-tend le système de Sartre, qui le distingue de tous les autres, est défini par la catégorie de *rareté*. Le terme lui-même fut lancé par le philosophe italien Galiani au siècle des Lumières : Galiani fut le premier à faire de la valeur un rapport entre l'utilité et la rareté (*rarità*) dans tout système économique (28). Cette notion technique de la rareté passa de façon marginale chez Ricardo, fut pratiquement ignorée par Marx, et finit par réémerger comme catégorie essentielle pour les économistes néoclassiques qui suivirent. L'utilisation de ce terme par Sartre, cependant, n'a pratiquement rien à voir avec celle de Galiani. Car ce dernier croyait que la condition originelle de l'humanité était une condition d'abondance : les objets les plus utiles étaient aussi les plus nombreux dans la nature (29). Marx fut plus ambigu s'agissant de ce problème. Mais alors qu'il fait allusion parfois à un état primitif de rareté (30), il sous-entend le plus souvent une profusion originelle de la nature par rapport aux besoins réduits des hommes avant l'essor de la civilisation (31). De plus, à la différence de

(28) *Fernando Galiani*, Dalla moneta, Milan, 1963 : « Donc la valeur est un rapport, et ce rapport se compose de deux rapports exprimés par les normes d'utilité et de rareté » (p. 39). Son utilisation du terme fut ensuite adoptée par Condillac. Pour Ricardo, « étant utiles, les biens tirent leur valeur d'échange de deux sources : de leur rareté et de la quantité de travail nécessaire à les obtenir » (The Principles of Political Economy and Taxation, Londres, 1971, p. 56). Dans la pratique cependant, Ricardo, dans sa théorie de la valeur, ignore en grande partie la rareté, puisqu'il ne la considérait comme pertinente que pour des catégories très réduites de biens de luxe (statues, peintures, vins...).

(29) « Fait merveilleux de la Providence, ce monde est constitué de telle façon que les biens utiles, de manière générale, ne sont jamais rares. (...) Ce dont nous avons besoin pour survivre est dispensé avec une telle profusion sur la terre entière que ces biens ont relativement peu ou pas de valeur du tout » (Della moneta, p. 47).

(30) Dans L'Idéologie allemande, Marx écrit que « le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (du communisme), pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras » (Werke, vol. III, p. 34-35). Ce passage sera repris par Trotsky dans son analyse des raisons de la montée du stalinisme en Russie : il fit de la rareté (*nuzhda*) un point central de son explication (la Révolution trahie, in De la révolution, Editions de Minuit, p. 478-482).

(31) C'est peut-être dans les Gundrisse que l'on trouve ce passage le plus représentatif : « A l'origine, les dons de la nature sont abondants, et il suffit de se les approprier. Il y a d'emblée association spontanée (famille), division du travail et coopération concomitante. Car, pauvres eux aussi à l'origine, les besoins ne se développent à leur tour qu'avec les forces productives » (La Pléiade, t. II, p. 290). En même temps, bien sûr, à la fois pour Marx et pour Engels, le « règne de la liberté » était défini par la surabondance matérielle au-delà du « règne de la nécessité », qui gouvernait à la fois les sociétés qui ignoraient encore les classes sociales et les sociétés de classes.

Ricardo, sa théorie de la valeur ne fait aucune mention de la rareté — le terme même n'est pas cité. Pour Sartre, au contraire, la rareté est la « *relation fondamentale* » et la « *condition de possibilité* » de l'histoire humaine, à la fois point de départ et « *moteur passif* » de tout développement historique.

Aucune unité originelle n'existe entre l'homme et la nature : au contraire, le fait absolu de la rareté détermine la nature en tant que « *négarion de l'homme* » dès le départ, et en même temps l'histoire en tant qu'anti-nature. La lutte contre la rareté entraîne la lutte entre les classes : il en découle que l'homme lui-même devient la négation de l'homme. La violence, l'oppression incessante et l'exploitation dans toutes les sociétés connues ne sont donc que la rareté intériorisée (32). La dure domination du monde naturel sur les hommes et, en retour, leurs efforts dispersés pour le transformer en vue de préserver leur vie font généralement naître des collectivités sérielles — ensembles inhumains dont chaque membre est étranger l'un à l'autre et à lui-même, et où les buts de tous sont confisqués dans le résultat général de leurs actions. De telles séries ont toujours été la forme prédominante de coexistence sociale dans tous les modes de production connus. Leur antithèse formelle est le « *groupe en fusion* », dans lequel tous les hommes sont membres les uns des autres, unis dans une entreprise fraternelle pour atteindre un but commun, dans et contre un milieu de rareté. L'exemple suprême d'un groupe en fusion est un mouvement de masse au moment apocalyptique d'un soulèvement révolutionnaire couronné de succès (33). Mais, pour rester en vie en menant un combat inégal dans un monde de violence et de cupidité, un tel groupe doit se forger à son tour une inertie organisationnelle et une spécialisation fonctionnelle, et il perd ainsi la fraternité et le dynamisme pour devenir un groupe « *institutionnel* ». C'est alors que la pétrification et la dispersion le guettent : l'étape suivante consiste à transférer vers le haut l'unité du groupe à une autorité « *souveraine* » au-dessus de lui, pour assurer la stabilisation verticale. L'Etat est l'incarnation finale de cette souveraineté et sa structure invariable est celle d'un sommet réduit et autoritaire manipulant des séries dispersées en dessous de lui, à travers une hiérarchie bureaucratique et par une terreur répressive. Par sa consolidation, le groupe actif qui le créa à l'origine se dégrade à son tour en une passivité sérialisée (34). Si, pour Sartre, les groupes et les séries composent les « *éléments formels de toute histoire* », l'histoire réelle des classes sociales

(32) Critique de la raison dialectique, p.200-224. *L'analogie souvent faite entre Sartre et Hobbes est sans fondement. Pour Hobbes, comme pour Galvani, la nature fournissait à l'origine l'abondance à l'homme qui n'avait guère plus à faire qu'à la recevoir comme les fruits de la terre (voir Leviathan, XXIV, Londres 1968, p.294-295).*

(33) Critique de la raison dialectique, p. 306-319, 383-396.

(34) Ibid., p.573-594, 608-614

établit la carte des combinaisons ou des conversions complexes de ces formes les unes par rapport aux autres. Cependant, les classes elles-mêmes ne constituent jamais des groupes en fusion dans leur totalité : elles sont toujours un amalgame instable d'appareils, de groupes et de séries — les séries dominant en général. Ainsi, la notion marxiste classique de la « *dittatura del proletariato* » fut une contradiction impossible dans les termes, un compromis bâtard entre la souveraineté active et la sérialité passive (35). Car aucune classe en tant que telle ne peut coïncider avec un Etat : le pouvoir politique ne peut être exercé par la classe ouvrière entière, et l'Etat n'est jamais une réelle expression même de la majorité de cette classe. La bureaucratisation et la répression inhérentes à tous les Etats postrévolutionnaires que l'histoire ait produits jusqu'à nos jours sont donc liées à la nature même et à la condition même du prolétariat en tant qu'ensemble social, tant que la rareté globale et les divisions en classes existent. La bureaucratie reste, à notre époque, à la fois un accompagnement et un adversaire du socialisme : il est impossible de l'éliminer.

■ Nous verrons que ces nouveaux thèmes importants introduits successivement par le marxisme occidental, et dont nous venons de parler, reflétaient ou anticipaient des problèmes réels et centraux que l'histoire posa au mouvement socialiste durant le demi-siècle qui suivit la Première Guerre mondiale. La préoccupation constante de Gramsci qu'était l'hégémonie préfigurait la stabilisation fondée sur le consensus de l'Etat capitaliste en Occident, vingt ans avant que cela devienne un phénomène durable et général. Une grande partie de l'intérêt d'Adorno pour la nature, qui passait à l'époque pour un égarement malencontreux de l'Ecole de Francfort, réapparut soudain dans les grands débats récents sur l'écologie dans les pays impérialistes. L'analyse de la sexualité par Marcuse préfigurait le recul des contraintes institutionnelles imposées à l'érotisme et à la sensibilité, émancipation qui est un affaiblissement caractéristique d'une grande partie de la culture bourgeoise après 1965. Le principal développement d'Althusser sur l'idéologie fut directement inspiré par la vague de révoltes que connut, à la même époque, l'ensemble du système universitaire du monde capitaliste avancé. La façon dont Sartre parle de la rareté schématise la cristallisation universelle de la bureaucratie après chaque révolution socialiste dans les pays arriérés et sa dialectique des séries et des groupes anticipait en grande partie le développement formel du premier soulèvement des masses contre le capitalisme dans les pays développés après la Deuxième Guerre mondiale (en France en 1968). La valeur ou la pertinence plus ou moins grande des solutions proposées par chaque système aux problèmes exposés ne nous concerne pas ici. C'est plutôt la

(35) Ibid., p.644, 629-630

direction collective des innovations théoriques particulières au marxisme occidental qui requiert d'être élucidée et soulignée.

Car, si hétéroclites que soient ces innovations, elles se rangent fondamentalement sous un même emblème : celui du *pessimisme* latent qui leur est commun. Toutes les principales innovations, tous les principaux développements de cette tradition se distinguent de l'héritage classique du matérialisme historique par la noirceur de leurs affirmations et de leurs conclusions. Sur ce point, entre 1920 et 1960, le marxisme a lentement changé de couleur en Occident. La confiance et l'optimisme des fondateurs du matérialisme historique et de leurs successeurs ont progressivement disparu. Pratiquement tous les nouveaux thèmes importants du rassemblement intellectuel de l'époque montrent le même affaiblissement de l'espoir et le même manque de certitude. Le legs théorique de Gramsci laissait présager une longue guerre d'usure contre une structure de pouvoir capitaliste incomparablement plus forte, beaucoup moins vulnérable à l'effondrement économique que ses prédécesseurs ne l'avaient envisagé — guerre dont on ne pouvait prévoir clairement l'issue. Gramsci, dont la vie même fut liée inexorablement au destin politique de la classe ouvrière de son époque et de son pays, donne de son caractère révolutionnaire une expression concise dans la maxime « *pessimisme de l'intellect, optimisme de la volonté* » : une fois encore, il fut le seul qui perçût et contrôlât consciemment ce qui devait devenir le leitmotiv d'un marxisme nouveau et inattendu. La mélancolie contagieuse des travaux de l'École de Francfort manqua d'un tel accent de fermeté. Adorno et Horkheimer remirent en question l'idée même du contrôle ultime de l'homme sur la nature en tant que royaume de délivrance au-delà du capitalisme. Marcuse n'évoqua la possibilité utopique de la libération de la nature en l'homme que pour la nier avec force en tant que tendance objective réelle et pour conclure que la classe ouvrière industrielle était peut-être elle-même absorbée pour toujours par le capitalisme. Si le pessimisme d'Althusser et de Sartre est différent par ses horizons, il n'en est pas moins grave, puisqu'il porte sur la structure même du socialisme. Althusser déclare que même le communisme restera opaque en tant qu'ordre social pour les individus qui le vivront, et qu'il continuera à les tromper dans la perpétuelle illusion d'être libres en tant que sujets. Sartre rejette l'idée même d'une réelle dictature du prolétariat comme une impossibilité et interprète la bureaucratisation des révolutions socialistes comme un produit inéluctable de la rareté dont on ne saurait prévoir la fin en ce siècle.

Ces thèses concrètes spécifiques s'accompagnent d'une tonalité générale absolument inaccoutumée dans l'histoire antérieure du mouvement socialiste. C'est aussi là, d'une façon moins directe, un signe irréfutable du profond changement du climat historique dans lequel, dans cette période, s'est développé le marxisme en Occident. Auparavant, aucun des penseurs de la tradition du matérialisme historique n'aurait pu user dans ses écrits d'un ton et d'images tels que ceux qu'Adorno ou Sartre, Althusser ou Gramsci ont employé. La vision de l'histoire qui fut constamment celle de

l'École de Francfort fut exprimée par Benjamin dans un langage qui aurait été pratiquement incompréhensible à Marx ou à Engels : « *Voici comment on peut dépendre l'image de l'histoire. Sa face est tournée vers le passé. Quand nous distinguons une chaîne d'événements, il ne voit qu'une seule catastrophe qui ne fait qu'empiler naufrage sur naufrage et les jette à ses pieds. L'ange voudrait rester, réveiller les morts, et rebâtir ce qui a été écrasé. Mais un vent d'orage souffle du Paradis ; il s'est pris dans ses ailes avec une telle violence que l'ange ne peut plus les replier. Ce vent d'orage le pousse irrésistiblement vers le futur auquel il tourne le dos, alors que l'amas de débris devant lui monte jusqu'au ciel. Ce vent d'orage, nous pourrions l'appeler le progrès.* » Benjamin écrivit de façon très typique, parlant de toute lutte de classes : « *Même les morts n'échapperont pas à l'ennemi s'il gagne ; et cet ennemi n'a pas encore fini d'être victorieux* » (36). Cependant, Gramsci, en prison et vaincu, résumait avec stoïcisme Désespéré la vocation d'un socialiste révolutionnaire à son époque « *Quelle chose a changé fondamentalement, cela est évident. Qu'est-ce donc ? Avant, ils voulaient tous être les travailleurs de l'histoire, jouer les grands rôles, chacun d'entre eux voulait jouer un grand rôle. Personne ne voulait être le « fumier » de l'histoire. Mais est-il possible de travailler sans avoir auparavant fumé la terre ? Le travailleur et le fumier sont donc tous deux nécessaires. Dans l'abstrait, ils l'admettaient tous. Mais dans la pratique ? Fumier pour fumier, autant se retirer, retourner dans l'ombre, dans l'obscurité. Maintenant quelque chose a changé, puisqu'il y a ceux qui s'adaptent « philosophiquement » à être du « fumier », qui savent que c'est ce qu'ils doivent être. (...) On n'a même pas le choix entre vivre comme un lion une journée et comme un mouton pendant cent ans. On ne vit pas comme un lion, même pour une minute, il s'en faut : on vit comme quelque chose de bien inférieur à un mouton pendant des années et des années et on sait que cela doit être ainsi* » (37).

Benjamin et Gramsci furent des victimes du fascisme. Mais, dans l'après-guerre aussi, le climat du marxisme occidental fut souvent tout aussi sombre. Dans ce qui constitue peut-être, par exemple, le plus puissant de ses essais, Althusser décrira le développement social de la naissance à l'enfance, développement qui est à l'origine de l'inconscient, avec une violence furieuse, comme une épreuve que « *tous les adultes ont traversée : ils sont les témoins qui n'oublient jamais, et très souvent les victimes de cette victoire, portant caché au plus profond d'eux-mêmes, c'est-à-dire dans ce qu'il y a en eux de plus criant, les blessures, les faiblesses et les raideurs qui résultent de ce combat pour la vie ou la mort humaine. Certains, et c'est la majorité, en sont sortis plus ou moins indemnes — ou du moins le font croire ; nombre de ces vétérans en portent les marques toute leur vie ; certains mourront au combat, bien que ce ne soit que plus*

(36) *Illuminations*, p.259-260, 257.

(37) *Carnets de prison*, p.XCIII.

tard, les vieilles blessures se rouvrant à nouveau dans une explosion psychotique, dans la folie, convulsion ultime d'une « réaction thérapeutique négative » ; d'autres, plus nombreux, aussi « normalement » qu'on le voudra, à travers une déchéance « organique ». L'humanité n'inscrit sur ces monuments aux morts que ses morts officiels ; ceux qui purent mourir à temps ; c'est-à-dire tard, comme des hommes, dans des guerres humaines au cours desquelles seuls les loups humains et les dieux se déchirent et se sacrifient les uns les autres. » (38)

Sartre devait aussi utiliser une autre métaphore violente pour décrire le rapport entre les hommes dans un univers de rareté : « Dans la réciprocité modifiée par la rareté, le même nous apparaît comme le contre-homme en tant que ce même homme apparaît comme radicalement Autre (c'est-à-dire porteur pour nous d'une menace de mort). Ou, si l'on veut, nous comprenons en gros ses fins (ce sont les nôtres), ses moyens (nous avons les mêmes, les structures dialectiques de ses actes : mais nous les comprenons comme si c'étaient les caractères d'une autre espèce, notre double démoniaque). Rien en effet — ni les grands fauves ni les microbes — ne peut être plus terrible pour l'homme qu'une espèce intelligente, carnassière, cruelle, qui saurait comprendre et déjouer l'intelligence humaine et dont la fin serait précisément la destruction de l'homme. Cette espèce, c'est évidemment la nôtre se saisissant par tout homme chez les autres dans le milieu de rareté » (39).

De tels passages appartiennent à une littérature fondamentalement étrangère au monde de Marx, Labriola ou Lénine. Ils trahissent un pessimisme sous-jacent qui va au-delà des intuitions avouées ou des thèses de leurs auteurs (40) dont aucun n'a renoncé à l'optimisme de la volonté dans la lutte contre le fascisme ou le capitalisme. A travers eux, le marxisme énonce des pensées, jadis impensables pour le socialisme.

(38) « Freud et Lacan », loc. cit., p.189-190.

(39) Critique de la raison dialectique, p.208.

(40) Il est nécessaire ici de dire quelques mots des écrits de Sebastiano Timpanaro, auxquels on a fait allusion plus haut. Les travaux de Timpanaro comportent le refus le plus cohérent et le plus éloquent de ce qu'il appelle lui-même le « marxisme occidental » qui ait été formulé depuis la guerre. Il est donc d'autant plus frappant que, par un certain nombre d'aspects importants, ses propres travaux soient conformes, malgré eux, au schéma que nous avons défini plus haut. Car le travail de Timpanaro aussi est essentiellement philosophique — et non politique ou économique. De plus, lui aussi fait principalement appel à un ancêtre intellectuel de Marx, à travers lequel le marxisme est réinterprété de façon substantielle. Dans son cas, le prédécesseur principal est le poète Giacomo Leopardi, dont la forme particulière de matérialisme est destinée à être un complément salutaire et nécessaire à celui de Marx et Engels, à cause de sa conscience inflexible des limites insurmontables — de la fragilité et de la mortalité — imposées à l'homme par une nature hostile. Le thème le plus original des propres travaux de Timpanaro est donc la victoire ultime inévitable, non pas de l'homme sur l'histoire, mais de la nature sur l'homme. Sa pensée est donc probablement plus définitivement pessimiste, avec une tristesse classique, que celle de tous les autres penseurs socialistes de ce siècle. Par tous ces côtés, Timpanaro peut être considéré

On peut maintenant recenser l'ensemble des traits qui définissent le marxisme occidental en tant que tradition distincte. Né de la défaite des révolutions prolétariennes dans les zones européennes de capitalisme avancé après la Première Guerre mondiale, il se développa en une scission croissante entre la théorie socialiste et la pratique de la classe ouvrière. Le fossé ouvert à l'origine par l'isolement de l'État soviétique par l'impérialisme fut approfondi et fixé institutionnellement par la bureaucratisation de l'URSS et du Komintern sous Staline. Pour les nouveaux penseurs marxistes apparus en Occident, le mouvement communiste officiel représentait la seule incarnation réelle de la classe ouvrière internationale qui ait un sens pour eux — qu'ils y aient adhéré, qu'ils s'y soient ralliés ou qu'ils l'aient rejeté. Le divorce structurel de la théorie et de la pratique inhérent à la nature des partis communistes de cette époque empêchait tout travail politico-intellectuel unifié selon le type défini par le marxisme classique. Cela eut pour conséquence le confinement des théoriciens dans les universités, loin de la vie du prolétariat de leurs propres pays, et un rétrécissement de la théorie abandonnant l'économie et la politique pour se consacrer à la philosophie. Cette spécialisation s'accompagna du recours à un langage de plus en plus difficile, créant des barrières techniques proportionnelles à son éloignement des masses. On assista conjointement au déclin de la connaissance qu'avaient naguère les uns des autres les théoriciens des divers pays et à l'affaiblissement des relations internationales entre eux. La perte de tout contact dynamique avec la pratique de la classe ouvrière dévia, à son tour, la théorie marxiste vers des systèmes de pensée contemporains non marxistes et idéalistes, avec lesquels elle se développe maintenant en général en symbiose étroite bien que contradictoire. Dans le même temps, la transformation des théoriciens marxistes en philosophes professionnels, parallèlement à la découverte des

comme faisant paradoxalement, mais sans erreur possible, partie de la tradition du marxisme occidental auquel il s'oppose. On pourrait soutenir que l'importance dans sa formation de la philologie ancienne — discipline entièrement dominée par des universitaires non marxistes, de Wilamowitz à Pasquali — correspond aussi au schéma esquissé dans cet essai. Cela dit, on doit également souligner que d'autres aspects des travaux de Timpanaro sont en contradiction directe et réelle avec les normes du marxisme occidental. Les différences portent sur le fait que la philosophie de Timpanaro ne s'est jamais cantonnée principalement dans un intérêt particulier pour l'épistémologie, mais qu'elle a tenté de développer une vision concrète du monde à travers une allégeance à l'héritage d'Engels ; que son utilisation de Leopardi n'a jamais reposé sur le fait que Marx ait été influencé par le poète ou qu'il l'ait même connu, ou que les deux systèmes de pensée soient en quelque façon homogènes — Leopardi étant présenté comme fournissant quelque chose qui manquait, et non pas quelque chose de caché, chez Marx ; et que son pessimisme est consciemment exposé et défendu en tant que tel, dans un langage limpide. Enfin, on peut dire que ces traits s'accompagnent d'un beaucoup plus grand degré de liberté par rapport au champ des forces du communisme officiel, que pour toute autre personnalité du marxisme occidental. Timpanaro, né en 1923, n'a jamais été, et c'est un cas unique, ni membre du Parti communiste ni un intellectuel gravitant autour de lui, mais a milité dans d'autres partis ouvriers, tout d'abord dans la gauche du Parti socialiste italien (PSI) et ensuite du PSIUP.

écrits de jeunesse de Marx eux-mêmes, conduisit à une quête rétrospective générale des ancêtres intellectuels du marxisme dans la pensée philosophique européenne antérieure et à une réinterprétation du matérialisme historique lui-même à leur lumière. Ce schéma entraîna trois résultats. Premièrement, il y eut une prédominance marquée du travail épistémologique, centré essentiellement sur les problèmes de méthode. Deuxièmement, le principal champ d'application de cette méthode fut l'esthétique — ou les superstructures culturelles dans un sens plus large. Enfin, les principales innovations théoriques en dehors de ce terrain, qui développèrent ces thèmes nouveaux, absents du marxisme classique — la plupart du temps de façon spéculative — révèlent un pessimisme constant. La méthode par impuissance, l'art comme consolation, le pessimisme comme apaisement : il n'est pas difficile de percevoir tous ces éléments dans la tonalité du marxisme occidental. Car ce qui détermina principalement cette tradition fut sa formation par la défaite — ces longues décennies de recul et de stagnation, dont bon nombre furent terribles, quelle que soit la perspective historique adoptée, que traversa la classe ouvrière occidentale après 1920.

Mais la tradition dans son ensemble ne peut pas non plus se réduire à cela. Malgré tout, ses principaux penseurs résisteront au réformisme (41). Malgré la distance les séparant des masses, aucun ne se rendit au capitalisme triomphant comme l'avaient fait avant eux les théoriciens de la Seconde Internationale comme Kautsky, beaucoup plus proches des masses en lutte. De plus, l'expérience historique dont leurs travaux rendaient compte, à travers leurs inhibitions et leurs silences, fut aussi, par certains points particuliers, la plus *avancée* du monde — englobant les plus hautes formes de l'économie capitaliste, le prolétariat industriel le plus ancien et les plus longues traditions intellectuelles du socialisme. Le marxisme que cette histoire produisit ou permit devait nécessairement comporter quelques marques de la richesse et de la complexité de cet ensemble, comme de ses misères et de ses échecs — même si cela n'a jamais été que de façon oblique et incomplète. Sur son propre terrain d'action, ce marxisme aboutit à une perfection plus grande que celle d'aucune des phases antérieures du matérialisme historique. Mais il perdit en envergure ce qu'il gagna en profondeur. Toutefois, si les centres d'intérêt se réduisirent énormément, il n'y eut pas de paralysie totale de l'énergie. Aujourd'hui, ces cinquante dernières années d'impérialisme offrent un ensemble d'expériences dont le mouvement ouvrier doit inévitablement tirer le bilan. Le marxisme occidental fut une partie intégrante de cette histoire et aucune nouvelle génération révolutionnaire dans les pays impérialistes ne peut l'ignorer ou l'écarter. Régler ses comptes avec cette tradition — à la fois apprendre d'elle et s'en dégager — est donc aujourd'hui une condi-

(41) *Horkheimer est le seul exemple de renégat ; mais intellectuellement, il ne fut jamais, dans l'École de Francfort, qu'un penseur de second rang.*

tion préliminaire du renouveau local de la théorie marxiste. Ce double mouvement nécessaire de reconnaissance et de rupture n'est pas bien sûr une tâche exclusive. La nature de son objet nous en préserve. Car, en dernière analyse, les liens mêmes de cette tradition à un lieu géographique particulier ont aussi été à l'origine de sa dépendance et de sa faiblesse. Le marxisme aspire en son principe même à devenir une science *universelle* — ne relevant pas plus d'imputations simplement nationales ou continentales que n'importe quelle autre connaissance objective de la réalité. En ce sens, le terme « occidental » implique inévitablement un jugement *limitatif*. Le manque d'universalisme est un signe de manque de vérité. Le marxisme occidental était nécessairement moins que le marxisme par le fait même qu'il était occidental. Le matérialisme historique ne peut exercer tout son pouvoir que s'il se libère de l'esprit de clocher, quel qu'il soit. Il a encore à le faire.

COURRIER

Le Courrier de la République, le 12 septembre 1976

A. M. L.

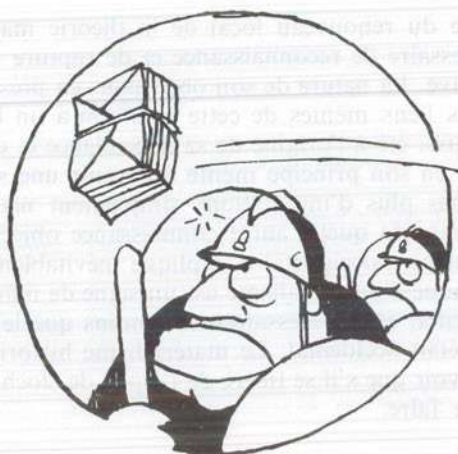
Comité

Un article dans le n° 7 de *Courrier* paru en septembre 1976, intitulé « L'histoire du mouvement trotskiste en France », a été lu et discuté par le Comité. L'article est intéressant et apporte de nouvelles précisions sur l'histoire du mouvement trotskiste en France. Il est à regret que l'auteur n'ait pas pu aller plus loin dans l'analyse de la situation et des perspectives de notre mouvement.

Il est intéressant de noter que l'auteur a écrit que le mouvement trotskiste en France est né en 1928 et que ce fut le PCF qui a été le premier à reconnaître son existence. Cela est en fait l'inverse de la réalité. Le mouvement trotskiste en France a été créé en 1928 par le PCF et a été reconnu par le PCF en 1929.

Le travail d'éducation de l'histoire du mouvement trotskiste doit être poursuivi. Il est important de clarifier les problèmes posés par l'histoire et de disposer de données précises sur les événements qui ont marqué le développement du mouvement. Il est également important de continuer à travailler sur les aspects théoriques et pratiques de la révolution socialiste.

Les caractéristiques que le mouvement trotskiste doit avoir sont : une ligne claire et une action efficace. Il est important de continuer à travailler sur ces aspects et de disposer de données précises sur la situation et les perspectives de notre mouvement.



COURRIER

Clermont-Ferrand, le 12 septembre 1976

A Michel Lequenne

Camarade,

Ton article dans le n° 7 de *Critique communiste* sur *Continuité et discontinuité du lambertisme* est tout à fait intéressant pour moi et mes camarades qui avons été exclus de l'OCI après production d'un texte critique, en mars 1976. Tant il est vrai que l'histoire réelle ne pouvait être que difficilement saisie à travers les allusions et les raccourcis douteux des *Enseignements de notre histoire*.

Nous interrogeant sur notre propre expérience (de huit années dans l'OCI, et quant à moi, à partir de 1968) et sur ce qu'est l'OCI, les matériaux que tu apportes dans ton article sur la genèse du « lambertisme » éclairent un important pan du mur.

Ce travail d'élucidation de l'histoire du mouvement trotskyste était indispensable depuis longtemps, le problème posé par l'existence et le développement de l'OCI ne pouvant être résolu par quelques paroles péremptoires sur les sectes et quelques caricatures comme vous l'avez fait souvent.

Les caractérisations que tu fournis sont sans conteste, pour une part, et à mon avis, enracinées dans le réel. Je voudrais donner quelques faits.

1) *Au sujet des barricades de 1968.*

C'est le soir du 10 mai 1968 que le cortège de trois mille cinq cents jeunes de la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires), dont je faisais partie, au sortir de leur meeting de la Mutualité, a rejoint les barricades... pour s'en retirer avec éclat, drapeaux en tête, après une intervention de Chisseray appelant à la dispersion sur la ligne : « *Mardi, 500 000 travailleurs au quartier Latin ! La manifestation maintenant est fausse.* »

Bref, l'expression achevée de l'ultimatisme sectaire. Cette faute politique d'ampleur fut chèrement payée dans les années qui ont suivi, dans la lutte politique face aux autres courants. Dans quelles conditions cette faute a-t-elle été commise ? C'est Stéphane Just qui a pris la décision de retrait spectaculaire au nom d'une justesse abstraite de la ligne du parti : les barricades du 10 mai auraient été un obstacle petit-bourgeois à la manifestation de front unique du 13 mai que les travailleurs avaient imposée à leurs organisations.

C'est ainsi que la direction de l'OCI a « laissé » des centaines de milliers de jeunes se battre sur les barricades en les avertissant bien que c'était « faux » ! Cela correspond assez bien à ce que tu dis de Just : un sectaire introverti qui exalte le parti sans tenir compte de sa réalité embryonnaire.

Mais pourquoi Just a-t-il été amené à prendre cette décision ? Parce que Lambert n'était pas là. Où était Lambert, responsable de l'OCI, le 10 mai 1968 ? A un congrès syndical FO à Toulouse. Economisme, syndicalisme... Le CC de l'OCI, au bout de quelques mois fit son autocritique, mais celle-ci ne fut connue des militants que des années après, quand il n'y avait plus risque de faire poser des questions gênantes. Pour ma part, je fus mis au courant en 1970, par une « conférence » du membre du CC sur la région, lors d'une « montée à Paris », et je fus sommé de n'en souffler mot. Encore aujourd'hui, bien que cette faute politique soit reconnue et caractérisée comme telle, elle n'est pas admise publiquement. Tout cela est lourdement significatif des mœurs politiques de la direction OCI, même si cela n'obère en rien la justesse du combat politique pour le comité central de la grève générale en Mai 1968.

2) *Le « voyant » du prolétariat;*

En mars 1969, nous organisons à Clermont-Ferrand un meeting avec Lambert sur le *Programme de la IV^e Internationale*. Cinq cents étudiants et travailleurs y assistent, dépassant même les prévisions de la direction. Ce nombre s'explique par notre rôle local en mai-juin 1968. Que fait Lambert devant cette heureuse surprise ? Il ne traite pas le thème. Pas un

seul moment, il ne s'élève au niveau du débat projeté : face à des jeunes dont la soif de savoir sur la IV^e Internationale est évidente, il ne fait que les entretenir des luttes revendicatives en cours, des formes de résistance quotidienne des travailleuses de la Sécurité sociale à l'exploitation, du syndicalisme, etc.

J'en fis la remarque à la fin de la réunion ; vive réplique du membre du CC : Lambert, lui, est « *au plus profond du mouvement de la classe* » et le critiquer politiquement, c'est se rejeter dans l'intellectuation superficielle...

L'OCI, plus qu'une autre institution du « mouvement révolutionnaire » est une inertie soutenue par un mythe et comme le mythe idéologique global ne suffit pas, on achève de souder la clôture de l'espace organisationnel par le mythe personnel du chef : le « voyant » du prolétariat.

3) Quant à la méthode de Lambert :

Pour éviter tout débat de fond pour régler le compte de ceux qui ne lui conviennent pas, sur des procédures disciplinaires, un exemple au niveau national :

Lors du dernier congrès de l'OCI (décembre 1975), Pierre Broué, qui n'est pas n'importe quel militant, non seulement de l'OCI mais du mouvement ouvrier tout entier, a été destitué du CC alors qu'il s'y représentait, après une intervention de Neny, vraisemblablement l'arbin de Lambert en la circonstance, l'accusant de... ne pas avoir tenu un meeting prévu à Clermont-Ferrand ! Les militants de l'OCI devraient s'inquiéter du fonctionnement de leur organisation, mais peuvent-ils le faire tant qu'ils sont prisonniers d'un « sujet » collectif imaginaire dont ils se représentent fantasmatiquement que de lui, et de lui seul, dépend tout le cours de la révolution mondiale ? Ils portent sur leurs épaules le poids de toute l'humanité et, lorsqu'on le leur dit, l'absurdité éclatante de cette proposition que tout leur comportement implique et, mieux, qu'ils claironnent, ne leur saute pas aux yeux.

Ton article a cependant des limites politiques : « *Malheureusement, cette agonie (celle de l'OCI) se prolonge depuis plus de vingt ans.* »

Pendant vingt ans, le « lambertisme » n'a pas fait qu'agoniser. De la cinquantaine de militants de 1958 aux mille huit cents militants environ de 1975, il s'est numériquement développé, même s'il a recommencé à stagner ; il faut bien dire qu'à ce moment-là, d'un point de vue numérique, LCR et OCI sont tout à fait comparables, même si la grandeur de leur impact de masse est différente. Surtout, l'OCI n'a pu se développer qu'en parvenant dans une certaine mesure à se donner comme la continuité politique du trotskysme ; ce qu'elle n'a pu faire que sur la base de

réelles faiblesses théoriques et politiques de la section de la « IV^e Internationale ». Bien des fois, la fidélité formelle, dogmatique de l'OCI au texte du *Programme de transition* fut « l'autre côté de la médaille » d'une politique très largement empiriste de la LC-LCR, sous le prétexte de la volonté de présence sur tous les terrains. (...)

Le développement de l'OCI, dont les méthodes et les pratiques d'organisation sont aux antipodes de toute démocratie ouvrière, l'érige, sur ces « bases » en obstacle à l'éducation d'une authentique avant-garde révolutionnaire. Elle reconstitue une micro-bureaucratie.

Reçois, camarade, mes salutations révolutionnaires

Elie Carasso

Le 28 novembre 1976

Je compléterai ma lettre par un certain nombre de commentaires et j'ajouterai deux éléments, l'un sur l'affaire Varga, l'autre sur l'analyse d'une note interne toute récente de la région OCI de Clermont-Ferrand.

Les méthodes mises en pratique par la direction de l'OCI contre le CRES sont remarquables : refus de toute discussion politique, textes non diffusés et mis sous le boisseau, refus d'une assemblée générale de discussion par un « vote indicatif », avec la pression considérable que représentent la venue et l'intervention de Charles Berg pour emporter massivement et « sans casse » ces exclusions, et exclusions ratifiées postérieurement par les deux cellules concernées (une troisième exclusion sera prononcée plus tard, à Montluçon) ; tout au cours de ce processus, orchestration de calomnies : dans la bonne tradition de la bureaucratie, la direction OCI ne connaît pas d'opposants ayant droit de cité mais des « autres » maléfiques. D'où l'interdiction très remarquable faite aux militants de communiquer avec nous... La direction OCI institue un tabou par lequel elle cherche à nous anéantir symboliquement ; elle cherche à nous dénier toute existence politique : à nier que nous puissions dire quelque chose. Et quand, en dépit de tout, nous allons en tant que CRES, intervenir dans le meeting clermontois de l'OCI, le moment d'affolement des militants passé, que Charles Berg nous répond-il ? « *La discussion avec vous ne relève pas de la démocratie ouvrière mais de la démocratie bourgeoise. Vous êtes une chique (sic) dans la bouche du prolétariat qu'il finira bien par cracher. Vous êtes un pet visqueux (re-sic).* »

Que signifie ici la combinaison si particulière de notions politiques et de fantasmes dans la bouche du bureaucrate au petit pied ? Au-delà du désarroi partiel de l'orateur, la volonté de terroriser ses propres militants pour maintenir la cohésion organisationnelle. Parce que nous proposons d'ouvrir la discussion sur la « nature » de l'URSS et que nous affirmons que nul ne peut détenir la vérité historique, nous n'avons pas droit à la

démocratie ouvrière. Mais lorsque Bellaigue, dirigeant FO-OCI Michelin, pose avec indécence pour le quotidien régional *la Montagne* aux côtés du camarade Bergeron, la nous avons l'expression de l'authentique fraternité que recèle la vraie démocratie ouvrière...

En réponse à un militant de la LCR qui lui faisait remarquer l'absence de démocratie interne dans l'OCI et en particulier l'inexistence de bulletins intérieurs, l'éminent dirigeant eut le front de répondre : « A la demande du SWP, nous en aurons bientôt. » Envisagerait-il un tirage spécial et unique à destination de New York ? Cette réponse passablement cynique et, en regard aux principes de la démocratie ouvrière et aux termes de laquelle le bulletin intérieur devient un moyen de diplomatie internationale ne prend sa saveur inégalée que lorsque l'on sait que le même dirigeant, à la même question posée cette fois à l'assemblée générale d'exclusion du 2 mars 1976 par un militant qui n'allait pas tarder lui aussi à être exclu, avait répondu : « *La direction n'aurait pas le temps de les (les bulletins intérieurs) écrire et les militants celui de les lire...* »

Tant qu'ils n'ont pas été « révolutionnés » eux-mêmes par le mouvement autonome des masses — s'ils peuvent l'être — de tels gens avec leurs méthodes sont partie intégrante de l'ordre bureaucratique : officiellement en lutte contre lui et l'impérialisme, ils reproduisent la « vérité » de ses structures, de son langage, et de ses mécanismes de défense jusqu'au plus profond de leur chair politique : au cas où le pouvoir leur adviendrait (!), ils seraient déjà constitués de pied en cap pour être des bureaucrates. Mais ils ne sont et ne peuvent être que la marge, l'envers du décor, le « creux » de l'univers bureaucratique.

A mon avis, et aussi à celui des membres du CRES, il faut porter à la direction OCI la contradiction politique dans l'intérêt même du mouvement révolutionnaire et pénétrer dans un espace qu'ils veulent clos. Il faut les considérer comme n'importe quel autre courant : toute autre attitude les renforce en permettant le libre déploiement de l'idéologie interne.

Sur l'affaire Varga

Il ne me paraît pas possible, dans le cadre de cet article, de ne pas revenir sur l'affaire Varga étant donné son importance pour l'OCI et la position que j'y ai personnellement prise. Quand éclata l'affaire Varga — ce moment où soudainement l'on découvrit dans *Informations ouvrières* qu'un membre du bureau politique, responsable du travail à l'Est, auteur de textes théoriques et politiques importants, était tout à la fois ou alternativement un agent du Gépéou et de la CIA — je fus profondément choqué. Je précise que la seule fois de mon existence où je vis Varga, fut le meeting de l'OCI organisé en février 1971 à l'ancienne faculté des

sciences de Clermont-Ferrand. La fièvre militante était alors très grande et dans un flux continu les militants se rendaient de l'assemblée générale syndicale de l'UNEF-Sciences au meeting de l'OCI où Varga parlait, représentant pour nous la continuité de la IV^e Internationale en même temps que le représentant du POR bolivien qui se trouvait avec lui à la tribune...

Au camp de l'Ardèche d'août 1973, je déclarais que les allégations extrêmement graves portées contre Varga n'étaient pas suffisamment fondées, ce qui n'était pas admissible compte tenu de la sinistre tradition que le stalinisme avait importée dans le mouvement ouvrier. Aussitôt, l'atmosphère tourna au drame. L'ensemble de la direction du camp et le camp lui-même furent mobilisés contre moi pendant des heures sur le thème : la discussion ne s'arrêtera pas tant que tu n'auras pas été convaincu, sinon... Toute autre discussion politique fut stoppée. Je fus sommé en fin de soirée de faire un exposé sur le stalinisme « *pour faire moi même la démonstration que le léninisme n'était pas la cause du stalinisme* » (?). Une certaine camarade du bureau national de l'AJIS alla jusqu'à me dire que j'aurais « *du être convaincu dès le premier article paru dans Informations ouvrières* et ne marquer aucune phase d'hésitation »... A minuit, je fus donc convaincu (ce qui est grave, et que je n'oublierai pas, c'est que je crus l'être vraiment).

La brochure contre « *le provocateur Varga* » prétend apporter les « *preuves* » de sa culpabilité. Elle consiste essentiellement en un montage, noyé dans un discours de la direction OCI, d'extraits de lettres de Varga — que lui-même, comme l'on sait, a reconnu véridiques. Dans ces extraits, Varga tient des propos qui le font apparaître comme un médiocre personnage, politiquement déboussolé dans les années 1957-1958, préoccupé de trouver de l'argent notamment auprès d'organismes culturels américains pour financer ses recherches et celles de ses camarades. Mais, quant au chef d'accusation, ces textes ne prouvent rien. Non seulement, ils sont tous antérieurs à la date d'adhésion de Varga à l'OCI, mais ils remontent même aux années 1957-1958 !

En 1972, parce qu'elle a des désaccords politiques de fond avec lui, la direction OCI accuse Varga sur la base d'extraits de textes très flous datant de 1957-1958... Mieux, nous apprenons que l'agent de la police politique manquait à ce point d'instinct de conservation et de bon sens qu'il avait déposé ses archives chez un militant de l'OCI où elles se sont trouvées pendant quinze ans sans que l'idée lui vienne de les récupérer : étrange, non ? D'ailleurs, si Varga a reconnu l'authenticité des textes, c'est précisément parce que ces textes ne prouvent rien. Pourquoi sinon l'aurait-il fait ? En vérité, la direction de l'OCI est incohérente quand elle met sans cesse en avant la reconnaissance par Varga de la véracité des documents. Mais la direction OCI sait bien qu'elle n'a rien prouvé et elle cherche à se prémunir, à prévenir : elle affirme que seuls des adversaires acharnés de l'OCI ne liront pas dans ces preuves incontestables la vérité qu'elles con-

tiennent. Ici s'affirme à nouveau la violence terroriste contre leurs propres militants, car s'ils sont enclins à ne plus lire ce qui n'y est pas, ils se classeront d'eux-mêmes dans la catégorie des infâmes. Qu'on relise, par exemple, les pages 4, 5 et 6 de la brochure, on y verra comment la direction OCI « réfute » Varga à qui elle doit un moment concéder la parole : le martèlement sur le mode hystérique du chef d'accusation lui tient lieu de preuve.

Enfin, des preuves supplémentaires nous sont éventuellement offertes... contre paiement ! « *N'exigeant pas d'être crus sur parole, nous nous engageons à communiquer (à leurs frais), à ceux qui en feraient la demande, toutes les photocopies des archives de Varga* » (Provocation dans la IV^e Internationale, préface documents de l'OCI n° 2).

Cette conception hypocrite et policière est intolérable. Des assemblées générales d'information furent convoquées dans les différentes régions pour affirmer la thèse de la direction. A Clermont-Ferrand, elle eut lieu à la fin du premier semestre 1973. Au terme d'un rapport embarrassé d'un envoyé du comité central, un « vote indicatif » eut lieu dans l'assemblée générale selon la bonne vieille méthode. Ensuite, les cellules durent voter : avant le vote, dans chaque cellule, il fut précisé que les abstentions n'étaient pas admises et que ceux qui, éventuellement, voteraient contre la position de la direction seraient immédiatement radiés. De plus, il fut encore précisé que par ce vote, chacun s'engageait à ne plus revenir sur le problème sous peine, une fois encore, de radiation immédiate par le CC. On le voit, le terme de « terreur » n'est pas ici un vain mot.

D'ailleurs, pour situer à sa juste valeur l'indignation tempétueuse de la direction OCI contre cet exilé politique qui cherche des fonds du côté des Américains pour mener ses recherches sur la révolution hongroise, rappelons-nous un petit fait : les dirigeants de la CIA ont maintenant reconnu officiellement que, dans les années 1947-1948, pour faire pièce à la CGT « communiste », ils avaient financé la création de Force ouvrière en France et subventionné la CISL. Ce qui, avant même ces aveux, n'était un mystère pour personne. On s'étonne donc que Lambert n'ait pas cessé toutes relations avec son très bon ami Bergeron qu'il pourrait, au moins, placer sur le même plan que Varga exilé politique hongrois. Et qu'il n'ait pas encore quitté un organisme pareillement gangrené par l'or de l'impérialisme. Lambert ne doit pas croire aux aveux de la CIA. Mais patience ! Peut-être cherche-t-il à mettre la main sur les archives de Bergeron pour y trouver la correspondance de 1948 que celui-ci par un malencontreux hasard n'a pas déposée chez un militant de l'OCI... Mais quelque chose nous dit que ce n'est peut-être pas ça.

Les méthodes de la direction OCI mettent la malhonnête intellectuelle au service du terrorisme.

Tout ceci dit, je ne prétends pas montrer ici l'innocence de Varga. Sur son innocence ou sa culpabilité, c'est à la commission internationale d'enquête qu'il appartient de trancher, si elle en a les moyens. Mais je prétends que les « preuves » apportées par la direction OCI, dans la brochure éditée

spécialement à cet effet, n'en sont pas et surtout, à travers le mécanisme mis en place, l'appartenance du discours de l'OCI à l'univers bureaucratique et la malhonnêteté intellectuelle comme pièce maîtresse de ce discours.

Un document et son analyse

Je pense qu'il vaut la peine de lire le document qui suit parce qu'il exprime de façon presque aveuglante les rapports internes et leur violence entre exécutants et dirigeants, la fonction réactionnaire de la fétichisation de la « théorie » (on a presque honte d'utiliser ce terme), l'émergence du délire et sa fonction, le mécanisme policier bureaucratique instauré.

Jeudi 4 novembre 1976

Toutes les cellules ont pris un engagement chiffré qui concerne leur effectif au 1^{er} novembre. Notre engagement de juin était de 8. Au 1^{er} novembre, nous sommes 9 : Ferrand, Aldo, Yvan, Ticky, Caudy, Desaix, Enjo, Tuel, Toriles.

Nous sommes 9, mais nous pouvions être 5, si la discussion n'avait pas été immédiatement menée sur la base des principes avec quatre camarades qui ont « flotté » dans cette période.

1. Discussion avec le camarade Toriles :

« Le parti de classe surgit de la place du prolétariat dans la production, de la prise de conscience du conflit de classe, des bases théoriques de la dictature du prolétariat, de la conscience que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire, que les partis réformistes, staliniens et leurs sous-produits gauchistes et centrisme réactionnaire sont définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois.

Si tu ne trouves pas un travail stable où tu puisses te syndiquer, les idées ne suffisent pas, tu vivras la révolution de l'extérieur. Tu ne pourras pas être un véritable constructeur du parti même chez les jeunes. »

A ce jour, Toriles est l'élément le plus fragile mais il a un travail stable dans son métier et il peut confirmer sa progression qui est déjà sensible.

2. Discussion avec Desaix en juillet :

Desaix était absent de sa cellule depuis plus d'un mois.

Y. : « *As-tu des désaccords avec le programme, le trotskysme, le marxisme ?* »

D. : « *Aucun, mais je suis fatigué, les objectifs, les Informations ouvrières, les finances, c'est dur, il y a des moments où j'en ai assez.* »

Y. : « *Qui n'a jamais ressenti cette impression ?* »

La question n'est pas là.

« *Es-tu ou non d'accord avec le programme : la lutte de classes marche inévitablement à la dictature du prolétariat. L'arme de la victoire sera un parti sur les bases du programme de transition. Si oui, les questions de fatigue, de rythme se voient dans la cellule.* »

« *La hauteur de l'objectif doit être proportionnelle à l'assimilation de notre orientation : à partir de là, il n'y a plus de fatigue.* »

« *Il faut bien distinguer entre les questions d'appartenance à l'OCI (programme) et les questions de rythme d'activité (orientation), en dehors de quoi nous n'avancons pas sur une ligne de construction du parti, nous rejetons les camarades qui ont des problèmes pour retrouver ces mêmes problèmes demain à travers d'autres camarades.* »

D. : « *Dans ces conditions, je reste dans l'OCI avec un aménagement de mes tâches.* »

3. Deuxième discussion avec Desaix en octobre

L'accord se passe. Desaix revient, puis disparaît à nouveau jusqu'au début octobre.

Retour début octobre. Nouvelle entrevue. Précisons que Desaix est le plus ancien trotskyste de Michelin. De telles concessions s'expliquent par sa situation personnelle particulièrement difficile : sa femme est institutrice titulaire à Nantes où elle vit avec son enfant. Explication est donnée. Desaix était en congé de maladie pendant le mois de septembre. Il avait cherché du travail dans cette région mais n'avait pas « osé » le dire à l'organisation. Sur le reste, il souhaitait réintégrer l'OCI, car il restait en plein accord avec les bases de juin.

La cellule a trouvé infantile le fait de ne pas avoir dit clairement qu'il cherchait à changer de région ; étant donné le bien-fondé de cette recherche, sa demande a été acceptée.

4. Discussion avec Grégoire

Des irrégularités dans la participation à l'amicale : problème sur l'Union de la gauche. Grégoire a rejoint l'OCI cette année. Il a la qualité de poser directement ses désaccords sur l'analyse de la situation quand il en a, ce qui permet une discussion sérieuse et suivie.

Ce n'est pas moi qui ait mené la discussion, c'est Ticky et Ferrand et maintenant Grégoire vient avec une rigoureuse régularité.

5. Discussion avec Enjolras :

Enjolras est solide sur le plan politique contre les stali-niens et très peu solide sur le plan de la santé. Ce n'est pas tout.

Comme son temps de militantisme est limité, il voulait le réserver à son militantisme syndical tout en continuant à travailler en liaison avec nous. Là, quel que soit le syndicat, c'est s'adapter au front populaire. C'est cela le contenu de la discussion.

Si nous ne sommes pas organisés dans l'OCI, le travail syndical d'un ex-militant lui échappe et passe dans les mains des appareils bourgeois qui contrôlent les syndicats, c'est-à-dire passe au compte du front populaire.

Une position syndicale est une position révolutionnaire de la classe si elle est tenue par un trotskyste organisé (sauf exception liée à des traditions mais non à la capacité des individus).

Ceci veut dire que l'activité syndicale peut être mise au compte de la marche de la lutte de classes à la dictature du prolétariat si et seulement si elle est l'œuvre d'un trotskyste. Dans les autres cas, elle peut à tout moment échapper à celui qui l'accomplit pour être mise au compte du front populaire (forme de la bataille contre la dictature du prolétariat).

Si le militant concerné cherche la dictature du prolétariat, son activité se retournera contre lui. La dictature du prolétariat n'a nul besoin d'une activité syndicale purement trade-unioniste : pour être plus précis, elle a tout à y perdre.

ANNEXE

A la deuxième fois où un camarade n'a pas assisté à sa réunion de cellule, il n'est plus compté comme membre de l'OCI.

Sa radiation est mise à l'ordre du jour de la cellule suivante pour être étudiée en présence de l'intéressé.

Pour ces « cas », comme pour les camarades en congé, un texte de quelques lignes doit parvenir à la direction régionale immédiatement. Féline dit : « *Je savais qu'il fallait traiter par écrit les radiations pour le dossier régional, mais pas ces « cas », ni les congés !!* » Or c'est précisément ces cas qu'il faut traiter avec le plus de soin. »

**

Notons en passant l'aveu de la crise qui traverse l'organisation et qui se réfracte très vivement en particulier sur le milieu étudiant. « *Nous sommes neuf mais nous pouvions être cinq...* » Mais examinons comment fonctionne le discours de la direction dans la relation aux camarades Toriles et Desaix. Avec Toriles, on nous annonce une « *discussion* ». Mais où donc s'exprime Toriles ? Nulle part... C'est que précisément, « *discuter avec lui* » signifie lui interdire d'apporter son propre point de vue ; il s'agit de l'engloutir dans un discours qui se donne pour absolu (et qui, à le lire, est complètement incohérent dans sa série d'identifications) et pour générique : le militant est d'autant plus violenté que le discours affirme que seuls l'OCI est révolutionnaire — entend-il bien ? Seule (cf. supra) — il ne peut donc se dérober ; la moindre de ses faiblesses, une défaillance, un désaccord affirmé avec la ligne politique globale et ses particularisations et c'est la brèche ouverte par lui à la contre-révolution massive et englobant tous les autres courants politiques. Toriles, comme les autres, ne peut que s'incliner.

Selon la représentation qu'en donne l'écriture du « chef » et qui est conforme à la pratique d'organisation comment apparaît Desaix qui est un militant qui a vingt ans d'organisation. Comme un pauvre être falot, une « *créature* » aux mains de son démiurge ; il ne sait pas ce qu'il veut, il est incapable de penser avec cohérence la mission historique dans laquelle il se trouve engagé, incapable d'assumer jusqu'au bout la négation de soi dans l'organisation. Mais le chef le reprend, le chef veille. Il lui parle. Desaix bafouille puis se rend, tout de suite... Une fois de plus le militant OCI n'a pas accès à la parole. Il récidivera bien sûr, mais le chef ne se lasse pas. Il est infatigable car il sait. Le chef trempé dans l'acier reprend sa matière spongieuse inlassablement. Gorki, le chantre stalinien, le disait déjà : « *La matière première humaine est incommensurablement plus difficile à travailler que le bois.* »

Le langage qui vient sous la plume du chef est celui du tribunal ; le militant-créature, le militant-coupable... Et comme on le réduit à n'être que cela, comme son organisation elle-même lui échappe tout comme lui échappe le contrôle des marchandises qu'il produit et qui se retournent contre lui, il la craint et « *n'ose pas* » lui dire. Pour cela, l'organisation le

trouve « infantile ». L'organisation, toujours vigilante, monstre froid qui surplombe l'histoire, met au jour ses petites veuleries, son « lamentable petit tas de secrets », et le maîtrise, sans le broyer : il ne faut pas gâcher le matériau, si défectueux soit-il, quand il est rare... Et le langage du tribunal à nouveau : « *Etant donné le bien fondé...* » l'organisation se dresse comme une force supplémentaire d'oppression d'autant plus puissante qu'elle rappelle sans cesse à son militant que c'est lui qui l'a voulue. Mais faible est la créature, défaillante à assumer les « lois » de l'histoire.

Ah ! comme nous sommes loin — aux antipodes — de « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

Quant à Grégoire, il pose directement (mais oui ! quelle audace...) ses désaccords quand il en a. Cela mérite d'être relevé, c'est si rare ! C'est qu'il « *a rejoint l'OCI cette année* ». Enfin, rassurons-nous, il vient régulièrement à ses réunions, oh ! pardon, pas « régulièrement » mais avec une « *rigoureuse régularité* ». La régularité ne suffit pas, il y faut de la rigueur. Masochisme, quand tu nous tiens...

Jamais les notions théoriques évoquées : programme, principes, dictature du prolétariat ne le sont autrement que sur le mode du leitmotiv et de la litanie. Jamais, elles ne sont explicitées, ouvertes, débattues. Elles fonctionnent à titre de fétiches que l'on agite devant les « possédés » pour les ramener à la ... déraison. Jamais le débat politique n'est ouvert entre partenaires égaux. Le demiurge profère, ses créatures gémissent. Actif/passifs.

Passons sur sa très étonnante conception du travail syndical où se révèle d'ailleurs toute la morgue bureaucratique : « *L'activité syndicale peut être mise au compte de la marche de la lutte des classes à la dictature du prolétariat si — et seulement si — (?) elle est l'œuvre d'un trotskyste* ». Écoutons-le à l'apogée de son délire : « *En bref quand un camarade est membre de l'OCI, il est membre à vie* ». En elle-même, cette phrase est privée de sens. L'organisation révolutionnaire n'est-elle pas l'œuvre d'hommes s'associant librement pour leur émancipation et celle de tous les travailleurs ? Et s'ils sont libres, ne sont-ils pas libres de réaffirmer leur engagement dans le chemin qu'ils ont choisi et ne doivent-ils pas sans cesse le vouloir à nouveau ? Et leur liberté n'implique-t-elle pas la liberté de rompre avec ce qu'ils ont été ? Mais, pour Yvan, signataire de la note interne, il faut le croire, la révolution, c'est plutôt le produit du baigne : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du travail forcé. Vraiment, le fantasme du despote asiatique n'est pas loin. Il s'agit de rompre le militant, de l'encaserner dans un « nous » fantasmatique, de le river à sa chaîne, de lui imprimer cette idée que sa vie, avant même qu'il soit mort, est un destin. Il s'agit de lui retirer toute parole propre, de l'engloutir dans l'appareil.

Drole de boulot !

Dois-je dire que je ne reconnais pas là l'activité révolutionnaire, mais son contraire ? Dans *Arguments* (cf. 10/18 tome 1), Edgar Morin dit : « *L'énergie de l'appareil se manifeste de façon militaire (discipline absolue), policière (contrôle total), religieuse (foi absolue au dogme) ; c'est le grand problème des appareils totalitaires dont on ne peut rendre compte que par rapport à la grande crise du XX^e siècle ouverte en 1914, crise générale du capitalisme, qui est bien plus encore, comme l'avait dit Trotsky, crise du progrès de l'humanité.* »

On le voit, cette analyse touche également les « appareillons ». Et ajoutons : l'appareil tire son énergie, sa créativité industrielle de la destruction même de ses militants en tant que sujets particuliers. « L'engagement dans le grand système est une fascination de la mort. » (Jean Duviigneaud. *Ça perche.*)

Tout cela culmine, comme il fallait s'y attendre, dans la police : « *Je n'ai pas la prétention de dire des choses originales. Ce qui est original et qui doit devenir la règle est de traiter tous ces cas par écrit et d'échanger ces écrits au sein de toute l'organisation.* » Et vient cet étonnant mot d'ordre : « *Plus un seul cas fragile sans étude écrite échangée à l'échelle de toute la région.* »

Il s'agit en lieu et place, de la parole et du débat politiques — ramenés à zéro — d'instaurer une surveillance permanente de tous sur chacun pour épier la « créature » qui faiblirait. Chacun est mis sous le regard de tous les autres et chacun peut faire l'objet d'une « étude » dans le genre de celle qu'a subie Desaix, pour interdire les départs. Mieux, un « dossier régional » est créé. Pour une si petite organisation, déjà la police politique ! On bâtit un mirador et on met des fils de fer pour que personne ne s'échappe du camp retranché, retranché au double sens du terme : contre l'extérieur et... contre ses propres défenseurs.

Quelle leçon de chose sur le totalitarisme et le bureaucratisme dans l'OCI !

Ce texte contient beaucoup d'autres choses mais sous peine d'être trop long nous devons renoncer à les analyser ; du moins, devons-nous relever une magnifique parenthèse : « *(la révolution est œuvre humaine)* »... Qu'on se reporte à la totalité du texte où à ce passage, l'« humain » est le côté faible de la révolution. L'humain c'est la veulerie, la lâcheté, la faiblesse. Pour Marx, l'humain dans la révolution ne se mettait pas entre parenthèses et n'intervenait pas comme pur synonyme de faiblesse. Il était au contraire son côté fort. Magnifique parenthèse qui indique et la logique des

rapports sociaux internes et — c'est étroitement lié — les fantasmes de l'égocrate local : magnifique parenthèse qui fonctionne comme un aveu.

Elie Carasso

Anciens militants de l'OCT, avec et dans laquelle nous avons milité de façon continue et active — n'en déplaise aux calomnieurs — et actuellement membres du Cercle d'étude et de recherche socialistes (CERES) de Clermont-Ferrand, nous affirmons notre solidarité politique avec l'article du camarade Elie Carasso, eu égard à notre réflexion collective, sur la base de notre expérience propre.

Gilles Bui Xuan, Myriam Bui Xuan, Marc Guillaneuf, Jacques Bayle, Jean-Jacques Regerat, Jean-Jacques Raoux, Philippe Raoux.

Pour toute correspondance avec le CERES, s'adresser à Elie Carasso, 21, rue St-Herem, 63000 Clermont-Ferrand.

à la librairie ROUGE

